

LE PRINTEMPS DE LIBERTAD

Une histoire d'**amour**,
de **violence**
et d'**intrigues**
dans le Québec
post-référendaire



Roman de
politique fiction

*Fondation littéraire
Fleur de Lys*

PIERRE JC ALLARD

Le printemps de
Libertad

PIERRE JC ALLARD

***Le printemps de
Libertad***

Roman de politique fiction

Fondation littéraire Fleur de Lys



Fondation littéraire Fleur de Lys

Édité par La Fondation littéraire Fleur de Lys,
le premier éditeur libraire francophone
sans but lucratif en ligne sur Internet.

44, rue Chabot, Lévis, Québec, Canada. G6V 5M6
Adresse électronique : info@manuscritdepot.com
Site Internet : www.manuscritdepot.com
Téléphone & Télécopieur : (418) 838-0890

Tous droits réservés. Toute reproduction de ce livre, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur. Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous les pays. La reproduction d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque moyen que ce soit, tant électronique que mécanique, et en particulier par photocopie et par microfilm, est interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur.

Disponible en version numérique et papier.

ISBN 2-89612-054-8

© Copyright 2005 Pierre JC Allard.

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec, 2^e trimestre 2005

Bibliothèque nationale du Canada, 2^e trimestre 2005

Imprimé au Canada

Avant-propos

Le printemps de Libertad

Un roman de politique-fiction dans le contexte du Québec post-référendaire

Ce n'est pas d'hier qu'on cherche à passer des messages sociaux ou politiques de façon plus alléchante en les mêlant à une intrigue littéraire, le cas le plus simple étant celui des fables d'Esope ou de Lafontaine et le plus complexe la Bible...

L'intrigue de ce livre se situe dans un Québec post-référendaire... où le OUI a gagné. La conclusion peut sembler cynique, mais il y a eu des coïncidences troublantes et on peut se demander si on n'a pas ici une prophétie à demi réalisée....

Ce roman de "politique-fiction" est en fait un roman d'action; un polar dicté en six (6) semaines à Moscou à l'été 1995. Il ne s'agissait pas de viser le Goncourt, mais de tenir la gageure de produire rapidement un bouquin amusant qui recèlerait tout de même une parcelle de vérité sur ce qui se trame dans les coulisses des révolutions.

En fait, cette parcelle de vérité est devenue un énorme pavé quand on a vu, le soir du référendum, apparaître comme d'une boîte à surprise, en fin de soirée, les résultats d'UNE circonscription, qu'on avait occultés pendant des heures, et qui transformaient brutalement en défaite ce qui semblait une victoire du OUI.

Un regard sur les fluctuations du dollar canadien, au cours de cette même soirée, montre sans aucun doute raisonnable que quelqu'un qui aurait connu les résultats de cette circonscription dès qu'ils ont été compilés aurait pu, avant qu'ils ne soient annoncés (après quelques inexplicables heures de retard...), réaliser une opération tout à fait spectaculaire aux dépens des spéculateurs de Hong-Kong, de Tokyo et de Singapour qui ne pouvaient alors, statistiquement parlant, que prévoir une victoire du OUI et jouaient donc le dollar canadien à la baisse. La réalité rejoint la fiction.

Les lecteurs hors-Québec y découvriront une langue à multiples patois, plus proche de la réalité, je crois, que le "joual" stylisé et omniprésent qu'on leur présente souvent comme la "parlure" uniforme des Québécois. Il n'est pas facile d'écrire ces divers patois; ils devront donc se faire à des tournures telles que "c'était-tu toi" ...

Bonne lecture.

Votre romancier

Chapitre 1

La roue avant droite glissa dans une profonde ornière et un mélange d'eau brunâtre, de calcium et de saleté s'éleva en gerbe pour aller asperger copieusement les passants. Libertad connaissait déjà trop bien les règles du jeu pour tenter de freiner ou de changer brutalement de cap; elle jeta simplement un regard rapide pour tenter d'identifier les victimes et leur offrir, peut-être, d'éventuelles excuses. Peut-être. La vie maintenant filait trop vite pour les excuses. Trop vite pour les regrets. Trop vite pour les projets. Trop vite pour que le présent soit vraiment vécu et puisse laisser de véritables souvenirs. Le pouls de Montréal battait de plus en plus vite. Une anxiété, une tachycardie collective. Chacun, sans qu'il ait semblé nécessaire de le lui enseigner, vivait désormais — ou jouait à vivre — chaque jour comme si ce devait être le dernier. Comme si le jour de l'indépendance allait se lever, salué par les trompettes de Gabriel.

Pare-chocs à pare-chocs, maintenant. La procession des petites fourmis laborieuses. Chaque conducteur maugréant mais heureux, au fond, de faire encore partie du cortège. D'être encore au volant d'une voiture et en route vers un boulot, alors que tant d'autres... À la musique succéda la voix du commentateur et Libertad haussa légèrement le volume de la radio.

— «Huit heures trente-sept minutes, 21 mars 1996. Oyez, Oyez, c'est le printemps! Vous n'y croyez pas? Faites comme monsieur Parizeau, IMAGINEZ que c'est le printemps. IMAGINEZ qu'il fait 18°, que le soleil brille, que les oiseaux chantent, que les premières fleurs vont sortir et que

les petites filles jouent du cerceau sur des trottoirs bien secs, pendant que papa travaille et que maman poursuit son certificat en “oiseaulogie comparative” à l’UQAM pour la gloire et la culture d’un Québec souverain. Imaginez-vous... En attendant, pour les vrais automobilistes, dans les vraies rues de Montréal, la température est de 4°. La 13, la 15, la 20, la 25, la 30 et tous les ponts sont bloqués, comme d’habitude, et monsieur Bourque n’a toujours pas tenu sa promesse de nettoyer les rues de Montréal. Tous les départs de Dorval et de Mirabel ont été retardés, en raison du brouillard intense qui a remplacé la pluie verglaçante de la nuit dernière, de sorte que Montréal est aujourd’hui splendidement isolée. Une petite remarque à l’attention de monsieur Parizeau: remarquez bien, monsieur le Président-à-venir, que les avions ne décollent pas lorsqu’ils ne voient pas le bout de la piste. Et maintenant on retourne à la musique, avec le maître incontesté du funk...»

Libertad réussit à changer de station tout en se glissant dans la voie de gauche. Dans un cas comme dans l’autre, l’illusion plutôt que la réalité d’un changement.

— «... Et donc, cette “genèse”, cette “mise au monde”, cet “accouchement normal et à terme”, en neuf mois, du “pays à la tête bien faite” que nous annonçait monsieur Parizeau en octobre dernier, tout ça semble aujourd’hui pour le moins bien compromis. Si, depuis six mois, les négociations avec Ottawa n’ont abouti à rien, comment peut-on nous faire croire que tout sera heureusement réglé dans les trois mois qui restent avant le jour Q? Les sondages de ce matin nous apprennent que 46,4% des Québécois, seulement, sont en faveur de la prétendue souveraineté liée à la très problématique association. Est-ce que c’est là la grande vague d’enthousiasme que nous avait promise le Père Fondateur? Qu’on ne vienne pas nous dire, comme monsieur Landry nous l’a dit il y a quelques minutes, qu’il s’agit d’une “fluctuation à l’intérieur des marges d’erreurs statistiques inhérentes à un sondage”. Est-ce que vous parliez d’erreurs statistiques en novembre dernier, monsieur Landry, quand

les sondages prétendaient que l'idée d'indépendance avait progressé de 50,8, le jour du référendum, à 55,2 trois semaines plus tard? La vérité, monsieur Landry, et vous aussi monsieur le Père Fondateur, c'est que la baloune est crevée et que, même si vous le portez depuis six mois, l'enfant n'est pas viable. C'est le moment de vous faire avorter, monsieur Parizeau et ce dont le Québec a besoin, c'est d'un bon curetage de ses derniers éléments fanatiques. Au risque d'être brutal...»

Tout ça, en effet, risquait de devenir de plus en plus brutal, songea Libertad, et d'autant plus brutal qu'il n'y avait plus de femmes présentes au débat. Après le référendum, en octobre, on avait d'abord donné la parole aux femmes, aux jeunes, aux néo-Québécois «de souche». À ceux-ci, surtout, parce qu'il y en avait plus qu'on n'aurait pensé des Johnson, des Robinson, des Mackay de l'Estrie, des Italiens et des Grecs de Montréal, totalement francophones unilingues, apprenant, parfois avec surprise, qu'ils n'étaient pas exactement comme leurs voisins mais que c'était grâce à quelque arrière-grand-père moins irrédentiste qu'ils devaient d'être aujourd'hui devenus des «pures laines».

Au début, il y avait eu des femmes dans le débat. Plus maintenant. L'heure, de part et d'autre, était au langage viril. Même les jeunes mâles, rue Saint-Denis, marchaient d'un pas plus ferme. Draguaient avec plus d'assurance. Souriaient moins. Les jeunes ne divaguaient plus en regardant leur verre de bière; ils le faisaient maintenant l'œil fixe, tourné en haut, à gauche vers ce petit coin d'horizon où chacun voit ses rêves. Et maintenant, songea Libertad, c'étaient les hommes surtout qui rêvaient. Toutes les femmes, confusément, sentaient que les hommes rêvaient d'une bonne bagarre. Et elles s'étaient tues. Il n'y avait plus que les hommes qui parlaient.

Même thème à la station suivante.

— «Moi je pense qu'en effet, on n'a pas effectivement fait le plein complet des voix qu'on aurait pu avoir pour faire ce qu'on aurait voulu faire... et que ce serait ben dangereux de vouloir continuer. Je pense qu'il faudrait qu'on

conscientise plus le vrai besoin qu'on a d'être vraiment nous autres, avant d'essayer de le faire.

— Donc, votre message à monsieur Parizeau, monsieur Tremblay, ce serait quoi?

— De conscientiser, comme disait monsieur Bouchard, de conscientiser les Québécois et les Québécoises au besoin vital d'être vraiment la nation qu'on est et d'avoir les vrais pouvoirs d'une vraie nation.

— Donc de ne pas la faire l'indépendance le 24 juin, c'est bien ça?

— Je ne dirais pas: ne pas la faire. Mais la faire uniquement avec des garanties. Et la faire après les vacances d'été, un an après le référendum, comme on nous l'avait promis. La faire en neuf mois, ça a bousculé le monde. C'était pas prévu.

— Merci monsieur Tremblay. Et maintenant nous passons à un autre auditeur...»

Libertad ferma la radio. Ils étaient tous de plus en plus décidés mais de moins en moins convaincus. De plus en plus prêts à en découdre, mais de moins en moins persuadés de la justesse de la cause. Les mâles voulaient vivre une super Coupe Gray, aller porter le ballon à Ottawa ou à Québec. Mieux, une super émeute de Coupe Stanley, avec beaucoup de vitrines à briser, beaucoup d'adversaires à humilier, beaucoup de jobs à prendre. L'uniforme des futurs officiers de la future armée du Québec était déjà dessiné... pendant qu'à Edmonton plus de vingt mille Albertains, autrement sains d'esprit, avaient déjà rejoint les rangs d'une milice volontaire pour la protection de la minorité loyaliste canadienne au Québec «sans distinction d'origine ethnique ni de langue, mais au vu de sa seule loyauté à l'idéal canadien...» Qu'était-elle venue faire dans cette galère!

Qu'est-ce que moi, Libertad Gomez, Salvadorienne, 26 ans, j'en ai à foutre de cette querelle pour rire entre l'équipe des Bûcherons du Saint-Laurent et celle des Cowboys du Far West, pour des enjeux que personne ne sait trop comment définir? Si mon couillon de père, songea-t-elle, avait présenté une image plus crédible à l'Ambassade améri-

caine, c'est vers Miami, New York ou Los Angeles qu'ils auraient tous pu émigrer comme réfugiés politiques. Tout le monde au Salvador pouvait bien être un réfugié politique, puisqu'il fallait toujours se réfugier de quelque chose ou de quelqu'un et que la politique était partout! Son couillon de père s'était présenté à l'Ambassade américaine avec un sourire béat, avec la gueule d'imbécile heureux d'un pauvre, plutôt que la gueule tragique d'un type qui a souffert pour ses principes et sa foi inébranlable dans les valeurs démocratiques... pauvre con! Et s'il n'y avait pas eu cette mission canadienne arrêtée tout à fait par hasard dans leur village, s'il n'avait manqué quelques paysans pour compléter le profil socio-économique parfait de la dernière fournée de Salvadoriens à montrer aux journalistes, s'il n'y avait pas eu surtout ce jeune diplomate canadien qui louchait sur sa sœur Consuelo... Esteban Gomez, sa femme et ses deux filles auraient continué à rouler des tortillas de maïs au soleil sans jamais soupçonner qu'il pût exister, au nord des Gringos, non pas une mais DEUX tribus de quasi-Gringos, capables de se détester aussi cordialement que les Pipiles et les Catrachos.

Pourquoi était-elle là, dix ans plus tard, économiste diplômée mais en fait vendeuse de crêpes dans un restaurant du Plateau, vaguement inscrite à des cours de l'Université Concordia pour se donner l'illusion d'aller encore vers quelque chose, plutôt que d'admettre qu'elle était déjà rendue nulle part et qu'elle n'avait pas plus de problèmes — mais pas plus d'espoirs ni d'avenir — que le reste de la tribu des Bûcherons du Saint-Laurent? Elle était là parce que sa mère était une mégère, bien sûr!

C'est son père, le couillon, qui avait laissé filer les États-Unis et opté pour le Canada, un pays dont il ne savait même pas s'il était petit ou grand, froid ou chaud, amical ou hostile... mais c'est sa mère, la mégère, qui arrivée à Montréal et constatant qu'on y donnait périodiquement un chèque aux défavorisés, n'avait pas voulu courir le risque d'aller vers Toronto. Il avait fallu des années avant qu'elle CROIT que la tribu des Cowboys, à l'Ouest, était tout aussi géné-

reuse avec les Latinos tout en leur offrant aussi de meilleures possibilités d'emploi.

Et c'est pour ça que Libertad Gomez, avec un père trop mou, une mère trop obstinée et une sœur trop belle se trouvait aujourd'hui, ce 21 mars 1996, dans le parfait brouillard d'une journée de printemps maussade de Montréal... et dans celui encore plus triste d'un avenir totalement bouché, partageant sans l'avoir demandé l'avenir des Québécois à trois mois de leur indépendance.

Le téléphone sonna sans que Libertad y prête attention. On ne répond pas aux appels quand on conduit, sans trop savoir si on en a bien le droit, la Jaguar d'un amant de sa sœur. Le tact vient avec l'habitude. Nouvelle sonnerie. Deux coups, un rappel... L'appel n'est pas pour Consuelo; c'est Consuelo qui appelle.

—*Sí, dime, mana.*

— Libby? Prépare-toi au bonheur et à la joie!

— Quelqu'un t'a donné quelque chose?

— Non, à toi. Tu te souviens de ta demande d'emploi et de l'entrevue que tu avais passée?

— Plus ou moins des vingt dernières, laquelle?

— Ministère des Affaires étrangères du Canada, *ton-ta*. Ils t'acceptent.

— Tu as ouvert mon courrier? Tu me fais une blague?

— Généralement, j'ouvre tout ce qui ressemble à une lettre d'employeur. Je jette les refus, c'est moins lourd. Mais cette fois-ci, c'est oui. Tu commences à Ottawa à la mi-mai. Si tu veux, bien sûr. Tu peux aussi attendre en septembre. Ils te donnent le choix. Ils te parlent comme si tu avais une douzaine d'autres propositions et que tu allais leur faire une faveur. *¡Tios elegantes!*

— *¡Dios mío!*

— J'ai pensé que ça valait la peine de te le dire tout de suite. Où es-tu?

— À deux minutes de chez Gérard. Je laisse la voiture au portier, comme d'habitude?

— Oui, mais ne pars pas. Reste près de la voiture, il va descendre dans deux minutes. Dis-lui que tu es ma sœur et remercie-le.

— Le remercier de quoi?

— D'avoir obtenu le poste au Ministère, bien sûr.

— Tu crois que c'est grâce à lui...

— Certainement pas; je ne lui en avais pas parlé.

Mais il comprend vite; tu n'auras pas fini ta phrase qu'il aura déjà pris un air mystérieux. D'ici une semaine, il pourra me raconter, en détails, tous les efforts qu'il a fait pour te faire embaucher. Après, il sera encore plus fier de lui et il me trouvera encore plus indispensable. Ne cherche pas à comprendre: si ça ne te semble pas évident, tu ne comprendras jamais.... *j Va, pues!*

* * *

Quand Libertad entra dans le hall de Concordia et se dirigea vers les escalateurs, il était déjà neuf heures. Il n'avait pas fallu, en effet, plus de deux minutes à Gérard pour comprendre qu'on voulait bien lui attribuer le mérite d'avoir fait dévier toute la machine de l'État, mais il avait jugé bon de se l'entendre répéter plusieurs fois. Il avait aussi cru indispensable de lui offrir de l'accompagner en voiture des Cours Mont-Royal jusqu'à la porte de l'Université ce qui, compte tenu de la circulation, l'avait retardée.

Gérard avait la parfaite assurance de l'homme de quarante ans qui sait que non seulement tout s'achète mais que tout peut s'obtenir à rabais si on paie comptant. Il ne l'avait pas dit, mais il avait manifesté, sans que puisse subsister le moindre doute, qu'il considérait que la jeune sœur de Consuelo ne pourrait que lui appartenir au jour et à l'heure qu'il lui conviendrait à lui de choisir, si par hasard l'envie lui en prenait — ce qui serait alors pour elle une chance exceptionnelle — en considération de quoi elle pouvait déjà conduire la Jaguar, obtenir un emploi à Ottawa et, de toute autre façon, faire de sa vie un succès. Gérard n'était pas vraiment déplaisant, en dépit de son arrogance, seulement à l'abri de tout doute. Libertad se surprit même à pen-

ser qu'elle ne saurait pas vraiment comment dire non à cet homme qui ne semblait même pas savoir que le mot put exister. Il faudrait demander conseil à Consuelo.

Se hâtant vers l'amphithéâtre, elle salua de la main Parsifal, un copain, tout en tapotant ostensiblement sa montre pour bien indiquer qu'il n'était pas question d'engager la conversation. Distraite, elle heurta un mur. Un roc. Elle heurta Paloma.

— Salut, Libby!

— Excuse-moi, pourtant, tu es visible..., dit-elle en riant.

— Disons que j'ai été frappé par ta beauté, rétorqua-t-il.

C'était bien le style de Paloma. On ne savait jamais s'il plaisantait ou s'il était sérieux. Il ne voulait jamais qu'on sache s'il plaisantait ou s'il était sérieux. Libertad ne savait pas encore s'il la courtisait vraiment ou s'il faisait semblant de la courtiser. Ou si sa façon à lui de la courtiser était, justement, de faire semblant de la courtiser jusqu'à ce qu'elle donne un signe clair d'intérêt. Un homme dans sa situation ne pouvait pas se permettre une rebuffade. Il ne pouvait pas non plus se permettre de réagir à une rebuffade. Il attendait qu'elle fasse un geste.

— Tu vas au cours de Mitchell, lui demanda-t-il?

— Non, Mansfield. C'est plus contemporain...

— OK, allons-y.

Il se retourna, la prit par l'épaule et marcha tranquillement vers le cours de Mansfield. Libertad se demanda si ceci voulait dire qu'il lui était indifférent d'assister à un cours plutôt qu'à un autre ou s'il tenait à souligner qu'il tenait à sa présence. Il était à la fois flatteur et un peu malvenu d'être vu avec Paloma.

Flatteur parce qu'il était beau, qu'il faisait 1,90 mètre et portait veston et cravate dans un environnement où même les chefs de département hésitaient à le faire. «Je suis

un homme d'affaire», disait-il sans vraiment rire, mais avec l'ombre d'un haussement de sourcil, sans jamais pourtant donner l'impression de s'en excuser. Malvenu, parce que tout le monde savait qu'il ne se vendait pas un gramme de coke ni une once de hasch dans Concordia sans que Paloma n'en tirât un bénéfice. Tout le monde savait quelles étaient les «affaires» de Paloma. Comme tout le monde savait que le tatouage, plus ridicule qu'obscène, qu'il portait au majeur et à l'index de la main gauche, marquait son appartenance à un groupe de motards.

Ce qu'on ne savait pas, c'est si Paloma, d'abord motard, avait infiltré l'Université pour y contrôler le trafic des stupéfiants ou si, au contraire, Julien Granger, dit Paloma, cherchait vraiment à poursuivre des études universitaires mais sans renoncer pour autant à ses activités plus lucratives. Agent double? Agent triple? On pouvait imaginer n'importe quoi au sujet de Paloma, ce qui laissait toujours une bonne raison de ne pas porter à son sujet de jugements trop hâtifs... et de s'éviter des embêtements. Pas que Paloma ait jamais manifesté d'agressivité envers qui que ce soit sur le campus, mais enfin... pourquoi chercher des ennuis, n'est-ce pas?

Le cours était commencé, ce qui n'empêcha pas Paloma de descendre lentement jusqu'à la première rangée et de ne s'y asseoir qu'après avoir courtoisement invité Libertad à le faire d'abord. Le professeur Mansfield ne s'était pas interrompu, n'avait pas jeté de regard en coin et n'avait pas perdu un mot de son exposé. C'est par ces gestes de grand seigneur que Paloma avait choisi de manifester son pouvoir sur son milieu.

Le professeur Mansfield avait aussi le sien, et sa façon de le manifester n'était pas si différente. La soixantaine, bien droit, bien coloré, le verbe clair, il s'affublait de cachemire et de tweed comme un franciscain porte la bure. Il habitait Hampstead, affichait une voiture de pauvre à la porte d'une maison de riche et n'avait jamais pris parti dans le débat pour ou contre la souveraineté du Québec au-delà de ce qu'une analyse objective aurait pu suggérer à ses collègues de Harvard ou de la Sorbonne.

De descendance anglo-irlandaise, il était intimement convaincu, sans jamais l'avouer, bien sûr, qu'il était juste et bon que lui-même et sa famille avant lui aient pu jouir de certains privilèges dans ces pays qu'ils avaient conquis sur des Blancs et des Chrétiens — fussent-ils papistes — et non pas sur des païens multicolores, cette dernière aventure étant un abus si manifeste d'une supériorité naturelle que le ciel avait voulu qu'elle se terminât dans la confusion et que l'on dût même s'abaisser à s'en excuser! C'est de cette façon que pensait le professeur Mansfield, en phrases complexes, principales et subordonnées, élégantes et sans émotion. Quand il parlait au commun des mortels, le professeur Mansfield simplifiait.

— «... Et je dis, donc, qu'il ne s'agissait pas de générosité mais d'astuce lorsque, après la conquête, la Couronne permit aux colons français de conserver leur langue, leur religion et leurs usages. Ne l'aurait-elle pas fait qu'elle eut encouragé une alliance de fait entre ceux-ci et les tribus amérindiennes dont il ne faut pas sous-estimer le danger qu'elles représentaient alors pour le nouvel occupant. Imaginez Pontiac conseillé par les anciens officiers du Régiment de Carignan et armé clandestinement par la France; imaginez un métissage généralisé, et le phénomène Riel contemporain de la rébellion des colonies américaines; imaginez celles-ci trop heureuses de soutenir l'indépendance, au Nord, d'un État amérindien francophone ennemi de la Couronne britannique. Imaginez, une génération plus tard, Napoléon qui, plutôt que de céder la Louisiane, aurait alors pu songer à une Amérique française à l'ouest du Mississippi comme au nord du Saint-Laurent et des Grands lacs... et demeurant Espagnole — et donc bientôt soumise à son frère — au sud du Rio Grande... Refaites l'histoire dans votre tête, et vous comprendrez que Montréal valait bien une messe...»

Libertad n'a pas du tout le goût de refaire l'histoire dans sa tête. Elle a d'autres sujets de préoccupation. D'abord, et par dessus tout, il y a ce désir en elle qu'elle doit contrôler, de se lever tout de suite, de balancer ses cahiers au

visage de Mansfield et de courir vers la sortie en sachant qu'elle n'aura jamais plus à écouter les élucubrations de Mansfield, de Mitchell ou de qui que ce soit.

Elle comprend mieux, de minute en minute, que le monde vient de basculer par en haut; qu'elle ne vendra plus de crêpes, qu'elle ne déambulera pas de cours d'appoint en cours d'appoint jusqu'à quarante ans dans l'espoir que quelqu'un veuille bien lui donner un emploi. Elle est désormais une véritable économiste. Une véritable universitaire. Une presque-fonctionnaire. Une quasi-diplomate. De la graine d'ambassadeur. Et pas une diplomate de république de bananes, de café et de maïs; une véritable diplomate d'un vrai pays: le Canada. Son père cultivait pieds nus, sa mère était et demeure illettrée, sa sœur est une pute — même si on ne les appelle pas ainsi quand elles travaillent sur mesure, au cas par cas, sur des types qui ont du fric et des contacts — mais elle, Libertad Gomez, elle est une diplomate.

Libertad a une deuxième préoccupation: le Canada. Pourvu qu'on ne lui enlève pas SON pays! Elle se souvient qu'au moment de l'entrevue, on lui a demandé de réaffirmer son allégeance au Canada. En échange, on l'a assurée qu'elle était et pourrait toujours demeurer Canadienne, aussi longtemps qu'elle ne demanderait pas la citoyenneté d'un autre pays — comme le Québec par exemple — si par malheur on devait en arriver là. Canadienne? Bien sûr, elle est Canadienne! À Montréal, à Toronto, à Whitehorse, si on veut! Mais il vaudrait tout de même mieux que les choses n'en arrivent pas là...

Il vaudrait mieux que les chose n'en arrivent pas là. Pour le Canada... et pour Robert. Elle aime bien Robert. Robert a trente ans, il est sociologue, fonctionnaire, délégué syndical, sa famille est à l'aise et il est aussi québécois qu'on peut l'être. Robert a une belle gueule. Il s'exprime avec élégance. Surtout, il a des parents, des amis, toute une tradition. Il appartient au Québec et, dans une certaine mesure, le Québec lui appartient puisqu'il en connaît tous les méandres et qu'il en partage toutes les obsessions. Robert est de gauche et il est pour l'indépendance... comme tous ses amis. Robert,

la famille de Robert, les amis de Robert... tout ça constitue son Québec à elle. Un Québec où elle est acceptée.

Il y a deux ans que Robert est dans sa vie. Il s'y est immiscé sans heurts, comme ils ont glissé entre deux draps de façon si naturelle et en avançant si bien par étapes la conquête mutuelle de leurs corps qu'ils ne sont même pas d'accord sur le jour anniversaire du début de leur intimité. À partir de quel geste peut-on dire: nous avons fait l'amour? Quand on a échappé au folklore de l'hymen, doit-on, comme les théologiens, placer le début de l'amour, comme le péché, là où le plaisir commence? Libertad aime bien Robert et tout ce qu'il représente, elle aime bien, aussi, que Robert l'aime. Jusqu'à ce jour, c'est l'amour de Robert qui a été son seul vrai passeport.

Depuis quelques heures, elle a un autre passeport: la lettre du Ministère. Peut-on faire carrière à Ottawa — ou dans des Ambassades canadiennes à travers le monde — tout en restant l'amie de Robert, l'amie des amis et de la famille de Robert? Peut-on le faire et espérer être la femme de Robert, la mère de petits Québécois et de petites Québécoises qui ne seront pas des immigrants, ni des apatrides, mais qui ont déjà leur petit nid préparé depuis des siècles dans le grand arbre des Desjardins dont Robert Desjardins n'est que la dernière branche?

C'est le bruit des étudiants se levant et sortant de la salle qui fit sortir Libertad de sa rêverie. Paloma, à ses côtés, lui fit un geste amical et sortit sans plus se préoccuper d'elle. Il avait trouvé opportun d'entrer au cours avec elle, il ne voyait pas, de toute évidence, un intérêt quelconque à en sortir de la même façon. Tant mieux, elle avait rendez-vous avec Robert.

* * *

Libertad, comme la plupart des étudiants de Concordia, préférerait au campus universitaire l'ambiance des terrasses et des restaurants du quartier. Elle n'avait pas fait cent pas sur De Maisonneuve direction Crescent que déjà Parsifal l'avait rejointe.

— Hi!

Parsifal n'était pas bête. Il était, au contraire, extrêmement doué. Il lui manquait seulement un intérêt sincère envers les autres qui aurait permis à ceux-ci de le trouver intéressant. Bien accueilli et même respecté par tous, il n'était cependant indispensable à personne — et aux femmes encore moins — bien que celles-ci, à maintes reprises, l'eussent désigné comme le plus souhaitable des partenaires possible (*Most Eligible Bachelor*).

Que la nature l'eut doté du physique avantageux d'un chevalier teutonique n'était pas en soi une calamité; que son père, musicien, dédaignant la forme anglaise du prénom eut décidé de l'appeler Parsifal en était devenu une. Parlant peu, étudiant beaucoup, toujours soupçonné de chercher son Graal à l'extrême droite, Parsifal était devenu, sans le vouloir, le symbole du conservatisme et le héros des bien-pensants, dans un milieu où les forces vives étaient toutes à gauche et la majorité, tout sauf homogène.

Libertad ralentit et lui sourit en y mettant tout son cœur. Elle ne se sentait pas particulièrement attirée par Parsifal, mais elle regrettait un peu qu'il ne lui eut jamais rien proposé, pas même une sortie en tête-à-tête. Elle aurait refusé, par respect pour Robert, mais elle aurait aimé qu'il le lui proposât. Et puis, aujourd'hui, elle se sentait merveilleusement «Canadien» et il lui semblait que Parsifal était tout à fait le genre de compagnon qu'une jeune diplomate canadienne d'origine Salvadorienne aurait intérêt à montrer dans les salons d'Ottawa.

— Je veux absolument, dit-elle, que tu apprennes le premier comment j'ai cessé aujourd'hui d'être une chenille pour devenir un papillon. Je vais donc, écoute-moi bien, je vais donc t'offrir un double Logavulin 16-ans dans un grand ballon, chez Winston, et nous allons boire une petite fortune pendant que tu vas me regarder d'un air admiratif. Vu?

— J'avais plutôt en tête deux Guinness, chacun payant la sienne, mais si tu a gagné le 6/49...

Parsifal obtint sans difficulté une table en bordure de la rue: c'est un talent inné. Libertad remarqua qu'il tenait son ballon de whisky précieux comme un gentleman, tout naturellement, alors que, tout aussi naturellement, il vidait à l'ordinaire ses bouteilles de Labatt Bleu avec l'abandon du parfait plébéien. Parsifal savait s'adapter.

Qui sait, pensa-t-elle, si ce type à visage d'ange gardien — ou de S.S. qui se garde pur pour la mère pa-trie — n'est pas à l'occasion un amant fougueux et passionné? Qu'arriverait-il, si elle lui faisait sérieusement du pied — ou de la main — sous la table? Elle trouvait l'idée amusante et tout à fait inoffensive. Parsifal, c'était bien connu, était inoffensif... Elle se ressaisit néanmoins avant de passer à l'acte. Tout ça, c'était le whisky, l'exubérance de la nouvelle. Robert serait là dans quelques minutes, et, pour les sentiments, c'était Robert la valeur sûre.

Parsifal était là pour autre chose. Il était là pour écarquiller les yeux, s'émerveiller, s'enthousiasmer, la féliciter du fond du cœur. Manifester l'approbation de Concordia tout entier et de toute la tribu des Cowboys. Il fallait vite que quelqu'un la félicite, avant que Robert ne lui parle de trahison. Elle voulait vivre pleinement sa minute de gloire avant de subir la réprobation.

— Tu as devant toi, dit-elle, son Excellence Libby M. Gomez, Ambassadeur du Canada aux Nations Unies. — Enfin, presque... Et elle lui conta la demande, l'entrevue, la lettre d'acceptation, l'univers qui chavire par en haut. Elle lui parla d'être universitaire en chômage, de vendre des crêpes aux touristes. Whisky aidant, elle lui parla d'être immigrante. D'être ou de ne pas être accueillie. D'être ou de ne pas être intégrée. D'avoir ou de ne pas avoir d'amis. Parsifal parlait peu mais il écoutait bien. Sans tout lui dire, elle lui parla de Consuelo et de ses immenses yeux d'outremer. Elle lui parlait de Robert quand Robert arriva.

Parsifal accueillit Robert comme un frère. Ou plutôt comme si lui, Parsifal, eût été le frère de Libertad. Pas de malentendus, pas d'ambiguïté; il est le copain, le camarade de classe, l'ami fidèle qui a plaisir à être présent à la réunion

du jeune couple. Il offrit sa tournée et partit. Un type qui savait s'adapter.

* * *

En fait, Parsifal Ewen retourna immédiatement à Concordia où il eut un entretien dont les suites ne sont pas sans conséquences sur le reste de cette histoire et ont même été, pour l'avenir du Québec, d'une importance tout aussi considérable que le nez de Cléopâtre le fut jamais pour celui de l'Empire romain.

— Vous savez, Ewen — dit le professeur Mansfield à son jeune interlocuteur, avec ce style ampoulé qu'il n'abandonnait jamais — à quel point je préfère rester loin de tout ces débats. L'histoire suit son cours et ne commet pas d'erreur. Si les Québécois — et nous sommes vous et moi Québécois, Ewen, ne l'oublions pas — décident collectivement d'assumer leur destin hors de la Confédération canadienne, que peuvent légitimement faire pour s'opposer à sa réalisation ceux d'entre nous qui, comme vous et moi, Ewen, avons d'abord rejeté cette initiative? Ce qui me semble important, Ewen, c'est que ce Canada que j'aime, et dont je ferai toujours intimement partie, considère aussi toujours comme un Canadien ce Québécois que je suis et même ces autres Québécois qui — à tort, j'en suis persuadé, et temporairement, je l'espère — vivent aujourd'hui plus intensément leur identification à cette réalité culturelle immédiate qu'est la francophonie québécoise que leur appartenance que je voudrais viscérale, comme la mienne, à l'ensemble canadien. Vous me suivez, Ewen?

— Tout à fait, professeur.

— Dans cette optique — la seule qui me paraisse à la fois réaliste et avantageuse pour toutes les parties concernées — je crois qu'il est judicieux de votre part d'avoir identifié l'importance possible du phénomène «Libertad Gomez» sur le déroulement des opérations. Les gens comme vous et moi, Ewen, issus de familles qui sont ici depuis trois, quatre, cinq générations... nous sommes les incontournables média-

teurs entre la population de première souche, aujourd'hui majoritaire, et ces néo-Québécois qui, inexorablement, démographie aidant, occuperont un jour ce pays aussi sûrement que les Francs ont occupé la France. Nos ancêtres sont venus armés, c'est vrai, mais, à cette distinction près, nous sommes ici les premiers immigrants. Nous avons été les premiers néo-Québécois. Quand nous avons choisi le Canada, c'est un choix de Québécois que nous avons fait, n'est-ce pas Ewen? Nous sommes ici pour rester, n'est-ce pas?

— Il est certain, professeur, que je ne quitterai pas le Québec. Il est certain que c'est comme Québécois que je souhaite le maintien de mon pays, le Québec, au sein du Canada.

— Vous parlez le langage de la raison. C'est aussi le langage que je voudrais tenir, ce dont je ne m'abstiens que pour éviter des malentendus. C'est aussi, j'en suis sûr, le choix éclairé que fait cette jeune Libertad Gomez, totalement prenante de la culture québécoise, mais qui demeure Canadienne. En fait, son choix est le choix quasi unanime de tous les néo-Québécois. Ce qui est exceptionnel, chez Libertad Gomez, c'est qu'elle puisse faire ce choix même en étant si parfaitement intégrée, comme vous me l'avez dit, à la culture francophone majoritaire. Il est clair que nous n'avons pas ici un choix motivé par une méconnaissance du fait français; nous n'avons pas affaire à une transfuge ou à une opportuniste mais à une authentique Québécoise qui a décidé, il y a des mois, de faire confiance à la bonne volonté commune du Québec et du Canada pour qu'elle puisse réaliser son plein potentiel sans avoir à renier quoi que ce soit.

— D'où l'intérêt de diffuser son message implicite: «Ne me demandez pas, compatriotes canadiens, de renoncer à une éventuelle citoyenneté québécoise pour servir un Canada auquel je crois, auquel j'ai toujours cru, auquel je crois que le Québec appartient et appartiendra toujours. Prenez-moi comme je suis, puisque vous m'avez choisie, et ne doutez pas de ma loyauté envers le Canada tout entier même si un incident de parcours entraînait une sécession du Québec qui ne saurait être que temporaire».

— Bien sûr, vous simplifiez, Ewen. Je ne me permettrais pas de m'identifier à ce concept — que l'on pourrait juger méprisant — d'un Québec qui va jeter sa gourme mais qui reviendra au bercail. Je sais, cependant, à quel point les médias peuvent parfois simplifier eux aussi... Personnellement, je crois que tout ce qui favorise la bonne entente entre le Québec et les autres provinces canadiennes est un pas dans la bonne direction. Et je ne cesserais pas de le croire même si le Québec, le 24 juin, décidait d'aller jusqu'au bout de sa volonté d'autonomie. C'est donc sans vouloir en prévoir les conséquences politiques que je crois que le cas Gomez devrait, en effet, ne serait-ce qu'à cause de son intérêt humain, intéresser les médias. Je vous donne ici les coordonnées d'un vieil ami; téléphonez-lui de ma part. Il connaît tout le monde.

Une heure plus tard, Parsifal Ewen étant bien diligent — et l'ami du professeur Mansfield connaissant vraiment tout le monde — Libertad Gomez, qui n'en savait encore rien, était pourtant déjà connue de tous les médias qui comptent. On n'attendait plus que de la rejoindre pour la remettre entre les mains de tous ceux qui mentent et commentent et nous font ainsi notre vérité quotidienne.

* * *

— On passe chez toi? Libertad n'a encore rien dit à Robert. Quelques banalités sur Parsifal chez Winston, l'agitation de la rue Crescent, les formalités du parking... c'est maintenant, assis côte à côte dans la petite voiture de Robert que l'aveu, pour la première fois devient possible. Possible et immédiatement nécessaire, avant que la dissimulation ne s'installe. À moins que la promesse d'une intimité imminente ne justifie que toute autre considération soit remise à plus tard. — On pourrait acheter quelques charcuteries, une bouteille de vin...

La main de Robert vient aussitôt se poser très haut sur sa cuisse, à la naissance de l'aîne. Une petite pression sympathique. Affectueuse, mais aussi une mise en attente du désir. Libertad ne fut donc pas surprise de la réponse.

— Plus tard, on passera chez moi si tu veux. Mais d'abord, nous allons chez Delo. Il faut faire le point. Tout est en train de dérapier. Tu as vu les sondages?

— J'ai vu les sondages. Tu sais, un jour c'est oui... un jour c'est non...

C'était bien ça, la situation. Libertad, d'ailleurs, ne comprenait plus depuis longtemps comment l'on pouvait espérer bâtir un pays dont la majorité fluctuait ainsi quotidiennement, littéralement pour un oui pour un non. Au départ, spontanément, elle avait rejeté cette idée de séparation. Ensuite, elle avait compris que Robert et les amis de Robert attendaient d'elle un Oui. Un Oui de solidarité, parce qu'elle avait été acceptée comme Québécoise, parce que le français plutôt que l'anglais était devenu sa première langue seconde.

À Concordia, elle avait constaté qu'au contraire on la prenait pour acquise à la cause du Non: il n'y avait pas de néo-Québécois, il n'y avait que des néo-Canadiens. Pour sa famille, la question était sans intérêt. Elle avait donc appris à laisser supposer, ici un engagement envers le Québec, là un engagement envers le Canada, tout en partageant elle-même l'indifférence de sa famille. Le jour du référendum, par loyauté pour Robert, c'est bien le «Oui» qu'elle avait choisi, mais tout en espérant vaguement que ce soit le «Non» qui l'emporte. Le lendemain, à Concordia, elle avait donc pu paraître sincèrement contrite... ce qui ne l'avait pas empêchée au cours des semaines qui avaient suivies, de célébrer à maintes reprises la «victoire» avec Robert, Delo et les autres.

— Non, maintenant c'est plus grave. Quand on analyse les sondages — et, crois-moi, Delo a accès à bien d'autres sondages que ceux que l'on publie... — on voit que ce n'est plus tant le nombre de gens qui veulent l'indépendance qui varie que le nombre de ceux qui sont prêts à faire ce qu'il

faut pour l'obtenir. Les gens commencent à comprendre qu'il ne s'agit pas simplement de dire oui pour devenir indépendant... et ils commencent à avoir peur. C'est le moment de vérité.

— Est-ce que ça veut dire que, jusqu'à aujourd'hui, c'était le temps du mensonge?

Robert se retourna, surpris par sa réplique. C'était bien la première fois qu'elle ne se contentait pas d'acquiescer, de hocher la tête, de répéter autrement ce que lui ou les autres avaient dit. Est-ce que Libertad, sa compagne, n'était pas inconditionnellement de son côté? Elle le rassura en souriant et en posant, à son tour, sa main sur la cuisse de Robert. Plus près du genou, mais non pas à plat: les ongles bien appuyés. Il en conclut qu'elle le suivrait n'importe où.

Libertad n'était pas du tout sûre qu'elle suivrait Robert chez Delo. Delorimier Pinard — Delo pour les intimes — avait reçu ce prénom inusité d'un père totalement convaincu de la justesse de la Cause. Militant de la première heure, Pierre Pinard n'avait jamais quitté la mouvance riniste, felquiste, péquiste, passant donc ainsi de la contestation au pouvoir sans solution de continuité et sans jamais se demander si, comme on le prétend, celui-ci corrompt.

Pierre Pinard, désormais haut fonctionnaire à Québec, n'en avait pas moins gardé à Montréal — à Outremont — une maison spacieuse héritée d'un père et d'un grand-père bien bourgeois. C'est une maison qu'il visitait souvent mais qu'occupait surtout Delo, fils unique, révolutionnaire de deuxième génération à qui l'on avait même épargné le souci de se faire un prénom. Journaliste à la pige, raisonnablement à l'abri de tout problème financier, Delo, de toute sa vie, n'avait eu qu'à penser. Il le faisait fort bien.

Libertad éprouvait pour Delo une certaine fascination. Alors que Robert, de milieu plus modeste, avait adopté un rôle de syndicaliste gauchiste militant qui lui allait comme un gant — et en avait sans difficulté le geste et le vocabulaire — Delo ne semblait jamais tout à fait vrai dans le rôle de l'anarchiste passionné. Delo avait la fougue, il avait le verbe, mais il semblait trop bien jouer des passions pour

en être lui-même le jouet et tout ce qu'il disait paraissait trop intelligent, logique et sincère pour ne pas avoir été bâti minutieusement par quelqu'un de sincère et d'intelligent qui voulait convaincre.

Libertad ne savait pas trop comment elle allait expliquer la situation à Robert, mais elle était absolument persuadée qu'il ne fallait surtout pas tenter de l'expliquer à Delo. À son grand regret, ils arrivèrent chez Delo avant qu'elle n'eut trouvé un prétexte valable pour l'éviter.

Delo était là, en compagnie d'autres copains que Libertad connaissait déjà. Le père de Delo y était aussi, cependant, ainsi que Marcel qu'elle avait déjà vu à quelques reprises. Marcel était pour elle une inconnue dans l'équation. Il était le quinquagénaire à col roulé auquel on parlait avec respect mais qui parlait peu. Il appelait Pierre Pinard par son prénom. Il tapotait Delo sur l'épaule. Libertad savait qu'il avait «posé des gestes» pour l'indépendance, mais personne ne lui avait dit si c'était au moment d'Octobre 1970 ou bien avant. Aujourd'hui, c'est lui qui parlait.

—... Comprenons bien la situation. Ni la France, ni les États-Unis, ni qui que ce soit ne va décider pour nous que le Québec est indépendant. L'indépendance, c'est comme la liberté: ça se prend. Et ça se prend toujours de force. Il n'y a pas de papier qui tienne s'il n'y a pas, quelque part, un fusil pour l'appuyer.

C'est Robert qui l'interrompt:

— Qu'est-ce qu'on fait, on met des barricades? Nous savons tous que la population ne suivra pas.

— Tu as bien raison, dit Marcel, c'est pour ça qu'il ne faut pas mettre de barricades. Les barricades, ça vient plus tard, quand on est prêt à subir des pertes et que chaque perte augmente l'engagement des autres envers la cause.

— «Le sang des martyrs», dit Delo, «est une semence de Chrétiens...».

— Oui, dit l'un des autres participants, dont Libertad ne se souvenait plus du nom, mais ça prend quatre cents ans pour donner une récolte et nous avons à peu près quinze jours avant que la population ne change d'avis.

— La force, reprit Marcel, ce n'est pas de monter un drapeau derrière une barricade. C'est d'assurer l'ordre et de faire en sorte que les choses fonctionnent. L'État existe quand il assure l'ordre public. Ce n'est rien de spectaculaire, c'est une série de petits détails. Le huissier qui va exécuter une saisie chez un débiteur, le 25 juin, le fait-il au nom de la Reine, ou au nom du Québec? Supposons qu'il le fasse au nom du Québec et que le débiteur s'appelle John Smith, par exemple; John Smith peut téléphoner au 911 et dire qu'un intrus sans autorité légitime est en train de violer son domicile. Quand la voiture patrouille arrive à la porte, le huissier montre son bref d'exécution et les policiers ont le choix: ils disent à Smith de fermer sa gueule et laissent le huissier faire son travail... ou, s'ils ne croient pas que le Québec soit une autorité légitime, ils embarquent immédiatement le huissier.

Maintenant, si le lieutenant du poste y croit, lui, à l'autorité du Québec, il relâche le huissier et peut même lui donner une escorte pour accomplir sa mission. Entre temps, John Smith a téléphoné à un ami, juge de la Cour supérieure, et obtenu une ordonnance suspendant l'exécution du bref. Si l'ordonnance est établie au nom de Sa Majesté, le huissier et son escorte policière peuvent en remettre en cause la légalité — au nom d'un Québec souverain — et poursuivre l'exécution. Vous voyez le scénario?

Là-dessus, arrive la Sûreté du Québec, suivie de la Gendarmerie royale du Canada et l'ordre public s'établit au nom de celui dont les disciples auront parlé le plus fort... ou auront tiré les premiers. Celui dont les supporters auront rétabli l'ordre public sera le gouvernement légitime du Québec... au moment et au lieu où ceci aura été fait.

Maintenant, imaginez-vous le même incident multiplié par cent, multiplié par mille. Les lignes hiérarchiques ne fonctionnent plus, ni d'un côté ni de l'autre. Vous avez une situation insurrectionnelle. Certains éléments criminels de la

population décident de tirer parti de la situation. C'est l'anarchie. La première force organisée, disciplinée qui reprend le contrôle de la situation à l'échelle du Québec devient le gouvernement de facto du Québec. Toutes les décisions référendaires n'y changeront rien. Or, le gouvernement du Québec ne dispose pas d'une force crédible armée, disciplinée, capable d'établir ce pouvoir de facto. Conclusion: c'est le gouvernement d'Ottawa qui le fera, et il le fera avec le soutien d'au moins 70% de la population dès que celle-ci aura goûté à l'anarchie et aura vu l'incapacité du gouvernement du Québec à maintenir l'ordre.

Pour la bonne mesure, considérez que la dernière intervention se fait sous la Loi des mesures de guerre et que les autorités du Québec qui s'opposent à cette intervention musclée deviennent coupables de sédition. Pensez à un procès où Parizeau, Landry, les principaux chefs syndicaux, les leaders indépendantistes sont tout à fait légalement accusés de haute trahison... et condamnés finalement non pas à être pendus mais au silence et à la résidence surveillée, à la grande satisfaction d'une majorité de la population. Fin de la rigolade.

— Il resterait encore, dit Robert, 30% de la population — dont tous les mouvements de gauche et les forces les plus actives de la société — capables de mener une grève générale et même, au besoin, de soutenir une guérilla. Le Québec est incontrôlable sans l'appui de sa population.

— Exact, dit Marcel, mais ce que nous voulons c'est bâtir le Québec; ce n'est pas de créer les conditions pour une autre Bosnie.

— Mais, dit l'un des autres jeunes, est-ce que le gagnant n'est pas justement celui qui accepte le risque de créer une autre Bosnie et le perdant celui qui n'ose pas courir ce risque?

— Est-ce que l'indépendance du Québec va se jouer sur une partie de poker-menteur, dit Delo? Est-ce que le Québec va devoir choisir entre des dirigeants qui auront prouvé qu'ils ont des couilles en se relançant à coup de vies de Québécois?

— Malheureusement, dit Marcel, c'est comme ça que se sont faites toutes les indépendances de l'histoire, sauf celles qui n'intéressaient vraiment personne. Qui n'intéressaient vraiment personne, je veux dire, au niveau des tripes, au niveau des émotions. Si on fait une indépendance qui est une affaire de gros sous, de droits de pêche ou de concessions minières, on la fait faire par des avocats. Alors, mais alors seulement, il y a une chance — je dis bien, une chance — qu'il n'y ait pas de sang dans les rues. Quand tu y crois vraiment, tu cognes. Quand tu cognes, ça fait mal.

— Je crois..., commença Delo, avant d'être interrompu par son père.

— Écoute Marcel, dit Pierre Pinard, — tu as fait neuf ans, «en dedans». S'il y a quelqu'un qui a le droit aujourd'hui de nous dire ce que nous devons faire, c'est toi. Qu'est-ce que tu suggères? J'ai l'oreille de qui-tu-sais à Québec. Qu'est-ce que tu suggères?

Il y eut un moment de silence avant que Marcel ne reprenne, très doucement. — Rien. Je crois sincèrement qu'il n'y a rien à faire. Pour faire une révolution, pour reprendre le pouvoir, il faut vouloir le reprendre et il faut savoir de qui le reprendre. Les Québécois ne veulent pas une révolution. De toute façon, le monde a tourné. Où est le pouvoir? On se bat contre qui? Contre quoi? Je crois qu'au point où nous en sommes, le mieux que le Québec peut espérer c'est de se sortir de cette histoire sans se couvrir de ridicule et sans démotiver sa population, les jeunes en particulier.

— Mais comment peux-tu, dit Delo, avoir changé d'avis de façon aussi radicale depuis quelques semaines?

— Tout simplement, répondit Marcel, parce que je me suis aperçu que plus personne n'y croyait. Si quelqu'un y avait cru, il y a longtemps que les palabres auraient été remplacés par des fusillades. Ce n'est pas que je souhaitais la violence, mais je l'ai toujours su indispensable. Je constate que l'enfant ne donne pas de ruades dans le ventre de sa mère; Parizeau nous dit qu'il est bien élevé: je pense qu'il est mort-né. Maintenant, Pierre, si vous réussissez à Québec, toi,

Le printemps de Libertad

Parizeau, les autres, à faire bouger le gouvernement fédéral, je vous lèverai mon chapeau. Mais ne me demande pas aujourd'hui comment faire une révolution; appelez plutôt des avocats.

Marcel fut le premier à partir, Robert et Libertad le suivirent presque aussitôt. Elle fut soulagée qu'il la ramenât chez elle sans même une allusion à leur conversation antérieure. Elle n'aurait pas eu le courage de le consoler des paroles de Marcel ni celui d'aborder les changements de sa propre vie professionnelle.

Chapitre 2

Libertad et sa famille occupaient un confortable trois-chambres rue Goyer. Rien d'extravagant, mais l'abondance au quotidien, par la grâce de Consuelo. Papa Gomez ne rajeunissait pas et ne s'était jamais vraiment fait à la vie urbaine; il chômait. Lupe, la mère, gardait des enfants, faisait des ménages, se rendait autrement utile au voisinage et, surtout, avait complètement maîtrisé, de commérages en conseils, toutes les ramifications du réseau d'aide sociale. Libertad servait à la Crêperie du Plateau trois soirs par semaines, faisait des travaux d'étudiants à la pige et subvenait ainsi à ses besoins qui étaient modestes.

Tout ceci n'avait guère d'importance. Consuelo assumait le loyer, l'épicerie et le plus clair des autres dépenses du ménage. Consuelo n'avait pas de problèmes d'argent. Plus grande, plus mince, plus souple, plus âgée de deux ans que Libertad, Consuelo avait eu, dès le départ, non seulement, l'avantage d'être bien belle, mais aussi celui qu'on le lui ait déjà dit, là-bas, au Salvador. Au pueblo d'abord et dans la Capitale ensuite.

Il ne lui avait pas fallu plus d'une visite au bon fonctionnaire du bon ministère pour que la mission canadienne au Salvador soit dirigée vers le village de sa famille. Il ne lui avait pas fallu plus d'une heure pour que le jeune diplomate canadien accorde à son père le visa demandé. Elle était arrivée au Canada à dix-huit ans, déjà bien consciente de ce qu'une femme peut donner et de ce qu'une femme peut recevoir: il y avait des années qu'elle savait déjà ce qu'elle valait. Il lui avait suffi d'un mois, à Montréal, pour devenir la

maîtresse d'un type très bien. De Jacques à Jean, de Jean à Simon et de Simon à Gérard, elle était maintenant coordonnatrice à l'accueil d'une société d'import-export dont le plus clair des affaires se faisait avec le gouvernement fédéral.

Elle relevait directement, à ce titre, de Gérard Martin, président-directeur général et seul actionnaire de ladite compagnie. Gérard avait beaucoup d'amis. Les amis de Gérard étaient aussi ceux de Consuelo. Consuelo n'avait cependant pas de meilleur ami que Gérard, comme Gérard n'avait pas d'alliée plus fidèle que Consuelo. C'est du moins ce qu'ils prétendaient tous les deux. Au demeurant — et tout intérêt commercial mis à part — ils avaient tous deux le talent réciproque de se faire jouir comme nul autre, ce qui ne gêne rien au maintien d'une relation harmonieuse et évite bien des malentendus. Comme évitait bien des malentendus le fait qu'elle demeurât toujours officiellement avec sa famille rue Goyer, et non avec Gérard aux Cours Mont-Royal.

C'est sa mère qui accueillit Libertad : — Que c'est bien, que c'est bien, Mamita, que tu aies trouvé un emploi!

Le père Gomez rappliqua à son tour: — Et tu as reçu beaucoup d'appels des gens de la télévision. Dis, ce doit être important ce poste que tu as obtenu!

— Des appels de la télévision?

— Oui, regarde, j'ai noté: Señor McNaughton de CBC, Señora Fraser de CJAD, un type de la Gazette, je ne peux pas prononcer son nom, c'est écrit là.

Consuelo apparut à son tour : — *Sos bien popular...* Pourquoi ils t'appellent tous?

— Aucune idée. Je n'en ai absolument aucune idée.

— Quand le fils de ta tante Catherine a vécu à Choluteca avec une dame qui était consul honoraire de Panama, commenta Lupe Gomez, j'ai passé une semaine chez eux et elle recevait aussi beaucoup d'appels. C'est normal, quand tu es diplomate, que les journaux t'appellent. Quand tu seras bien connue, ton père pourra aussi trouver un emploi.

— N’embête pas Libertad avec mes problèmes, intervint le père, pense plutôt qu’elle sera peut-être un jour là-bas, au Salvador, et qu’elle pourra vraiment aider César et Benjamin...

Consuelo reprit le contrôle de la situation:

— Rappelle-les, on saura bien. Commence par le type de la Gazette, les gars des journaux sont moins dangereux.

Libertad s’exécuta. Non, monsieur Libkovsky n’était pas là, mais son adjointe était au courant du dossier. Que ressentait Libertad Gomez face à cette nomination au service diplomatique canadien? Acceptait-elle cet emploi? Se sentait-elle d’abord Canadienne ou Québécoise? Voyait-elle dans cet engagement une quelconque renonciation à son statut de Québécoise? Quelle avait été sa position au référendum... Pardon, excusez-moi, je n’aurais pas dû poser cette question. Vous parlez français n’est-ce pas? Ah, vous avez appris le français avant l’anglais? Comme c’est intéressant...! Nous aimerions vous rencontrer, en savoir plus sur vous, sur votre famille, sur vos valeurs, sur vos idées... Quand vous voudrez. Demain? Avec plaisir...

À peu de choses près, même chose à la radio. Moins de curiosité à la télévision mais un rendez-vous ferme pour une entrevue, préenregistrée le lendemain et rediffusée le jour suivant. Libertad donnait la réplique, sans comprendre. Ils étaient trop polis. Trop pressés. Quelque chose sonnait faux. Pourquoi elle? Comment savaient-ils? Que cherchait-on à lui faire dire? Avant même qu’elle n’eût terminé de retourner les premiers appels, un autre journal et une autre station radiophonique l’avait relancée. Il était déjà quatre heures quand Consuelo vint la rejoindre.

— Et alors?

— Je ne sais pas, ils veulent tous me parler. Il y en a eu deux autres. C’est comme si j’étais la seule candidate acceptée aux Affaires étrangères. Parce que nous sommes

des immigrants sans doute. Il n'y a sans doute pas beaucoup d'immigrants qui ont été acceptés...

— Parce que tu es immigrante, parce que tu es une femme, parce que tu es Québécoise... mais je sens qu'il y a autre chose. Je vais parler à Gérard. Tout de suite.

— Et moi, je passe chez Robert. Je ne le lui ai pas encore dit. Au fait, tu l'as cette lettre du Ministère?

— Qui est Robert?

— Je t'ai déjà parlé de Robert, on se fréquente depuis deux ans...

— Oui, je me souviens... qu'est-ce qu'il fait? Que fait-il dans la vie, je veux dire?

— Il est au gouvernement du Québec, les Affaires sociales.

— Important?

— Pas vraiment.

— Ce n'est pas lui, la télévision, la radio, les journaux?

— Il ne le sait même pas!

— Je veux dire: ce n'est pas lui qu'on vise? Il n'est pas assez important pour qu'on essaye de l'atteindre à travers toi, n'est-ce pas?

— Je ne vois vraiment pas...

— Il faut vraiment que je parle à Gérard. La lettre est sur le bahut, dans ta chambre.

— Tu me laisses à la Crêperie?

— Je n'ai pas le temps. Prends un taxi. Tu as besoin d'argent?

— Non, ça va... Merci quand même. Merci pour tout.

— Tu sais, je vais être très fière d'être la sœur d'une diplomate. Merci d'avance...

Il y avait toujours eu entre elles cette complicité essentielle qui doit exister entre maraudeurs d'un même clan isolés en territoire étranger. Les choses n'allaient pas changer simplement parce que l'une d'elles avait réussi une grosse affaire.

Libertad, d'ailleurs, ne voyait pas l'urgence de changer quoi que ce soit. Elle fit comme toujours quatre heures de service aux tables à la Crêperie du Plateau. Comme un soir sur deux, Robert l'attendait à la sortie.

* * *

Quand elle monta dans la voiture de Robert, celui-ci l'étreignit avec un peu plus d'avidité qu'à l'ordinaire. Elle ne s'y trompa pas

— Ça t'a foutu un sacré choc, cette histoire de Marcel, n'est-ce pas?

— Évidemment, ça m'a bouleversé. Je ne vois plus trop bien où on s'en va. Mais au fond, ce qui me déprime le plus, c'est Marcel lui-même. Tu sais qu'il a passé près de dix ans de sa vie en prison? ALQ, FLQ... Comment peut-il aussi facilement tirer un trait sur toute sa vie? Comment peut-il le faire avec autant de sang-froid?

— Peut-être la lucidité, peut-être le simple bon sens. Est-ce qu'il n'est pas clair que les gens n'en veulent pas de l'indépendance?

— Les gens ne veulent jamais autre chose que la tranquillité. Je suis sûr que dans toutes les révolutions, il y a eu une heure où ceux qui sont devenus plus tard des héros n'étaient que des trouble-fête. Je suis sûr qu'au début de la Résistance, en France, la majorité de la population souhaitait qu'on en finisse avec les Résistants et que la vie recommence comme avant, avec ou sans les Allemands. Et je ne suis pas sûr que les gens comme Marcel ont vraiment laissé tomber. J'ai parlé avec Delo aujourd'hui, il pense la même chose que moi. Les gens comme Marcel veulent encore faire quelque chose mais ils savent qu'il y a des délateurs et des traîtres partout. Ils feignent de laisser tomber mais ils vont passer à l'action. Au moment où l'on se parle, je suis sûr que Marcel, sans nous le dire, est en train de préparer quelque chose.

— Tu crois? Marcel lui-même disait qu’il ne fallait pas jouer une partie de poker-menteur où l’on se relancerait à coup de vies de Québécois. Tu crois que même ça, c’était un bluff?

— C’est Delo qui disait ça, pas Marcel.

— Et si Marcel, ou quelqu’un comme Marcel, te demandait de passer à l’action directe, comme vous dites, est-ce que tu le ferais?

— Je ne sais pas. Je n’ai pas eu la formation pour le faire. C’est peut-être pour ça qu’on ne me le demande pas.

— Mais si on te l’avait demandé, insista-t-elle. Il fit démarrer la voiture sans répondre. Et mit la radio en marche. C’était la dernière chanson de Lèveillé:

«Ce soir-là Montréal, tu sortiras joyeux, fier de la liberté suspendue à ton bras... saluant au passage un drapeau blanc et bleu... et chantant, en français, un air qui te plaira... la, la la la la la la la la la, la la...»

Excédé, Robert passa à la station suivante. — «...et cette myriade de “cas personnels” qui viennent se greffer au problème collectif de l’indépendance. Par exemple, celui de cette jeune néo-Québécoise, Libertad Gomez, dont on a entendu l’entrevue téléphonique il y a quelques minutes et qui sera l’invitée du réseau anglais de Radio-Canada samedi soir, je crois. Vous avez ici une jeune femme dont la carrière prometteuse passe par une adhésion au système fédéral. Aujourd’hui, ce gouvernement est son gouvernement. N’a-t-elle pas raison d’accepter de le servir? S’attend-on à ce qu’elle démissionne le 24 juin à midi? Et, si elle le fait, le gouvernement du Québec lui offrira-t-il un poste équivalent, comme il a promis de le faire à tous les fonctionnaires fédéraux? Il y a des milliers de cas semblables actuellement au Québec. Quelle que soit l’issue de la situation actuelle, on se demande si, Québécois ou Canadiens, nous pouvons éprouver autre chose qu’une grande pitié ou un profond mépris pour les gouvernements, tant à Ottawa qu’à Québec, qui ont permis que cette situation existe.»

Robert avait éteint la radio et s'était mis à rire:

— Quelle coïncidence, n'est-ce pas? Elle s'appelle exactement comme toi!

Libertad ne se sent pas la force d'expliquer. Elle tend simplement à Robert la lettre du Ministère. Après, tout se passe comme un ballet aquatique, silencieusement, au ralenti. Il stoppe la voiture, il lit la lettre, il la lui rend. Il lève lentement les bras comme s'il tenait devant lui un ballon imaginaire, la bouche entrouverte, les sourcils froncés, totalement abasourdi. Puis, il baisse les bras, exhale un profond soupir et, sans même la regarder, lui touche délicatement l'épaule. Deux fois. Ensuite, de l'index, il lui indique la porte. Toujours sans la regarder, toujours en silence, du revers de la main il fait le geste de la balayer hors de cette voiture, hors de sa vie.

Libertad sort de la voiture. Elle est coin Sherbrooke et Saint-Denis. Face à cette statue d'un homme que la douleur étreint. Pour l'instant, elle est sans douleur. Elle est sans émotion. Elle tient toujours à la main la lettre qui lui donne un avenir, une dignité, une vie. Derrière elle, il y a quelqu'un dans une voiture qui veut une autre vie. Tout ça est très simple. Plus simple qu'elle ne l'avait cru. Il lui semble simplement incongru qu'on laisse ainsi des questions de politique transgresser les limites d'une relation personnelle. On voit bien que ce ne sont plus que des hommes qui ont la parole.

* * *

Il n'y avait en effet que des hommes chez René Francœur quand Pierre Pinard y arriva. Que celui-ci, fonctionnaire du Québec et séparatiste depuis trente ans, fut invité chez René Francœur, pilier du Comité du Non, en disait déjà long sur l'imbroglio qui persistait à trois mois de la déclaration d'indépendance. Que Pierre Pinard trouvât tout à fait normal d'accepter cette invitation montrait encore mieux à quel point les lignes de clivage étaient subtiles et les loyau-

tés étrangement partagées selon le point de vue que privilégiait l'observateur.

Il y avait, ce soir-là, chez Francœur, d'autres fonctionnaires, quelques banquiers, des ingénieurs, des consultants, des hommes d'affaire. Quelques-uns qui avaient voté Oui, beaucoup qui avaient voté Non, mais des gens qui avaient tous en commun d'avoir intérêt à ce que l'indépendance, si elle devait absolument se faire, se fasse au moins avec un minimum de violence et de bouleversements. La maison de Francœur, ce soir-là, voulait être le lieu de rencontre de toutes les tolérances.

René Francœur avait invité environ un tiers d'anglophones. Plus, il aurait paru faire la part trop belle à la minorité; moins, il aurait semblé vouloir respecter un quota. Il avait, de la même façon, invité plus de supporters du Oui qu'il n'en avait comme amis, mais moins que ne l'aurait suggéré le fait qu'ils étaient maintenant au pouvoir et presque à l'heure de réaliser leur projet.

Il était clair pour chacun des invités que le but de leur rencontre était de préparer l'avenir. Leur avenir. L'avenir de chacun d'eux dépendrait d'ici peu de ce qu'il aurait dit, ce soir, à l'un ou l'autre des autres invités. L'astuce était de savoir ce que chacun voulait VRAIMENT entendre... et ce qu'ils prétendraient avoir entendu, le 25 juin, lorsque les jeux seraient vraiment faits.

—... Car les jeux, dit Francœur, ne se feront pas le 24 juin 1996. Ils se feront dans les semaines, les mois, les années qui suivront. Parizeau nous parle de la naissance d'un enfant. En fait, il va s'agir de l'apparition d'un fantôme, de la matérialisation d'un ectoplasme dont on ne saura pas très bien s'il est réel, virtuel, fragile, solide... Comment peut-on bâtir un pays sur une balançoire?

— C'est bien le problème, dit Pierre Pinard. Il est clair que la majorité en faveur de l'indépendance peut devenir une minorité avant même que l'indépendance ne soit déclarée. Il est même probable, je l'avoue, qu'elle deviendra une minorité au cours des mois difficiles qui suivront. Il suffirait, cependant, que le gouvernement d'Ottawa — ou

quelque groupe que ce soit au Québec même — tente de mettre à profit cette situation... pour que le phénomène inverse se produise. Toute tentative de réintégrer le Canada créera, instantanément, une nouvelle majorité en faveur de l'indépendance. Nous comprenons tous que rien ne serait plus dommageable, pour le reste du Canada comme pour le Québec, qu'une séquence d'entrées et de sorties du Québec dans la Confédération. Il n'y aurait plus, alors, aucune façon pour les investisseurs de vérifier la représentativité et donc la solvabilité de cet interlocuteur mouvant que serait le Canada.

— D'où vous concluez mon cher Pinard, intervint un autre invité, qu'il vaut mieux laisser se faire l'irréparable que de tenter de l'éviter!

— Vous savez, dit le professeur Mansfield, que je ne suis pas loin de penser la même chose. Le lendemain de cette indépendance du Québec, il y aura bien l'une ou l'autre des innombrables séries d'obligations du Canada qui viendra à échéance. Les détenteurs n'enverront pas 23, 25 ou 27% de la note au nouveau gouvernement du Québec. C'est le gouvernement d'Ottawa qui recevra la facture. C'est le gouvernement d'Ottawa qui devra renégocier un emprunt. Il le fera d'autant mieux que la situation avec le Québec sera claire, quelle que soit l'issue de la crise actuelle.

— Je vois mal en effet, dit un autre invité à la crinière blanche, notre ami Michael, au Federal Reserve Bank, supputer le taux de change correct du dollar canadien... si la Banque du Canada ne sait plus trop sur quelle assiette fiscale elle doit compter ni quelle position adoptera un gouvernement du Québec qui n'a pas, en ce genre d'affaires, la moindre expérience.

— Surtout, dit Francœur, si ce gouvernement du Québec, via la Caisse de dépôt ou autrement, détient des milliards de liquidités en dollars canadiens sans que personne ne sache comment il les utilisera!

— En fait, tout le monde bluffe actuellement.

— Mais chacun bluffe sans trop connaître la valeur des cartes ni les règles du jeu, dit Francœur...

— Et la vraie question, compléta l'homme aux cheveux blancs qui avait parlé de Michael, ce n'est pas de savoir qui va gagner ce bluff: c'est sans importance. La vraie question, c'est que le bluff lui-même, s'il dure, va ruiner aussi sûrement le reste du Canada que le Québec.

— Et ceci, si vous me permettez de l'ajouter, dit le professeur Mansfield, aussi bien au niveau des individus et de nos valeurs morales qu'au niveau des paramètres économiques dont nous sommes tous dépendants. Par exemple, j'ai à Concordia une élève, une élève brillante, une certaine Gomez. On est en train de ruiner la carrière de cette pauvre enfant parce qu'on lui demande de dire, aujourd'hui même, si elle sera Canadienne ou Québécoise... alors que Dieu, qui lui avait fait la petite espièglerie de la créer Salvadorienne, a décidé de nous l'envoyer pour que nous la rendions heureuse. Vous savez à quel point je suis resté neutre dans ce débat sur l'indépendance du Québec, mais quand il y va de la vie des gens, je crois qu'il faudrait prendre nos responsabilités.

Pinard prit la balle au bond. — J'ai vu cette fille dont vous parlez à la télévision hier. J'ai surtout eu l'impression qu'on la cuisinait pour lui faire choisir le Canada avant tout. Ce qu'elle a fait d'ailleurs. Mais je vous rappelle que le Québec a déjà accepté le principe de la double nationalité: la balle est dans le camp d'Ottawa. S'il y a un problème humain, ici, ce n'est pas nous qui l'avons créé.

— Oui et non, dit Francœur. La double nationalité, ça voudrait dire que la balance du pouvoir à Ottawa serait toujours aux mains d'une population qui aurait décidé que sa première loyauté serait envers un autre gouvernement... Une absurdité!

— Comme serait absurde, dit Mansfield, que le Canada retire la citoyenneté canadienne à ce 49% des Québécois qui ont choisi de demeurer Canadiens... ou que, ne la leur accordant que s'ils refusent la citoyenneté québécoise, il ne laisse leur sort au Québec entièrement entre les mains

d'un électorat qui serait devenu, ipso facto, à 100% souverainiste et contre l'intégration au Canada.

— Cette absurdité ne vous révolte pas, demanda un quidam dont Pinard ne connaissait pas le nom?

— Au contraire, elle me rassure, répondit Mansfield, avec un sourire angélique.

* * *

Il y a toujours trop de lumière, songea Libertad. Maquillée, fardée, poudrée, elle avait l'impression, sous la lumière crue, d'avoir été transformée en quelque chose d'artificiel dont on tirait habilement les réponses qu'on voulait. Elle avait vu, la veille, l'entrevue qu'elle avait enregistrée le jour auparavant. Elle avait vu, plutôt, ce qu'on en avait fait.

On peut reconstituer n'importe quoi à partir des éléments qu'on choisit de garder d'une conversation ordinaire. Interviewée pour la première fois, en anglais par surcroît — une langue qu'elle maîtrisait moins bien que le français — elle n'avait sans doute pas donné sa pleine mesure. Peut-être devait-elle remercier ceux qui avaient rebâti un discours cohérent à partir de ses phrases, qui avaient supprimé l'hésitation, éliminé les maladresses. Il en était resté que Libertad Gomez, immigrante Salvadorienne totalement intégrée à la communauté francophone, ne voyait rien de mal à réaffirmer son appartenance au Canada et à servir SON pays à l'étranger. Si le Québec y voyait une trahison, le Québec avait tort.

Ce n'est pas ce qu'elle aurait voulu dire. Par respect pour Robert et les autres, elle aurait voulu que sa pensée soit autrement nuancée. Ce n'est pas ce qu'elle aurait voulu dire et elle est vexée qu'on le lui ait fait dire... mais elle doit bien reconnaître que c'est exactement ce qu'elle pense. Aujourd'hui, dimanche, on remet ça. En français, cette fois-ci. Un québécois francophone sur trois va l'entendre, en direct.

Libertad ne sait plus trop si elle devrait tenter de réajuster le tir — au risque de sembler tenir deux langages différents aux anglophones et au francophones — ou si elle doit,

au contraire, aller encore plus loin, réaffirmer encore plus clairement son adhésion au Canada. Elle ne le sait pas encore. Elle n'est pas sûre, même en direct, de pouvoir dire ce qu'elle veut dire. Peut-être que ce type qui va l'interroger et qui maintenant la présente sait mieux qu'elle ce qu'elle pense...

— «... une Canadienne, une Québécoise, qui vit au présent cette situation dramatique. Madame Gomez, comment vivez-vous ce déchirement?»

La question est posée. Les projecteurs sont sur elle. Pourquoi a-t-il parlé de «déchirement»? Qui lui a dit qu'elle était déchirée? Si elle était parfaitement sincère, parfaitement maîtresse d'elle-même, c'est ainsi qu'elle répondrait. Par une autre question. Elle dirait: «Pourquoi parlez-vous de déchirement». Mais elle sait que ce n'est pas ce qu'on attend d'elle. Elle sait qu'il ne faut pas tirer la queue du lion. Qui est-elle pour lancer un défi au système? Dans quelle mesure la proposition du Ministère est-elle vraiment inconditionnelle? Combien de centaines d'autres Canadiens n'attendent que de prendre sa place si elle hésite? De toute façon, où sont ses véritables amis? Est-ce que Robert lui-même a hésité un instant avant de la chasser de sa vie?

— Je ne suis pas déchirée, répond Libertad, avec une assurance qu'elle n'éprouve pas, je constate simplement que mon pays est déchiré.

— Votre pays, le Canada? le Québec?

— Mon pays, qui, aujourd'hui, veut porter deux noms mais demeure une seule réalité. La réalité de ma famille, de mes amis, de ce que j'ai vécu ici, dans cette terre d'accueil depuis plus de dix ans. Je sais ce qu'est mon pays. Ce sont les autres qui ne semblent pas savoir quel nom lui donner.

— Est-ce que vous sentez autour de vous une désapprobation... ou plutôt le soutien de votre milieu?

Elle sait qu'elle a trouvé le filon. Le sourire de l'animateur l'encourage. Il est fier d'elle. Elle et lui forment une équipe. Ils disent tous deux ce qui doit être dit. Le défi n'est plus de dire précisément ce qu'elle pense mais précisément ce qu'on attend qu'elle dise. Comme à cette entrevue du Ministère...

— L'immense majorité des gens que je côtoie ne comprennent même pas qu'on puisse se poser cette question. Les gens qui m'interrogent semblent prendre pour acquis que la moitié des Québécois, parce qu'ils ont choisi la souveraineté du Québec, choisiraient également de ne pas accepter une carrière diplomatique au service du Canada. Mais ce n'est pas vrai, et ceux qui m'interrogent prétendent rarement qu'ils prendraient eux-mêmes cette décision. Ils présument, simplement, que d'autres — mais pas eux — auraient fait un choix différent du mien.

— Est-ce que vous croyez que ce soutien que vous apporte une majorité de la population signifie que celle-ci a changé d'opinion depuis le vote référendaire... ou que le Québécois moyen, quand il constate les effets concrets de la séparation, hésite simplement à en accepter pour lui-même les conséquences?

Libertad sent que tout ceci dérape. Elle n'a pas parlé d'un soutien général de la population, elle ne sait pas ce que pense le Québécois moyen. Elle ne sait pas s'il a changé d'avis ou s'il recule devant les conséquences de sa décision. Elle ne voit pas pourquoi son opinion sur toutes ces questions aurait plus de valeur que celle de Delo, de Parsifal ou de sa sœur Consuelo. Que veut-on qu'elle réponde? Heureusement, l'animateur a vu son trouble et continue, sans même une hésitation.

— «...ou avez-vous l'impression qu'il s'agit surtout d'une grande sympathie à votre égard, de l'expression d'une générosité qui unit aujourd'hui tous les Québécois durant cette période difficile?»

— Oui, c'est cette générosité des Québécois qui est le dénominateur commun. Quelles que soient les différences d'idéologie, ils sont d'abord solidaires de la situation difficile que je dois vivre et qui est le symbole de la situation difficile qu'ils doivent maintenant tous vivre.

Libertad a repris confiance. Elle sait qu'elle peut faire confiance à son partenaire. Ils pourraient danser un ballet, il pourraient faire l'amour, ils ont la complicité d'un duo de trapézistes. Avec spontanéité, avec franchise, Libertad Gomez va donc tout naturellement renier, au cours de cette entrevue, toutes ces idées de Robert, de Pinard père et fils et des autres. Des idées auxquelles elle n'a jamais vraiment cru, même si elle a dit Oui en octobre dernier. Sans que personne ne lui ait rien demandé, sans que personne ne lui ait rien promis, elle a fait exactement ce que l'on attendait d'elle.

* * *

Le mardi 26 mars promettait d'être une journée magnifique. Au brouillard de la semaine dernière avait succédé un soleil radieux. Les terrasses de la rue Crescent n'étaient plus fréquentées par défi mais par plaisir. Le monde était vraiment passé de l'hiver au printemps et Libertad, de l'anonymat à la gloire. Deux entrevues télévisées, trois entrevues radiophoniques, un article de fond dans la Gazette menant à des allusions en éditorial dans La Presse et Le Devoir; Libertad Gomez était devenue une vedette. C'est en vedette qu'elle fut accueillie ce matin-là à Concordia.

Tout ce soutien moral, cette approbation, cette sympathie dont elle avait parlé aux médias, il semblait avoir suffi qu'elle en parle pour qu'ils deviennent une réalité. Un peu marginale jusque-là, elle était devenue tout à coup un centre. Un symbole. Le symbole de cette Tierce-Culture, ni française ni britannique qui est si présente à Montréal et dont l'université Concordia est l'un des foyers.

Le respect dû à une vedette la suivait comme son ombre. On lui souriait, on lui touchait respectueusement le bras, comme si quelque grâce devait émaner de quiconque a été vu à la télévision. On lui dit «carry on», «great stand!» «don't give up...». Elle ressent l'unanimité. Se peut-il que quelqu'un, quelque part soit en désaccord avec elle? N'y a-t-il pas dans toute l'université Concordia, une seule personne qui soit en faveur de la souveraineté?

— T'as pas aidé tellement en fin de semaine. C'est Paloma qui est à côté d'elle. Il la regarde sans animosité mais sans complaisance. Il la regarde, croit-elle, comme on regarde un enfant qui vient de faire une bêtise, un enfant qu'on aime bien. Libertad se surprend à penser qu'il ne lui est pas indifférent, que Paloma l'aime bien, qu'elle n'est pas heureuse qu'il lui parle comme à un enfant.

— Tu sais, mes options sont limitées...

— C'est ta vie.

— Je ne sais pas pourquoi on m'a invitée. Je ne sais pas pourquoi on m'a choisie, moi plutôt qu'une autre.

— As-tu pensé que le Ministère t'a peut-être donné l'emploi justement pour qu'on puisse t'inviter à la télévision?

— Faut pas paranoïer. Mais, de toute façon, j'aime mieux être diplomate canadienne que waitress québécoise.

— Tu travailles où?

— La Crêperie du Plateau.

— Si j'allais te chercher pour faire un tour de moto, viendrais-tu?

— J'aimerais ça. Quand?

— Samedi. Je vais t'appeler. J'ai un casque pour toi.

Ils sont arrivés au vestiaire, devant la case de Libertad. Paloma a son pardessus sur le bras et le lui tend.

— Mets-le avec le tien, on le reprendra après le cours. Je veux te parler.

Libertad obéit, brouille la combinaison du cadenas et ils repartent ensemble. Ce n'est que dix minutes plus tard, comme sortant d'un rêve au milieu d'un cours totalement dénué d'intérêt, qu'elle se demandera pourquoi elle l'a fait.

Pourquoi a-t-elle accepté un rendez-vous avec un individu totalement perdu de réputation, à ce moment précis de sa vie où elle semble enfin avoir la chance de son côté? Comment peut-elle avoir eu l'idée saugrenue d'accepter de voir ce type alors que tous les regards sont braqués sur elle. Une jeune diplomate canadienne, même pas encore en poste, ne peut évidemment pas se permettre d'enfourcher la moto d'un trafiquant de drogue et de se balader dans les rues de Montréal. Que s'est-il passé?

Bien sûr, elle ne détesterait pas mettre un peu de Paloma dans sa vie et remplacer Robert par quelque chose de plus fort, de plus viril, de plus spectaculaire. Mais, au fond, n'a-t-elle pas eu simplement peur de dire non? Est-ce que l'on n'a pas toujours un peu peur de dire non aux gens qui vous dépassent d'une bonne tête? Comme s'il émanait d'eux une menace implicite. Une promesse implicite aussi, d'ailleurs. Paloma n'avait pas à dire: je vais te prendre, t'aimer et te faire jouir. C'était évident. Il n'avait pas non plus besoin de dire: je te prendrai si je le veux, quoi que tu en penses et quoi que tu dises. Ceci aussi était évident.

Ce qui était moins évident, c'était que cette idée lui plût. Comme si l'action directe à la mode Paloma lui paraissait rafraîchissante après cette «action directe» — combien velléitaire! — de Robert et de ses amis. Paloma, comme Gérard mais d'une toute autre façon, lui paraissait tout à fait irrésistible. L'étaient-ils l'un comme l'autre pour tous, songea Libertad, ou seulement aux yeux d'une réfugiée salvadorienne pour qui la violence a été une réalité?

Il fallut dix autres minutes avant qu'elle ne s'inquiât du pardessus de Paloma suspendu dans sa case. Qui sait si celui-ci n'y avait pas dissimulé quelque paquet compromettant qu'il avait ainsi voulu mettre à l'abri? Paloma avait-il vraiment le moindre intérêt à son égard ou n'était-il qu'à la manipuler pour d'autres fins qu'elle ne pouvait même pas soupçonner? Pourquoi, d'ailleurs, cette invita-

tion, que rien ne laissait prévoir, alors même qu'elle était devenue une quasi-célébrité? Et n'était-il pas surprenant que cet homme — qu'on pouvait supposer à cent lieues de toutes préoccupations politiques — ait été le seul, ce matin, à ne pas sembler totalement d'accord avec la position qu'elle avait adoptée? Il fallait absolument qu'elle s'en sorte, qu'elle remette un peu de distance entre elle et Paloma. Sans l'irriter, bien sûr...

Quand ils se rencontrèrent au vestiaire, elle n'avait pas encore trouvé la phrase miracle qui lui permettrait de s'en sortir. S'en sortir, d'ailleurs, apparaissait beaucoup plus difficile lorsqu'il était là... comme apparaissaient plus convaincantes les raisons de ne pas «s'en sortir». Il fallait bien pourtant qu'elle fasse quelque chose. Tout en réfléchissant, Libertad composa la combinaison qui permettait l'ouverture de la case. Elle allait l'ouvrir quand une voix l'interpella.

— Hi, Libby, je voulais te dire...

Elle se retourna et sourit, fit un pas en arrière, un autre de côté, sentit Paloma la dépasser mais n'entendit jamais la fin du message que voulait lui transmettre le jeune Pakistanais. Un vent chaud la brûla au visage, la souleva et la projeta de quelques mètres, pêle-mêle avec celui-ci. Elle se souvint, plus tard, d'avoir ressenti l'explosion mais de n'en avoir jamais vraiment entendu le bruit. Libertad n'eut pas à voir non plus, un peu plus loin, le grand corps de Paloma qui avait pris l'apparence d'un tas de chiffon, virant au rouge pourpre à mesure que ses vêtements s'imbibaient de tout le sang qu'il avait pu contenir.

Chapitre 3

Libertad, d'ailleurs, ne devait rien voir ni entendre des événements des jours qui suivirent, ce qui n'empêcha pas le monde de continuer à tourner. Il commença même à tourner sensiblement plus vite, ce soir-là, dans les salles de rédaction de tous les journaux du Québec et du Canada.

L'explosion d'une bombe dans la case d'une néo-Québécoise/néo-Canadienne, au lendemain d'une profession de foi fédéraliste, brisait l'impasse et marquait un tournant dans la marche jusque-là bien tranquille du Québec vers son indépendance. Qu'un certain Julien Granger, autrement inconnu, ait été la principale victime de l'incident n'avait pas valeur de nouvelle. Comme était aussi sans intérêt le fait que quelques autres innocents aient subi diverses contusions. La nouvelle, c'était que Libertad Gomez — «the girl who chose Canada» — comme le titra le lendemain matin le journal *The Gazette* en mettant sa photo sur cinq colonnes, ait subi de graves brûlures et risquât de perdre la vue. La nouvelle, c'était que'un quart de siècle plus tard, la violence venait de refaire son entrée dans le dossier de l'indépendance du Québec.

Aucun des journaux du 27 mars ne mit en doute que quelque fanatique eût placé cette bombe et chacun dénonça cette violence avec indignation. On ne dénonça pas de la même façon, toutefois, selon qu'on était pour ou contre la souveraineté. D'un côté, on dénonça le séparatisme, tous les souverainistes complices plus ou moins conscients de cet attentat et le gouvernement du Québec responsable de tout.

De l'autre, on dénonça la nature humaine, l'intolérance, l'extrémisme...

Personne n'eut le mauvais goût d'applaudir; mais derrière l'écran de la bienséance, il ne manqua pas de Québécois pour penser que la petite Gomez, finalement, l'avait bien cherché... ni d'autres Québécois pour penser que l'événement apportait des arguments inespérés à la cause fédéraliste et qu'il ne fallait surtout pas se priver d'en tirer tout le parti possible.

* * *

Dès que la nouvelle fut connue, le monde commença aussi à tourner un peu plus vite chez les Pinard.

— Parce que la nouvelle est tronquée, les commentaires biaisés, la vérité occultée, s'indigna Delo, il n'est pas indifférent à l'interprétation de cette affaire que la principale victime en soit un petit caïd de la pègre — comme tout le monde le sait à l'Université Concordia — et que l'on n'en parle même pas! Il s'agit, de toute évidence, d'un coup monté. Parce que tu comprends, n'est-ce pas, Robert, que si ce n'est pas Libertad qui était visée mais ce Granger surnommé Paloma, il n'y a pas de crime politique. Il n'y a plus de méchants séparatistes qui s'attaquent à des jeunes femmes innocentes. Il y a d'un côté un règlement de comptes et, de l'autre côté, une presse canadienne anglophone qui essaie de ternir l'image de l'indépendance du Québec. Tu comprends...

— Évidemment, que je comprends, dit Robert, et c'est parce que je comprends que je suis bien d'accord pour que tu me cites dans ton article, que je suis bien d'accord pour aller extirper de la famille Gomez toutes les déclarations que je pourrai obtenir et que j'essayerai même, dès que Libertad sera hors de danger, d'obtenir d'elle des commentaires qui accrédi teront au mieux la thèse du règlement de compte entre «pègreux». Je veux le faire et je vais le faire. Parce que je comprends. Mais ici, entre nous, ne me demande pas de croire à cette thèse. La bombe était dans la

case de Libertad, pas dans celle de Paloma. La cellule Riel-Chénier a revendiqué l'attentat avant même que les journaux publient la nouvelle. Et tu sais qu'il ne manque pas, autour de nous, de nostalgiques des années 60 capables de poser une bombe! Tu te souviens de ce que disait Marcel, il n'y a pas si longtemps? Alors, entre nous, ne nous racontons pas d'histoires... Si nous nous bernons nous-mêmes, nous sommes perdus!

— J'y crois, moi, au règlement de compte. Je ne crois pas que Marcel, ni personne de cette époque aurait choisi ce moment ni cette façon de revenir à la violence. Une bombe à la Banque du Canada, une bombe à la Gazette, peut-être. Dans la case d'une néo-Québécoise à Concordia? Ce serait trop bête! Surtout, ne me parle pas de cette cellule Riel-Chénier dont personne n'a jamais entendu parler, dont le communiqué, plein de fautes d'orthographe, a été rédigé, de toute évidence, pour faire le plus de mal possible à l'idée de l'indépendance! Tout ça est un complot. Un autre coup de la Brink's, en plus méchant.

— Mais pourquoi mettre une bombe dans la case de Libertad si on visait Paloma?

— Il paraît que le pardessus de Paloma était dans la case de Libertad.

— Libertad ne connaissait pas ce Paloma, j'en suis sûr. Du moins, pas intimement...

— Ce qui rend l'affaire encore plus invraisemblable!

— Tu crois que la bombe était dans le pardessus de Paloma?

— Ce ne serait pas la première fois que quelqu'un saute sur une bombe qu'il a préparée pour quelqu'un d'autre. Mais je ne dis pas que c'est là la solution. On ne sait même pas où était la bombe. On ne sait pas la nature de l'explosif utilisé. On ne sait pas si c'est bien l'ouverture de la case qui a déclenché l'explosion! On ne sait rien. La police enquête... mais on ne sait même pas si c'est la Gendarmerie royale ou la Sûreté du Québec qui mène l'enquête. Tout ce qu'on sait, c'est que les fédéralistes n'ont pas intérêt à ce qu'on trouve une autre explication à l'attentat: il vaut mieux imputer le crime aux séparatistes. Donc, je me méfie... et je cherche.

— J'ai déjà averti le Syndicat des policiers qu'il faudrait en savoir plus. De ton côté?

— Tous ceux qui veulent l'indépendance veulent aussi que la vérité sorte. Et qu'elle sorte vite...

* * *

Le monde, le matin du 27 mars, commence aussi à tourner plus vite dans un local de la rue Hochelaga devant lequel sont garées une demi-douzaine de motos. Ici aussi on s'interroge, ici aussi on veut que la vérité sorte.

— Y pensent que Paloma était séparatiste?

— Non, y pensent que la bombe était pour la fille.

Celui qui venait de répondre était hors d'ordre: c'est Cric, leur chef, qui aurait dû répondre à Bantam. Cric, cependant, ne protesta pas. Il voulait que Scalp prenne plus d'importance. Il fallait qu'il prenne plus d'importance, maintenant que Paloma n'était plus là. Il fallait que Scalp prenne plus d'importance, parce qu'il faudrait maintenant donner plus d'importance à Marius. C'est Marius qui devrait assurer le contact avec les Colombiens. Il fallait que Scalp prenne plus d'importance pour équilibrer l'importance qu'il faudrait bientôt donner à Marius. Chaque départ exigeait ainsi des ajustements. C'est pour ça qu'on tolérait si mal les départs. Dans le cas de Paloma, bien sûr, on ne pouvait pas lui en vouloir...

— Oui, confirma Cric, ils pensent tous que la bombe était pour la fille. Ils pensent ça aujourd'hui. Demain, ils vont se réveiller. On va avoir les journaux sur le dos en plus des types de Johnny. Ils ont eu Paloma, ils sont prêts pour un «showdown». Il va falloir jouer «safe». Scalp, «check» avec tes contacts à Ottawa et essaie de savoir exactement ce qui s'est passé. Exactement. Toi, dit-il, en s'adressant à celui qui avait d'abord posé la question, regarde s'il y a de l'action du côté de la gang à Johnny. Prends tous les gars qu'il faut et suis tous ceux de l'autre bord qui sont importants. OK?

Bantam hocha la tête. Il ne poserait plus de questions inutiles. Scalp n'en poserait pas: il avait ses instructions et, du même coup, il avait sa réponse: il savait qu'il venait de monter d'un cran. Il fallait parfois prendre le risque d'être hors d'ordre. Cric le permettait. Cric pouvait se le permettre. Cric était plus gros, plus fort, plus rusé qu'aucun d'entre eux. Il avait reçu son surnom parce qu'il avait un jour simplement soulevé et tenu une Harley le temps qu'on en change la roue arrière...

Scalp n'avait pas reçu le sien parce qu'il était totalement chauve, mais parce qu'il prétendait que sa grand-mère était Algonquine. C'était peut-être vrai, il avait le nez aquilin et le front fuyant... mais personne n'avait vérifié. On ne vérifiait pas ce que disait Scalp. Il était sérieux, il était solide. Il n'aurait pas supporté qu'on vérifiât.

Les choses avaient commencé à tourner plus vite, également, dans la tête d'un des trois motards qui ne s'étaient pas encore manifestés.

Marius était aussi grand que Scalp; mais, à la différence de celui-ci, il affichait une superbe chevelure poivre et sel. Il était sans doute aussi fort que Cric, mais il n'aurait pas eu le mauvais goût de le laisser paraître; il était certainement plus agile, mieux entraîné, même s'il ne cachait pas et n'aurait pas pu cacher qu'il avait atteint la quarantaine... avancée. Il avait fait son service dans les paras belges, et l'on disait qu'il avait été mercenaire dans quelques bagarres, ici et là, en Afrique et ailleurs.

Il ne le niait pas, ne l'affirmait pas non plus. Il était venu d'ailleurs et le Québec était sa Légion étrangère à lui. Parce qu'il avait ce drôle d'accent, mais qui n'était pas non plus du «vrai» français, on l'avait d'abord cru Marseillais. Marseillais, ça faisait interlope, impitoyable, truand, plus distingué que voyou. Ça laissait supposer des transbordements louches dans des ports exotiques... Lui, il n'avait rien dit, comme d'habitude. Il était donc devenu Marius et il l'était resté.

Marius savait que personne d'autre que lui ne pourrait remplacer Paloma auprès des Colombiens. Ils avaient connu Marius et la chimie était bonne entre eux. Ils ne traite-

raient pas avec Cric lui-même et Cric le savait. Cric ne s'habillait pas comme les Colombiens, il ne riait pas des mêmes plaisanteries, il ne buvait pas les mêmes boissons. Les Colombiens, vêtus de soie italienne — mais qui se souvenaient d'une enfance pieds nus dans la milpa — n'avaient pas l'intention de traiter quoi que ce soit avec un type comme Cric. Parce qu'il manquait de raffinement, ils pensaient qu'il manquait d'intelligence et qu'il pouvait faire des bêtises.

Cric savait qu'il ne «passait» pas avec les Colombiens. Paloma oui, parce qu'il parlait espagnol et qu'il avait eu quelque part une copine qui l'avait introduit dans les bons circuits de Cali. Marius «passerait» parce qu'il avait une gueule de Français. Ça, Cric le savait. Marius savait que Cric le savait. Marius comprenait donc parfaitement pourquoi Scalp, tout à coup, pouvait en mener plus large. Une question d'équilibre... Cric présenterait sans doute Scalp aux New-Yorkais comme son nouveau second. Ce serait pour la frime, Cric ne laisserait certainement pas Scalp négocier et établir de vrais contacts avec les acheteurs américains.

Marius décida que rien dans le déroulement de la situation n'exigeait une action immédiate de sa part. Il resta donc bien tranquille. Aujourd'hui, demain, dans quelques jours au plus tard, Cric lui dirait tout simplement, en privé, que Ricardo était à Montréal et que c'est lui, Marius, qui irait lui parler. Il recevrait l'héritage de Paloma.

Il avait parfaitement raison, même si ce n'est que bien plus tard que vint Ricardo et que Cric eut donc à confier à Marius ce qu'on aurait pu appeler pudiquement la «Direction des achats».

* * *

Il fallut quelques jours de plus à Libertad pour que l'écheveau de sa vie recommence vraiment à tourner. Au tout début, et pendant deux jours, il y avait eu une merveilleuse inconscience. Après était venue la douleur des brûlures, douleur qu'on avait contrôlée en ramenant la jeune fille vers une autre inconscience, moins profonde: un sommeil

entrecoupé d'abord, puis complètement rempli, de rêves qui étaient devenus jour après jour plus semblables à la réalité.

Quand Libertad reprit vraiment ses esprits, elle crut rêver car, sortant du brouillard où elle errait depuis l'explosion., c'est la voix du professeur Mansfield qu'elle entendit avant toutes les autres... «and a very, very courageous child...» terminait Mansfield, se dirigeant vers la porte et ne s'adressant à personne en particulier.

Elle se garda bien d'ouvrir les yeux. Elle eut même la sagesse de feindre l'inconscience le temps qu'il fallut pour que, une à une, les voix se taisent. La voix de sa mère, Lupe, celle de son père, d'autres voix qu'elle ne pouvait identifier. Ils partirent tous et elle eut enfin le temps de se rappeler.

Elle se souvint qu'on lui avait dit qu'elle était hors de danger et que la vision de l'œil droit, qu'on avait cru menacée, n'avait été, en somme, que très peu affectée. On lui avait dit, aussi, qu'un minimum seulement de chirurgie plastique serait nécessaire pour que disparaisse de son visage toute trace de l'accident. Elle conserverait à la hanche droite quelques cicatrices de brûlures, mais rien qui put sérieusement nuire à son apparence.

Ouvrant les yeux, enfin seule, elle se rappela aussi que des «collègues» qu'elles n'avaient jamais connus, — employés d'un ministère où elle n'avait jamais mis les pieds mais qui d'ores et déjà lui versait son salaire sans même l'avoir formellement embauchée! — lui avaient envoyé ces fleurs qui achevaient de faner sur le bord de la fenêtre. Les étudiants et les professeurs de Concordia avaient envoyé cette autre gerbe sur la commode, ce qui justifiait sans doute que Mansfield en personne soit venu à son chevet.

Renouant les uns aux autres de petits fils de mémoire, elle se souvint enfin qu'il y avait déjà des jours qu'à demi-consciente, elle divaguait devant un auditoire de choix et recevait la sympathie, mais aussi les conseils, non seulement de Robert, mais aussi de Delo et de Pierre Pinard; non seulement ceux de Consuelo mais aussi ceux de Gérard. Elle avait été très entourée.

Reprenant pour la première fois tous ses esprits, Libertad comprit que ce qui aurait pu être un accident tragique était devenu un incident favorable à l'essor de sa vie professionnelle. Elle était entrée de plain-pied dans la carrière avec l'auréole des héros et, en politique aussi, tout ce qui ne tue pas rend plus fort. Elle était désormais entourée comme seuls le sont les forts: non seulement de ceux qui l'aimaient, mais aussi de toute une faune qui attendait d'elle quelque chose. Il ne s'agissait plus que de distinguer les uns des autres.

Ayant fait le point et renoué les fils, satisfaite que la roue de sa vie avait bien recommencé à tourner, Libertad s'endormit.

* * *

Elle s'éveilla, le mercredi 3 avril, pour constater que le monde, lui, n'avait pas repris ses esprits. La semaine écoulée avait permis au contraire à la couverture médiatique de l'attentat de devenir de plus en plus sectaire, partielle, excessive, jusqu'à ce que l'indignation face au crime lui-même eut fait place à une autre indignation ayant cette fois pour objet l'utilisation abusive que les médias fédéralistes s'étaient empressés de faire de l'événement. Totalement subjective, désincarnée et découlant de principes plutôt que d'une réalité tangible, cette indignation promettait d'être plus durable. Libertad pouvait guérir, mais la presse «Canadian», pour ses détracteurs, avait péché contre l'esprit et ne pourrait jamais expier sa faute.

— Comment ont-ils pu avoir la mauvaise foi, dit Robert, tout en lui massant la main avec ferveur, de prétendre que nous aurions pu nous attaquer à toi! Tu nous vois mettre une bombe dans ta case! Ridicule! Ridicule et abject! Qui était ce Granger, ce «Paloma»? Tu le connaissais bien?

— Tout le monde le connaissait à Concordia, dit Libertad. Il suivait parfois les mêmes cours que moi, assistait aux mêmes conférences.

— Ce n'était pas un de tes amis? Tu ne le fréquentais pas? Je veux dire, à l'extérieur de l'université?

— Non, mais ce n'est pas Paloma, c'est ton ami Marcel qui parlait de faire sauter des bombes...

— Mais non, mais non, souviens-toi. Marcel disait qu'il ne fallait pas faire sauter des bombes..

— Ce n'est pas ce que j'avais compris, dit Libertad, les yeux mi-clos.

— *Chica* — dit maman Gomez qui est là, debout, de l'autre côté du lit, comme presque toujours — veux-tu te reposer?

Elle trouve que ce jeune homme parle beaucoup. Il est comme ces curés qui, là-bas, au pueblo, venaient achever les mourants en leur parlant de la vie éternelle et en leur faisant toutes sortes de simagrées au lieu de les laisser s'endormir tranquilles... ou comme ces cousins riches qui venaient à l'occasion, qui apportaient quelques vêtements mais qui parlaient toujours un peu trop fort, un peu trop longtemps. Et il fallait laisser la porte ouverte, après leur départ, pour que disparaisse l'odeur des cigares.

— Tu veux dormir, Mamita?

Et qu'est-ce qu'elle veut encore, celle-là, songea Robert excédé! Il n'arrivait pas à conclure la vente. À cause de l'un ou de l'autre, de Lupe Gomez à tous ces inconnus qui se sentaient tout à coup des droits sur Libertad, il n'arrivait jamais au fait. Il n'arrivait pas à faire préciser par Libertad le véritable rôle de Paloma dans l'affaire.

Delo est là, lui aussi. En observateur. Il regarde tour à tour, comme un entomologiste, Lupe Gomez et Esteban Gomez, Consuelo Gomez et les jambes de Consuelo Gomez. Ce type du Ministère des Affaires étrangères qui se prétend un collègue mais qui, de toute évidence, a cet air absent mais trop attentif des gens qu'on a préparés à faire face à toutes les situations. Delo se demanda si le «collègue» enregistrerait les conversations. Était-il armé? Était-il là pour protéger Libertad ou pour s'assurer qu'elle ne dise rien d'incongru? Je fabule, songea plus sobrement Delo, il est simplement là

parce qu'il n'avait rien de mieux à faire et on lui fera écrire un rapport que personne ne lira jamais...

Pendant que Delo a pris un peu de distance dans sa tête, Libertad regarde aussi les autres; Mansfield, Delo et ce «collègue», dont elle ne sait rien si ce n'est qu'il a l'air au fond plus honnête que Robert, ce type à ses côtés qui semble vouloir lui témoigner de la tendresse mais qui lui tient la main comme s'il avait peur qu'elle ne s'échappe. Ce type avec qui elle a fait l'amour des centaines de fois mais qui, aujourd'hui, semble intéressé par tout autre chose que l'amour. En arrière-plan, Libertad se souvient aussi de tous ces amis de Robert et de Delo qui parlaient de violence avec passion.

Libertad a fermé les yeux et Lupe Gomez saisit la balle au bond.

— *Señor*, elle est fatiguée. Il faut la laisser tranquille. Le médecin a dit de ne pas la déranger. Il est temps que nous partions.

— C'est vrai, que vous parlez beaucoup, ajoute doucement Consuelo avec un sourire, si vous l'aimez vraiment, laissez-la tranquille.

Robert perd pied. Il ne connaît pas bien ces gens. À la seule exception de Libertad, laquelle étant sa maîtresse devenait du même coup hors-catégorie, il n'a jamais fréquenté de Latinos. Il en a entrevu quelques-uns. Surtout quelques-unes, un torchon à la main, dépoussiérant les meubles, le samedi matin, chez des amis bien nantis. Pour le reste, il n'en sait que ce que disent les documents du Parti: ils sont nombreux, ils sont latins, ce sont des alliés naturels contre le gringo anglo-saxon... Il n'est pas préparé à ces gens qui font bloc autour de celle des leurs qu'on a blessée et qu'on pourrait encore blesser. Il n'est pas préparé à se faire rabrouer par une jeune femme sortie tout droit d'un catalogue de Vogue, avec des jambes qui n'en finissent plus.

— Bon, ajoute Delo qui a compris la situation, il est temps que nous partions. Robert?

Robert Desjardins s'est ressaisi. Il affiche le large sourire qui lui a valu tant de succès lors de négociations difficiles.

— C'est vrai qu'elle a l'air fatiguée. Tu veux dormir chérie?

Libertad sourit à son tour et lui presse la main — Je pense qu'il vaudrait mieux... Dis-moi bonsoir.

C'est l'occasion, Robert la saisit au bond. — Laissez-nous seuls tous les deux une minute, d'accord?

Surpris à leur tour, les Gomez s'exécutent. Ils entraînent dans leur sillage le collègue et Delo. Dès que la porte est fermée, Libertad, qui a fermé les yeux, sent les lèvres de Robert; sur son front d'abord, sur ses lèvres ensuite. Voilà qui est mieux. Mais il continue...

— Écoute, peux-tu seulement me dire que Paloma avait peur? Peux-tu nous dire qu'avant l'attentat il était inquiet, qu'il semblait craindre quelque chose?

— Mais, il n'avait pas peur! Libertad voudrait bien faire plaisir à Robert, mais elle ne peut pas s'imaginer Paloma ayant peur. Il y aurait quelque chose de cocasse à prétendre que Paloma, ce matin-là, avait l'air d'une bête traquée. Si Robert avait connu Paloma, il ne poserait pas cette question saugrenue.

— Écoute, tu sais que ça n'est pas nous. Aide-nous. Dis simplement que Paloma était inquiet. Qu'il avait l'air inquiet. Un type qui faisait ce genre de commerce ne pouvait pas ne pas être anxieux. Dis-le, c'est tout ce que je te demande. Tu as toujours été avec nous, ne nous laisse pas tomber. Fais-le pour moi.

— Tu sais comme je mens mal. C'est toi-même qui me l'a dit. Mais je vais réfléchir, je te le promets. C'est au tour de Libertad, maintenant, d'afficher le large sourire de la franchise. Elle vient d'apprendre à mentir.

Robert sortit, maman Gomez vint faire une dernière inspection du teint de sa fille, de ses drap, de son verre d'eau et de sa boîte de kleenex, puis ils partirent. Libertad put commencer à réfléchir. Elle réfléchit tard ce soir-là, et le lendemain également. Elle ne pensa à rien d'autre qu'à Robert. Elle se souvint de chaque parole et de chaque étreinte. Ainsi qu'on prétend que celui qui va mourir revoit le film de sa vie, elle refit l'histoire de leur relation. Elle réfléchit. Elle réfléchit si bien qu'elle ne fit rien de ce que Robert lui avait demandé.

En fait, elle conclut qu'il n'y avait aucune raison qu'elle fit quoi que ce soit pour Robert, ce qui était la décision d'une femme forte. Il ne lui fallut, pour s'en remettre vraiment, qu'une quinzaine de jours. C'était plus de sa vie que ne lui avaient coûté l'attentat, la chirurgie plastique et la réhabilitation réunis, mais les médias — qui ne savent pas tout, ni surtout la valeur des émotions — n'en parlèrent évidemment pas. Libertad, pour souffrir, eut cette fois le privilège de l'anonymat.

* * *

Jean L. Gariépy — Scalp pour ceux qui le connaissent bien — n'était pas un voisin difficile. Il habitait seul un bas de duplex à Pointe-aux-Trembles et ne recevait pas à domicile. Il se levait un peu plus tard que les autres travailleurs, rentrait plus tard aussi mais avait la gentillesse, sans qu'on le lui ait demandé, de maintenir au plus bas le régime de sa Harley quand il revenait au bercail à des heures indues. Il ne fréquentait pas les voisins mais faisait, de ci de là, un petit signe de tête à ceux qu'il voyait depuis plus d'une dizaine d'année. Scalp avait pour principe de ne jamais causer d'ennuis. Il prenait simplement ce dont il avait besoin. Les agents de probation et travailleurs sociaux de tout acabit qui avait facilité sa réinsertion après chacun de ses brefs séjours en prison l'avaient toujours trouvé docile. N'eut été d'une enfance difficile dans la Haute-Mauricie, d'un père ivrogne et d'une mère qui couvait un œuf chaque année sans trop se préoccuper de ce qu'il advenait des dernières couvées, ils

étaient convaincus que Scalp ne serait jamais devenu un délinquant. Ce qui était rassurant pour tout le monde sauf pour ceux qui connaissaient Scalp, lesquels pensaient sans le dire qu'Attila eut également été un autre homme s'il n'était né dans les steppes d'Asie centrale et Jack l'Éventreur un type très bien s'il avait travaillé aux récoltes dans quelque Saskatchewan natale.

Scalp avait toujours aimé les motos. Dès son premier trimestre de polyvalente, il avait obtenu «au bras» qu'un condisciple lui prêtât inconditionnellement une Pixie 50 c.c. Dès l'année suivante, il avait acheté à vil prix un engin plus respectable d'un quidam qui devait s'acquitter de toute urgence d'une dette pressante résultant d'un pari malheureux. Dès qu'il eut quitté, après le Secondaire III, un environnement où il ne se sentait pas très à l'aise — polyvalente et domicile paternel en bloc — il s'était pourvu de véhicules encore plus convenables en les cueillant à sa guise, ce qui lui avait valu quelques réprimandes, la maison de correction et les familles d'accueil. Trois choses que Scalp trouvait insupportables, en ordre ascendant.

Le fait d'être gardé à l'œil pendant quelques heures par jour ne l'avait jamais empêché d'atteindre ses objectifs quotidiens. Au vol de radios dans les voitures avait succédé le vol des voitures elles-mêmes, la distribution de pièces volées et quelques emplois réguliers qui lui ouvraient des perspectives d'avenir plus sérieuses. C'est ainsi que son physique impressionnant et une compétence croissante lui avaient permis d'abord d'assurer la tranquillité de certains bars qui, sans lui, auraient été bien mouvementés, puis, enfin, d'aider au déchargement de cargos du port en collaborant à ce que tous les intéressés en reçoivent bien leur juste part. Il avait pu s'offrir une Harley neuve dès l'âge de dix-huit ans et n'avait vraiment cessé d'en chevaucher que lorsque l'État lui offrait un cure à Bordeaux, à Saint-Vincent-de-Paul, puis dans les établissements plus modernes qui avaient marqué, au cours des ans, les progrès continus du Québec vers une société carcéralement responsable.

N'ayant pas de relations familiales honorables qui puissent le recommander, Scalp avait longtemps agi seul ou avec d'autres qui, même s'ils s'assemblaient pour une affaire, n'en demeuraient pas moins des loups solitaires. Jusqu'à ce qu'il rencontre Cric. Ce sont les bras de Cric qui l'avaient impressionné. Scalp avait des épaules, du biceps, du poitrail mais des bras ordinaires. Oh, il avait du muscle, de la poigne, des bras qui auraient suffi à un bon joueur de tennis ou un bûcheron. Mais il n'avait pas les bras du David de Michel-Ange. Il n'avait pas ces bras qui s'élargissent à la grosseur de l'avant-bras déjà musclé. Cric les avait. On voyait qu'une moto, quelle qu'elle soit, entre les bras de Cric, ferait exactement ce qu'il voudrait. Ils se parlèrent, se trouvèrent «corrects» et décidèrent de faire des affaires. Scalp fut heureusement surpris, au cours des semaines qui suivirent, de voir que Cric n'avait pas seulement des bras mais aussi une tête. Depuis qu'il avait connu Cric, Scalp n'avait pas revu l'intérieur d'une prison.

Quand Cric s'était joint à Paloma, Scalp l'avait suivi. D'autres indépendants, d'autres orphelins sans famille s'étaient joints à eux et le gang d'Hochelaga était devenu une réalité. Quelque chose avec laquelle il fallait compter. Se spécialisant uniquement dans le trafic en gros des narcotiques, le gang s'était tenu à l'écart des pièges qui menacent ceux qui font dans le vol, le recel, l'extorsion, la protection, les jeux illégaux, le proxénétisme, la contrebande, le prêt usuraire et autres vétilles. La force du gang, c'était sa spécialisation. On travaillait peu, mais on travaillait bien. Il restait du temps pour penser. Le temps de regarder autour, de vérifier ses arrières et de voir venir. Ils occupaient bien leur place sur le marché.

Avec la mort de Paloma, tout était remis en question. Par qui? Scalp, chargé de la mission de le découvrir, avait d'abord fait appel à ses contacts réguliers auprès de la police de Montréal et de la Gendarmerie royale du Canada. Il savait depuis longtemps qu'aucune organisation privée ne pouvait exécuter un travail de recherche aussi bien que les corps publics. Il ne s'en était pas tenu, cependant, à l'examen des données documentaires et à leur analyse. Il y avait joint une

recherche sérieuse sur le terrain. Il avait d'abord fait filer les membres les plus importants d'une bande rivale qu'il soupçonnait, puis certains indépendants ambitieux dont il se méfiait, mais rien ne lui avait permis de déceler une raison valable à cet attentat, encore moins un indice qui lui aurait permis de pointer du doigt un coupable. Il avait prudemment exploré du côté des Haïtiens, des Jamaïcains, des Chinois... mais sans succès. Scalp était un peu vexé de ne pas avoir réussi à s'acquitter de sa mission.

Il restait l'hypothèse absurde — il n'y avait plus personne à Montréal qui le croyait — que Paloma ait été l'innocente victime et que ce soit cette Libertad Gomez qui ait été visée. Il hésitait à s'engager dans cette voie. D'abord, parce que n'ayant jamais accordé qu'un minimum d'intérêt à la «question nationale» il ne pouvait s'imaginer que quelqu'un de raisonnable puisse faire du mal à son prochain pour une autre raison que de lui prendre quelque chose. Un assassinat politique était aussi loin de sa vision du monde que la philosophie kantienne et tout aussi inacceptable que le viol des enfants. Ensuite, il craignait de perdre un temps fou à suivre des pistes qui ne mèneraient nulle part dans un milieu qu'il ne connaissait pas, pendant que des adversaires beaucoup plus dangereux se préparaient peut-être à frapper une autre fois.

Il réfléchit longtemps ce matin-là, prêtant encore moins d'attention qu'à l'ordinaire aux seins lourds de la serveuse en slip minuscule qui lui avait servi sa bière matinale au bar de la rue Ontario dont il était un client assidu. Bien que la jeune fille frottât avec une application et une énergie digne d'éloges une table déjà bien propre, produisant des girations des dits seins qui auraient troublé un bon chrétien ordinaire, Scalp ne s'en aperçut même pas. Il trouva enfin la solution: c'est Marius qui ferait le suivi de la piste «séparatiste». Quand Scalp eut trouvé la solution, il vit immédiatement apparaître aussi, comme sortant d'un brouillard, les seins de la nouvelle serveuse. Il lui tapota gentiment le derrière et lui demanda son nom. La vie reprenait son cours normal.

* * *

Québec, 19 avril. 17 heures. Le Comité du Oui est au travail. Le comité restreint du Oui: l'inner sanctum où les autres croient que se prennent les décisions. Ils sont une quinzaine. Pierre Pinard est là, Robert Desjardins aussi. Ils ont la table ronde où l'on peut asseoir quinze personnes: c'est un des privilèges du pouvoir. À une table ronde, ils sont tous égaux. Ce qui n'empêche pas Sylvain, le Coordonnateur des activités de transition, de les subjuguer tous. Sylvain a la quarantaine, il est grand et mince, il porte les cheveux lourds sur la nuque comme il n'est plus permis de le faire. Il a l'air de D'Artagnan. Il a une de ces gueules qu'on met en évidence, rendant encore plus inusité son anonymat et sa discrétion. Très visible, ostentatoire même en groupe restreint, il a choisi de ne pas être sous les projecteurs. Pendant quinze ans, il a travaillé dans l'ombre; maintenant, personne ne peut ignorer qu'il a l'oreille du Premier ministre et que c'est lui, personne d'autre, qui fera ou ne fera pas l'indépendance. Depuis qu'il est adolescent, on l'a surnommé Bayard. Personne aujourd'hui ne l'appelle ainsi, mais on ne se réfère jamais à lui autrement. Aujourd'hui, c'est lui qui parle. Comme toujours.

— Il ne nous reste que deux mois et des poussières. Nous sommes remontés à 51% dans les sondages et c'est l'affaire Gomez qui est la clé. Il est de plus en plus évident que la clé est là. Une semaine avant l'attentat, nous étions tombés à 44%, aujourd'hui — hier plutôt — 51%. Ceci veut dire qu'à peu près tout le monde a compris que l'affaire Gomez a été une provocation. L'attentat a été un leurre. Il s'est agi d'un de ces coups bas du gouvernement fédéral, comme cette histoire de la grange qu'on a brûlée pour faire accuser les séparatistes, comme ce coup du Reform Party noyauté par le Heritage Front, lui-même contrôlé par la GRC ou par d'autres organismes de renseignement plus secrets que nous connaissons bien...

Tous les participants rirent poliment. Bayard, sans le vouloir peut-être, suscitait la flagornerie. Peut-être parce qu'il ne le disait jamais, on s'ingéniait beaucoup, autour de

lui, à découvrir l'attitude et le comportement exact qu'il attendait et à le lui offrir. Comme un cadeau. Comme un coup d'encensoir.

Il nous fait un discours, pensa Pierre Pinard, s'imagine-t-il qu'il nous motive? Pense-t-il vraiment nous inspirer le feu sacré à nous qui avons, en moyenne, vingt ans de loyaux services envers la cause et le Parti? Ou est-il en train de donner le change à quiconque de l'extérieur pourrait nous écouter? Soupçonne-t-il qu'il y a des traîtres parmi nous, des délateurs éventuels? La prudence de Bayard lui semblait fastidieuse, mais il se sentait aussi réconforté, en son for intérieur, de n'avoir jamais pu prendre cette prudence en défaut. Pinard croyait fermement que personne, absolument personne dans le camp des fédéralistes, ne manipulerait et ne manigancerait jamais avec autant de sang-froid et de perspicacité que Bayard.

—... Et maintenant, continuait Bayard, il est clair que nous avons le vent dans les voiles. C'est la contre-offensive. Nous avons repassé le seuil de la majorité simple et nous allons vers les 60% le 24 juin. À 60 %, nous sommes indiscutablement crédibles...

On frappe à la porte; le Premier ministre est venu les saluer. Il est symptomatique, pense Pinard, qu'il ait frappé avant d'entrer. Il est significatif qu'il reste debout au lieu de se joindre à eux, ne serait-ce qu'un instant. Jacques Parizeau passe régulièrement au cours de leurs réunions. D'autres passent aussi: les vedettes, les têtes d'affiche... mais ils ne restent jamais. Ils ne disent jamais rien. Ils viennent apporter la caution morale du pouvoir à une opération à laquelle ils ne participent plus. En début de campagne, on a chanté partout au Québec «Frère Jacques», sans que l'on sache trop s'il s'agissait d'une ironie de l'adversaire ou d'un encouragement des fidèles. Frère Jacques dormait; voulait-on qu'il se réveille et aille un peu plus vite... Ou voulait-on qu'il prenne conscience de la situation et arrête tout?

Le génie de Jacques Parizeau, au lancement de la campagne référendaire, avait été de déléguer toutes les tâches importantes à des inconnus. C'est une autre équipe, une autre génération qui était venue mener le combat... et qui l'avait gagné. Gagné contre toute attente, et bien malin qui aurait pu dire si l'équipe mise en place pour mener le bon combat l'avait été pour servir de bouc émissaire à une défaite pressentie ou parce qu'elle était la seule chance de susciter une nouvelle ardeur et d'arracher la victoire. La question était devenue académique. Le référendum avait été gagné et c'est Bayard qui l'avait gagné. Tous ceux qui n'avaient pas voulu «aller à l'abattoir» s'étaient retrouvés bien vivants mais un peu à l'écart. Un peu dépassés. Personne ne voulait plus vraiment réveiller Frère Jacques, mais on trouvait bien rassurant qu'il soit là.

— Il nous faut 60%. Messieurs, il nous faut 60%. Je compte sur vous. Il donna une chaleureuse poignée de main à tout le monde et repartit comme il était venu. La semaine précédente, c'est Bernard Landry qui était passé. La semaine prochaine, ce serait sans doute Bouchard. Ils se succédaient tous dans le bureau du Maire du palais. Ils étaient la légitimité, même si c'est Bayard qui tirait toutes les ficelles. Bayard dont le visage n'était même pas connu de la majorité de la population et dont on connaissait le surnom mieux que le nom.

— Vous avez entendu le Premier ministre? Il nous faut 60% le 24 juin. Comment le faire? En soulignant que c'est nous qui sommes les victimes. Ce n'est pas madame Gomez la victime, c'est nous, les Québécois, qui sommes les victimes depuis 236 ans. Madame Gomez s'est rétablie, nous en sommes heureux. Nous trouvons d'une bassesse inqualifiable que le gouvernement fédéral et la presse anglophone aient voulu utiliser un règlement de comptes entre «pègreux» comme argument dans un débat qui aurait dû se situer plus haut. Maintenant, ils récoltent ce qu'ils ont semé. Nous avons le vent dans les voiles. Vous savez ce que vous avez à faire, que chacun travaille d'arrache-pied dans son milieu.

La réunion est finie. On passe au salon pour le verre de l'amitié. Il ne s'est rien dit au cours de cette réunion. On a joué à fond l'approche «Mission impossible»: il ne s'est rien dit, et toute initiative qui échouera sera désavouée...

— Monsieur Pinard...

Le vrai travail commence. Ils vont, un à un, sans témoins, recevoir du Coordonnateur les vraies instructions. En quelques phrases courtes, comme s'il s'agissait d'un oubli, d'un nota bene. Mieux, d'un post-scriptum à la réunion. Si l'indépendance échoue et que quelqu'un est pendu, ce sera indubitablement Bayard. Mais, si Bayard est pendu, ce sera une grave injustice devant les hommes, car on ne prouvera jamais rien contre lui.

Dès qu'ils sont à l'écart, les ordres tombent.

— Monsieur Pinard, ne voyez plus Marcel Leblanc, ce n'est pas là que vous êtes utile. Suivez Francœur de près et faites-lui comprendre que nous ne sommes pas des imbéciles. Nous ne sommes pas là pour faire une révolution permanente mais pour administrer un pays. Parlez souvent à Francœur, il aura quelque chose à proposer. Lui ou ses amis, si lui ne comprend pas assez vite. Écoutez bien Francœur. Ne refusez rien. Au besoin, personnalisez ce dossier et mettez les points sur les i. D'accord?

Pierre Pinard acquiesce; on ne discute pas avec Bayard.

— Et aussi, Monsieur Pinard ajoute l'autre, faites en sorte que votre fils évite aussi Marcel Leblanc. Ils sont vus ensemble bien trop souvent.

Nouveau hochement de tête. Quelqu'un a-t-il songé, se demanda Pinard, à ce que ferait Bayard, si l'indépendance n'échouait pas et s'il n'était PAS pendu?

* * *

Il tombe une de ces petites neiges fondantes d'avril qui peut devenir verglaçante. Un petite nuit de printemps qui a l'air bien inoffensive mais qui peut devenir assassine. Robert Desjardins, Delo à ses côtés, conduit donc prudemment. Il n'a pas du tout l'intention de se casser la figure alors qu'il touche presque au but. Il veut vivre jusqu'au bout le printemps de l'indépendance. Il regrette un peu que Delo ait dû monter avec lui, son père ayant autre chose à négocier. Heureusement, Delo ne parle pas beaucoup. Robert veut réfléchir.

On lui a donné un mandat impossible. Démesuré. Irréalizable. Bayard, qui n'a jamais de toute sa vie assisté à une assemblée syndicale et qui n'a même sans doute jamais, du moins de son propre chef et par plaisir, eu le moindre désir de parler à un travailleur syndiqué, vient de lui donner une mission impossible.

— Ce que je vous demande, Desjardins, lui a dit Bayard, c'est tout simplement de faire entériner par la base une décision qui a déjà été prise au sommet. La Fédération des travailleurs du Québec et le Congrès canadien du travail, vous le savez, ont convenu entre eux d'une répartition des tâches et des responsabilités qui ressemble étrangement à ce que nous appellerions une «souveraineté-association». Le Québec, au sein du Canada, ne demande pas plus de pouvoir que la FTQ n'en a eu au sein du Congrès canadien du travail. Ce que j'attends de vous, c'est que chaque association syndicale, au plan géographique comme au plan sectoriel, manifeste son adhésion à cette décision. Vous en avez cent, c'est bien. Vous en avez mille, c'est mieux. C'est l'expression de la fraternité des travailleurs. Le soutien de la classe laborieuse à l'ambition légitime du peuple québécois d'assumer son propre destin. Vous aurez bien sûr l'appui total du syndicat des fonctionnaires. Je veillerai à ce que vous ayez aussi l'appui de la Confédération des syndicats nationaux. Vos supérieurs vous donneront toute latitude et les moyens requis. Comprenez, toutefois, que vous êtes en congé sans solde et que vous agissez en votre nom propre. La FTQ n'a pas à redemander formellement ce qu'elle a déjà obtenu. Elle

n'a pas à refaire à la pièce ce qu'elle a construit en bloc. Ce que nous voulons, ce sont des initiatives personnelles. Des gestes spontanés de solidarité. De Halifax à Vancouver. Vu?

— J'ai bien compris. Je ferai tout ce qu'il est possible de faire.

«Sergent, réveillez-moi ce peloton et allez dégager Stalingrad. Schnell!» Tu parles! Pourquoi n'avait-il simplement pas dit non? Pourquoi ne disait-on jamais non à Bayard? Robert, qui avait toute l'ambition qui sied à un honnête homme, sentait qu'il allait jouer toute sa carrière sur une aventure délirante. Il allait prendre un risque déraisonnable. Pourtant, il avait dit oui. C'est peut-être pour la même raison que le Québec avait dit oui. Non pas oui à Bayard lui-même, on ne le voyait pas assez pour que son charisme pût jouer, mais oui, par personne interposée, à ce que Bayard voulait réaliser. Ce que, d'ailleurs, personne ne savait. On avait dit oui à l'Indépendance, oui à Parizeau, à Landry, à Bouchard. Oui à des idées et à des hommes qu'on connaissait bien. Des hommes rassurants, parce qu'ils étaient là depuis trente ans, qu'ils le disaient depuis trente ans et que la foudre ne les avait pas encore frappés. Mais, derrière, on sentait qu'il y avait Bayard.

Combien de syndicats canadiens peut-on convaincre, en deux mois, de reproduire à leur niveau l'accord national de souveraineté association de la FTQ et du Canadian Labor Congress? Combien d'entre eux peuvent faire ratifier ce choix par leurs membres? Combien risqueront de menacer d'une grève générale indéfinie un gouvernement canadien qui ne tendra pas la main au Québec? Quel trotskiste déboussolé qui a l'oreille du Coordonnateur à Québec a bien pu rêver que les Teamsters de la Colombie-Britannique perdraient une seule heure de travail pour soutenir le «libre choix des travailleurs québécois»? Comment quelqu'un comme Bayard a-t-il pu faire de cette aberration un élément de sa stratégie?

La voiture dérapa légèrement dans un virage glacé et Robert décida de ramener son attention au problème immédiat qui était tout de même de ramener intacte à Montréal cette voiture et ses passagers. Il fallait animer Delo.

— Tu dors?

— Non, je réfléchis. C'est fou, comme tout le monde réfléchit. Personne n'a vraiment réfléchi avant le référendum, personne n'a réfléchi au cours des décennies qui ont précédé — pour ne pas dire des siècles — et, tout à coup, tout le monde au Québec prétend «réfléchir». Alors, je réfléchis.

— Si tu avais été à la réunion du comité, tu réfléchirais encore plus.

— Tu veux m'en parler?

— Avec toute l'insistance qu'on met sur la discrétion et la sécurité, j'ose à peine en parler avec ton père qui assiste à la même réunion! Tu sais, je suis persuadé qu'il y a même des choses qu'on ne se dit pas, lui et moi! C'est fou.

— Ça force chacun à penser à son propre boulot. Ça évite aussi le «déviotionnisme». C'est bien comme ça que vous appeliez la réflexion à l'heure de la grande solidarité stalinienne, n'est-ce pas?

— Pourquoi «vous»? Je n'étais pas né à l'époque de Staline.

— C'étaient «vos bergers et vos chiens», comme dirait Lafontaine. Mais, sérieusement, est-ce que tu ne trouves pas, toi le militant syndicaliste de gauche, qu'on s'écarte un peu beaucoup du «dialogue franc et sincère», de la «concertation entre tous les intervenants» et autres bidules du même genre? Et pendant qu'on fait le point, ne faudrait-il, avant que tu puisses convaincre Libertad de quoi que ce soit, qu'elle accepte d'abord de te revoir?

C'était un coup bas. Robert évitait soigneusement de parler de sa rupture avec Libertad. Une rupture d'ailleurs qui n'existait pas, puisqu'elle n'avait jamais été formulée. Libertad lui avait simplement fermé sa porte et ne retournait pas ses appels. L'attitude, avait conclu Robert, d'une femme qui n'avait jamais su comment dire non.

— Libertad a été totalement déloyale. D'ailleurs, je ne te l'avais pas dit, mais j'avais déjà rompu avec elle AVANT l'attentat. J'ai rompu avec elle le soir même ou j'ai appris qu'elle allait se prostituer à la télévision et faire des mamours aux fédéralistes.

— Alors, quand nous sommes allés à l'hôpital, c'était quoi? Une réconciliation?

— En quelque sorte; oui. Une réconciliation. Une dernière chance que je lui donnais de revenir du bon côté.

— Au fond, tu ne l'aimais pas du tout. Tu étais en train de la manipuler. Mais qu'est-ce que tu lui offrais?

— Une l - é - g - i - t - i - m - i - t - é. Une appartenance vraie au Québec, à la mesure de l'accueil que je lui avais réservé. De l'accueil que nous lui avions tous réservé.

— Tu parles comme si c'était un gros cadeau d'offrir à quelqu'un la «québécoïtude». Tu parles comme quelqu'un qui a lu trop de propagande. Tu veux savoir la réalité? Être québécois, au comptant, ça ne vaut pas grand-chose. Ce n'est pas une valeur, c'est une promesse. Donner l'indépendance à la population, donner le Québec à quelqu'un, c'est lui donner un «Do-it-yourself kit», c'est lui offrir une chance de faire quelque chose. Avec ça, je suis d'accord. Mais il ne faut pas s'imaginer qu'on donne un gâteau de nocces quand on offre une tasse de sucre et une tasse de farine...

— Tu penses que je m'y prends mal avec elle?

— Je constate que tu n'as pas les résultats que tu attends. Pourtant, c'est une chic fille.

— Si tu voyais sa sœur!

— Je l'ai vue.

— Ah?

— Mais oui, à l'hôpital. Tu étais trop occupé. Tu ne t'occupes pas vraiment des gens.

— Et alors, c'est quelque chose la sœur, non?

— Oui, oui. Mais j'ai un faible pour les femmes fragiles... comme Libertad. Je pense sincèrement que Libertad vaut plus que sa sœur. Plus que tu penses.

— Probablement...

Et maintenant, pensa Robert, c'est Delo qui me prend pour un con. Et maintenant qu'il avait annoncé sa rupture, celle-ci devenait définitive. Il constata que l'idée lui était devenue tout à fait indifférente. Comment pouvait-il avoir changé à ce point sa perspective à l'égard de Libertad? Au fond, songea-t-il, c'est vrai que je ne l'ai jamais aimée. Elle était commode, parce qu'elle était là, disponible, facile à prendre et à satisfaire pendant que je pensais à autre chose. Est-ce que j'ai été un salaud avec elle?

Delo ne parlant plus et la neige ayant cessé, Robert eut tout le temps de faire le point. Il se souvint qu'avant Libertad il y avait eu Jeannine. Avait-elle été importante? Et avant Jeannine, Nicole. Nicole ou Andrée, puisque les deux affaires avaient été menées de front. Laquelle des deux avait été la plus importante? Peut-être était-il — et avait-il toujours été fondamentalement — un salaud avec les femmes. Ou un salaud tout simplement. C'est une idée qu'il trouvait intellectuellement déplaisante mais qui, en y pensant bien, ne suscitait pas chez lui une grande émotion. Il ramena son attention sur ce qui l'intéressait vraiment: exécuter le mieux possible le mandat qu'on lui avait confié.

* * *

Delo avait eu beaucoup de plaisir à enfreindre la consigne paternelle et il y avait mis beaucoup d'efforts. Il n'acceptait pas, par principe, qu'un boss à Québec — un boss qui d'ailleurs ne lui payait pas de salaire — vint lui dire qui il devait et ne devait pas voir. Il avait mis bien du temps à rejoindre Marcel, apparemment fort occupé, mais il y était parvenu. Marcel et lui, ce jour-là, prenaient enfin, rue Saint-Denis, une bière belge que Delo croyait avoir depuis longtemps méritée. Il faisait maintenant très beau et tout Montréal, comme à l'ordinaire, s'était donné rendez-vous sur une terrasse. Les jupes étaient un peu plus courtes, les filles un peu plus belles que l'année précédente.

— Un temps comme ça mercredi, ils vont mettre un million de personnes dans la rue, dit Marcel, ton chum Robert a fait un sacré travail!

Le premier mai serait jour férié, pour la première fois. Une trouvaille de Robert. C'était un clin d'œil à toutes les gauches du monde mais surtout aux travailleurs canadiens. Des centaines de délégations syndicales, de toutes les provinces canadiennes et de tous les secteurs d'activité, assisteraient au grand Défilé de la solidarité, rue Sherbrooke, courtoisie, bien sûr, du gouvernement du Québec qui avait fait les invitations, payé les billets et promis des réjouissances hors du commun. Robert avait supposé que le travailleur de Swift Current, Saskatchewan, ou de Dartmouth, Nova Scotia, ne détesterait pas venir passer trois jours à Montréal avec sa femme, que la raison en fût les pêches dans l'Atlantique, la lutte contre la pyrale du maïs ou l'indépendance du Québec. Il avait eu parfaitement raison.

En dix jours, il avait fait le travail de dix ans. Des centaines de syndicats seraient représentés au Défilé de la solidarité et toutes les provinces canadiennes y seraient. Les camarades de l'Ouest seraient là, et ils chanteraient Alouette — ou même Frère Jacques — avec autant d'entrain qu'Avanti Populo.

— Robert travaille beaucoup, dit Delo, je ne l'ai pas vu depuis au moins une semaine. Je ne lui ai même pas parlé. Je crois qu'il avait plus que ce Premier Mai à organiser. Ils sont en train de le transformer en machine.

— La petite Libertad Gomez, c'est sa blonde, hein?

— C'était. Il n'a plus de temps pour elle.

— C'est vrai qu'avec ce qu'elle a fait...

— Marcel, dis-moi que ce n'est pas toi, dis-moi que ce n'est pas nous, la bombe.

Marcel soupira et haussa les épaules. Il prit une grande gorgée de bière.

— Ce n'est pas moi. Ça, je peux te jurer que ce n'est pas moi. Maintenant, pour les autres... Je ne sais pas. Je ne pense pas. On ne me le dirait pas. Tu comprends, ceux comme nous qui ont été mêlés aux événements des années soixante et soixante-dix, on ne représente plus vraiment un «plus» pour la cause. Nous n'avons plus la manière de faire. Nous n'avons plus le vocabulaire qu'il faut. Nous sommes comme les vieux joueurs qu'on garde sur le banc pour amadouer la foule mais qu'on ne veut pas vraiment voir sur la patinoire. Nous sommes là parce que ça donnerait une mauvaise image du Parti d'annoncer brutalement que nous ne sommes plus là. Tu te souviens à quel point a été négatif le rejet de Bourgault et du RIN? Pourtant, il fallait évidemment sortir du «Bourgault» pour faire du «Lévesque» et prendre le pouvoir. Il a fallu sortir du «Lévesque» et vendre du «Parizeau» pour gagner le référendum. Maintenant, on est en train de sortir du «Parizeau», qu'on connaît trop bien, pour entrer dans quelque chose qu'on connaît mal et FAIRE l'indépendance. À la vitesse où les choses évoluent, des types comme moi ont l'impression d'être trois ou quatre générations en arrière. Il y en a, comme ton père, qui se sont recyclés; ils assurent la continuité. Mais ceux qui ont vraiment joué leur va-tout il y a trente ans, on ne vient pas les chercher pour les tenir au courant. On nous aimerait mieux empaillés. Tu me parles de l'attentat contre la petite Gomez. Ça peut être vraiment une cellule Riel-Chénier, qui sait... Ça peut aussi être un franc-tireur. N'importe qui, aujourd'hui, peut aller acheter à la pharmacie ce qu'il faut pour faire une bombe et recevoir les instructions sur Internet. Aujourd'hui, on dit que c'est la mafia. Peut-être. Il ne faut pas exclure que ce soit un nationaliste pas très doué. Ça peut aussi être un parfait cinglé, tout simplement. Le plus grand danger pour la société, à partir de maintenant, ce n'est pas le communisme, ni aucun révolutionnaire; c'est la masse grandissante des cinglés. Remarque que ça peut aussi être un Anglais pour nous faire accuser...

— Ça ferait dur...

— Ne pense pas ça. C'est une hypothèse sérieuse. Parce qu'il n'y a plus personne de vraiment important, personne d'irremplaçable, parce que ce sont des machines qui mènent tout, il n'y a plus beaucoup d'intérêt à se débarrasser de ses ennemis. Au contraire, c'est ce qui se passe dans la tête du monde un beau matin, le jour du vote, par exemple, qui est devenu vital. Il est important que le soir de l'indépendance il y ait beaucoup de monde dans la rue qui crient «Vive le Québec libre!» S'il y en a assez, les autres embarqueront et suivront. Et quand je dis «les autres», ce n'est pas les voisins du quartier. Je parle des Français, des Américains, des Nations Unies. Aujourd'hui, ça ne vaut plus la peine d'aller contre la «volonté populaire»: ça crée trop de problèmes et ça ne rapporte pas assez de profit. Alors, ça devient très dangereux.

— Dangereux?

— Très dangereux. Avec l'importance des sondages, le rôle des médias modernes et la sympathie pour les victimes, il est devenu plus rentable de faire disparaître ses amis que ses ennemis. Je ne suis pas certain qu'il n'y a pas, en ce moment même, des souverainistes qui font brûler des lampions pour que quelqu'un nous mette une bombe: on gagnerait trois ou quatre points dans les sondages. Ça ferait bien plus pour la cause que l'assassinat de tous les membres du cabinet Chrétien.

— Jésus Christ!

— Bien oui. Je suis même à peu près sûr qu'il y en a qui font plus que brûler des lampions. On n'est plus dans les années soixante...

— Est-ce que quelqu'un t'a approché pour une opération de ce genre-là?

— Mais non, ils ne me feraient pas confiance pour une affaire aussi complexe. Je suis trop vieux. Moi, je serais plutôt le type qu'on prendrait comme victime...

— Tu dis ça en blague, n'est-ce pas?

— Évidemment...

Marcel et Delo parlèrent encore longtemps. Ils vidèrent des Maredsous et des Gueuzes, aussi loin dans leurs habitudes et leurs goûts de la population qu'ils voulaient libérer que l'était leur langage des préoccupations de celle-ci. Ils parlèrent de tout et de rien, de Robert, de Libertad, de Bayard, du socialisme, du nationalisme, de l'esprit révolutionnaire... Ils parlèrent de tout et de rien, mais surtout de l'indépendance. En fait, seulement de l'indépendance.

Chapitre 4

Ce n'est pas parce qu'on se croit un salaud — à tort ou à raison — qu'on ne sait pas y faire. Robert Desjardins avait compris que le mandat que lui avait confié Bayard était une occasion de se faire valoir comme il n'en aurait sans doute plus jamais dans sa vie. Il s'attaqua donc au problème sans perdre une minute. Il traça des ronds et de petites flèches toute la nuit sur des douzaines de feuilles, but beaucoup de café, marcha de long en large en se parlant à lui-même et supputa ses chances exactes de manipuler et de corrompre tous ces gens qui viscéralement disaient non et dont on voulait tout à coup qu'ils disent oui. Avec enthousiasme. Au matin, il avait son plan. À midi, il avait son accord et à dix-sept heures son budget. Le jour suivant fut consacré à assembler ses ressources, à séduire un peu plus ses alliés, à tranquilliser ses rivaux, à pacifier ses adversaires et à mettre en marche la logistique d'une opération qu'il voulait sans bavures comme une opération militaire.

L'annonce que le premier mai 1996 serait jour férié — comme «une main tendue vers tous les travailleurs du monde», ainsi que le Premier ministre l'annonça — fut une surprise. Elle fut une surprise heureuse pour la ministre responsable des ressources humaines, les travailleurs et même pour les cadres syndicaux dont seuls les plus importants avaient été pressentis par Robert. Elle fut aussi une surprise pour les gens du ministère des Finances, de la Fonction publique et du Conseil du trésor pour qui une journée fériée supplémentaire réduisait à néant des giga-octets de prévisions budgétaires et ajoutait du travail au moment précis où

l'on réduisait d'autant le temps pour le faire. Robert avait convaincu le Coordonnateur de son plan, le Coordonnateur avait convaincu le Premier ministre. Les autres, c'était l'intendance.

C'est le ministre responsable, toutefois, qui invita les travailleurs du Québec à une grande manifestation de solidarité au Parc olympique le soir du premier mai. Il y aurait quelques discours, bien sûr, mais la bière serait gratuite, courtoisie d'une micro-brasserie qui croyait, elle aussi, que son avenir passait par l'indépendance.

Ce sont les syndicats eux-mêmes, subventionnés pour ce faire par les fonds spéciaux du Secrétariat aux activités de transition, qui invitèrent les compagnons et camarades de l'étranger (sic) à se joindre fraternellement à cette fête de famille. Tous ensemble, Québécois et Canadiens, il fallait affirmer dans les rues de Montréal le droit sacré des travailleurs de toutes les nations à assumer eux-mêmes leur destin politique et à travailler, ensemble, à la réalisation de leurs objectifs sociaux prioritaires.

— Ce qui prouve bien le caractère spontané, totalement vrai — je répète le mot, il est clé: «VRAI» — de cette solidarité, dit Robert aux journalistes après la conférence de presse qu'avaient donnée les patrons de la FTQ, de la CSN et de la CEQ, c'est justement ce qui semble, à première vue, son improvisation.

— Monsieur Desjardins, demanda l'un des journalistes, n'est-il pas surprenant qu'à six semaines de l'indépendance le gouvernement du Québec prenne les fonds des Québécois pour financer la venue au Québec de leaders syndicaux de l'Ouest, des Maritimes, de l'Ontario...?

— Le gouvernement du Québec ne paye RIEN. Je répète, RIEN aux travailleurs qui décident volontairement de venir appuyer la démarche du Québec. Le mouvement syndical canadien dans son ensemble, québécois et canadiens confondus, assume intégralement, solidairement, les coûts — dérisoires d'ailleurs — de la venue au Québec de ces milliers de sympathisants qui CROIENT à la souveraineté québécoise et à la solidarité internationale.

— Mais n'est-il pas vrai, demanda un autre pendant que la caméra filmait Robert, que le Coordonnateur a autorisé personnellement un virement de fonds important aux centrales syndicales?

— Si vous pensez que le gouvernement du Québec achète ses appuis, si vous pensez que les centrales syndicales québécoises sont obligées de payer leurs amis pour venir les voir, vous vous trompez! Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que les médias, contrôlés par les grands intérêts financiers de qui-nous-savons, essayent de manipuler la population et de travestir les intentions du seul gouvernement qui, dans toute l'histoire du Québec, a vraiment pris les intérêts des travailleurs!

— Mais le gouvernement ne vient-il pas de virer une somme importante aux centrales syndicales, demanda un autre?

— Il y a sans cesse des transactions financières qui doivent intervenir entre le gouvernement et les centrales syndicales. Bien sûr, il y a eu des virements récents. Il y en a eu la semaine dernière, le mois dernier, l'an dernier... Tenez, par exemple, des trop-perçus représentant environ un million de dollars ont été remis à la FTQ en règlement d'un contentieux qui traînait depuis des années concernant certaines amendes, certaines déductions pour des jours non travaillés. Est-ce que vous appelez ça des pots-de-vin aux syndicats?

— Ce n'est pas parce qu'un journal a parlé de «pots-de-vin» aux syndicats que toute la presse se ligue contre les syndicats, tenta timidement un des journalistes présents

On venait de changer de sujet. L'accusateur était devenu l'accusé. Robert savait comment noyer un poisson en lui laissant respirer l'air pur. Ses collègues, encore plus aguerris, savaient aussi depuis des années qu'il ne faut jamais tomber dans le piège de répondre à une question.

* * *

Ils vinrent par milliers. Certains chantèrent l'Internationale, d'autres le Drapeau rouge, tout en défilant rue Sherbrooke. On s'amusa beaucoup. Un groupe de Winnipeg, rappelant sur une longue banderole qu'il avait été le premier au monde à reconnaître le régime bolchévique de 1917, eut un succès bœuf. Le monde était maintenant suffisamment éloigné de la gauche pour que celle-ci pût ajouter le charme vieillot de la nostalgie à l'attrait bien pratique qu'elle exerçait encore sur quelques-uns. Il y en eut pour tout le monde.

L'arrivée au Stade olympique fut spectaculaire. On ne sut jamais quel groupe, le premier, avait décidé de pénétrer dans l'enceinte en brandissant le point gauche; mais il avait suffi que quelques-uns le fissent pour que les autres les imitent. C'est donc des dizaines de milliers de travailleurs portant des pancartes bilingues d'appui à l'indépendance du Québec, certains arborant des drapeaux rouges ou, plus joliment encore des bleus de travailleurs, le poing braqué contre Dieu-sait-quoi, que les caméras de télévision filmèrent au Stade le premier mai. Ces images, lorsqu'elles eurent été distribuées, furent diffusées avec beaucoup plus d'empressement que les discours des politiciens.

Les téléspectateurs québécois, surtout les tenants du oui dont beaucoup, à cause de leur âge ou de leur statut social, n'avaient jamais eu l'occasion de voir de près un point braqué, un drapeau rouge, ou même un travailleur, en ressentirent un vague malaise. Ceci n'était pas important, ils avaient déjà voté. Bien d'autres, qui s'étaient tenus à l'extérieur du débat parce qu'ils ne voyaient pas comment l'indépendance du Québec pouvait changer leur destin mieux que l'arrivée d'une nouvelle girafe au zoo, trouvèrent la cérémonie émouvante. Inspirante.

Tous ces gens qui s'ennuient — ceux qu'on appelle souvent la majorité silencieuse — trouvèrent ce soir-là que l'indépendance était quelque chose de beaucoup plus rigolo que le statu quo antérieur. Ça ferait des gains dans les sondages.

Les journaux anglophones du lendemain allaient s'en indigner, le reste du Canada allait rabrouer ceux des siens qui étaient venus servir de figurants à cette mise en scène,

mais tout ceci n'était pas primordial. Comme il semblait bien que n'était pas prioritaire non plus l'impact que pouvait avoir cette scène sortie tout droit des années trente ou cinquante sur les Américains qui avaient quelque bien investi au Québec ou au Canada.

Le Québec vivait son Grand Soir.

* * *

Si Marcel n'avait pas eu cette indéfectible loyauté envers lui-même qui lui imposait de ne rien renier de sa vie, il n'aurait certainement pas accepté cette rencontre orchestrée par un ancien compagnon de prison des années soixante. Il ne l'aurait surtout pas fait sachant que celui qu'on voulait lui faire rencontrer était fiché par tous les corps policiers, suivi par ceux-ci chaque fois qu'ils en avaient la chance et donc une bien mauvaise fréquentation pour un homme qui, comme lui Marcel, souffrait déjà d'une feuille de route ennuyeuse. Marcel étant loyal et l'entremetteur lui ayant déjà rendu quelques services au cours des années difficiles, le rendez-vous eut lieu. Il eut lieu dans un endroit bien, anonyme à souhait: le bar d'un de ces grands restaurants de la rue Sherbrooke Est. Marcel, qui n'avait pas posé de questions, fut mis au parfum dès la première phrase.

— Nous sommes, dit Marius, des amis de Grenier — Paloma, si tu préfères — le type qui a sauté avec la petite Sud-Américaine. Je te connais. Jerry m'a dit que tu étais régulier. Je le pense aussi. Je vais te dire exactement ce que je cherche et, si tu peux m'aider, tant mieux. Si tu ne peux pas, nous ne serons pas plus mauvais amis. Nous nous comprenons?

— Vas-y.

— Quand Paloma a été tué, nous étions sûrs que vous n'aviez absolument rien à faire là-dedans. Nous étions convaincus que c'était du baratin de journalistes et que c'était un gang rival qui avait fait le coup. Nous avions des décisions à prendre. Nous avons fait notre petite enquête. Nous n'avons rien trouvé, sauf des contradictions. Ceux qui

auraient eu intérêt à éliminer Paloma n'ont rien fait de ce qu'il aurait été logique qu'ils fassent par la suite. Tout ceci semble un meurtre inutile. C'est pour ça que j'ai voulu te voir. Au début, les médias disaient que c'était vous, mais nous ne le pensions pas. Maintenant, tous les médias disent que c'est la mafia, mais nous ne croyons plus que ce soit la mafia. Nous ne croyons plus que la drogue ait été le mobile de l'attentat. C'est pour ça que je te demande de me dire si oui ou non c'est la fille qui était visée et si c'est vous qui l'avez fait.

Marcel commença de hocher la tête, mais Marius l'interrompit.

— Attention, écoute-moi bien. Ça fait un mois qu'on tourne en rond et nous devons faire quelque chose. Tu n'a pas à avoir peur si c'est vous qui l'avez fait. Parce que, si c'est vous, nous comprenons que la mort de Paloma a été un accident. On comprend que vous ne visiez pas Paloma. Nous ne pourrions pas vous en vouloir pour ça. Et puis, soyons clairs; de toute façon, nous sommes plutôt pour le Québec, pas contre, tu me comprends? Donc, pour éviter bien des bavures, je te demande de me donner l'heure juste. Ce que tu vas me dire ne servira jamais ni contre toi, ni contre personne de tes amis, ni contre le «Oui». Tu me comprends bien?

Marcel comprenait parfaitement.

— Je ne sais pas. Ce n'est pas moi, ce n'est personne que je connais. Je ne pense pas, parce que je ne vois personne qui aurait eu intérêt à le faire. Ceci dit, on ne me le dirait pas, dit Marcel qui avait vraiment l'impression de se répéter, parce que je ne suis plus au cœur des choses. Si quelqu'un le faisait, il l'aurait fait sans me le dire et sans le dire à aucun de ceux qui se sont compromis au cours de la première vague. Nous, les anciens, nous sommes trop compromis. Je ne le saurais pas.

— J'ai tout de même des raisons de penser que ça pourrait être quelqu'un de chez vous. Je ne mets pas ta parole en doute, mais quelqu'un peut l'avoir fait sans que tu le saches, tu viens de me le dire. Pense, qui pourrait l'avoir fait?

— Je pense, dit Marcel. Voyons voir... Normand? Non. Jean-Pierre... non plus... Donc, ce n'est pas un ancien. Ou alors, ce serait un «ancien» qui aurait coupé tout contact avec nous. Parmi les nouveaux — excuse-moi, je pense tout haut —... peut-être Roger. Et puis, non: Roger n'aurait pas réussi. À moins, que le Marocain... Écoute, quelques semaines avant l'attentat, il y a eu chez nous un Marocain qui voulait passer à l'action directe. Il en vient comme ça, du Maroc ou d'ailleurs, qui arrivent, tout feu tout flamme, pour régler leurs comptes. Le Marocain en question, je ne sais pas de quoi il voulait se venger. Peut-être un père en prison depuis quinze ans, dont il ne sait pas s'il est mort ou vivant... Peut-être une sœur violée en France par un type du Front national, peut-être simplement de ne pas avoir eu de chance. Il y en a souvent qui veulent mettre des bombes ici: c'est plus facile que chez eux. Alors, lui, il voulait passer à l'action directe. Il avait appris plus ou moins comment fabriquer des bombes et comment se procurer les produits. Il voulait voler un détonateur et faire sauter quelque chose. La Banque du Canada, je crois.

— Mais s'il savait comment, qu'est ce qu'il voulait de vous?

— Des données pratiques sur le radio-contact. Je présume qu'il vaut toujours mieux en parler avec quelqu'un qui l'a déjà fait.

— Et qu'est ce qu'il a fait votre Marocain?

— À ma connaissance, rien du tout. Il s'est tenu avec nous quelques semaines, puis il a cessé de venir. Je ne t'en parle que parce que c'est le seul dont je puisse me souvenir qui se soit intéressé aux bombes depuis bien longtemps... Je ne l'ai pas revu depuis pas mal de temps. Je pense, d'ailleurs, que je ne l'ai pas revu depuis l'attentat. Il y a peut-être là quelque chose à vérifier.

—Il a l'air de quoi?

— Marocain. Moustaches, cheveux frisés, barbe forte. Plus grand que la moyenne, mince... tu sais, on ne se regarde pas sous le nez dans ce genre d'affaires... mais une minute! Je me souviens, il disait être étudiant à Concordia. Remarque, ce n'est sans doute pas vrai. Ça aurait trop bête de venir nous le dire s'il avait prévu monter un coup là-bas. Mais je te le dis comme je le sais. Merci de m'avoir rappelé ce type, on va aller regarder de plus près qui il est et ce qu'il fait.

— Nous aussi, dit Marius.

Marcel, tout entier investi dans l'échéance de la Saint-Jean, ne vérifia rien du tout. Après qu'ils se furent quittés, il prit le métro vers le Parc olympique et y arriva juste à temps pour entendre la ministre Harel remercier encore une fois en anglais, avec émotion, les «milliers de travailleurs canadiens, mettant la justice au-dessus des préjugés séculaires, venus saluer dans la solidarité et la fraternité les travailleurs québécois s'apprêtant à assumer librement leur destin». Bien qu'il fallût plus que des discours pour faire vibrer Marcel, 40 000 personnes ovationnant l'indépendance et brandissant des milliers de drapeaux québécois y parvinrent sans peine. Il oublia tout de cette affaire de Marocain; il avait d'autres chats à fouetter.

Pour Marius et les siens, cependant, il n'y avait pas d'autre chat qui méritât tant d'être fouetté. Ils vérifièrent.

* * *

Johnny et Tony étaient venus seuls rue Hochelaga, sans escorte apparente. Seuls Cric et Scalp prirent donc place avec eux à la table et Marius n'entra que pour faire son rapport. Debout. Affaire d'équilibre, encore une fois. Il était normal que Marius présentât le rapport, puisque c'est la vérification qu'il avait faite qui justifiait cette rencontre au sommet entre les caïds des deux organisations criminelles les plus actives de la région de Montréal.

Cric fit un signe de tête et Marius commença.

— Abdallah Ben Saïda, vingt-quatre ans, nationalité française, origine algérienne. Vague ascendance marocaine, du moins il le prétend. Fréquente aussi bien ici les Juifs marocains séfarades que quelques groupes iraniens présumés intégristes. Il est au Canada depuis trois ans, à titre de résident permanent. Il n'a pas de dossier judiciaire. Son frère, Mohamed Ben Saïda, quarante-six ans, a déjà lui son passeport canadien qu'il a obtenu dans le cadre du programme des immigrants investisseurs. Il est dans l'importation de textiles, les buanderies, la mécanique. Il voyage beaucoup. Il est discret, vit simplement ici mais a une résidence qui vaut dans les sept chiffres près de Montreux, en Suisse. Aucun dossier judiciaire. Nous avons remonté plus loin. Il a été mêlé à une affaire de logements bâtis avec des fonds publics en banlieue de Paris en 1982, affaire qui avait donné lieu à un scandale politique, mais il a été exonéré de tout blâme. On peut supposer qu'il a collaboré avec les autorités. Auparavant, il avait été cité en Espagne dans une histoire de fausses factures pour l'exportation de textile vers l'Amérique latine, une aventure qui avait mené quelques banques à la faillite et qui avait fait beaucoup de bruit à Barcelone. Ici, encore une fois, rien n'a été retenu contre lui; rien à trouver non plus: le dossier est plein de trous. Toute cette information a été corroborée par nos contacts à la GRC.

— Il est dans quoi, sérieusement, demanda Johnny, vous êtes-vous déjà cognés sur lui?

— Jamais. Il aurait pu ne pas exister. Maintenant, en regardant de plus près, on s'aperçoit qu'il est depuis longtemps derrière à peu près tous ceux qui avaient l'air de travailler seuls. Il est la source du financement pour les petits prêts dans plusieurs tavernes du nord de la ville, pas celles où vous opérez, mais d'autres. Il s'est glissé dans les interstices.

— Dans les quoi?

— Dans les tavernes où personne n'opérait parce qu'il n'y avait pas un marché suffisant. Ce qui est intéressant, c'est qu'il ne s'est pas arrêté là. Il s'est créé un réseau collé aux gens qui travaillent pour le Bien-être social et l'Assurance-chômage. Il a monté une opération où l'on es-

compte les chèques. Surtout le premier chèque qui peut tarder — ou qu'on peut retarder — plus longtemps. Il fait aussi du pari, mais d'une façon originale. Il est parti des soirées de bingo et il est remonté vers les Clubs de l'âge d'or. De là, il est redescendu vers les familles. Il ne travaille pas sur de gros clients mais sur la masse.

— Il «booke» sur les courses? Sur le hockey?

— Il fait mieux que ça. Il a lancé sa propre mini-loto, surtout dans les maisons pour vieillards. Son numéro gagnant est le numéro gagnant de Loto-Québec; donc pas de doutes quant à l'honnêteté du tirage, mais il paye le prix de Loto-Québec majoré de 30 %. Et il paye... On a trouvé une vieille qui a touché trente-cinq mille dollars! À côté du marché de Loto-Québec, le reste du pari au Québec, c'est des brouilles. Il aurait pu aller encore plus vite et encore plus loin. On a l'impression qu'il a surtout voulu ne pas se faire remarquer.

— Des filles? Des hôtels? Des jobs de bras?

— Pas de prostitution, du moins au Canada. Pour l'étranger, on ne sait pas. Il finance un type qui importe de la porno-vidéo, mais ça semble tout à fait marginal à ses opérations: il est le financier, pas l'exploitant. D'autre part, ce qui est beaucoup plus important, c'est qu'il a participé activement à la contrebande de cigarettes. Il l'a fait indirectement, bien sûr, mais on est remonté à un compte de banque aux États-Unis par lequel des Indiens qui ont été vus en compagnie de gens de son groupe ont fait transiter une douzaine de millions de dollars américains. Tout ça est parti vers Panama. L'argent, je veux dire.

— Il est encore actif dans les cigarettes?

— Selon ce qu'on en sait, il en est sorti, miraculeusement, juste avant que la taxe ne soit abaissée. Ceci veut dire de GROS contacts.

— Il est partout... Sauf où ça compte.

— Il n'est pas directement dans l'importation d'aucune drogue, mais même là, on se sait pas vraiment s'il n'intervient pas au palier du blanchiment. On ne sait pas encore, mais on cherche.

— Et on ne l'a vu dans rien! Impensable!

— On regardait ailleurs, conclut Marius.

— On se regardait trop les uns les autres, dit Cric, comme pour l'affaire de Harry. Je te répète encore une fois, Johnny, que Harry c'était pas nous autres.

— Mais Jerry?

— Jerry, oui. Mais c'était pour l'affaire de NDG et l'explosion de la moto de Spitball

— L'explosion, c'était pas nous autres, affirme Johnny

— Mais vous avez pris le marché de NDG, réplique Cric.

— Un jeu de circonstances. Mais vous savez que NDG, c'est plus de troubles que de profits. Les Jamas prennent 80-90% et c'est volatile. D'ailleurs, vous avez tiré Jerry, mais vous n'avez pas fait d'effort pour occuper le terrain.

Cric savait que c'était vrai. NDG était un quartier lunatique. Trop de hasch "home made", pas assez de coke. Trop de sang au kilo. Les gens sérieux achetaient au centre-ville. Ils «donnaient au bureau» comme disait Marius. — Écoute, ça ne sert à rien de les passer un par un. On veut se croire, mais on saura jamais. De toute façon, on a compris que Paloma c'était pas vous.

— Pourquoi on aurait fait ça? La famille de New York nous lâcherait si on faisait autant de troubles — et politiques à part ça — pour aller chercher quoi? Ça représente quoi Concordia? Trois à quatre mille fumeurs de pot qui débarquent au moment du diplôme? Quelques centaines d'utilisateurs de coke, plutôt légers, qui sortent du secteur quand ils ont vraiment les moyens d'en prendre sérieusement?

— On comprenait pas nous non plus, dit Cric, mais là on comprend: il y a un autre joueur sur la patinoire.

— C'est le Abdallah qui a fait le coup?

— J'aurais cru au départ, mais on pense plus ça. Ben Saïda — le grand frère, je parle — aurait pas laissé son petit frère se mouiller comme ça. C'est probablement un autre qui a pressé le bouton.

— Et Abdallah?

— Lui, il a fait le job de tête. Il est allé apprendre comment faire une bombe démodée. Ils ont voulu nous mélanger... pis maudit qu'ils nous ont mélangés!

— Il y a un autre joueur, OK, dit Tony qui parlait pour la première fois, mais pourquoi maintenant? Pourquoi il apparaît en 1996?

C'est Marius qui se permit de répondre au lieu de Scalp, lequel aurait normalement dû donner la réplique à Tony comme Cric l'avait donnée à Johnny.

— Ben Saïda n'arrive pas sur le marché en 1996, il y est depuis au moins deux ans. Maintenant, pourquoi il apparaît aujourd'hui? Parce qu'il s'est attaqué à Paloma. Pourquoi il l'a fait? Je suppose qu'ils sont pressés d'entrer sur le marché de la coke parce qu'ils veulent se positionner face à l'indépendance. Un nouveau pays, c'est une nouvelle police, de nouveaux politiciens, de nouveaux contacts avec Interpol. Peut-être qu'ils ont pensé qu'il y avait un avantage à arriver les premiers sur ce qui va être un nouveau marché.

— C'est tiré par les cheveux, dit Johnny; c'est toujours le même marché. On va toujours rester à la même place, on va toujours couvrir les besoins locaux, mais surtout revendre aux États-Unis. Je ne vois pas pourquoi ils auraient révélé leur jeu.

— Remarque, dit Marius, qu'ils on fait de gros efforts pour brouiller les pistes et qu'ils y sont presque parvenus.

— Laissez-nous «checker» tout ça, conclut Johnny, tout en notant que c'est encore Marius qui avait parlé et que c'était peut-être lui, pas Scalp, le vrai numéro deux de la gang de la rue Hochelaga. Il y avait peut-être là un déséquilibre. Quelque chose à utiliser plus tard. Un jour, après la trêve qu'imposait l'apparition de Ben Saïda.

* * *

Francœur habitait dans une de ces vieilles maisons de pierre où ne peuvent vraiment vivre à l'aise que ceux qui y sont nés. Pierre Pinard y arriva vers vingt heures, le 5 mai, ressentant encore une fois une espèce de crainte révérencielle au moment de pénétrer dans cet antre du vrai pouvoir. Lui-même bien à l'abri du besoin, comme son père avant lui, Pierre Pinard n'en mesurait pas moins toute la distance qui le séparait de ceux qui détenaient la vraie richesse. De ceux pour qui l'argent n'était plus une façon d'assouvir des besoins ou même des désirs, mais uniquement un outil de pouvoir et de domination.

Pierre Pinard avait depuis longtemps réfléchi à ce qu'il fallait peu d'argent pour satisfaire les vrais besoins d'un être humain, à combien minimes — relativement parlant — étaient les montants mis en jeu pour satisfaire même les besoins les plus fous du jouisseur le plus imaginatif. On parlait, au plus, de quelques millions. Dès qu'on parlait de dizaines de millions, de centaines de millions, de milliards, de dizaines de milliards... on sortait du domaine de la convoitise, pour entrer dans celui de la pure jouissance: le pouvoir. Pinard, qui pouvait satisfaire ses besoins et la plupart de ses désirs, souffrait un peu de ne point avoir accès au pouvoir que donne l'Argent. Francœur avait ce pouvoir.

Quelques objets d'art, des meubles anciens, des tapis de Qum aux murs — et non pas au plancher. Francœur n'étalait pas d'autres richesses que celles que pouvait s'offrir un bourgeois bien nanti. Rien n'indiquait que la richesse était là en surabondance, disponible pour commander et pour corrompre. Lorsqu'ils furent au petit salon et que Francœur lui offrit un verre, Pinard ne put s'empêcher de penser qu'il buvait lui-même un meilleur porto et son fils de meilleures bières que celles que Francœur se permettait. Francœur, de toute évidence, trouvait son plaisir ailleurs.

Comme Berger. Pinard n'avait vu Berger qu'une ou deux fois auparavant, toujours chez Francœur. Il savait que Berger était suisse. Suisse et américain. Il savait que Berger était plus puissant que Francœur et il était donc encore plus que ce dernier discret. Discret, presque invisible. Pinard se souvint que Bayard avait dit: «si ce n'est Francœur, ce sera

un de ses amis». Bayard connaissait-il l'existence de Berger? Il n'y avait rien à gagner à ce genre de spéculations; il valait mieux penser au travail.

— Il ne faut plus, dit Pinard, voir l'indépendance en 1996 avec les yeux de 1960. Pas même avec les yeux de 1976. Vous ne parlez plus ici avec de jeunes théoriciens. Vos interlocuteurs ne seront pas des gauchistes en mal d'en découdre avec le système. Vous traitez avec des gens d'âge mûr qui ont eu en main le gouvernement pendant plus de dix ans. Nous représentons un segment de la population qui est tout aussi prudent, tout aussi nanti, tout aussi conservateur que le vôtre. Nous méritons d'être pris au sérieux et nous voulons l'être lorsque nous parlons d'indépendance. Le 24 juin, nous ferons l'indépendance.

— Ce qui nous fatigue, dit Francœur, ce qui moi, me fatigue, en tout cas, c'est surtout la totale inutilité de l'exercice que vous vous proposez de faire. Écoute-moi bien Pierre. Nous savons que vous n'êtes pas des imbéciles. Nous ne pensons pas qu'un Québec indépendant puisse vraiment faire pire que les gouvernements qui se sont succédé à Ottawa depuis Trudeau; nous ne croyons simplement pas que vous puissiez faire sensiblement mieux. Vous ne changerez rien. Vous allez tourner en rond. Vous ne comprenez pas les vrais problèmes. Parce que vous ne changerez rien, vous êtes inutiles et même nuisibles, parce que tout changement implique un coût. Le coût de faire l'indépendance du Québec est trop élevé pour ce que ça va rapporter. C'est tout, et c'est assez. Nous n'avons pas d'autre objection à votre projet que celle-là. Votre projet est inutile. Il ne faut pas que toi et tes amis pensiez que cette opinion que nous avons implique un jugement négatif quant à votre compétence. Au contraire, nous serons heureux de traiter avec vous avant, pendant, après que cette aventure sera terminée.

— Mais pense, dit Pinard, pense à toutes les économies si nous éliminons le double emploi, les chevauchements, les duplications...

— Attention, attention, dit Francœur, ne me sors pas la salade à la sauce populaire. Je sais — et tu sais mieux que moi — que les vrais chevauchements ne sont pas entre les compétences fédérales et provinciales. Les chevauchements entre les compétences des ministères québécois de l'éducation et de la main-d'œuvre, par exemple, sont bien plus lourds et coûtent bien plus cher que ceux entre les administrations fédérale et provinciale. Je ne vous le reproche pas, il y a des chevauchements qui sont là pour servir d'excuse... Mais ne me sers pas de vieilles rengaines, sans quoi nous allons prendre un autre verre et parler de base-ball.

— Et entre nous, cher ami, intervint Berger, quand il y a un service québécois et un service fédéral qui se font concurrence, êtes-vous bien certain que ce soit toujours le service québécois qui soit vraiment le meilleur? Si vous le croyez, j'ai le regret de vous apprendre que ce n'est pas l'avis de la majorité de la population. Je ne parle pas seulement de main-d'œuvre; demandez simplement un renseignement aux bureaux de la statistique à Québec et à Ottawa. On ne fait pas un bouleversement comme la création d'une nouvelle entité nationale simplement pour faire de la normalisation de tâches. Quelle est votre vraie raison?

Un mur. Le même discours depuis trente ans. Peut-être, songea Pinard, fallait-il attaquer le problème sous un autre angle. «Personnaliser» la question, comme l'avait suggéré Bayard. Il supputa les risques et les chances et décida de plonger.

— On dit que tout changement impose un coût. C'est vrai, mais le coût de l'un est toujours le profit d'un autre. Pourquoi ne pas regarder plutôt les énormes possibilités de profit liées au changement lui-même?

Berger tourna la tête un peu plus vite. Il ne sursauta pas, loin de là, mais il tourna tout de même la tête un peu plus vite. Pour la première fois, Pinard jugea que Berger accordait un quelconque intérêt à la question.

— Qu'est-ce que tu veux dire, Pierre, demanda Francœur?

— Je dis qu'il en est des époques comme des secteurs économiques et des investissements. Il y a des secteurs de tout repos où l'on ne perd jamais sa chemise mais où l'on gagne peu. Il y a les obligations du Canada, qui ont un rendement assuré, mais c'est sur les denrées que l'on fait de gros profits. De la même façon, on peut faire des profits de bon père de famille dans une économie qui croît de 2% par année avec un gouvernement stable. Mais, il ne faut oublier que c'est en Russie, en Chine et dans le tiers monde, aujourd'hui, que l'on peut tripler son capital en deux ans. Pas ailleurs.

Francœur fit la moue.

— Il y a et il y aura toujours des marchés volatiles, pour ceux que ça intéresse. Personnellement, je ne vois pas d'intérêt à faire du Québec un marché volatile. Ni une Russie, ni une Chine, ni un pays du tiers monde. Est-ce que c'est votre intention?

— La vérité, dit Berger, c'est que les choses actuellement sont en équilibre. Je ne vois pas intérêt à ce qu'il se donne un brusque coup de volant pour changer de cap. Le Québec représente un marché connu où viennent investir et évoluer des gens qui apprécient ce que le Québec leur offre. Le Québec comme province canadienne. Je n'ai rien contre les gens qui veulent courir des risques, mais voulez-vous vraiment entraîner dans une aventure sept millions de personnes qui, vous le savez, n'ont pas très bien compris ce qu'on leur proposait quand ils ont dit oui?

Pinard décida de plonger plus profondément. — Supposons qu'il ne s'agirait pas de prendre une autre direction, mais simplement de faire un petit détour? Un petit détour, le temps de tenir enfin toutes ces promesses que l'on a faites depuis trente ans. Le temps de clarifier la situation... et de faire une bonne affaire?

Cette fois-ci, il en était sûr, Berger avait accroché. Peut-être que «bonne affaire» était le mot clé pour Berger. Francœur n'avait pas encore mordu. — Vous voulez l'indépendance pour un temps, dit ce dernier? Tu sais, Pierre, c'est exactement la thèse de Mansfield: laissez le Québec sortir du Canada, il y reviendra. Je n'ai jamais été, et je ne suis toujours pas d'accord avec cette approche. Les gains sont problématiques, les risques sont tout à fait imprévisibles.

— Pas imprévisibles, dit Pinard, seulement imprévus. Imprévus, parce que nous n'avons pas pu les prévoir... Et nous ne pouvons pas les prévoir parce que nous n'avons pas les outils pour les prévoir. Nous n'avons pas les contacts pour les prévoir. Monsieur Berger, je me souviens qu'il y a quelques semaines, vous parliez d'un contact au Federal Reserve Bank. Il faudrait que les gens en place comprennent qu'il ne s'agit pas de sortir le Québec du Canada puis de l'y faire rentrer: c'est nous qui parlons d'association depuis trente ans! Il s'agit seulement de laisser la porte ouverte le temps d'un courant d'air, le temps d'une grande bouffée d'air pur. Un marché volatile pendant quelques jours est-il vraiment si inquiétant? N'est-ce pas plutôt une aubaine exceptionnelle?

— Tout dépend, dit Berger, de qui ouvre et ferme la porte.

— Les chambres fortes ont deux clés, dit Pinard. Il faut aussi être deux pour lancer un missile nucléaire. Pourquoi ne pas collaborer?

— Pourquoi le faire, protesta Francœur? Vous ne pouvez pas aller jusqu'au bout de votre projet le 24 juin. Le 25 juin, vous serez encore dans la Confédération canadienne.

— Mais je l'espère bien, dit Pinard! Je l'ai dit et je le répète, il y a trente ans que nous parlons d'association. Je voudrais que le Québec soit dans la Confédération canadienne le 25 juin, mais je voudrais qu'il y soit de son plein gré et que les Québécois soient heureux. Il n'est à l'avantage de personne d'avoir une population malheureuse. Il n'est à l'avantage de personne d'avoir un gouvernement humilié et

discrédité à Québec. Pourquoi ne pas régler la situation une fois pour toute, mais à l'avantage de tout le monde. À votre avantage comme à celui des autres?

Il y eut un silence et c'est Berger qui reprit.

— Vous ne pensez pas vraiment, Monsieur Pinard, que Francœur et moi pouvons régler cette situation, n'est-ce pas?

— Je crois que pourriez faire ce qu'il faut faire et dire ce qu'il faut dire pour la régler. Je ne pense pas, cependant, que vous prendrez ce risque. Je voudrais donc simplement que vous favorisiez une démarche de ma part qui me permettrait d'essayer de le faire.

Francœur haussa les sourcils puis redevint de marbre.

— Comment?

— Je veux un rendez-vous à Washington et je veux proposer là-bas un scénario sur lequel nous aurons, vous et nous, conclu un accord de principe. Je veux que monsieur Berger passe une coup de fil là-bas qui confirme que nous sommes d'accord.

— D'accord, dit Francœur, pour que nous ouvrions la porte et que vous ne sortiez pas, c'est ça?

— Et que nous laissions entrer une grande bouffée d'air pur. Oui, c'est ça.

Francœur se leva et alla chercher une autre bouteille. Il revint, remplit les verres et attendit. Il consulta Berger du regard, mais celui-ci resta impassible. Pinard aussi. Finalement, c'est Francœur qui parla.

— Combien de temps faut-il laisser la porte ouverte? Il y a beaucoup de plantes qui ne supportent pas le froid...

— Si on le fait, dit Berger, laissons Michael régler les détails.

— C'est tout ce que nous demandons, dit Pinard.

Un nouveau silence, puis Francœur demanda à Berger:

— Vous êtes prêt à appeler Washington?

— Si vous appelez Ottawa, répondit ce dernier. Il faut en finir avec cette histoire; il y a vingt ans que tout stagne dans ce pays.

Francœur demanda à Pinard:

— Tu parlais de deux clés pour le coffre-fort.

— Oui... et vous les avez toutes les deux. Ottawa et Washington. Ce que nous avons, nous, c'est la combinaison. Rien ne sera réglé aussi longtemps que nous n'aurons pas dit oui. Vous serez les premiers à le savoir...

Il n'y avait plus rien à dire. Ils se saluèrent courtoisement, mais personne ne songea même à tendre la main, de sorte qu'aucun ne s'en offusqua.

* * *

Ils s'étaient réunis, cette fois, dans un local de la rue Bishop qui aurait pu être l'atelier d'un couturier. Ils étaient seuls, mais tout donnait l'impression qu'à tout moment un secrétaire aurait pu entrer et s'asseoir à son poste, qu'un tailleur aurait pu prendre ses ciseaux et tailler, un dessinateur reprendre son esquisse là où il l'avait abandonnée. Marius se demanda si tout ceci n'était qu'un décor et ne servait que de lieu de réunion ou si, au contraire, on avait simplement évacué les occupants le temps de tenir le meeting. Johnny était là, bien sûr, mais accompagné d'un autre Tony. Un Tony qui, de toute évidence, était le père ou un parent de l'autre: une copie un peu jaunie, un peu fripée, avec des cheveux qui n'étaient plus noir jais mais impossiblement blancs. Blancs Alberto VO5, avec des reflets bleutés.

Johnny, pour sa part, nota que Scalp n'était plus là aux côtés de Cric. Les apparences avaient rejoint la réalité. Il n'y avait plus de déséquilibre. Plus de déséquilibre, mais

peut-être un mécontent, quelque part... Il faudrait voir plus tard.

— Tout «checke», dit-il. Tout ce que vous nous avez dit est vrai et je puis ajouter que le groupe de Ben Saïda blanchit à tour de bras, via une compagnie de financement qui travaille sur la Russie.

C'est l'autre Tony qui continua. Tony junior travaillait pour Johnny, mais il était clair que Johnny travaillait pour Tony senior. Il se tut respectueusement.

— L'argent sale, dit Tony, part pour Moscou pour être changé en roubles. Personne là-bas ne pose de questions quand on lui donne un dollar pour des roubles. Le gouvernement non plus; c'est l'un des facteurs qui empêchent le rouble de s'effondrer encore plus. Quand ils ont un nombre suffisant de roubles, ils prennent un homme d'affaires honnête, au Canada, lequel met, disons un million, sur la bourse de Moscou. Ce type n'est pas une poire: il fait une bonne affaire. Ses investissements vont prospérer. Il est facile de les faire prospérer, puisqu'on achète les actions des compagnies à la hausse avec les roubles qu'on a eu pour l'argent sale. On achète, on ré-achète, on achète encore plus haut... Dans six mois, l'honnête homme d'affaires aura vu son million en devenir cinq. Il reçoit instruction de vendre et il touche son argent à Grand Cayman. De ces cinq millions, il en garde deux; il a donc doublé son argent. Il remet les trois autres millions à un partenaire de Jersey. Tous les contrats sont en ordre, la transaction est impeccable. La compagnie de Jersey reçoit son argent «good, clean and clear». Tout est parfaitement blanchi. Si un jour quelqu'un posait des questions, c'est l'honnête homme d'affaires qui répondrait, puisqu'il a été partout le «*beneficial owner*». Il répondra sans crainte, puisqu'il n'a rien à se reprocher. Rien à se reprocher, sauf peut-être une petite manœuvre d'évasion fiscale, ce qui suffira à le garder bien discret. L'argent est propre et peut être investi par la compagnie de Jersey au Canada ou ailleurs. Investi dans les compagnies de Ben Saïda, des Russes

qui collaborent avec lui... et dans celles de tous les politiciens et policiers qui ont fermé les yeux en cours de route. Ils sont bien contents qu'on leur donne quelque chose, puisqu'il n'y avait rien à voir de toute façon.

— Pourquoi les paye-t-on, demanda Cric?

— Pour que les lois ne changent pas, intervint Marius, pour que des flics zélés ne viennent pas attirer l'attention en posant des questions idiotes.

Tony approuva de la tête et resta silencieux. C'est Johnny qui reprit la parole.

— La bombe était bien dans le pardessus de Paloma et a été détonnée par radio. Un drôle de procédé, assez démodé d'ailleurs, ce qui est surprenant pour des types du calibre du groupe de Ben Saïda. Il y a pas mal de gens à Concordia qui devraient leur dire merci, car en faisant exploser la bombe au moment où Paloma était devant la case et la bloquait entièrement de son corps, on a fait un minimum de dommages autour. C'est pour ça que la fille n'a été que blessée et que les autres n'ont eu que des égratignures.

— Moi, je n'ai pas de merci à leur dire, les tabernaks, explosa Cric! On les «hitte»-tu? Si on se met ensemble...

Marius savait que la question était saugrenue et il regarda ostensiblement ailleurs pour éviter de rencontrer les yeux des deux autres. C'était une situation difficile: s'il semblait d'accord, il passerait pour un imbécile; s'il semblait désapprouver, il paraîtrait déloyal.

Tony leva lentement la main, dans le geste du patriarche qui demande la patience aux jeunes. — *Piano!* Nous ne savons même pas qui est derrière Ben Saïda. Aucune des familles de New York n'a l'air d'être dans le coup.

— Peut-être, dit Marius, est-ce justement ce qu'on veut nous faire croire.

— Non, continua Tony, pas un groupe américain ne risquerait de compromettre quarante ans de stabilité relative des marchés américains pour venir vendre un peu plus de

poudre à Concordia, ou même toute la poudre qui peut se vendre à Montréal. Ben Saïda est un nouveau joueur. Nous ne le connaissons pas mieux que vous. Nous ne savons pas ce qu'il veut. Une chose que je peux te dire, Cric, c'est qu'il n'y a pas un seul Italien dans le réseau canadien de Ben Saïda. Pas un seul. Ce n'est pas une coïncidence.

Marius approuva de la tête. — C'est vrai. Il y a des Maghrébins à la tête et, en dessous, des Français, des Libanais, des Espagnols, des Iraniens, surtout des Québécois bien ordinaires. Mais il n'y a pas un seul Italien.

— Et en Russie, rien que des Russes, renchérit Tony. À Grand Caïman, c'est un Grec qui tient la baraque. À Jersey, c'est un Français, aussi d'origine russe. Qui est en arrière de tout ça? Alors, ne frappons pas avant de savoir ce qu'on frappe.

Le téléphone cellulaire de Cric sonna. À la surprise générale, car il était inconvenant qu'il soit ainsi interrompu. La conversation ne dura que quelques secondes.

— Ils ont mis une bombe à Pierre-Dupuy, dit Cric.

— Beaucoup de victimes, demanda Marius?

— Non, on a trouvé la bombe avant qu'elle explose. Mais, je le prends pas. Bantam était là une heure avant! C'est notre marché, on va le défendre. Écoutez, dit-il en s'adressant à Johnny, on vous a mis au courant. Énervez-vous pas si ça brasse, vous êtes pas là-dedans. Mais si quelqu'un de chez vous a des problèmes, regardez ailleurs comme il faut avant de penser que c'est nous autres, OK? Il se leva et sortit, Marius le suivit.

Chapitre 5

La nouvelle de l'attentat raté à la polyvalente Pierre-Dupuy suscita assez d'émoi pour que soit convoquée immédiatement pour le lendemain, à Ottawa, une réunion d'urgence de ce qu'on appelait encore le Comité du Non. Quand il en fut informé, Gérard fit la grimace:

— Primo, je n'ai pas le goût d'aller à Ottawa, dit-il à Consuelo; secundo, tout ceci sent l'improvisation et je suis sûr que personne n'aura quoi que ce soit d'intelligent à dire. On me fait simplement perdre mon temps. Tertio, ce n'est pas habile de convoquer une réunion à Ottawa. La négociation a maintenant lieu entre les gouvernements de Québec et d'Ottawa, c'est vrai, mais nous savons tous que la guerre a encore lieu ici, dans les sondages. Il suffirait que les journalistes apprennent que cette réunion a lieu et qu'elle a lieu à Ottawa pour que nous perdions des points.

Consuelo ne répondit rien. Elle s'étira simplement un peu plus pour faire bomber davantage son chandail d'angora et sourit. Elle savait que Gérard ne lui parlait que pour entendre le son de sa propre voix. Il aurait été surpris — peut-être même un peu mécontent — qu'elle lui répondît. Elle se contenta donc de noter qu'il n'y avait pas eu de blessés, ce qui laissait Libertad seule vraie victime des escarmouches actuelles. Un rôle qui avait sa valeur.

Elle écouta attentivement les nouvelles de 10 heures et en vint d'elle-même à la conclusion que toute l'affaire était un attrape-nigaud. Les journalistes québécois, mêmes

les plus engagés du côté de la souveraineté, en arrivèrent à la même conclusion un peu plus tard, de sorte que la nouvelle, qui avait tout de même fait la manchette du téléjournal, ne se retrouva qu'en page 5 des quotidiens du lendemain. Gérard arriva donc à Ottawa de bien mauvaise humeur et sachant que les délibérations du Comité ne feraient rien pour le rasséréner.

— Ce pseudo attentat est de toute évidence un coup monté. Comme toutes ces histoires de drapeaux du Québec piétinés en pays orangiste. Monsieur Parizeau ferait n'importe quoi pour qu'on piétine le drapeau du Québec. Maintenant, ils mettent des bombes dans leurs propres écoles.

— Mais pourquoi les séparatistes seraient-ils tombés dans ce piège, alors que l'affaire Gomez s'est finalement soldée par un gain de popularité en leur faveur? Ils ne sont pas si bêtes!

— Alors, c'est que quelqu'un de notre côté est vraiment extrêmement bête.

— À moins que celui qui l'a fait ne soit un allié et qu'il n'attende un effet Gomez qui joue en notre faveur. Après tout, il n'y a pas eu de victimes...

— À moins que ce ne soit une astuce de leur part, pour prétendre que nous attendons l'effet Gomez...

À la différence du Comité du Oui, que Bayard à Québec contrôlait d'une main de fer, le Comité du Non, quel que soit l'endroit où il se réunisse, avait toujours été une foire d'empoigne.

— *For Chrissake !*, dit enfin l'un des participants, vous ne trouvez pas que c'est trop compliqué! Quelqu'un fait semblant... que quelqu'un fait semblant..., que quelqu'un fait semblant... aussi bien dire que l'on ne sait pas vraiment l'impact que produira l'incident. C'est maintenant pile ou face, ce qui veut dire que la violence n'a plus aucune utilité.

— Exactement, et c'est tant mieux, surenchérit un professeur que Gérard n'avait jamais vraiment pris le temps de connaître.

— Ceci, ajouta un autre, dans la mesure où les deux parties le reconnaissent en même temps. Parce que si un côté arrête la violence avant l'autre...

En d'autres circonstances, Gérard en aurait profité pour travailler sur ses dossiers. Ce matin-là, il n'avait pas le goût d'entendre des sornettes. — On peut-tu arrêter de se raconter des histoires. — dit-il? Moi, je veux savoir si l'affaire Gomez c'est nous, et si l'affaire Pierre-Dupuy c'est nous. On travaille pas pour la GRC — baptême! — c'est la GRC qui est supposée travailler pour nous autres! Alors je veux un rapport. Tout de suite.

Le président toussota puis donna la parole au représentant des services de sécurité. Celui-ci, au grand plaisir de Gérard, fut parfaitement clair.

— Vous avez ma parole, dit-il, que ce n'est pas nous. Dans le cas de Pierre-Dupuy, ça peut-être n'importe qui; dans le cas Gomez, on sait que c'est bien eux.

Il fut interrompu par un tollé de protestations. C'est Gérard qui se fit le porte-parole des autres.

— Gomez, tout le monde sait que c'est la mafia.

— Erreur, reprit l'homme de la Sécurité nationale, le procédé qui a été utilisé pour faire détonner le bombe est totalement désuet. Jamais la mafia ou même un groupe criminel le moins sérieux n'aurait utilisé ce procédé. Nous savons que c'est des gens des années soixante qui ont fait le coup, des séparatistes. Des gens sans doute reliés à Marcel Leblanc, ancien repris de justice à deux reprises! Trois ans et six ans. Un dur. D'ailleurs — c'est un renseignement qui est classifié, mais je suppose qu'il ne l'est pas pour le Comité — Leblanc a été vu récemment en compagnie d'un Belge bien connu de nos services, membre important d'un gang de motards. Le tableau devient de plus en plus clair. Les attentats et les séparatistes sont financés en grande partie par l'argent de la drogue. Un Québec indépendant

deviendrait la plaque tournante du commerce des narcotiques pour l'Amérique du Nord.

— Je croyais que ça l'était déjà, commenta cyniquement l'un des participants.

— Pourquoi, demanda plus sérieusement un autre, ne coffrez-vous pas tout ce beau monde?

— Parce que nous n'avons vraiment aucune preuve contre eux.

En un éclair, Gérard se souvint de ce nom: Marcel. C'était Libertad, à l'hôpital, qui l'avait prononcé. Elle avait dit que ce Marcel avait parlé de bombes, de violence. — Lieutenant, dit-il, s'adressant à l'homme de la sécurité qui n'était pourtant pas en uniforme, est-ce que menaces et incitation à la violence ça suffirait pour amorcer l'affaire?

L'autre réfléchit un instant. — C'est mince. Vous savez, quand il n'y a pas un corps à produire... il faudrait des témoins bien crédibles. Extrêmement crédibles.

— Je vais voir ce que je peux faire.

La conversation continue, mais Gérard n'écoute plus. Il se souvient mieux maintenant. Non seulement Libertad a marmonné quelques phrases contre ce Marcel Leblanc, mais Consuelo lui avait aussi parlé de ce Marcel que Libertad avait entendu prêcher la violence. Qui serait plus crédible que Libertad Gomez pour dénoncer Marcel Leblanc? Ou plutôt, non. Il vaudrait mieux monter toute l'affaire contre Leblanc et les autres, puis faire semblant que l'on obligeait Libertad à témoigner, ce qu'elle ferait en pleurant, en demandant le pardon des offenses et la réconciliation nationale. Ce serait spectaculaire. On ferait de la fille qui avait «choisi le Canada» le témoin à charge dans l'arrestation de toute une brochette de séparatistes et de «mafieux» confondus. S'il pouvait organiser cette affaire, on lui devrait une fière chandelle pour tous ces points gagnés dans les sondages...

— ... Et donc, messieurs, conclut le président du comité que Gérard n'écoutait plus depuis longtemps, il s'agit surtout de montrer que l'histoire de la bombe à l'école ne tient pas debout. Il ne faut pas qu'un doute subsiste. Faisons nos devoirs, et tout ira bien. Je vous remercie d'être venus.

* * *

— Mais pourquoi devrais-je voir Gérard?

— Parce qu'il me l'a demandé.

Libertad ne cessait jamais de s'étonner de cette désarmante simplicité chez sa sœur. Celle-ci avait toujours une réponse simple à donner à une question précise. Si la question ne lui paraissait pas claire, elle interrogeait; quand elle avait compris, elle répondait avec cette bonhomie qui créait, chez celui qui avait posé la question, l'impression d'avoir été un peu sot. L'impression qu'il aurait dû lui-même voir l'évidence et ne pas poser cette question superflue. Ainsi, Libertad savait fort bien que si elle demandait à Consuelo pourquoi elle, Libertad, devrait voir Gérard parce que Gérard l'avait demandé à Consuelo, Consuelo n'hésiterait pas à lui répondre, sans hésitation mais avec fermeté, que quiconque prenait en charge tous les besoins de la famille Gomez au complet en plus des caprices de l'aînée des filles avait bien le droit de manifester le désir de rencontrer la cadette. Libertad ne savait pas si la vie était vraiment aussi simple pour Consuelo, ou si c'est l'expérience qui lui avait appris qu'il valait mieux qu'elle le parut.

— Tu sais pourquoi il veut me voir?

— Oui, il veut te parler de ce que tu as entendu chez tes amis séparatistes à l'époque où tu les fréquentais.

— Il veut me soutirer de l'information?

— Non. Il sait déjà tout ce qu'il veut savoir. Il m'a demandé ce matin de te convaincre de DIRE ce que tu avais entendu. Je lui ai expliqué que tu avais tes idées bien à toi et qu'il valait mieux qu'il te le demande lui-même.

— Il pense qu'il peut se servir de moi pour compromettre mes amis, c'est ça?

— *Asi es*. Tu as compris.

— Il n'en est pas question!

— Ça, ce n'est pas mon affaire. Tout ce que je te demande, c'est d'aller le lui dire toi-même.

Libertad ne voyait vraiment pas comment elle pouvait refuser ce service à sa sœur.

— À quelle heure?

— Aussitôt que possible.

— À sept heures trente du matin?

— Il ne dort pas, il vient de me téléphoner.

— Je lui téléphone d'abord?

— Mais non, *niña*, vas-y! Je suis sûre qu'il t'attend déjà.

* * *

Gérard devait l'attendre puisque le portier ne l'annonça même pas, la dirigeant immédiatement vers l'ascenseur. Il la reçut en pantoufle et robe de chambre de soie. Il lui fit signe de le suivre au salon et, avant même de lui offrir un siège, il avait déjà pris sa tête entre ses mains.

— Extraordinaire! Pas une marque! Je crois que je vais recommencer à croire en Dieu!

— Il y a quelques cicatrices, mais elles sont cachées par les cheveux qui ont repoussé, convint Libertad, assez contente elle-même du résultat de la chirurgie. J'ai aussi une perte de vision, vingt pour cent à l'œil droit, mais c'est la vision périphérique qui est affectée et il semble qu'il n'y aura pas de strabisme.

— Regarde-moi. Bien droit dans les yeux. C'est ça, comme ça... Non, il n'y aura pas de strabisme.

Libertad s'aperçut qu'il parlait avec la même assurance que le chirurgien. La même assurance que l'ophtalmologue. Gérard parlait comme un médecin. — Bien sûr, dit-elle, il y a des cicatrices au côté et sur la hanche. Ça, c'est autre chose...

— Vraiment horribles, demanda-t-il avec l'ombre d'un sourire?

— Ils ont fait pour le mieux, mais il reste tout de même trois longues cicatrices. Dont une de dix-huit centimètres et de près d'un centimètre de largeur qui va de la troisième dorsale et qui...

— Un centimètre de large? Montre-moi ça.

Libertad comprit instantanément qu'elle venait de se piéger elle-même. Elle avait voulu impressionner Gérard en parlant de ses blessures comme d'un fait clinique. Maintenant, il voulait qu'elle se déshabille.

— Enlève ta robe, lui dit-il, tout à fait sérieux. Si on peut faire mieux, je vais te le dire.

— Comme ça, ici?

— Mais oui, mais oui, enlève ça, voyons!

Elle s'exécuta. Parce qu'il était sérieux et qu'il parlait comme un médecin. Sans douter un instant, cependant, qu'elle finirait dans ses bras. Il lui faisait la faveur de créer une ambiguïté. Il lui laissait une chance de se raccrocher à une petite parcelle de dignité et de ne pas penser: il m'a dit de me dévêtir, je l'ai fait et il m'a prise. Elle montrait une cicatrice à un homme sérieux qui parlait comme un médecin... Quand elle fut devant lui, en slip, soutien-gorge et basculotte, il ne s'approcha pas d'elle mais, au contraire, s'éloigna un peu.

— Tourne-toi.

Il y eut un silence qui lui parut bien long avant qu'il ne dise:

— Bien, très bien!

Elle resta sans bouger, n'osant pas se retourner et lui faire face.

— Très bien, répéta-t-il, la cicatrice suit le ligne des côtes, de sorte qu'on ne voit rien du tout. Quand tu seras plus grande, je veux dire plus âgée, il se formera inévitablement un petit bourrelet ici et tout sera totalement invisible.

Il s'était approché et suivait du doigt la ligne de la cicatrice. Il avait mis aussi la main sur son épaule.

— Maintenant, quant à cet autre cicatrice ici, dit-il en suivant le tracé le long de la hanche, tu remarques qu'on a suturé plus serré. On verra toujours cette marque, mais uniquement comme une ligne mince, rien de désagréable.

Tout en parlant, il l'avait doucement retournée pour qu'elle lui fit face.

— Tout ça est très bien, dit-il en la tenant par les épaules à bout de bras; la regardant des pieds à la tête, tant qu'elle se sentit rougir violemment. Elle rougissait. Elle savait qu'il la voyait rougir et qu'il la sentait émue. Il la garda ainsi un long moment.

— Très bien. Le travail a été très bien fait. Toi, tu es superbe.

Il la ramena lentement et la serra sur lui de plus en plus fort. Il était, de toute évidence, tout à fait prêt pour l'amour et elle ne résista pas. Elle ne dit rien non plus. Elle le laissa la prendre dans ses bras, la déposer doucement sur le divan et achever de la dévêtir.

Il se coucha près d'elle et elle le vit étonnamment musclé, un peu velu, bronzé. Un chaîne au cou et il aurait eu l'air d'un gardien de plage méditerranéen. Mais il ne sentait pas l'aïoli, plutôt l'Eau Sauvage de Dior. Il n'était pas non plus l'homme des étreintes passionnées: il fonctionnait

comme une machine bien huilée. Qui a dit que le vice ramollit...

Gérard était sur elle, sous elle, autour d'elle. Il était partout. Il la déplaçait sans effort apparent, l'allongeait, la déplaçait, la plaçait pour la caresser de la main et de la bouche. Il se retrouva ainsi bien allongé sous elle, elle-même à genoux et sa tête sur ses genoux à lui. Une position qu'elle n'avait jamais connue. Il glissa un oreiller sous sa tête et sa bouche se posa sur elle. Ses mains caressaient ses seins, ses hanches, son doigt frôlait l'anus puis enfin s'y attardait. Sa bouche explorait. Avec appétit mais retenue, comme s'il voulait promettre... mais pour plus tard. Il lui fit perdre tout contrôle pendant longtemps avant de tenir cette promesse, mais il la tint.

Elle aurait voulu aussi qu'il la prenne. Tout de suite. Passionnément. Mais comme il ne semblait pas pressé de le faire, elle devint elle-même plus active. Elle voulait que Gérard aussi jouisse. Autant qu'il l'avait fait jouir. Il lui semblait que jusqu'à ce qu'il ait joui, elle portait le poids d'une dette impayée qui lui pesait. D'ailleurs, il la retenait à ses côtés. Avec une certaine tendresse, mais fermement. Sans rien indiquer de ses désirs mais en restreignant de plus en plus les alternatives quand elle semblait s'éloigner du but. Quand il fut bien sûr qu'elle avait compris, il prit ses distances.

Elle sentit qu'il avait pris ses distances, qu'il était ailleurs. Ce n'est pas que Gérard ne s'abandonne pas: il s'abandonne bien plus que Robert. Il est simplement ailleurs. Il ne la tient plus, ne la manipule plus, il a remis son corps entre ses mains... pendant qu'une autre partie de lui s'occupe d'autre chose. Ou peut-être, à un autre niveau, cette autre partie de Gérard jouit-elle d'avoir remis son corps entre les mains de quelqu'un qui est totalement à son service. Libertad ne sait pas. Elle ne s'en préoccupe pas. Elle trouve plaisir, au contraire, à aller le chercher ailleurs, à le forcer à lui donner plus d'attention. À réussir à devenir pour lui plus importante, ne serait-ce qu'un moment, que toutes ces autres choses qu'il a dans la tête. Elle découvre le plaisir de savoir que chaque geste, chaque mouvement, chaque variation du

rythme de la caresse, aussi imperceptible soit-elle, est comprise et perçue par l'autre. Aucun effort n'est perdu, aucune subtilité n'est laissée pour compte. Gérard — qui pourtant est ailleurs — est plus présent que tout autre homme qu'elle ait connu. Elle veut aller chercher Gérard et le ramener à elle.

Elle y mit le temps et y parvint quand, l'agrip-pant solidement aux épaules, les ongles dans la chair, il contribua au dernier moment avant le plaisir. Elle ne parvint pas cependant à lui arracher un cri et il ne la serra sur lui que quelques minutes avant de la coucher à ses côtés, caressant ses cheveux d'une main et allumant un cigare de l'autre.

* * *

— Tu ressembles beaucoup à ta sœur. Avec quelques différences, bien sûr, qui sont d'ailleurs bien agréables... mais au fond, vous aimez les mêmes choses.

C'est elle qui n'avait pas pu résister à la tentation de parler de Consuelo. — Ça ne te gêne pas de me dire ce genre de choses?

— Mais non, pas du tout. J'aime beaucoup ta sœur.

— Tu l'aimes?

— Écoute; je bande, je viens, je lui donne 100 000 dollars par année. Elle mouille, elle jouit, elle me fait faire un million par année. Si ce n'est pas de l'amour, c'est ce qui s'en rapproche le plus.

— Et moi?

— Toi? Est-ce que ça t'a plu, ce matin? Ne rougis pas, voyons! Eh bien moi aussi ça m'a plu. Et ça aussi c'est de l'amour. Maintenant, si tu veux, je vais te parler d'autre chose. Je vais te parler de quelque chose d'aussi naturel que le plaisir et l'amour. Je vais te parler d'une carrière en or, et je vais te parler d'argent aussi, si tu veux.

— Pour faire quoi, demanda-t-elle.

Quel scénario a-t-il en tête, se demande Libertad. Qu'est-ce qu'il veut vraiment? Veut-il une autre Gomez dans ses affaires? Est-ce qu'il les veut, elle et Consuelo, ensemble? Que veut-il de plus que cette information à laquelle Consuelo a fait allusion ce matin?

— Tu n'as qu'une chose à faire: dire la vérité.

— Quelle vérité?

— Tu te souviens, à l'hôpital, tu as dit à ce type qui était venu te voir que Marcel Leblanc avait parlé de violence, sans doute devant Pierre Pinard et quelques autres personnes. Qu'il avait vanté la violence. Proposé de recourir à la violence. Tout ça, avant l'attentat dont tu as été victime. Ce que tu as dit à l'hôpital, tu l'as répété à Consuelo; je présume que tu ne délirais pas. Donc, avant que l'on ne te fasse sauter une bombe à la figure, tu as entendu ce Marcel Leblanc proposer clairement que l'on mette des bombes. Tu ne trouves pas que c'est assez clair?

— Marcel Leblanc — je me souviens en effet qu'on l'appelait Marcel — ne parlait pas de mettre des bombes. Il disait que l'indépendance ne se ferait pas parce que personne n'aurait eu le courage d'en mettre. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

— Hmm... il aurait regretté qu'on n'en mette pas, n'est-ce pas? Il disait que ça aiderait les affaires si quelqu'un en mettait?

— Oui, c'est un peu ça. Mais je ne crois pas que Marcel Leblanc ait mis une bombe dans ma case à Concordia. Je ne crois pas que Robert Desjardins, Delorimier Pinard ou qui que ce soit de ce groupe aient pu mettre une bombe où que ce soit.

— Tu sais, ce n'est pas toujours celui qui presse la gâchette qui est le plus coupable. Quand on prêche la violence...

— Tu ne veux pas vraiment que j'accuse ces gens d'avoir voulu m'assassiner, n'est-ce pas?

— Non. Tu ne peux pas savoir si oui ou non ces gens ont tenté de t'assassiner. Tu ne peux pas savoir s'ils ont demandé à quelqu'un d'autre d'essayer de t'assassiner. Je ne te

demande pas de mentir. Je te demande tout simplement de dire la vérité: au cours d'une réunion à laquelle tu as assisté, Marcel Leblanc a incité ceux qui étaient présents à utiliser la violence. Il a regretté qu'on ne fasse pas appel à la violence. C'est tout et c'est assez. C'est la vérité.

— C'est dégueulasse. J'ai fréquenté ces gens pendant des années et je sais qu'il n'ont rien fait de mal.

— Ils n'ont pas fait plus de mal que le chanteur de rock qui appelle les adolescents au suicide. Pas plus de mal que l'ouvrier américain de l'Arkansas qui fabriquait le napalm durant la guerre du Vietnam. Il faudrait tout de même faire en sorte qu'ils cessent. Parce que celui qui a mis la bombe dans ta case à Concordia, c'est quelqu'un comme Marcel qui l'avait encouragé à le faire. Qu'est-ce que tu dirais, si tu rencontrais cet autre Marcel?

— ...

— Tout ce que je te demande c'est de remplir ton devoir de citoyenne. Si Marcel est accusé, on t'enverra un subpoena. Tu devras venir en cour et prêter serment. Quand tu y seras, tu pourras dire la vérité...ou mentir et tout perdre.

— Je n'ai pas l'âme d'une espionne!

— Tu n'as espionné personne. Tu dis simplement ce que tu sais. Et de toute façon, que crois-tu que l'on attende de toi à l'étranger? Que tu fermes tes chastes oreilles... ou que tu recueilles adroitement de petites pépites d'information commerciale qui feront faire du fric à des gens comme moi?

Libertad, qui en avait déjà fait l'expérience, eut cette fois beaucoup plus de facilité à expliquer gentiment qu'elle allait réfléchir...

* * *

Libertad ne tenait pas en place. Avec beaucoup de gentillesse, on lui avait annoncé au Ministère que sa convalescence était prolongée. Il était de plus en plus clair que Consuelo avait eu raison: on ne voulait pas la voir à Ottawa avant la date fatidique du 24 juin. On l'aimait bien, mais elle était un symbole avant d'être une personne et il n'était pas

question de rouvrir imprudemment le dossier de la double nationalité avant que les jeux ne soient faits définitivement entre le Québec et le Canada. Aujourd'hui, il pleuvait. La rue Goyer, avec sa foule bigarrée d'enfants de toutes les races traînant sur les trottoirs, n'avait plus l'air d'un bled heureux du tiers monde mais d'un quartier d'immigrants.

Esteban Gomez était allé jouer aux dominos au café du coin avec des hommes de son âge qui lui ressemblaient tant qu'on aurait tous pu les confondre. Guadalupe Gomez frottait encore, inlassablement, un comptoir qui ne serait jamais plus propre puisque d'autres l'avaient irrécupérablement sali bien avant que les Gomez n'en prennent charge. Libertad sortit et marcha vers Côte-des-Neiges, s'abritant sous un parapluie qui suffisait amplement contre une averse qui n'avait rien des grandes pluies de la mousson.

Elle aurait préféré que ce soit la mousson. Elle aurait mieux aimé que les enfants soient maigres, que les rues soient poussiéreuses, qu'il y ait là des huttes et des cabanes au lieu des ces grandes maisons anonymes. Elle aurait souhaité qu'il y eût, à quelques centaines de mètres, une seule *tienda* vendant du maïs, des lacets, des cigarettes de tabac brun et du guaro. Elle aurait voulu fermer les yeux, les ouvrir et voir quelques paysans titubant sous l'effet du même guaro, machette au côté, qui soulèveraient poliment leur chapeau de paille en la voyant. Elle aurait voulu être ailleurs. Chez elle.

Libertad choisit la banquette d'un restaurant vietnamien. Le thé viendrait, il serait renouvelé. Indéfiniment. Jusqu'à la fin des temps. Rien ne presse. Elle était là, seule, pour se poser enfin la bonne question. Pourquoi avoir toujours dit «oui». Oui à Paloma s'il l'avait voulu. Oui à Gérard parce qu'il l'avait voulu. Oui à Robert, oui à Consuelo, oui à tout le monde. Pas un oui arraché de force, mais un oui empressé, prévenant. Dire oui avant même que l'autre ne fronce les sourcils. Pas tant pour lui plaire que par peur. Pourquoi, songea Libertad, ai-je toujours eu peur.

L'explication facile, évidente, c'était naturellement l'enfance et la jeunesse vécues dans un milieu où la violence était quotidienne. L'apparition périodique, devenue banale,

des adolescents portant une Kalachnikov et des grenades à la ceinture. Les jeunes policiers, qu'on disait méchants, suivis des jeunes paysans qui étaient les «bons»... sauf pour le curé et l'*alcalde*. Le premier *alcalde*. Celui qu'on avait trouvé mort et qu'avait remplacé un autre maire, plus sympathique à la guérilla. Le curé était resté du côté du pouvoir, mais on avait cessé de l'écouter... Il y avait les «bons» et les «mauvais». Mais tout le monde savait, bien sûr, que ceci n'était que la bonne chose à dire: un homme armé n'est jamais bon. Ce qu'il demande n'est jamais tout à fait raisonnable. Ce qu'il fait n'est jamais tout à fait acceptable. Mais on feint d'être d'accord... et les adolescents à Kalachnikov grandissent pour penser qu'ils vont vraiment bâtir un monde meilleur... mais un monde où ils donneront des ordres. Oui, il y avait eu de bonnes raisons d'apprendre à dire oui.

Il y avait eu de ces bonnes raisons immédiates, mais il y en avait eu d'autres aussi, plus profondes. Il y avait eu l'éternelle domination de l'homme sur la femme, la violence qui avait toujours été présente, celle qui était déjà là quand l'histoire a commencé et qui était toujours présente. Pour faire une femme soumise, violez sa grand-mère... Y avait-il eu autre chose de plus profond encore? Libertad lève les yeux et voit le vieux Chinois qui la regarde. Chinois, Vietnamien... un autre tribu. Il la regarde avec calme. Autour d'elle, il y a d'autres Asiatiques. Il y en a derrière le comptoir, dans la cuisine, assis à une table au fond du restaurant. Ils sont là en relève, inoccupés mais prêts à se lever et à venir servir les clients qui arriveraient. Ils se parlent, ils se sourient. Ils sont une famille.

Libertad se souvient d'une enfance de demi-familles, fragmentées, démembrées, avec des demi-frères et des demi-sœurs qu'on s'échange entre cousins, ou au rythme des décès et des déménagements en quête de travail. Elle se souvient de l'errance continue des membres du clan. À travers le Salvador d'abord, puis le Honduras et enfin toute l'Amérique. Libertad sait que des Gomez de son clan sont éparpillés de Sao Paulo à Seattle, ne connaissant plus très bien eux-mêmes les vrais liens du sang qui les unissent mais tous persuadés

que ces liens existent et convaincus que s'y sont ajoutés, à travers cette errance, d'autres liens qui ne se briseront plus.

La pauvreté, l'injustice, la violence les ont dispersés et ils ont erré. Leur errance a entraîné la fragilité et la faiblesse... car lorsqu'on vit ailleurs, il faut toujours dire oui. Mais elle sait que, peu à peu, l'errance des Gomez et des autres est devenue une diaspora, une force qui grandit. Il n'y a pas de jour qu'elle n'entende Lupe Gomez expliquer au téléphone, à quelque interlocuteur inconnu, que «*Mi tia Trina, en Nueva York*», laquelle est mariée avec le frère de ce señor qui est le cousin du sénateur de la Californie», a fait venir son jeune frère, lequel travaille maintenant avec le beau-frère de Miguel à Miami... et que les deux peuvent rendre des services... Il faut toujours dire oui, quand on est un étranger. Mais on peut s'aider et, petit à petit, on devient fort. Quand on devient fort, il faut encore aider les autres... et on acquiert ainsi la force et le droit de dire non...

Libertad, pendant qu'elle en a le courage, téléphone à Gérard. — Gérard, j'ai bien réfléchi: c'est non. Je ne le ferai pas. Je vais faire honnêtement ce que je pense que je dois faire, et je ne vais pas contribuer à ce que tu me proposes. À aucun prix.

— Tu m'étonnes, mais je respecte ta décision. De toute façon, on va se revoir et je pense que tu diras oui.

— Non. À ça aussi, c'est non.

Libertad raccrocha et, pour la première fois, elle sentit qu'elle était vraiment devenue libre. Forte. Elle-même. Tellement forte, qu'elle pouvait même s'admettre sans rougir qu'elle aurait sans doute dit oui si Gérard lui avait offert une place égale à celle de Consuelo. Tellement forte, qu'elle pouvait même s'admettre qu'elle n'aurait pas pu tenir cette place. Pas avec des cicatrices à la hanche, pas avec cinq kilos de plus que sa sœur, pas sans les yeux bleus outremer... Encore un petit effort, et Libertad s'admit à elle-même qu'elle n'aurait pas pu tenir cette place, même si elle avait été la copie conforme de Consuelo. Elle était simplement une autre

femme que Consuelo. À l'intérieur comme à l'extérieur. Une femme forte.

Libertad sortit du restaurant et marcha dans la rue sans aucune peur, réalisant du même coup que la peur ne l'avait jamais vraiment quittée depuis son enfance. Elle vit qu'il faisait maintenant grand soleil et que c'était vraiment, pour elle, le printemps de son indépendance.

* * *

Il était sans doute heureux pour Libertad qu'elle eut trouvé sa propre indépendance; mais qu'elle eut dit oui à Gérard n'aurait peut-être pas changé grand-chose à l'histoire puisque, après un premier temps de protestations viscérales, les journaux, mêmes les plus nationalistes, n'embarquèrent pas dans l'attentat raté de Pierre-Dupuy. De l'avis de tous, il s'était agi d'un montage grossier et il valait mieux ne plus en parler, ce qui ne faisait pas l'affaire de tous.

— Christ! Ils nous blousent des deux bords! On passe pour des chiens parce que on est supposés avoir «blasté» la petite espagnole, puis on passe pour des cons parce qu'on a fait semblant de mettre un pétard dans un collège québécois. Ce qu'il faut, calvaire, c'est en mettre une vraie! Et pas dans une école: à la GRC, tabarnak! Mieux, à Ottawa, hostie!

— Ben... d'abord, blousé, blousé..., dit Marcel, il y a encore plus de monde pour la souveraineté aujourd'hui qu'il n'y en avait le jour du référendum.

— Peut-être, mais ça va «crasher» vite en maudit si les journaux continuent à rire de nous autres!

— ... Ensuite, continue Marcel sans se laisser démonter, si on touche un cheveu de la tête d'un fédéraliste et que l'on sait que c'est nous qui l'avons fait, on perd vingt points dans les sondages. Les gens ne veulent pas de violence. C'est quand on se fait frapper qu'on gagne. Ça, ça fait des semaines que c'est absolument clair.

— On pourrait faire comme les autres, les frapper et leur faire passer toute l'affaire sur le dos, dit un des autres.

Ils étaient cinq, dont Marcel Leblanc et Delo. C'est Marcel qui les avait convoqués pour «faire le point» sur la situation. Delo, malgré tout le respect qu'il avait pour Marcel, avait l'impression que celui-ci donnait des coups d'épée dans l'eau. Il souffrait de ne plus être au centre des opérations ni même un centre d'intérêt. Il s'agite comme un haneton, pensa Delo, et les trois types qui sont ici n'ont guère d'autre mérite que celui de croire en lui. Quant à leur utilité, elle est nulle. Au fond, c'est Robert qui jouait correctement le jeu. La nouvelle génération avait repris le flambeau.

— On ne peut pas leur faire passer l'affaire sur le dos, comme tu dis Roger, s'il n'y a pas de vraies victimes, dit Marcel. Les journaux ne croient plus aux canulars. Marcel enfonça le clou davantage.

— La population ne croirait jamais que Chrétien a tenté de faire descendre Charest, Manning, ou quelque autre fédéraliste que ce soit. Si elle trouvait un fédéraliste mort, elle saurait que c'est nous. Sans aucun doute. Ça ne serait pas la même la chose si les gars de la Coordination décidaient de nous faire sauter pour prouver leur point. Ça, ce serait beaucoup plus crédible que des fédéralistes tuant d'autres fédéralistes, puisque tout le monde sait que le PQ aimerait autant que nous ne soyons pas là. Et pourtant, je n'ai pas peur: je sais que la population ne croirait pas que Bayard nous a fait descendre. Je ne crois pas non plus que les fédéralistes osent le faire. Aujourd'hui, toute violence nuit.

— Mais tu viens de dire qu'on a monté dans les sondages, protesta Normand, celui qui avait ouvert le bal.

— On a monté dans les sondages parce que, intuitivement, la population savait que ce n'était pas nous, l'affaire Gomez. À Pierre-Dupuy, elle ne sait pas, elle nous donne donc le bénéfice du doute. De toute façon, elle en a assez, la population. C'est pas les journaux qui vont nous faire baisser dans les sondages: plus personne ne lit les journaux. C'est le ras-le-bol généralisé qui va nous faire baisser dans les sondages. Neuf mois, c'était encore trop.

Il y eut un silence. C'est Normand qui revint à la charge, mais sur un tout autre ton. — Marcel, tu as fait du temps, et moi aussi. J'en ai fait moins que toi, mais j'étais plus jeune: je me suis fait battre, je me suis fait faire bien des affaires. Je suis sorti de prison sans une tôle. J'ai dansé nu dans des bars, j'ai vécu de jobines pendant des années, gelé comme un ours polaire chaque fois que j'avais une piasse. La vie a passé, personne m'a dit merci. Je voulais pas qu'on me dise merci. J'ai toujours pensé qu'un jour, je prendrais un gun et pis que je me battrais pour la faire, l'indépendance. Aujourd'hui, tu me dis: on se bat pas. Alors, qu'est-ce que j'ai fait de ma vie depuis trente ans? Je sais que personne ne va me dire merci demain non plus. Je sais qu'il y aura rien de plus pour moi dans un Québec indépendant que ce que je trouve aujourd'hui: pas grand-chose. Moi, j'attends rien, je demande rien, je veux juste la faire, l'indépendance. Mais ça, je te jure qu'on va la faire!

L'autre, qui s'appelait Jean-Pierre, acquiesça.

— Oui, Marcel, on va la faire l'indépendance! On n'arrêtera pas de se battre.

— Sûr, on va la faire, dit Roger.

Marcel a tort de ne pas avoir peur, pensa Delo. C'est pas les gars de Bayard qui vont le tirer: c'est un gars comme Normand, comme Jean-Pierre, comme Roger. Ils vont le faire aussitôt qu'ils auront compris ce que Marcel leur dit depuis des semaines. Il faut du sang de nationalistes. C'est ça qui va créer l'union sacrée, pas autre chose.

— Je n'ai pas dit qu'il ne fallait plus se battre, dit Marcel, j'ai dit simplement qu'il fallait le faire intelligemment. Ça ne donne strictement rien de tuer des fédéralistes. La seule chose qui pourrait nous aider, ce serait que les fédéralistes posent des gestes contre nous. Or, l'affaire de Pierre-Dupuy a été un canular. Ni vous ni moi n'avons l'intention de frapper d'autres Québécois. Je ne vois donc pas de solution.

Le problème de Marcel, pensa Delo, c'est qu'il est un théoricien avant tout. Il est comme cet ingénieur qui jouit à réparer la potence qui va servir à le pendre. Il est heureux d'avoir compris avant les autres qu'il y a une prime au martyr dans une société axée sur les communications. Il est heureux de l'avoir compris, même si ça doit le tuer!

Marcel, en effet, semble parfaitement heureux. Inconscient. Il continue à pérorer.

— Tu vas la faire comment, Normand, ton indépendance? En tirant de la carabine? Et toi, Jean-Pierre, tu penses qu'un enfant blond qui saigne sur un trottoir de Westmount, ça sort positif à la TV pour la souveraineté? Tu penses qu'une bombe à Ottawa, ça va nous aider? Ça nous amènerait l'armée canadienne dans les vingt-quatre heures, dans toute les rue de Montréal. C'est ça que tu veux?

— Oui, c'est ça que je veux, dit Jean-Pierre, on lui tirerai dessus à l'armée canadienne, nous ne sommes plus en 1970!

— Tu vas faire la défense de la patrie à toi tout seul, dit Marcel en haussant les épaules?

Delo trouve de plus en plus que Marcel est malhabile. Puis, tout à coup, il comprend: Marcel n'est pas un imbécile heureux. C'est qu'il n'est pas seulement un intello: il est suicidaire. Il a décidé d'être le héros de ses arrière-arrière-petits-enfants. Il est en train d'expliquer aux trois autres qu'il faut une victime et, quand ils auront compris qu'il faut une victime, ils comprendront que la meilleure victime c'est celui qui n'a pas voulu jouer le jeu de chercher une victime: Marcel. Celui qui les aura traités de façon un peu méprisante, celui qui n'a plus la foi, le traître: Marcel.

Delo voit le manège avec des yeux neufs. Marcel joue au matador. Il pose les banderilles. Déjà, Normand est exactement là où Marcel le veut: Normand a compris ce qu'il devrait comprendre et pas plus. Jean-Pierre est plus lent. Roger ne comprendra jamais à demi-mots, mais les autres lui expliqueront. Delo évite les yeux de Marcel. Il ne sait pas, il ne veut pas savoir quel serait le scénario de re-

change pour Marcel si celui-ci pensait, tout à coup, que quelqu'un veut le priver de son martyre. Quand ils partirent, un peu plus tard, Marcel avait passé tous ses messages.

* * *

— Delo? c'est Normand. Je peux te voir?

Seul Marcel avait pu donner à Normand le numéro de téléphone de Delo. Celui-ci trouva qu'on en mettait un peu beaucoup, surtout qu'il partait demain en voyage et qu'il avait déjà dit, à maintes reprises, qu'il ne fallait jamais lui téléphoner chez lui. Chez lui, c'était aussi chez Pierre Pinar. On risquait beaucoup pour peu en le compromettant dans des histoires scabreuses.

— À onze heures du soir? Est-ce que c'est vraiment si urgent? Je pars en voyage avec mon père demain matin...

— J'ai essayé de te rejoindre plus tôt; ça répondait pas.

Il savait que c'était vrai. Il n'avait simplement pas répondu. Il n'avait pas voulu s'en donner la peine: il savait trop bien ce que le nom sur l'afficheur signifiait.

— J'étais sorti. Pourquoi absolument ce soir?

— Je veux juste te parler. Pas au téléphone.

Delo se retint pour ne pas montrer d'irritation ni d'impatience.

— Je te rencontre à la Moulerie, sur Bernard.

— C'est bruyant...

— Où?

— Chez vous?

— Non. Mon père a des amis à la maison. Va au petit restaurant grec sur l'avenue du Parc où l'on se rencontrait avant, tu te souviens?

— Oui. OK. Dans vingt minutes.

Normand avait raccroché. Delo se souvenait avec attendrissement des réunions animées au café fort qu'il avait eu l'année précédente, avant le référendum, avec Marcel, Normand et tous les autres. C'était l'époque où il semblait que la décision finale fût le référendum. On votait, on était indépendant. Quelle naïveté! On avait mis le paquet, alors, sur la décision référendaire. On avait chanté «Frère Jacques» pour s'apercevoir, après coup, que ce n'est pas ce qu'on décide qui compte, mais ce qu'on fait. Pour s'apercevoir, surtout, qu'il n'y avait rien à faire. Pour comprendre que le Québec voulait bien chanter des chansons mais qu'il ne ferait pas une révolution. Il y avait quelque chose d'ironique à rencontrer Normand au restaurant grec.

* * *

Heureusement, Normand était seul. Delo n'aurait pas aimé être vu avec toute la bande. Pas chez lui, pas au restaurant, nulle part. Tout ça était trop bête, trop visible, trop transparent même. Tout ça semblait encore plus naïf que la campagne référendaire. Une opérette qui pouvait mal tourner.

Marcel m'a ben déçu cet après-midi, dit Normand.

— ...

— Toi?

— Marcel, tu sais, c'est Marcel...

— Oui, mais on va pas chier loin avec ça...

— Ça va pas si mal que ça. On fait 52% dans les sondages.

— Ça donne quoi, les hosties de sondages? J'aime pas ça, qu'on rit de nous autres.

— C'est quoi, ton idée?

— T'étais là. T'es pas plus «dumb» que moi. Ça serait quoi, ton idée à toi?

— Encore?

— Écoute, moi je l'ai dit, je suis prêt à prendre mon gun pour la faire, l'indépendance. Si je suis prêt à mourir, je pense que j'ai aussi le droit de tuer, non?

— Ben, ça dépend...

— Je parle, quand on est en guerre. Parce qu'on est en guerre, non? C'est pour ça qu'on fait des guerres: pour défendre son pays. Moi, je suis prêt à mourir. Prêt à mourir pour mon pays. Tout de suite. N'importe quand. Ma vie est faite. Vous pouvez me «shooter» demain, si vous pensez que ça va aider.

— Ça donnerait quoi, de te tuer?

— Me tuer moi, rien. Je suis pas connu. Je l'ai été un peu mais je ne le suis plus. Un gars comme Marcel, c'est une autre affaire...

Delo décida d'abréger: — tu penses qu'il faut descendre Marcel et mettre ça sur le dos des fédéralistes?

— C'est-à-dire, que c'est Jean-Pierre qui a eu l'idée. Mais c'est peut-être la meilleure chose à faire. Pour la cause, mais aussi pour Marcel. Avant que Marcel perde son nom. Pour l'arrêter d'ouvrir sa gueule partout et de dire que ça marchera pas. Marcel, c'est un symbole. Il a une grosse responsabilité.

— Tuer Marcel? C'est une grosse décision.

— Faire l'indépendance aussi, c'est une grosse décision.

Ce qu'il faut, pensa Delo, c'est gagner du temps. Il faut que je gagne du temps ou, autrement, il faut que je téléphone à la GRC et que je fasse embarquer Normand et Jean-Pierre. Peut-être Roger aussi. — Qu'est-ce qu'en dit Roger?

— Roger est pas là-dedans. Si on le met là-dedans, il va se faire poigner ou il va parler trop. On est seulement trois: toi, moi Jean-Pierre.

Bonne nouvelle, Roger n'était pas là. Il en restait deux. Que ces deux joyeux conspirateurs soient là, en train de mordre à l'hameçon en disant beaucoup sur le charisme de Marcel. En disant beaucoup, aussi, sur le rapport de

l'émotion à la raison dans l'engagement de celui-ci. — Qu'est-ce que tu proposes? Comment?

— C'est là que tu peux nous aider. Moi, je suis un homme d'action. Jean-Pierre aussi. Toi, t'es un planificateur. On veut pas que tu te mouilles; on sait que ton père est important. Pis, à part ça, t'es jeune. Tout ce qu'on veut, c'est que tu nous dises comment. Tu nous dis comment, puis Jean-Pierre et moi on va faire ce qu'il faut... Tsé j'veux dire?

Delo comprit, avec soulagement, que ce serait plus facile qu'il n'avait prévu. De la même façon que Marcel voulait bien donner sa vie mais ne voulait pas allumer la mèche, Normand voulait bien presser la gâchette mais ne voulait pas y penser. Jean-Pierre non plus. Tuer, pour eux, c'était un peu comme faire l'amour et ils préféreraient le faire les yeux fermés.

— Je ne dis pas oui. Je ne dis pas oui... mais ce n'est pas non. Tu me comprends?

— Je te suis.

— Bon. D'abord, c'est le moment qui est crucial. Il faut choisir le bon moment si on veut avoir un impact décisif. Il est trop tôt: il faut être plus près du 24 juin. Le plus près possible. Tu comprends?

— Oui, continue.

— Ensuite, il faut être sûr que tout le monde croira que c'est bien les fédéralistes qui ont fait le coup. Pas un «crackpot» fédéraliste, mais la machine fédéraliste elle-même.

— C'est ça, les tops. Les «keymen», interrompit Normand, les yeux brillants. Normand s'amusait... enfin!

— Exactement, reprit Delo: les keymen! Il faut les compromettre jusqu'à l'os. Les compromettre jusqu'en haut. Il faut que tous les vrais Québécois vomissent tout ce qui est Ottawa, tout ce qui est fédéraliste. Tout ce qui...

— C'est ça!

— On va prendre 70 % dans les sondages, continua Delo, assumant le rôle et persuadé, désormais, que l'opérette ne finirait pas en drame. — Ils voulaient les deux tiers pour nous croire? Ils nous ont demandé 66% pour nous croire? C'est 70% qu'on va leur donner! 70%! On va leur montrer que le Québec, c'est un État, une Nation, un Chef! ajouta t-il, persuadé que Normand ne saisisait même pas l'allusion. À sa façon, Delo aussi s'amusait.

Ils bavardèrent encore une heure puis se séparèrent. Le lendemain, dans la voiture qui le menait à l'aéroport avec son père, Delo était moins rassuré. Il était conscient que deux facteurs demeuraient hors de son contrôle. Le premier, c'est que Jean-Pierre — et aussi Normand — voulaient toujours tuer quelqu'un et Marcel de préférence. Le second, c'était que Marcel — qui était peut-être devenu fou mais n'était certainement pas un imbécile — ne tarderait pas à comprendre que quelqu'un faisait obstruction à son apo-théose... et que ce quelqu'un ne pouvait être que Delorimier Pinard.

* * *

Il n'y avait pas de raison valable pour que Pierre Pinard amenât son fils à Washington. Aucune raison, sauf le plaisir de lui montrer une autre facette du monde. C'était une autre manifestation de ce désir immodéré qu'il avait toujours eu de lui mettre en main tous les atouts pour réussir, qu'il s'agisse de contacts, de formation ou d'expérience. Pierre Pinard en avait mis peut-être un peu trop. De sorte que Delo avait tout eu, sauf l'occasion de relever de véritables défis. Tout vu de près, sauf la perspective d'un échec. Tout le monde le lui avait reproché, mais Pierre Pinard n'en avait fait qu'à sa tête. Delo, face à la vie, montrait donc souvent une désinvolture de bon aloi mais aussi une certaine nonchalance.

Il n'y avait rien que Delo put faire pour son père à Washington. Ceci étant bien établi, Delo avait pu, en toute bonne conscience, traîner dans tous les bars très tard le soir

plutôt que dans les musées, sans se priver non plus de manger des viandes exotiques dans les attrape-nigauds pour Congressmen de l'arrière-pays ni de dîner très correctement à la *Maison Blanche*, laquelle n'est pas la White House, bien sûr, mais un restaurant italien de bon ton qui feint d'être français.

Delo s'était offert trois jours de grandes vacances, accompagné surtout d'une jolie Mexicaine qu'il se contentait d'appeler *Mañana*, peut-être, parce qu'il savait que cette affaire serait sans lendemain. C'est le troisième soir, la veille de leur départ, qu'il rencontra Duncan. C'est *Mañana*, naturellement, qui les avait présentés.

— Duncan, avait-elle dit, rencontre un de ces «*Latinos del norte*» qui vont encore donner un frisson à l'Amérique.

— Québécois? avait tout de suite compris Duncan. Il y a longtemps que je voulais en voir un. Ils sont pâles, mais les Finlandais aussi étaient pâles et ils ont fait des misères aux Russes. Salut, Québécois!

Delo compris que Duncan était aussi saoul qu'on peut l'être tout en demeurant distingué et en se tenant droit. Il lui offrit donc immédiatement de s'asseoir.

— Vous faites quoi à Washington, demanda Duncan?

— J'ai vu le Capitol, le Smithsonian Institute, le monument à Jefferson, le monument à Lincoln...

— Ça va, ça va. Vous avez surtout vu la plus belle et la plus gentille fille du District fédéral, que dis-je, des États-Unis, de sorte qu'on peut bien vous pardonner d'être un touriste. De toute façon, je ne partage pas le mépris général pour les touristes: ce sont les seuls qui apportent de l'argent ici. Les autres viennent en chercher... Qu'est-ce que vous êtes venu chercher à Washington?

— Je n'ai rien cherché que je n'ai pas trouvé, dit Delo, en tapotant affectueusement la main de *Mañana*. Mon père, lui, cherche autre chose. J'espère qu'il l'a aussi trouvé. Il rencontre des gens qui ont, semble-t-il, une certaine impor-

tance. Excusez-moi, je ne me souviens pas de leurs noms et, d'ailleurs, vous comprendrez que je ne vous le dirais pas.

Duncan éclata d'un rire franc. *Good boy!* Est-ce que vous êtes du groupe des révolutionnaires ou de celui des réactionnaires? Bon, ça va, je sais que ça non plus vous ne me le direz pas. Ça n'a pas d'importance. Tout ça, c'est comme Ouroboros, le serpent qui se mord la queue. On révolutionne, on «réactionne»... la caravane passe. Laissez-moi vous offrir une bouteille de faux Chablis mousseux — spécialité de l'État de New York — pimenté d'un tequila añejo, en l'honneur de notre amie commune.

— Pas pour moi, Duncan, dit celle qui était devenue Mañana.

— Oui, oui, j'ai bien dit un Chablis mousseux de l'État de New York accompagné d'un tequila... C'est seulement après que je pourrai vous dire pourquoi Nixon était un grand président, pourquoi le Québec ne sera jamais indépendant, et pourquoi toi, ma Pasionaria, tu deviendras peut-être un jour présidente des États-Unis.

Mañana leva les yeux au ciel. — Delo, je ne veux pas te priver de ça. Ça vaut le détour. Moi, je l'ai déjà entendu. Tu me rejoins au Willard quand tu en as assez. D'accord?

Delo se leva, lui embrassa galamment la main, lui tapota tout aussi gentiment le cul et se rassit. Il voulait savoir ce que Duncan pensait de l'indépendance du Québec.

— Je ne suis pas saoul, dit Duncan, je suis simplement euphorique. J'essaye d'être euphorique tous les soirs. On peut laisser tomber le Chablis mousseux, mais je vous offre le tequila. Dites-moi franchement: vous croyez vraiment que vous allez bâtir un pays, là-bas, au nord, dans la neige?

— C'est ça, comme les Finlandais...

— Je présume que votre père, qui est un vieux monsieur important, est ici en train de faire la cour à une ou l'autre de ces ordures qui prétendent nous gouverner?

— ...

— Vous ne dites rien? Vous avez raison; il n'y a rien à dire. Mais je vais vous dire, moi, ce qui va se passer. On va donner son indépendance au Québec comme on l'a donné aux «Absurdistans». Vous ne savez pas ce que c'est que les Absurdistans? C'est ainsi que l'on appelle maintenant tous ces pseudo pays d'Asie centrale qui étaient administrés par l'URSS et à qui on a maintenant permis de redevenir vraiment eux-mêmes, c'est-à-dire ineptes. Des pays qui n'ont aucune raison d'être là, sauf peut-être pour justifier une raz-zia sur le pays d'à côté.

— Vous en avez contre les pays d'Asie centrale?

— Pas du tout. J'aurais pu dire la même chose de l'ex-Afrique coloniale. On a créé là une cinquantaine de pays qui n'ont pas de sens. Après, on les exploite sans avoir à les consulter. Quel est le pouvoir de négociation du Burkina-Faso face aux États-Unis, à l'Allemagne ou à la France? D'ailleurs les Français et les Anglais n'ont rien inventé. Regardez l'Amérique latine. Ils se sont «absurdisés» eux-mêmes. Ils se sont tapé sur la gueule jusqu'à devenir tous totalement inoffensifs. On les a peut-être aidés un peu, soit, mais ils ont fait le plus gros du travail eux-mêmes. Avez-vous entendu parler de la Guerre du Pacifique? Non? Vous n'êtes pas le seul... C'est là qu'on a réglé son cas à la Bolivie. Savez-vous que le Paraguay a déjà été un grand pays? Ils ont décidé d'affronter l'Argentine, le Brésil et la Bolivie en même temps. Évidemment, il ne reste plus beaucoup de Paraguay, surtout qu'ils ont perdu dans l'aventure les deux tiers de leur population!

— Et vous pensez que le Québec «s'absurdisse»?

— Je ne sais pas. Mais ne croyez pas que ce soit un sport pour les bronzés et les demi-bronzés. Voyez la Yougoslavie. Attendez que les Roumains et les Hongrois décident de rouvrir leurs dossiers. Les Ukrainiens, les Bulgares, les Grecs... Il n'y a pas une seule frontière pour changer laquelle on ne trouvera pas dix imbéciles prêts à se faire trouer la peau. Et on manipule tout ça...

— Qui manipule?

— C'est un travail d'équipe. Aujourd'hui, c'est peut-être votre père...

— J'ai plutôt l'impression qu'il s'occuperait des aspects économiques et financiers.

— C'est ça. Vous y êtes. Il n'y en a pas d'autres. Est-ce que vous croyez qu'on déplace les frontières et qu'on crée des États pour aller dans le sens de l'histoire? Le monde entier fait des affaires. C'est notre façon à nous, au vingtième siècle, de faire des guerres.

— Vous pensez que tout est une affaire de gros sous?

— Je le sais. Prenez l'affaire Nixon, par exemple. Vous croyez que quelqu'un de sérieux s'est indigné parce que le président des États-Unis abusait de ses pouvoirs? Mon pauvre ami; il n'y a pas un président de quelque pays que ce soit qui n'abuse pas de ses pouvoirs. On a fait sauter Nixon pour détourner l'attention. Pendant qu'on faisait sauter Nixon, on a manipulé le prix du pétrole et déplacé 250 milliards. Personne n'y a prêté attention: on discutait du principe de la séparation des pouvoirs! Les juges contre Nixon... La population américaine et le monde entier sont restés les yeux rivés sur un miroir aux alouettes, pendant qu'on multipliait par quatre le prix du pétrole, qu'on déplaçait les profits vers la Suisse et qu'on utilisait les fonds pour racheter l'industrie américaine. Une superbe opération.

— Qui a surtout profité à quelques cheikhs arabes!

— Il n'est pas resté entre les mains des cheikhs arabes un pour cent des profits de l'opération. On les a choisis comme boucs émissaires et on en a laissé quelques centaines faire les imbéciles dans les casinos d'Europe pour montrer qu'ils étaient bien vrais. La réalité, c'est que quelqu'un de prévoyant avait déjà pensé qu'il nous faudrait un ennemi après les Russes. Le diable, c'est devenu ces bergers enrichis qui donnaient des montres en or en pourboire au Dorchester à Londres. Ensuite, parce qu'ils étaient du même sang, c'est devenu les Syriens, puis les Irakiens. Ce qui a permis de brûler les puits de pétrole du Koweït et de régulariser les cours... puis de stopper la production de l'Irak et de maintenir le baril de pétrole au niveau où l'on fait un profit. Au niveau surtout où l'on empêche les Japonais d'obtenir sur

l'Amérique un avantage concurrentiel trop marqué. Ensuite, via l'intégrisme, on pourra toujours «diaboliser» un milliard de Musulmans en prétendant qu'il sont vraiment plus méchants que les Fondamentalistes américains, dont la moitié des leaders sont pourtant en taule pour escroquerie..

Delo se sentait un peu étourdi. Le débit de Duncan était trop rapide. Il vidait les tequilas trop vite. Toutes ces histoires de complot faisaient un peu roman feuilleton.

— À part Nixon, il y a eu beaucoup d'autres innocentes victimes?

— Il y en a chaque année. Mais, au niveau où vous l'entendez, pensez à ce pauvre Carter et aux otages en Iran. Qu'est-ce que vous croyiez qu'on cachait, pendant qu'on parlait tous les jours des otages de Téhéran?

— ...

— Vous ne vous souvenez pas? L'or. L'or qui passe de 35 dollars à près de 1 000 dollars l'once. Pendant qu'on nous parlait de l'aspect humain du problème des otages et de pseudo missions pour les libérer, l'Amérique faisait faillite. En langage de banquiers internationaux, elle offrait de payer ses dettes à 3 cents le dollar. Après la guerre, l'Amérique avait acheté l'Europe à crédit dans le cadre du plan Marshall, en payant en dollars américains. Un dollar américain valait un trente-cinquième d'once d'or. En 1980, alors que les eurodollars inondaient la planète, nous avons décidé qu'un dollar ne valait plus qu'un neuf centième d'once d'or. Merveilleux concordat, même pas négocié. Une superbe escroquerie. De la grande politique.

— Vous semblez avoir une haine profonde pour l'Amérique?

— J'aime beaucoup l'Amérique. Je me dissocie simplement de ceux qui la gouvernent. J'ai peur qu'un jour on nous fasse payer chèrement toutes les saloperies que nous avons faites. Cuba, Allende, arrêtons là, nous n'en verrons pas la fin.

— Et vous croyez que le Québec va être la prochaine saloperie?

— Je ne sais pas. Vous savez, pour quelqu'un qui a fait un peu d'aviation, Québec, c'est surtout le mot de référence entre Papa et Roméo. Si le pétrole continue d'être un problème, vous risquez d'ailleurs d'être remplacé par Qatar. Pour le reste, le Québec est sans importance. Il y a une chose que je peux vous dire, cependant. Si le Québec se sépare du Canada, quelqu'un y aura trouvé son profit... et s'il ne se sépare pas, c'est que quelqu'un aura trouvé qu'il était plus payant qu'il ne le fasse pas. Ce que vous en pensez n'a pas d'importance.

Duncan se leva, ni plus ni moins droit que lorsqu'il était arrivé, le salua et partit comme un grand seigneur. Delo s'empessa de regagner l'hôtel et de s'allonger tout près de Mañana.

— Tu connais bien ce type que nous avons rencontré?

— Duncan? Tout le monde le connaît à Washington. Il est totalement cinglé. Est-ce qu'il t'a dit qu'il connaissait personnellement Qadaffi et que c'était un grand homme? Un père pour son peuple et qui construisait un pipeline de soixante mètres de diamètre pour amener de l'eau vers Tripoli?

— Non...

— Il t'a dit que toute la guerre du Vietnam n'avait eu pour but que de contrôler le pétrole de la Mer de Chine, et que tout s'était joué quand les Chinois avaient occupé l'île Paracelse?

— Non, mais l'équivalent...

— Il t'a dit que Gorbatchev était une taupe pour les services secrets allemands qui l'avait financé pendant trente ans? Il t'a dit que le virage en cascade de tous les pays de l'Europe de l'est vers l'Ouest avait été planifié comme un jeu de dominos dans un war-room de Stuttgart?

— Non.

— Alors, il ne t'a rien dit. Il n'était pas en forme. Tout le monde connaît Duncan à Washington. S'il trouvait un éditeur, il écrirait des livres. Mais surtout, ne te casse pas

la tête avec les histoires de Duncan. Tu sais, à Washington, le pouvoir occupe une strate tellement large qu'on peut se buter à chaque pas sur la médiocrité jointe à la complaisance et sur la vulgarité jointe à la prétention. Duncan est un farfêlu sympathique.

— Personne ne s'inquiète de ce qu'il raconte?

— Si quelqu'un s'en inquiétait, Duncan deviendrait millionnaire. Il suffirait que l'on s'inquiète pour qu'il devienne crédible. Pour le moment, c'est un quadragénaire élégant mais un peu survolté qui aborde les gens dans un bar et leur fait des confidences. Il n'a pas d'importance.

— Tu aimes Washington?

— C'est un peu plus propre, mais un peu plus dangereux que Caracas. C'est aussi un endroit où l'on rencontre des gens intéressants. Comme toi. On rencontre aussi à Washington des juges qui sont proxénètes, des ambassadeurs héroïnomanes, des sénateurs complètement éthyliques... Washington est une ville où un conseiller personnel du Président peut recevoir une taloche dans un bar et ne pas s'en porter plus mal. Je ne me souviens plus de son nom, mais on l'avait surnommé Hannibal.

À défaut de tout comprendre de Washington, Delo décida de consacrer toute son énergie à satisfaire Mañana. Il le faisait de mieux en mieux depuis trois jours et en tirait beaucoup de plaisir. Quand il partit de Washington, quelques heures plus tard, il pouvait considérer que cet objectif avait été atteint. Quand à la mission de son père, il n'aurait pas voulu en comprendre la logique, même si on la lui avait expliquée, ce que Pierre Pinard n'avait évidemment pas fait.

* * *

Ce n'est que le 18 mai que Cric commença vraiment à s'inquiéter. Son émotion s'était calmée en constatant que la bombe à Pierre-Dupuy n'avait été qu'un autre incident rocambolesque de la marche cahoteuse du Québec vers l'indépendance et non pas un complot dirigé contre les opérations de son groupe. Il s'inquiéta, le 18 mai, parce que

Ricardo n'arrivait pas. Ricardo n'annonçait pas ses arrivées, mais il y avait tout de même une indispensable périodicité à ses venues. Qu'il ne soit pas là le 10 mai ne signifiait rien, qu'il n'y soit pas le 15 était curieux. S'il n'était pas là le 20, la situation serait difficile. Le 18 mai était le moment raisonnable ou une personne calme et sereine comme l'était Cric pouvait — et devait, même — commencer à s'inquiéter. Il s'en ouvrit à Marius.

— Paloma t'avait-tu dit qu'il y avait un problème avec Ricardo?

— Non, pas du tout. Tout baigne dans l'huile, en autant que je sache.

— Il y avait pas de problème sur les prix? Pas de problèmes de sécurité?

— Non.

— Il y a une semaine que Ricardo devrait être là. Les gars de New York vont être ici le 21. On peut pas vendre ce qu'on n'a pas.

— Qu'est-ce qu'on fait? On trouve une autre source?

— Il faudrait regarder autour. Mais on parle pas d'une couple de doses.

— ...

— On parle de ben du stock.

Marius ne demanda pas combien: la question aurait été indécente. — Tu veux que je commence à chercher ailleurs?

— Où tu regarderais?

— D'abord, je reprendrais contact avec les types de Bogota qui nous avaient présenté à Ricardo. C'est logique, non?

— C'est logique. Mais si Ricardo n'est pas là, c'est pas parce qu'il a manqué l'avion. Il faut être prêts si, par hasard, les gars de Bogota n'ont rien à offrir ou ne veulent plus nous parler. As-tu autre chose?

— On parle de coke ou de hasch?

— Coke, le hasch est pas un problème.

— Je peux voir du côté de l'Europe, mais les prix ne se comparent pas. Inutile de servir de mules aux Américains si on ne fait pas un profit raisonnable.

— Dans un sens, tu as raison. Mais renvoyer Cardoso à New York les mains vides... j'aimerais mieux en faire une sans profit que de perdre les clients.

— J'irai voir ce que je peux faire. Tu me donnes les coordonnées du contact de Bogota?

Cric ne cilla pas. Il savait que si quelqu'un pouvait le faire, c'était Marius. Personne d'autre.

— Tu les auras demain matin.

Chapitre 6

Cardoso et deux de ses amis dont le rôle n'était de toute évidence pas de tenir une conversation occupaient une chambre sans prétention du Queen Elizabeth. Cric et Scalp, vêtus tous deux pour l'occasion d'un complet sombre, étaient arrivés à l'heure prévu. Après, rien de ce qu'ils avaient prévu ne s'était réalisé. Maintenant, ils écoutaient, sans trop savoir comment reprendre l'initiative. C'est Cardoso qui menait le jeu.

— Ce que je vous propose me semble parfaitement normal. Nous vous vendrons la quantité dont vous avez besoin pour le marché local au prix auquel vous nous vendiez précédemment ce dont nous avons besoin pour notre marché. Ça me semble régulier. Nous ne faisons donc avec vous que le même profit que vous faisiez avec nous. Vous cessez simplement d'être les intermédiaires entre les producteurs et nous. Nous nous approvisionnons directement d'une autre source. Je tiens à vous dire que nous n'avons pas établi de contacts directs avec vos fournisseurs. Nous avons été parfaitement réguliers. Maintenant, si vous préférez acheter ailleurs, libre à vous. Je dois vous dire, cependant, que j'ai de bonnes raisons de penser que vos fournisseurs ne vous fourniront plus. Si vous avez une alternative, nous ne nous en mêlons pas.

Cric trouvait toujours aussi confuse l'explication que Cardoso lui donnait pour la cinquième fois. Il en retenait seulement que les Américains n'achetaient plus: ils étaient

prêts à vendre. Ils prétendaient ne pas avoir fait de contacts avec les Colombiens. Ils prétendaient n'avoir aucun intérêt dans le marché local et ne pas vouloir les y concurrencer. Bon. Il n'arrivait pas à mettre le doigt sur la faille, mais il comprenait que si les choses en restaient là leur opération était foutue. S'ils ne pouvaient plus compter sur le profit d'intermédiaire entre les Colombiens et New York, ils ne seraient plus en position même de garder leur part du marché de Montréal. Ils devraient réduire leurs effectifs, faute de fonds et, tôt ou tard, c'est Johnny et sa bande qui rafleraient tout. Cric et son groupe ne pourraient même pas compter sur le soutien implicite de la famille de New York, pour lesquels ils ne seraient plus un chaînon indispensable du réseau de distribution mais simplement d'insignifiants distributeurs sur un marché éloigné.

— Je comprends, monsieur Cardoso, mais est-ce que nous n'avons pas toujours loyalement rempli nos engagements? Est-ce que nos prix sont trop élevés?

— Vos prix sont trop élevés, puisque nous pouvons maintenant acheter à meilleur compte. Je répète encore une fois que nous ne vous avons pas doublés. Nous n'avons établi aucun contact avec vos fournisseurs. Nous avons simplement une autre source d'approvisionnement, fiable et moins chère. Suffisamment moins chère pour que nous puissions vous vendre au prix auquel vous nous vendiez. Ça me semble clair. Considérez que les choses deviennent simplement normales, puisque, à mon avis, vos besoins ne représentent qu'environ vingt pour cent de ce que vous nous vendiez. Est-ce qu'il n'est pas plus raisonnable que vous achetiez de nous plutôt que nous de vous?

Il n'y avait vraiment rien à dire. Ils étaient évincés. Soit que les Colombiens aient renoncé à la prudence traditionnelle qui leur faisait chercher un intermédiaire plutôt que de traiter directement avec les Américains — une prudence que respectaient la plupart des groupes importants depuis l'affaire Noriega — soit qu'un autre intermédiaire se soit introduit et ait réussi à faire le contact avec les Colombiens

comme avec les New-Yorkais. Si tel était le cas, tous les soupçons pointaient vers Ben Saïda.

Cric se réunit avec Marius et Scalp et résuma la situation. Quand il eut terminé, c'est Marius qui intervint.

— Je ne crois pas que les New-Yorkais et les Colombiens se soient mis d'accord. C'est possible, mais improbable. Je ne crois pas non plus que ce soit Johnny qui ait monté toute cette histoire. Ce serait possible, mais il aurait été plus simple pour eux de se servir de leurs propres sources, de faire une guerre des prix ou de nous tomber dessus directement. De plus, la famille américaine qui contrôle la bande de Johnny et celle que nous approvisionnons à New York sont rivales. Je ne les vois pas comploter pour nous éliminer. Nous et notre marché sommes sans importance pour nos contacts américains; c'est dommage, mais il faut en tenir compte. Cette fois-ci, c'est un avantage. Quand on enlève tout ce qui n'a pas de sens, qu'est-ce qui reste? Ben Saïda. Ben Saïda a réussi à établir un contact avec les Colombiens ET un contact avec nos clients américains. Il nous a donc rendus complètement superflus. Il veut prendre le marché, donc il coupe les prix. Pour prouver qu'il est sérieux, il fait éliminer Paloma. Nous n'avons aucune parade à offrir.

— Sauf, dit Scalp, concentrer toutes nos ressources sur le marché montréalais et rebâtir peu à peu un volume d'affaires raisonnable.

— On n'y arrivera pas, dit Cric, il faudrait faire «sniffer» les enfants et les vieillards! Johnny et son groupe sont dans cinquante patentes. Nous, on n'en a qu'une: la dope. Qu'on bouge dans n'importe quelle direction, on va «piler» sur les pieds de quelqu'un. Si on essaie de le faire sans avoir le «backing» d'une grande famille américaine, on s'en va pas nulle part.

— On peut toujours demander des jobs à Johnny, dit Scalp, mais ça ne m'intéresse pas.

— Il y a une autre solution, dit Cric: convaincre les Colombiens de continuer à faire affaire avec nous plutôt qu'avec Ben Saïda.

— Oui, dit Marius, mais il faudrait d'abord pouvoir les rejoindre. Nous n'avons toujours pas de nouvelles de Ricardo et je n'ai pas réussi à établir un contact avec les gens de Bogota. Soit qu'ils se soient déplacés, ce qui ne serait pas surprenant, soient qu'ils nous ignorent volontairement. Dans un cas comme dans l'autre, c'est une avenue qui est bouchée.

— Il faut tout de même, dit Cric, que Ben Saïda ait contacté les Colombiens. S'il l'avait fait en Colombie, toute l'affaire de Paloma aurait été inutile. Donc, ils ont fait le contact à Montréal. Donc, Ricardo est venu à Montréal et a été intercepté par les Marocains. Il y est peut-être encore.

Marius claquait les doigts. — Ça, je crois que c'est un filon. Donne-moi vingt-quatre heures.

* * *

Ricardo n'avait pas été très difficile à trouver. Il occupait une suite à l'hôtel Bonaventure et était accompagné d'une femme éblouissante. D'une femme éblouissante et de personne d'autre. Ricardo n'avait pas de gardes du corps ou, du moins, semblait ne pas en avoir. Les gens qui transportaient, négociaient, trafiquaient, étaient ailleurs. Il ne leur parlait pas. Ceux-ci ne communiquaient jamais avec lui. Lui seul savait comment et par qui circulaient ses ordres et lui parvenait l'information. On ne le lui demandait pas. S'il reconnut Marius au moment où celui-ci l'aborda, il n'en laissa rien paraître. Il haussa simplement les sourcils, le regard interrogateur. Marius ne pouvait se permettre de jouer le même jeu et risqua donc le tout pour le tout.

— Paloma est mort. Pour nous, rien n'est changé. Si quelque chose peut être fait, c'est moi qui ai le mandat de le faire. Peut-on se parler?

Marius le dépassant d'une bonne tête, Ricardo ne pouvait le toiser sans se mettre en état d'infériorité. Il fit néanmoins du mieux qu'il put pour en donner l'impression,

en regardant Marius d'abord dans les yeux puis ensuite au niveau de la bouche en s'écartant légèrement. Le message était que Marius n'avait pas l'im-peccable dentition d'un Latino et qu'il avait d'ailleurs peut-être mauvaise haleine. Ricardo sourit, cependant.

— Montez chez moi.

Il lui tourna le dos et Marius le suivit. Ricardo ne semblait jamais craindre de tourner le dos à qui que ce soit. On ne pouvait que supposer que quelqu'un surveillait ses arrières. Marius ne risqua pas de perdre la face en se retournant pour vérifier: il emboîta le pas avec la même désinvolture, en silence lui aussi. Ils ne se parlèrent que lorsqu'ils furent dans la chambre de Ricardo.

— Je vous écoute, dit celui-ci, en s'asseyant et en faisant signe à Marius de l'imiter.

Avant même de débiter, Marius savait déjà que la partie était perdue. Il avait reçu les signes clairs d'une fin de non-recevoir. Ricardo mettait simplement un point d'honneur à agir avec correction.

— Y a-t-il un obstacle, dit Marius, à ce que nous fassions la transaction convenue?

— Je ne me souviens pas que nous ayons convenu de quoi que ce soit.

— Disons, la transaction habituelle.

— Chaque transaction est une affaire distincte, vous le savez bien. Nous sommes sur une marché volatile.

— Quelqu'un offre plus?

— Je n'ai pas à répondre à cette question.

— Pouvons-nous, de quelque façon que ce soit, faire un achat?

— Non. J'ai tout ce qu'il me faut et je n'ai plus rien à vendre.

Marius remarqua que Ricardo n'avait pas dit qu'il n'avait rien à vendre, mais qu'il n'avait plus rien à vendre. Ce n'était certainement pas une erreur. Ricardo, tout en respectant les règles de la discrétion venait tout à fait sciemment de lui donner l'information qu'il cherchait. Une transaction avait été faite à Montréal et elle était maintenant terminée. La drogue n'était plus entre les mains des Colombiens mais entre celles d'une tierce partie. Marius hocha la tête, signifiant qu'il avait compris le message et qu'il appréciait la faveur que venait de lui faire Ricardo en l'informant. Appréciant d'être apprécié, Ricardo, grand seigneur, ajouta:

— Nous partons demain. Je regrette toujours de ne passer que quelques jours à Montréal. Je n'ai pas plus de temps.

C'était à la fois la confirmation que la transaction était faite et une indication qu'elle l'était depuis peu. Ricardo n'avait pas à préciser et il le savait: Marius trouverait facilement, dans les registres de l'hôtel, la date exacte et l'heure de son arrivée. Il se leva, l'entrevue était terminée. Il raccompagna Marius jusqu'à la porte et, avant son départ, lui tendit la main. C'était presque lui souhaiter bonne chance. Marius avait toujours pensé que Ricardo avait pour lui quelque sympathie

* * *

Cric, Marius et Scalp étaient réunis à nouveau, dans le local de la rue Hochelaga. Jamais, depuis douze ans qu'elle était formée, la bande n'avait vécu un moment aussi difficile. Il avait fallu bien des efforts, au départ, pour se tailler une place au soleil. Bien des efforts, pour être reconnus comme un groupe qui méritait qu'on lui fit une place. Il y avait eu des coups durs, plusieurs de ceux qui étaient là au départ étaient disparus. Maintenant, cette affaire qui s'était bâtie sur l'union entre certains contacts de Paloma et l'autorité de Cric menaçait de disparaître.

— Ricardo, dit Marius, est arrivé à Montréal dans l'après-midi du 20. Hier après-midi, 21, il n'avait déjà plus la cocaïne. Ils n'ont pas traîné...

— Depuis que Cardoso est à Montréal, nous ne l'avons pas laissé d'une semelle, dit Scalp. Si les Américains ont reçu leur stock, de qui que ce soit, Cardoso n'était pas présent.

— Mais il n'y a jamais une vente qui s'est faite sans que Cardoso soit présent, ajouta Cric; c'est lui qui porte les billets: personne d'autre. Donc, il faut croire que les Colombiens de Ricardo ont déjà livré le stock à Ben Saïda mais que Ben Saïda l'a pas encore donné à Cardoso. Ça fait qu'il nous reste encore une chance: aller chercher la coke chez Ben Saïda.

— Et comme on lui payera pas, ajouta Scalp, ça peut faire la plus maudite bonne affaire qu'on a jamais faite.

— Si Cardoso veut bien l'acheter de nous, précisa Marius.

— Pour ça, il y a pas de problème, affirma Cric. Si on a le stock, Cardoso posera pas de questions. Il va payer.

— Va falloir le trouver, le stock...

— Pour ça, Scalp, Marius va s'en occuper, conclut Cric.

Marius opina.

— Je peux ramasser n'importe qui du groupe de Ben Saïda dans la demi-heure qui suit, dans la mesure où la discrétion n'est pas de rigueur. Mais, attention: les affaires de Ben Saïda sont complexes et ce n'est pas parce qu'on ramasse l'un ou l'autre de ses hommes qu'on apprendra où est la poudre. On ne sait pas qui a fait la transaction.

— Ramasse Ben Saïda lui-même, suggéra Scalp.

— Récupérer Mohamed Ben Saïda dans une tour à bureau de la rue Université, c'est une opération majeure. Si on est vraiment TROP visibles, Cardoso va s'énerver. Toutefois, dit-il, arrêtant le geste de découragement de Scalp, il est très probable que l'autre Ben Saïda, celui qui a organisé l'attentat contre Paloma, a continué de suivre cette affaire.

Donc, il sait où est le butin. Or, lui, il n'est pas difficile à prendre. À cette heure-ci, il se promène dans les maisons de retraités de Laval et distribue de l'argent. Il paie ceux qui ont gagné à la mini-loto.

— Il n'est tout de même pas seul, protesta Cric?

— Non, il a deux armoires à glace avec lui, mais à cause de tout ce fric qu'il transporte: il n'a évidemment pas besoin de bousculer qui que ce soit pour les payer. C'est une opération propre et intelligente. Après, ses deux acolytes vont faire le tour de quelques tavernes et bars de danseuses nues, mais Abdallah Ben Saïda ne sera pas là. Lui, il est comme les chefs d'entreprise qui ne parlent au personnel que quand ils ont des bonus à offrir. Les mauvaises nouvelles, c'est toujours d'autres qui les apportent.

Cric se leva. — Vas-y Marius. Prend Bantam, Jonas et ceux que t'as besoin pour faire la job. Une job «clean». Toi, Scalp, occupe-toi de Cardoso. Il ne faut pas qu'il récupère le stock du Marocain. Tu le fais le plus gentiment possible, mais il ne faut pas que la transaction se fasse. *No matter what.*

* * *

Abdallah Ben Saïda n'avait jamais cessé d'être filé par les hommes de Marius depuis que ceux-ci l'avaient identifié comme le responsable de l'attentat qui avait coûté la vie à Paloma. Malgré toute la discrétion qui est de rigueur dans ce genre d'affaires, tous ceux qui étaient chargés de la filature avaient bien fini par apprendre ce qu'on reprochait à ce type. Ils avaient tous connu Paloma et nul d'entre eux ne doutait que le Marocain ne fût en sursis. Ils attendaient. Chaque fois que le cellulaire sonnait, ils attendaient les instructions. Ils ne savaient simplement pas si les instructions seraient de l'abattre, de le jeter avec une pierre au cou dans la rivière des Prairies ou de le ramener à Scalp qui lui ferait lui-même son affaire. Ils étaient tellement sûrs que justice serait faite, qu'ils ne montraient même plus d'empressement à la voir s'exécuter. Ils attendaient.

Quand ils apprirent ce matin-là qu'ils n'étaient plus les chasseurs mais que Marius et deux voitures de copains venaient prendre la relève, ils ne furent même pas déçus. Ils savaient qu'ils pouvaient faire confiance à Marius tout autant qu'à Scalp. — On est à la résidence Saint-Laurent, dit le guetteur à Marius; il a fini Laval. Il en a pour vingt minutes ici, après il sera à la Maison de l'Arc-en-ciel, sur Côte-Vertu. On se rencontre ici ou là-bas?

— On veut leur demander de monter avec nous. On peut faire ça sur Côte-Vertu?

— Oui, c'est ben passant mais y a du parking.

Marius et ses hommes furent là les premiers. Ils avaient déjà identifié un coin tranquille où l'on pourrait discuter, derrière le garage, au sous-sol de la maison attenante à celle pour retraités. Une pièce qui, de toute évidence, servait de remise pour les instrument de jardinage et n'était donc pas utilisée à cette époque de l'année. Quand Abdallah et ses compères arrivèrent, il était clair qu'ils ne se doutaient de rien.

Le jeune Marocain descendit seul et se dirigea vers la porte de la maison mais n'y parvint jamais. Il fut accosté par Jonas qui lui posa un pistolet dans les côtes et le fit dévier vers la ruelle menant au garage. Ses deux gardes du corps, tout aussi peu méfiants, bondirent hors de la voiture pour se retrouver entourés chacun de deux hommes de Marius qui les braquèrent de la même façon et les entraînèrent vers la même destination. Tout ça n'avait pas duré deux minutes.

* * *

— C'est lui, dit Bantam en désignant Abdallah, l'enfant de chienne qui a...

— Tais-toi. Marius n'avait pas l'intention de perdre de temps ni de donner des renseignements. Il était là pour en obtenir. Vite. — Toi, dit-il en s'adressant à l'un des gardes, comment s'appelle le Colombien?

— Quel Colombien?

Marius lui assena de toutes ses forces un coup sur la tempe de la crosse de son pistolet. L'homme poussa un cri sourd, tituba, ses genoux fléchirent. Marius le retint de la main gauche au collet et le frappa encore une fois, au sommet de la tête cette fois-ci. L'homme s'écroula et ne bougea plus.

— L'as-tu tué, demanda Bantam?

Marius, sans répondre, frappa de toutes ses forces l'autre garde au plexus. D'abord de la pointe de son pistolet, puis de la main gauche. Avant que l'homme n'ait pu reprendre son souffle, il l'agrippa aux cheveux, lui baissa la tête et le frappa aussi deux fois à la nuque. L'homme tomba et ne bougea plus.

— Si tu les tues tous, on saura rien, se permit de dire Bantam

— Ces deux-là savent rien, dit Marius. Passe-moi le sécateur.

— Le quoi?

— Les gros ciseaux pour couper les branches, là, dans le coin.

Jonas les lui tendit et Marius s'en servit pour couper le jeans du premier garde.

— Amenez-moi celui-là, dit-il à ceux qui tenaient Abdallah. Amenez-le ici et tenez-le bien.

Quand Abdallah fut tout prêt, Marius baissa le slip de l'homme évanoui.

— Étire-lui le machin, dit-il à Bantam. Non, reste de côté, le spectacle est pour celui-là, dit-il en montrant Abdallah. D'un coup de sécateur il trancha le membre de l'homme qui, même inconscient, poussa un long gémissement et ou-

vrir les yeux pendant que le sang giclait en fontaine, vers Abdallah. Lâchant le sécateur, Marius souleva la tête de l'homme et la frappa de nouveau sur le sol en béton. Il cessa de gémir.

— Anesthésie, dit Marius, je n'aime pas voir les gens souffrir. Passe-moi ça, dit-il à Bantam, qui était devenu vert et tenait toujours, hébété, le bout de pénis entre ses doigts. Marius le lui enleva et le braqua sous le nez d'Abdallah.

— Ça, c'est un demi-zizi. Si tu oses me dire, une seule fois, tu comprends, une seule fois, une seule fois, que tu ne sais pas quelque chose... le tien passe à la scie que tu vois dans le coin, là-bas. Mais je ne t'assommerai pas avant. Je n'aime pas faire souffrir les gens, mais je peux me forcer. Tu as compris?

L'autre avait fermé les yeux et claquait des dents. Ceux qui le retenaient le regardèrent avec surprise: ils ne savaient pas que l'on pouvait vraiment claquer des dents parce qu'on avait peur.

— Comment s'appelle le Colombien, demanda Marius?

— Ricardo.

— Quand avez-vous reçu la livraison?

— Hier matin, à onze heures.

— Combien avez-vous payé?

Le jeune ne répondit pas. Il hurla et se raidit tétanisé.

— Je te jure, dit-il enfin, je te jure que je ne le sais pas. C'est mon frère Mohamed qui le sait. Je ne le sais pas. Je te jure que je ne le sais pas.

— Où est la drogue, demanda Marius sans insister?

— Sur la rue Paré, à dix minutes d'ici. Mais elle va partir. Elle va partir d'une minute à l'autre. Allez-y tout de suite, autrement ils l'auront enlevée. Dépêchez-vous, je vous jure qu'elle est là. Je ne sais pas où on va l'amener. Allez-y tout de suite.

C'est à ce moment précis que Bantam s'effondra.

— Occupe-toi de lui, dit Marius à Jonas, je crois qu'il a été secoué. Vous deux, dit-il en s'adressant à ceux qui tenaient Abdallah, attachez et bâillonnez ce type-là et amenez-le au local de la rue Adam. Reculez la voiture jusqu'au garage, vous n'aurez pas de problème à l'embarquer. Toi, dit-il à un autre de ceux qui l'accompagnaient, va à l'adresse que ce type va te donner rue Paré. — Tu sais bien l'adresse exacte, n'est-ce pas Abdallah? — et suis tout ce qui sort de là. Prends la deuxième voiture et pars. Tout de suite. Je vais t'envoyer des renforts.

Bantam avait retrouvé ses esprits mais restait silencieux.

— Bantam?

— Oui, Marius. Écoute, je ne sais pas...

— Regarde dans la poche des types et donne-moi la clé de la voiture. Ensuite, prends le pistolet qu'on a enlevé au type tout à l'heure, visse le silencieux qui est sur la table à côté, puis mets-leur à chacun une balle dans la nuque. Tu peux faire ça?

— Oui, Marius, dit Bantam, heureux de redevenir utile et s'empressant déjà de le faire.

— Bantam?

— Oui, Marius

— Quand ce sera fait, toi et Jonas vous roulez chacun des deux gardes dans un des tapis qui sont là-bas dans le coin. Ça devrait faire des paquets transportables. Je t'envoie une voiture pour te débarrasser des colis. En attendant, vous restez ici. Vous, dit-il en s'adressant à ceux qui achevaient de ligoter Abdallah, ne lui foutez pas un mouchoir dans la bouche, il pourrait suffoquer. Il va encore être utile. Ne vous inquiétez pas, il ne criera pas.

Marius n'avait fait que quelques pas dans le garage lorsqu'il entendit un petit bruit sec, comme un éternuement retenu. Encore quelques pas et le même bruit, assourdi. Ban-

tam avait fait son boulot. Il faut savoir motiver le personnel, songea Marius.

* * *

— C'est «tough», pour les deux gars qui étaient pas au courant, remarqua Scalp.

— C'est la guerre, dit Marius.

Marius avait fait son rapport et tout le gang de la rue Hochelaga se mettait rapidement sur un pied de guerre. Abdallah avait été conduit rue Adam où, avait dit Marius, il serait plus à l'aise... Une demi-douzaine de voitures et de motos étaient postées discrètement autour de la rue Paré, prêtes à suivre quiconque en sortait et, surtout, à suivre le chargement de cocaïne quelle que soit sa destination. Cardoso faisait l'objet d'une surveillance tout aussi étroite.

— C'est vrai, c'est la guerre, dit Cric. Maintenant, ce qu'il faut, c'est entrer rue Paré et prendre le stock avant qu'ils aient eu le temps de le déplacer. Avant qu'ils soient préparés. On les a eus par surprise à Côte-Vert, parce qu'ils savaient pas qu'on les avait repérés. Aussitôt qu'ils vont savoir qu'on a pris le jeune Ben Saïda, ils vont savoir aussi qu'on sait où est le stock. Là, ça va devenir ben plus compliqué.

— C'est vrai, dit Marius, mais on ne sait même pas si la poudre est encore rue Paré. N'oublie pas, Cric, que le jeune Ben Saïda a dit qu'ils se préparaient à la déménager. C'est peut-être déjà fait. Si nous attaquons un endroit où il n'y a rien, nous n'aurons jamais une deuxième chance de nous emparer du chargement avant qu'ils ne l'aient remis à Cardoso. Et je ne pense pas que tu veuilles t'opposer violemment à une vente entre Ben Saïda et Cardoso, n'est-ce pas? On aurait le problème de vendre toute cette camelote au détail et, de toute façon, nous ne vivrions pas assez longtemps pour le faire.

— Non, non. Il n'est évidemment pas question de s'attaquer ouvertement à Cardoso. Il faut récupérer des Marocains, c'est clair.

— Donc, confirma Marius, nous ne bougeons pas aussi longtemps que nous ne sommes pas certains que la cocaïne est bien rue Paré.

— Je me demande, dit Scalp, pourquoi ils l'ont mise rue Paré s'ils avaient l'intention de la transporter ailleurs?

— Sans doute parce que c'est Ricardo qui a choisi l'endroit de sa transaction avec Ben Saïda. Ben Saïda a fait ce que Ricardo voulait, naturellement, mais il s'empresse de transporter la coke vers un endroit plus sûr. Il ne sait peut-être pas à quel point Ricardo ne veut pas rencontrer Cardoso.

— Et si on attaquait pendant qu'ils essaient de la transporter, suggéra Scalp?

Cric réfléchit. — Ça peut être faisable; nous avons une bonne douzaine d'hommes sur les lieux. Mais on sait pas combien il vont être, eux. Ce qu'on sait, c'est qu'on les prendra pas par surprise et qu'ils vont se battre à mort pour la garder. Il faut peut-être pas trop jouer aux cow-boys dans les rues de Montréal. Attendons de savoir où ils vont l'amener, et là on fera ce qu'il faut faire.

Cric avait raison. Marius l'approuva, Scalp aussi. L'hypothèse du «vol de la diligence» devint de toute façon académique quand Cajun, l'un des guetteurs affecté à la rue Paré, téléphona rue Hochelaga pour dire qu'une grosse camionnette avait quitté la rue Paré et qu'on la suivait boulevard Décarie, direction sud. Quelques minutes plus tard, il confirma qu'elle s'était arrêtée dans la cour d'un entrepôt désaffecté de Pointe-Saint-Charles et qu'une demi-douzaine de personnes s'affai-raient à la décharger. Des caisses de deux pieds cubes dont on pouvait raisonnablement penser que chacune contenait des sacs d'une livre ou d'un kilo. On savait maintenant où était la drogue. Cric ne laissa que deux voitures rue Paré et les autres rappliquèrent à Pointe-Saint-Charles.

— On entre et on la prend, demanda Scalp?

— Ils sont au moins six qui accompagnaient le chargement, répliqua Marius. L'entrepôt est sans doute leur quartier général et Dieu seul sait combien ils sont à l'intérieur. Je pense qu'il ne faut pas courir de risques. Il vaut mieux battre le rappel des troupes et attaquer en force. Il faut être sûrs de réussir.

— Tu as raison, dit Cric, mais il ne faut pas perdre de temps. Maintenant qu'ils sont là, ils vont téléphoner à Cardoso d'un instant à l'autre.

Marius regarda sa montre.

— À cette heure, je pense que Mohamed Ben Saïda commence à s'inquiéter du retard de son petit frère. Il y a sans doute déjà des gagnants de la mini-loto qui ont téléphoné quelque part pour savoir quand ils seraient payés. Quelqu'un a déjà retrouvé, ou retrouvera bientôt la voiture que nous leur avons prise...

— Pour ça, interrompit Scalp, ne t'inquiète de rien. Elle s'est volatilisée.

— Bravo. Mais, ce que j'allais dire, c'est que je ne pense pas que Ben Saïda essaie de faire la transaction avec Cardoso sans avoir éclairci les événements d'aujourd'hui. Il ne sait pas ce qui s'est passé. Il ne sait même pas que nous savons qu'il existe. Bien sûr, nous sommes les premiers sur lesquels vont porter ses soupçons, mais je ne pense pas qu'il fasse une transaction importante avant d'avoir eu plus de renseignements.

— Qu'est-ce que tu recommandes, demanda Cric?

— Nous ramassons toutes nos forces, correctement armées, et nous nous tenons prêts à entrer là-dedans demain matin. Quand je dis correctement armées, je veux dire qu'il faut pouvoir percer un endroit qui est probablement tout aussi bien défendu que notre local à nous. Souvenez-vous que, même aux moments les plus durs, jamais les gars de Johnny — qui étaient pourtant plus nombreux que nous — n'ont osé venir nous attaquer ici.

— Si l'entrepôt a des murs de béton de deux pieds, dit Scalp, on n'entrera pas là avec des Uzi. S'ils ont correctement fait leur travail, même un bazooka...

— La meilleure clé pour entrer là, dit Marius, elle est sur la rue Adam. C'est le jeune Ben Saïda.

— Tu penses que Ben Saïda échangerait la drogue contre son frère? demanda Cric.

— Ça dépend de son sens de la famille, dit Marius.

* * *

Bantam et Jonas attendaient. Ils avaient roulé chacun des corps dans un des vieux tapis qui semblaient avoir été taillés sur mesure pour servir de linceuls. Ils les avaient soigneusement ficelés; ils avaient eu tout le temps. Ils avaient même eu le temps de laver au boyau d'arrosage le sol en béton de la remise. Jonas avait poussé la diligence jusqu'à essuyer et ranger le sécateur à sa place. Maintenant, ils attendaient. Une voiture qui était venue les chercher dans l'heure suivant les événements avait reçu, à la toute dernière minute, instruction de se rendre plutôt rue Paré. Quelqu'un d'autre passerait. Ils avaient laissé partir leur cellulaire. Ils étaient isolés. Ils attendaient. Ils étaient là, assis face à face, les pieds posés sur les tapis disposés entre eux, lorsqu'on entra sans frapper.

L'intrusion avait été si inattendue que ni l'un ni l'autre n'eut même le réflexe de saisir son arme. Ils furent à la fois soulagés et bien embêtés quand ils virent qu'ils avaient affaire à une fillette de sept ou huit ans. Celle-ci s'arrêta, interloquée.

— Qui vous êtes?

Bantam répondit la première chose qui lui traversa l'esprit.

— On est venus pour chercher les tapis. Toi, qu'est-ce que tu fais ici?

— Ma maman m'a dit d'aller chercher mes vieux «cossins» et puis de les mettre aux vidanges avant que les vidangeurs passent.

— Ils sont où tes cossins?

— Là, dit-elle, désignant une boîte de carton d'où sortait la tête d'un vieil ours en peluche, un œil arraché.

— Y passent quand les vidangeurs?

— Ben justement, ils sont là. Alors, il faut que je me dépêche, dit-elle, en s'emparant de la boîte de carton.

— C'est tout, demanda Bantam?

— Non, il y a d'autres boîtes, mais c'est mon papa et ma maman qui vont venir les chercher. Elle partit en courant.

— Prends ton bout, dit Bantam à Jonas. Prends ton bout et pis grouille-toi.

Corps et tapis compris, le premier fardeau faisait bien cent kilos. Ils l'amenèrent à l'extérieur, à la porte du garage, s'assurant qu'il ne révélait rien de ce qu'il contenait. Ils étaient à transporter le deuxième à travers le garage quand ils rencontrèrent ceux qui étaient sans doute les parents de l'enfants mais qui ne leur jetèrent qu'un regard distrait. Les éboueurs étaient déjà là quand ils déposèrent le deuxième tapis à la porte du garage.

— C'est quoi, ça demanda l'un d'entre eux, s'adressant à Jonas?

— Des vieux tapis, c'est pour jeter, répondit Bantam.

— Non. On prend pas ça. Ça, ça prend une demande spéciale. On a des gars qui passent une fois par semaine, quand on leur demande. Faut téléphoner.

— Je sais ben, dit Jonas, en s'approchant très près du travailleur qu'il dominait maintenant de son mètre quatre-vingt-quinze bien musclé. On le sait, c'est pour ça qu'on a décidé de venir vous donner un coup de main.

— On vous demande rien, ajouta Bantam, on va les mettre nous-mêmes dans la boîte.

Le chauffeur du camion était descendu à son tour.

— Qu'est-ce qui se passe, là?

— C'est eux autres, là. Je leur ai dit qu'il fallait une collecte spéciale, mais ils veulent qu'on le prenne pareil.

— Non, non, dit le chauffeur. On prend pas de spécial. Puis vous, Madame, qu'est-ce que vous voulez?

La mère de l'enfant était là, une vieille lampe dans une main, un portemanteau dans l'autre. Derrière elle marchait son mari, portant à deux mains une vieille malle en carton remplie de vieux journaux.

— Nous autres, on veut simplement se débarrasser de ça. C'est pas compliqué, dit l'homme. Il déposa son colis sur le sol, mit la main dans sa poche et sortit un billet de dix dollars. On peut toujours régler ça à l'amiable?

— Oof... envoye donc, dit le chauffeur. René, viens t'asseoir, on prend un «break».

Les deux remontèrent dans la cabine et celui qu'on avait appelé René s'adressa au chauffeur.

— As-tu vu la gueule des gars avec les tapis?

— Ben oui.

— Tu trouves pas ça drôle?

— Ben oui.

— Tu sais, un tapis. On peut mettre n'importe quoi là-dedans.

— P't'être ben.

— Christ, Albert réalises-tu que c'est peut-être des cadavres qu'y a là-dedans?

— Voyons, voyons.

— Le gros tas qui s'est collé sur moi, j'suis sûr que c'est un pas bon.

— Pis?

— Ben pis, pis... qu'est-ce qu'on fait?

— La femme pis le gars, tu penses que c'est des pas bons eux autres aussi?

— Je pense pas qu'ils étaient ensemble

— Je ne sais pas. Moi j'ai vu du bon monde en train de se débarrasser de leurs vieilles affaires pis deux gars avec eux autres qui les aidaient à monter des tapis. Tu sais, les déménageurs, c'est pas des «feluettes». L'autre, à part ça, y était pas si gros que ça. Y en avait rien qu'un qui était gros.

— Tu veux dire qu'on fera rien?

— On a eu un dix. Ils font not' job. De quoi tu veux te mêler? Supposons, supposons que ce soit des pas bons? Tu veux quoi, une claque su'la gueule? Tu veux une balle dans la tête? Pourquoi tu te mêles pas de tes affaires?

— Bon...

— On frappa dans la vitre du côté du chauffeur. Il descendit la glace. C'était Bantam.

— On voulait vous dire merci, les gars, et pis vous donner un autre dix. Vous avez été ben corrects. Vous pouvez compresser.

— OK, capitaine. On va le faire. Merci beaucoup, là.

— Comprimez tout de suite, dit Jonas sans sourire.

La chauffeur et René perdirent en même temps leurs dernières illusions. Ils s'empressèrent donc d'obéir.

* * *

Cajun, ayant avisé la rue Hochelaga de l'arrivée de la drogue à Pointe-Saint-Charles et transmis les coordonnées exactes de l'entrepôt, remarqua la grosse voiture grise garée directement derrière lui. Il n'eut pas le temps de réagir: les deux portières avant de sa voiture s'ouvrirent en même temps et l'un des deux intrus lui fit signe de descendre, pendant que l'autre vérifiait sur son téléphone le dernier numéro appelé. Ils l'escortèrent jusqu'à leur voiture et le firent asseoir à l'arrière entre eux, pendant que le chauffeur qui n'était pas intervenu redémarrait. Il circulait lentement.

— Vous êtes en état d'arrestation, lui dit l'un de ceux qui l'accompagnaient. Il ne vous sera fait aucun mal.

On ne lui en dit pas plus. La voiture s'éloigna sans que personne ne portât plus d'attention à l'entrepôt, à la drogue qu'il contenait, ni aux gens qui en assuraient la garde.

* * *

Cric prit l'appel et une voix qu'il ne connaissait pas entra sans délai dans le vif du sujet.

— Vous avez Abdallah. Nous voudrions vous parler. Venez seul.

— Seul?

— Vous avez Abdallah.

— Où?

L'autre donna une adresse, rue du Musée, au nord de Sherbrooke. Cric consulta Scalp et Marius. Il soupesa les solutions de rechange, évalua les risques. Finalement, il décida de partir, accompagné d'un seul acolyte. C'est ce dernier qui revint seul, quinze minutes plus tard, pour annoncer que Cric avait été frappé par une grosse voiture grise qui avait filé.

— Cric allait devant. Ils m'ont dépassé; ensuite, ils l'ont collé sur le trottoir, pis ils l'ont frappé.

— Aucune chance que ce soit un accident, demanda Scalp?

— Certainement pas. Ils ont ouvert la fenêtre et le type s'est penché à l'extérieur pour lui tirer deux balles dans la tête. J'ai réussi à faire demi-tour et à revenir ici. Je pensais que le plus important était que vous soyez prévenus.

— Tu as eu raison, dit Scalp. Repose-toi, et pars à Pointe-Saint-Charles.

Il avertit immédiatement Marius: — Est-ce qu'on attaque tout de suite à Pointe-Saint-Charles? Il est clair que Ben Saïda, il s'en sacre de son petit frère.

— Ce n'est pas évident, dit Marius. Les types qui sont partis à Pointe-Saint-Charles n'ont pas trouvé Cajun. On n'a pas eu de nouvelles de lui depuis qu'il a téléphoné à Cric. Personne ne l'a vu.

— Tu penses qu'ils ont pris Cajun et qu'ils espèrent l'échanger contre le frère? Après avoir tué Cric?

— Certainement pas. Mais tu vois, quand nos gens sont arrivés là-bas, ils ont bien vu que les types de l'entrepôt n'avaient pas encore été prévenus. Ils n'ont l'air de se méfier de rien. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en a pas cent dans la baraque qui nous attendent, armés jusqu'aux dents. Mais enfin, ceux qu'on voit n'ont pas l'air de s'inquiéter. Donc, je me pose une question. Si ce n'était pas les types de Ben Saïda qui ont pris Cajun mais quelqu'un d'autre? Ce quelqu'un d'autre sait maintenant que nous tenons le jeune Ben Saïda. En tuant Cric, ils veulent peut-être nous provoquer et nous pousser à l'exécuter, nous amenant ainsi à partir une guerre à mort avec les Marocains. À qui profiterait cette guerre?

— La gang de Johnny! Ils pourraient nous faire, aux Marocains et à nous, ce que les Marocains nous ont fait à nous et à la gang de Johnny. Eux, ils ramasseraient les billes.

— Je ne sais pas, dit Marius, mais ce n'est pas impossible. Peut-être que Ben Saïda a décidé de sacrifier son frère. Peut-être que le gang de Johnny est entré dans la bataille. Tout est possible. Mais, il y a une chose qui est sûre: demain il faut y aller en masse, il faut reprendre la cocaïne et la vendre à Cardoso. Sinon, nous sommes rayés de la carte.

Scalp était tout à fait d'accord. Sans grand conciliabule, ils venaient, Marius et lui, d'assumer conjointement le leadership du groupe; les autres, d'ailleurs, les reconnaissaient spontanément comme leurs chefs. Ils formaient une équipe.

* * *

La reprise de la drogue à Ben Saïda et sa revente à Cardoso représenterait, et de loin, la plus fructueuse transaction que le groupe eût jamais faite. Auparavant, ils avaient acheté et revendu. Maintenant, ils allaient prendre et vendre.

Scalp n'eut donc aucune hésitation à inviter à la curée non seulement tous les membres du gang, mais aussi tous leurs amis. Ils vinrent d'aussi loin que Joliette, Sorel et Valleyfield. Une partie significative des motards de la province convergeait vers Montréal

D'heure en heure, Scalp s'assurait que Cardoso n'avait bougé quie pour dîner, prendre un verre au bar, amener une fille à sa chambre. Les gens de New York n'étaient pas nerveux. L'heure et le lieu précis de la transaction avaient sans doute déjà été fixés et ils étaient en vacances, inconscients des changements qui intervenaient d'heure en heure.

Marius, de son côté, avait fait surveiller discrètement les gens de Johnny. Rien ne bougeait de ce côté, comme si eux aussi avaient ignoré que le gang d'Hochelaga avait décidé de déclarer la guerre aux Marocains. Marius s'en félicita, sachant bien, toutefois, que cette ignorance ne pouvait durer. Tout le branle-bas des motards de province qui se dirigeaient vers Montréal ne pouvait qu'attirer l'attention des mafieux de Johnny et de Tony.

Jusqu'à plus ample information, Marius décida donc que c'était bien les gens de Ben Saïda qui avaient pris Cajun et qui avaient éliminé Cric. Jusqu'à preuve du contraire, seulement: il savait à quel point les situations de ce genre peuvent devenir confuses.

Chapitre 7

Marcel se leva tôt et constata qu'une fois de plus le ciel offrait une journée de soleil aux Québécois. Un autre congé ensoleillé, un autre point dans les sondages. Gott mit Uns! Il mit la radio, le temps de prendre un café et de planifier sa journée.

— ... Aujourd'hui 24 mai, il fait beau, disait l'animateur. On s'amuse mieux au Québec depuis qu'on a décidé de sortir du Canada. La vraie indépendance, est-ce que ce ne serait pas de découper la province et de la faire flotter sur la Mer des Antilles? Aujourd'hui, Jour Q-30. Fête de Dollard au Québec, Fête de Victoria pour les autres. Où en est-on, Michel, dans les sondages?

— Merci Jeannot. Côté indépendance... sondage d'hier, le oui fait 53%. En baisse depuis le sommet de 56,3% du 2 mai, mais en hausse sur la semaine dernière. Du soleil, encore aujourd'hui. Encore quelques congés payés ensoleillés et Monsieur Parizeau va aller chercher son 60%. Pour le reste, tout le monde demeure sur ses positions.

— Donc, Michel, rien sur le front des négociations?

— Rien, toujours rien. À trente jours de l'indépendance, Monsieur Chrétien demande toujours une reddition sans conditions. Il veut le retrait pur et simple de la Loi de sécession avant de négocier.

— Ce qui est devenu tout à fait impossible, n'est-ce pas?

— Il est clair qu'on ne réussira pas à régler en trente jours ce qu'on n'a pas réussi à régler en trente ans. Donc, c'est l'expectative, chacun...

— Excuse-moi, Michel, une nouvelle de dernière heure qui peut avoir son importance. Il y a eu, il y quelques minutes, une fusillade à Pointe-Saint-Charles. Un nombre impressionnant de motards ont donné l'assaut — c'est le bon mot je crois — il y quelques minutes à peine, à un entrepôt apparemment abandonné, mais qui, en fait, avait été transformé en forteresse, sans doute par une bande rivale. Il y aurait eu des blessés, mais on n'en sait pas plus pour l'instant. La police serait sur les lieux mais ne serait pas encore intervenue.

— Et bien dis donc, Jeannot, on ne rigole pas du côté des motards, hein? En attendant d'en savoir plus, je disais donc que c'était l'expectative sur le front de la négociation menant, ou ne menant pas, à l'indépendance. Partout, c'est l'expectative. Expectative des gouvernements, bien sûr, mais aussi expectative sur les marchés financiers. Le dollar canadien se maintient toujours à 71 cents US, ce qui semble miraculeux. Le ministre des Finances du Canada, a d'ailleurs remercié hier les investisseurs étrangers de leur confiance et les a assurés que le Canada, avec ou sans le Québec, ferait face à tous ses engagements.

— Ouf! Ça ferait une sacrée facture à payer pour Toronto, ça!

— Oui, mais le Québec ne perdrait rien pour attendre...

— Excuse-moi, Michel, nous avons maintenant un reporter sur les lieux de la fusillade de Pointe-Saint-Charles. Je lui donne la parole. Jean-Marc, vous m'entendez?

— Je vous entends, Jean.

— Que se passe-t-il, exactement?

— On n'en sait rien, mais la rumeur veut qu'il y ait un otage à l'intérieur; les autres veulent le reprendre.

— Il semble que les policiers ne soient pas encore intervenus, ai-je raison?

— C'est vrai, les policiers ne sont pas intervenus. Mais, il faut comprendre la situation. Ici, à l'extérieur, il y a au moins soixante motards en embuscade. Du moins, c'est le nombre de motos garées dans le secteur immédiat, selon notre propre décompte. Bien sûr, il y en a sans doute d'autres qui ne sont pas venus en moto. On sait que nos motards ont les moyens de se payer de grosses voitures... De l'autre côté, il semble que les défenseurs aient été prévenus. Ils ont, en tout cas, répondu immédiatement avec des armes automatiques lorsqu'ils ont été attaqués et il y a eu au moins trois morts ou blessés chez les assaillants. Donc, il ne s'agit pas d'une escarmouche. La police est prudente.

— Où sont les policiers?

— Il y a ici, un peu à l'écart, une quinzaine de voitures de patrouille et il en arrive d'autres constamment. Pour le moment, cependant, ils se contentent de créer un périmètre de sécurité et d'éloigner les curieux.

— Est-ce qu'on peut dire qu'ils ont encerclé les combattants?

— Oui, mais je le répète, les combattants, comme vous le dites si justement, sont lourdement armés.

— Est-ce que tout ça ne nous ramène pas à l'affaire des Warriors de Kanesatake, quand il était clair que la Sûreté du Québec n'avait simplement pas les armes pour faire respecter la loi?

— Je n'ai aucun commentaire des policiers, mais j'ai vu, de mes propres yeux, plusieurs tirs de bazooka contre l'édifice.

— Est-ce que l'on sait qui sont les combattants?

— Du côté des assaillants, il semble que ce soit le groupe des motards dont le quartier général est situé rue Hochelaga, ceci dit sous toute réserve. On ne sait pas vraiment qui est à l'intérieur. Il semble que ce ne soient pas des motards. Si c'était le cas, ils auraient garé leurs motos à l'intérieur puisque l'on n'en voit pas dans la cour de l'entrepôt. Personne ne sait non plus combien ils sont là-dedans.

— Peut-on penser à des gens de la mafia? On sait qu'il y a eu parfois des accrochages entre mafieux et môtards.

— Je n'en ai aucune idée.

— Est-ce que vous pouvez parler à l'un des assaillants, puisqu'il semble que, pour l'instant, la situation soit calme?

— J'ai essayé, il y a quelques minutes, mais on m'a demandé de ne pas insister.

— Je vois... Eh bien à plus tard. Alors, Michel, qu'est-ce que vous pensez de tout ça?

— De toute évidence, c'est un règlement de compte entre pègreux. Peut-être pour une affaire de prise d'otage, probablement reliée au trafic de la drogue. Ce qui surprend, ce matin, c'est l'ampleur des hostilités. Je ne crois pas que l'on ait vu un tel déploiement de force depuis l'Été des Indiens...

Marcel ferme la radio. Il vient de se souvenir qu'il a un ami chez les gars de la rue Hochelaga.

* * *

Les renforts sont arrivés peu à peu; il y a maintenant une trentaine de voitures de patrouille dans les rues entourant l'entrepôt où sont réfugiés les hommes de Ben Saïda encerclés par ceux de Scalp et Marius. C'est le lieutenant Lafontaine qui mène l'opération, mais il le fait avec prudence. Il est en liaison téléphonique.

— ... Oui chef.

— ...

— Non chef.

— ...

— Chef, on ne peut pas savoir combien ils sont. Il y en a partout. Je n'ai pas assez d'hommes ici pour les compter. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a eu des tirs de mortier ou de quelque chose qui ressemble à des mortiers. Ils sont armés jusqu'aux dents. De la façon dont les gens de

l'entrepôt retournent le feu, ils sont probablement tout aussi nombreux. Ce n'est pas à notre niveau. Il faut appeler la SQ. Appeler la GRC. Il faut appeler l'Armée. Ce n'est pas nous qui pouvons régler la situation. Il n'est pas question que mes hommes rentrent là-dedans avec des .38!

— ...

— Je peux peut-être en arrêter un autour, un de ceux qui n'est pas directement engagé dans la fusillade, mais c'est un risque. Si les autres s'en mêlent, on sortira pas d'ici vivants.

Il raccrocha et s'adressa à ses adjoints qui faisaient cercle autour de lui. — Ils ont appelé le Ministre. Ils vont nous informer. Jusque là, pas de panique. Complétez le périmètre de sécurité, mais pas d'action agressive. Notre rôle, c'est d'abord de protéger la population innocente. Éloignez les curieux.

* * *

L'ex-ministre de la Sécurité publique, promu depuis quelque temps ministre de l'Intérieur, est en communication avec le Premier ministre.

— Je regrette, monsieur le Premier ministre, mais la Sûreté du Québec ne veut pas bouger. Son analyse de la situation, sur la base des données disponibles — et c'est la mienne aussi — révèle qu'il ne s'agit pas d'actes de banditisme simples mais d'une véritable offensive concertée dont la cause et les objectifs demeurent inconnus. Nous n'avons pas devant nous une bande de malfaiteurs. Nous sommes en présence de deux groupes solidement armés, disciplinés, de deux troupes chacune de la taille d'une compagnie qui s'affrontent avec des armes modernes. Voudrions-nous intervenir pour les séparer, que nous ne saurions même pas de quel droit nous pourrions désigner l'une des parties combattantes comme cible principale de notre attaque. Sur la base de ce que nous voyons, monsieur le Premier ministre, les gens qui sont dans l'entrepôt ont été attaqués et sont en état

de légitime défense. Il est surprenant qu'ils aient riposté, mais ils sont en état de légitime défense. Est-ce que nous allons également leur tirer dessus? Allons-nous au contraire prétendre que nous allons à leur secours, alors qu'ils sont armés de fusils mitrailleurs et qu'il sont soupçonnés d'une prise d'otage? L'opinion des corps policiers sur place — et je répète que la Sûreté du Québec ne voit aucune raison d'intervenir — c'est que la seule intervention policière raisonnable consiste à tenter d'abord de séparer les combattants. Pour le faire, il ne faut pas prendre parti, mais parler. C'est ce que nous faisons.

— ...

— Oui, j'ai de bonnes raisons de croire que les négociations sont déjà engagées. Au moins avec les assiégeants. Je vous tiens au courant monsieur le Premier ministre.

— ...

— Je n'ai aucune raison de croire qu'il s'agisse d'un coup monté pour embarrasser le gouvernement. Il est possible que ça le soit. Je l'ignore. Bien sûr, l'intervention de l'armée canadienne pourrait devenir nécessaire au cas où nous serions dans une position difficile.

— ...

— Oui, monsieur le Premier ministre, il y aura peut-être matière à tractations. Je ne pense pas, toutefois, qu'il soit urgent que vous vous adressiez à la population. Vous en êtes le seul juge, monsieur le Premier ministre, mais il est clair que tout ceci peut avoir un impact, voulu ou non, sur les négociations avec le gouvernement fédéral. Voulez-vous que je communique avec le Coordonnateur?

— ...

— Oui, monsieur le Premier ministre. Je suis et resterai à mon poste.

* * *

Marcel se dirigea vers une voiture de patrouille et aborda le policier en souriant: — «Take me to your leader.»

— Hein?

- Qui est en charge des opérations ici?
- J'sais pas. Demande au sergent, la voiture à côté.

Marcel fit quelques pas. — Sergent?

- Oui, qu'est ce qu'y a?
- Je pense que je pourrais vous aider. Je connais un des types qui est là-dedans et je pense que je pourrais le raisonner.
- Y a personne qui passe.
- Est-ce que le capitaine Dubuc est ici?
- Qui?
- Le capitaine Dubuc. Vous ne le connaissez pas?
- Non. C'est le lieutenant Lafontaine qui est en charge.
- Il est où?
- De l'autre côté de la place. Passe par là, là!

Marcel fit docilement le tour du périmètre, localisant l'homme à cheveux gris et à casquette et s'en approcha en écartant gentiment ceux qui l'en séparaient, comme s'il eût été porteur d'un message important.

- Lieutenant Lafontaine?
- Oui. Vous êtes monsieur?
- Marcel Leblanc, lieutenant. J'ai été avisé par Québec qu'un individu connu sous le nom de Marius est impliqué dans cette affaire et qu'il serait opportun que j'intervienne pour essayer de le raisonner.
- Qui, à Québec?
- Des amis, au bureau du Coordonnateur.

Un policier s'approcha du lieutenant Lafontaine et lui parla à voix basse, ce qui n'empêcha pas tout le monde d'entendre dans un rayon de dix mètres.

- C'est Marcel Leblanc. C'est un gars qui s'est battu à mort pour le Québec.
- Pis?

— S'il dit qu'il peut les calmer, peut-être qu'il peut les calmer. S'il dit qu'il connaît du monde à Québec, c'est parce qu'il connaît du monde à Québec. C'est sa peau, pas la nôtre. Faites ce que vous voudrez, mais...

— OK, dit le lieutenant Lafontaine à Marcel, envoyez, allez-y.

— Est-ce que vous auriez quelque chose que je pourrais utiliser comme drapeau blanc, demanda Marcel. En principe, on porte un drapeau blanc pour pas se faire tirer dessus.

Les policiers haussèrent les épaules. — Non..., non...

— Quelqu'un a-t-il un drapeau du Québec?

— Jérôme en a un dans son char, dit l'un des policiers. Il l'avait apporté pour la fête de Dollard, ce soir, au parc Angrignon.

* * *

Marcel s'avança lentement sur la place, tenant bien haut le drapeau du Québec. Il ne savait pas si Marius était là. Il ne savait pas ce que signifiait le drapeau du Québec pour les motards de la rue Hochelaga. Il ne savait pas qui était dans l'entrepôt de l'autre côté. Il marchait lentement, pour n'inquiéter personne. Comme un marguillier portant l'étendard du Sacré-Cœur dans une procession de la Fête-Dieu. Il avait déjà entendu dire que l'on n'entend pas le coup de fusil qui nous tue. Parce qu'il était dans son caractère de relever ce genre de défi, il prêtait l'oreille... Il arriva sans encombre à la porte d'une des maisons délabrées vers lesquelles s'étaient repliés Scalp, Marius et les autres après le premier assaut infructueux contre l'entrepôt.

— Laisse-le venir, dit Marius à Scalp. Je le connais.

— Personne tire, cria Scalp aux autres. Puis, il demanda à Marius: — Pourquoi, le drapeau?

— D'habitude, on porte un drapeau blanc pour parlementer. Mais on fait avec, n'est-ce pas?

— OK, qu'il vienne, dit Scalp.

Marcel était à la porte. — Je veux parler à Marius. Je peux vous aider.

— Entre, dit l'un des motards. Marius est en haut.

Marcel monta l'escalier et revit Marius. — Tu me reconnais? Je pense que je peux vous aider.

— Comment?

— Vous êtes complètement encerclés et vous n'avez pas une chance de sortir d'ici. Monte d'abord le drapeau du Québec: la police ne tirera pas sur vous autres. Ensuite, je vais faire évacuer vos blessés, j'ai appris que vous en aviez. Enfin, avec un peu de chance, je vais vous avoir une retraite honorable. Comme les Warriors en 1992. (Et ce, pensa Marcel, pour la même raison; vous ne le savez peut-être pas, mais vous êtes simplement beaucoup plus forts qu'eux.)

Marius regarda Scalp. Celui-ci haussa les épaules. — On n'a rien à perdre. De toute façon, l'indépendance, je suis pour. Pour les blessés, dit-il en s'adressant à Marcel, forget it. On n'en a plus. On a trois corps, mais ça peut attendre un peu, il y a des choses plus urgentes. OK, dit-il aux autres, montez le drapeau, aussi haut que vous pouvez.

Le geste ayant été interprété comme une provocation par ceux de l'entrepôt, l'apparition du drapeau fut immédiatement saluée par une rafale de fusil mitrailleur. Ensuite, tout se calma encore une fois.

— Maintenant quoi, demanda Marius?

— Maintenant, dit Marcel, on attend.

* * *

— Oui, monsieur le Premier ministre, je vois la même chose que vous à la télévision: des hommes armés qui font le siège d'un bâtiment et qui arborent le drapeau du Québec. Je ne sais pas pourquoi ils le font.

— ...

— Je suis Coordonnateur des activités de transition; c'est au ministre de l'Intérieur de nous dire ce qui se passe dans ce qui me semble, à moi, un règlement de compte entre pègreux.

— ...

— Oui, je suis bien conscient de l'impact négatif de voir flotter un fleurdélisé au dessus d'une bande de motards armés. Toutefois, je n'ai pas de solution immédiate à offrir. Je réfléchis. Je vous jure que nous réfléchissons tous.

— ...

— Oui, sans une minute de délai, monsieur le Premier ministre. Dès que nous avons une solution.

Bayard raccrocha. — Appelez-moi le ministre de l'Intérieur

Dès que l'autre fut en ligne, Bayard passa aux directives sans s'occuper des mondanités: — Demandez à la police de Montréal d'augmenter au maximum ses effectifs, mais d'élargir le périmètre de sécurité. Je veux qu'ils sortent de l'image.

— Pardon?

— Qu'ils reculent et qu'ils n'interviennent pas. Qu'ils n'interviennent sous aucun prétexte. On va parler. Et, au fait, essayez de savoir pourquoi ils se tirent dessus. Je viens de parler au Premier ministre.

— Entendu.

Bayard ne demanda à personne de composer pour lui le numéro de Pinard: il le savait par cœur.

— Monsieur Pinard? Vous voyez comme moi ces événements incongrus à la télévision. Je compte sur vous pour rassurer tous ceux qui pourraient s'inquiéter. Ce drapeau du Québec est un malentendu. Il n'est pas question que

nous ayons recours à la violence et les corps policiers n'interviendront pas. Cette situation se réglera dans le calme. Nous maintiendrons cette position, même si quelqu'un hisse le drapeau canadien sur l'entrepôt. Il raccrocha.

* * *

Le soir du 24 mai fut fêté joyeusement au parc Jeanne-Mance, au Vieux Port, au parc Jarry, au Stade olympique et dans une douzaine d'autres endroits. À trente jours de l'échéance, ceux qui prônaient l'indépendance occupaient la rue et la ville était couverte de fleurdelisés. Suivant les consignes du gouvernement fédéral, ceux qui étaient contre maintenaient un silence prudent. Ils attendaient que le temps, inévitablement, joue contre ceux qui tentaient — sans en avoir les moyens — de renverser l'ordre établi. De tous les fleurdelisés qui flottaient sur la ville, il n'y en avait aucun, toutefois, qui fût aussi ostensible que celui qui flottait, à Pointe-Saint-Charles, sur un groupe de motards dont l'indépendance n'était absolument pas le premier souci.

* * *

Parsifal Ewen avait toujours eu pour Toronto cette condescendance que partagent tous les Québécois, sans distinction de langue ni d'origine. Il devait bien constater que, du haut des airs, la nouvelle mégapole offrait un plus joli coup d'œil que les toits plats de Montréal et voulait bien admettre que c'était ici, non plus là-bas, que battait le cœur du Canada. C'est ici que se brassaient les affaires, que se finançaient les projets, que les décisions étaient, sinon prises, du moins préparées. Il convenait aussi que ce que le Canada pouvait offrir de culture et d'originalité était là plus qu'ailleurs. Tous les petits chemins du Canada menaient à Toronto et c'est de là que ceux qui faisaient leurs preuves pouvaient faire le grand saut vers les USA et le monde entier. Il était d'accord avec tout, mais il gardait le préjugé tenace que cette ville n'était que riche, que prospère, que

dynamique et qu'il lui manquait une histoire et une âme. Aucune évidence ne le détromperait.

Il reportait la même condescendance sur les Torontois en général et sur les membres de sa famille qui s'y étaient établis, des oncles et cousins germains qu'il plaignait de n'avoir pas connu une ville bigarrée, cosmopolite comme Montréal. Il venait régulièrement à Toronto et regardait sans les voir les Indiens, les Pakistanais, les Chinois et les autres qui avaient fait désormais de Toronto une ville non seulement plus populeuse mais aussi plus hétéroclite que Montréal ne l'avait jamais été. Il ne les voyait pas.

Comme il ne voyait pas les boîtes et les bars qui rendaient ici le péché aussi accessible que dans toute autre grande ville. Il voyait toujours Toronto du haut des airs: une ville-jardin adossée au lac, une ville où des gens bien sages et bien blancs allaient en procession le dimanche au Sunday School. Parsifal ne voyait pas Toronto. Il ne voyait que le terminus de la fatidique 401 qui, si tout allait vraiment tellement mal au Québec, serait un jour la route de l'exil pour les anglophones québécois. Toronto était la poire pour la soif, la terre d'asile.

C'est avec la même condescendance que Parsifal expliqua à Janet, la sœur de son père, et à son mari Geoffrey, le grand ralliement qui avait marqué le premier mai à Montréal et qui avait fait trembler Bloor Street.

— Vous voyez, dit Parsifal, rien n'est vraiment si simple au Québec. Vous avez vu à la télévision une marche de prolétaires, le couteau entre les dents, à l'assaut des lendemains qui chantent. La réalité, c'était une partie de plaisir, un souvenir nostalgique, une fête costumée dans le style des années cinquante offerte à de petits cadres syndicaux bien bourgeois qui voulaient boire une vraie bière qui ne goûte pas le pipi de chat et flirter avec une French girl comme il n'en existe que dans leur imagination de provinciaux.

— Mais l'esprit, derrière tout ça? La menace d'un bouleversement social? Que fera un pays à gouvernement social-démocrate comme le Québec, si la chance lui est donnée de bâtir vraiment son projet de société?

— Le gouvernement «novateur», «idéaliste», et «gauchiste» du Québec est en fait un gouvernement de vieux politiciens roublards dont aucun membre important n'a moins de cinquante ans. Les sociaux-démocrates dont vous parlez sont, sans exception, des petits-bourgeois bien éduqués, des intellectuels, des gens qui se blesseraient avec un fusil de chasse et qui craignent plus que Dieu tout se qui ressemble à un bouleversement social. S'il y a un problème au Québec, il n'est pas à gauche: il est à droite.

— L'Église, est encore là, n'est-ce pas, demanda Janet?

Parsifal rit de bon cœur.

— Il y a aujourd'hui plus de pratiquants dévots dans la seule ville de Moscou qu'il n'y en a dans tout le Québec. Les commentaires du pape sur la sexualité et le contrôle des naissances ne choquent même plus; ils fournissent surtout du matériel aux chansonniers.

— Tu ne crains aucune violence au Québec, demanda Janet?

— Il n'y a pas, dit Parsifal, plus pacifique qu'un Québécois. Nous sommes pacifiques à en paraître trouillards, contre la violence au point de nous laisser écorcher!

— Et ces histoires de bombes, demanda Victor, le plus vieux de ses cousins?

— Dans le cas de la jeune Latino-américaine, dit Parsifal, je la connais personnellement. Nous savons tous qu'elle a été malheureusement à la mauvaise place au mauvais moment et qu'elle a été victime d'un règlement de compte entre mafieux. Dieu merci, maintenant elle va bien. Mais, croyez-moi, je connais l'homme qui est mort dans cet attentat. Tout le monde le connaissait à l'Université Concordia. C'était l'homme qui contrôlait la vente des drogues sur tout le campus. Il faut vraiment une imagination débridée pour penser que cette histoire peut avoir eu le moindre rapport avec l'indépendance du Québec.

— Et l'autre bombe dans un collège?

— Un canular. Un canular ou une manœuvre subtile pour faire basculer quelques indécis d'un côté ou de l'autre. Vous savez, tout se joue sur les sondages. C'est idiot, mais le Québec n'OSE pas aller jusqu'au bout de son projet s'il n'a pas au moins la majorité des francophones derrière lui. Sans qu'on sache comment ni pourquoi, le gouvernement fédéral est entré dans le jeu et suit la même logique. Ce qui fait que même si le PQ a gagné son référendum, l'indépendance ne sera pas déclarée le mois prochain si le nombre de ceux qui supportent l'indépendance ne se stabilise pas au-dessus de 53%.

— Pourquoi 53%?

— 53 et des poussières... Le chiffre magique, c'est 66% de l'électorat francophone. Si ce résultat est atteint, il y aura des pressions internationales pour que le gouvernement fédéral n'insiste pas et soit beau joueur. Le mot clé, c'est: Business as usual!

Parsifal était tout à fait convaincu de les avoir rassurés quand Nancy, la plus jeune des cousines, fit irruption au salon. — Daddy, Mammy, Percy... Come quick! La guerre est déclarée!

Ils se levèrent tous de bonne grâce et suivirent l'enfant au salon, un peu amusés par son émoi, jusqu'à ce qu'ils eurent vu, de leurs propres yeux, aux nouvelles de CBC, les voitures de patrouille qui encerclaient Pointe-Saint-Charles. Ils cessèrent alors d'être amusés et devinrent même franchement inquiets, Parsifal le premier, quand le commentateur expliqua qu'on tirait du mortier, qu'il y avait eu trois morts ou blessés, et que le drapeau du Québec flottait sur un pâté de maisons d'où des gens armés défiaient les forces de l'ordre. Janet et son mari, les enfants, ils regardèrent tous Parsifal avec un air de reproche. Ils lui en voulaient un peu, pas tant de leur avoir menti que d'avoir dit «nous» plutôt que «eux» quand il avait parlé de ces Québécois qui n'aimaient pas la violence.

Le Victoria Day fut célébré sans éclat à Toronto. L'anxiété qu'avaient ressentie les milieux financiers en apprenant la nouvelle de ce qui apparaissait comme une insur-

rection au Québec s'était propagée peu à peu à travers toutes les couches de la population. Ceux qui aimaient bien la reine, les Windsors malgré leurs petits travers et le trône d'Angleterre, n'avaient pas le cœur à la fête.

Quant à cette multitude d'Indiens, de Chinois, de Pakistanais, d'Antillais et autres néo-Torontois qui formaient maintenant la majorité de la population de la ville, le nom de Victoria évoquait chez eux de mauvais souvenirs plutôt qu'une nostalgie du Raj britannique.

Parsifal revint le lendemain à Montréal, ce qui lui évita d'avoir à expliquer aux autres pourquoi il était tout à fait normal que la police de Montréal collaborât avec un groupe de motards et comment un vieux séparatiste, deux fois condamné pour des actes criminels sérieux avait pu devenir le héros du jour.

* * *

La nuit du 24 au 25 mai à Pointe-Saint-Charles se passa sur le qui-vive mais sans escarmouches. Puis la deuxième journée du siège commença. Marius et Marcel avaient eu le temps de refaire connaissance.

— Donc, dit Marcel, ce sont là les types qui ont tué Paloma? Je comprends que vous leur couriez après, mais je ne comprends pas pourquoi vous vous êtes laissés piéger ici, entre deux feux, avec eux en-dedans et la police tout autour?

— Parce qu'on pensait entrer facilement. On pensait prendre ce qu'on avait à prendre et partir avant même que la police ne soit informée. On les croyait une douzaine tout au plus, dans un vieil entrepôt, mal armés... Je crois plutôt qu'ils nous attendaient. Maintenant, il est vrai que nous avons la police tout autour, mais ce n'est pas aussi grave que tu crois.

Marius sait que la situation est encore bien plus confuse que Marcel ne le croit. Il sait que Scalp a battu le rappel du gang au complet et de ses alliés et qu'ils sont déjà encore bien plus nombreux, sans motos, invisibles mais bien armés,

AUTOUR des policiers qui pensent sans doute avoir encerclé le petit groupe des assaillants. Marius se doute aussi que, quelque part autour, les gens de Ben Saïda ont aussi des leurs qui rôdent. Et les gens de Johnny sont sans doute aussi présents. Comme les gens de la SQ et de la GRC, même si on ne les voit pas. Le tout ressemble à ce jeu japonais de go où chacun s'enroule ainsi autour de l'adversaire. Les voitures de patrouille ont disparu, les rues sont vides. Comme si le reste du monde avait décidé de leur laisser vider leur querelle entre eux. Mais il sait que c'est une illusion.

— Marius, dit Scalp, je viens de recevoir un téléphone de Johnny. Il m'a dit: on est avec vous.

— Tu crois que c'est vrai?

— Il aime peut-être mieux se battre de temps en temps avec du monde qui connaît, comme nous, plutôt qu'avec Ben Saïda qu'y connaît pas. Peut-être. De toute façon, le message, c'est qu'il ne nous frappera pas dans le dos. Tu crois toujours que c'est lui qui a Cajun et qui a fait tuer Cric?

— Je ne sais pas. On ne peut faire confiance à personne.

— Qu'est-ce qu'on fait maintenant? On demande aux autres de percer le barrage policier?

— Non, ça ne ferait qu'en faire venir d'autres. Concentrons-nous sur l'entrepôt.

— On attaque encore une fois?

— Non, j'appelle Ben Saïda.

— Tu crois encore que tu peux échanger le frère contre le stock? Et puis pourquoi pas? Il peut bien nous le donner, il le sortira jamais d'icitte. Nous autres non plus, même si on l'avait, on serait pas sortis du bois. Ça sera pas facile de charger le barrage policier, surtout avec la TV qui passe tout en direct. On a assez de gars pour le faire, mais ça va coûter cher en maudit!.

— Un problème après l'autre, si tu veux. Pour le moment, récupérons la poudre.

Marius avait longtemps pensé à ce qu'il fallait dire à Ben Saïda. — Monsieur Mohamed Ben Saïda, s'il vous plaît.

— De la part de qui? s'enquit une secrétaire bien stylée.

— Dites-lui que c'est son vieil ami Marius et que je veux échanger des nouvelles d'Abdallah.

— Seulement Marius?

— Oui, il me connaît bien.

— Je vous écoute, dit une voix grave avec un léger accent.

— Écoute-moi bien, mon petit père. Nous sommes tous dans un merdier. Alors, si tu veux, on se refille nos atouts et on simplifie la donne. Les mecs d'en face nous passent la came, on te renvoie le frangin. Si je n'ai pas de nouvelles avant midi, on se le farcit à la grecque sur une selle de moto coin Peel et Sainte-Catherine. Vu?

— Je ne sais pas de quoi vous parlez, mais j'ai pris note. L'autre raccrocha.

— Qu'est-ce qu'il dit? demanda Scalp.

— Il ne peut rien dire: ce n'est pas Ben Saïda.

— Comment le sais-tu?

— Ben Saïda n'a pas de dossier, il n'est pas assez bête pour même laisser entendre sa voix au téléphone alors que chaque parole que nous disons est non seulement enregistrée mais, analysée pour détecter le stress et les mensonges. Il écoutait, mais c'est un autre qui a parlé. Maintenant, il doit réfléchir et je lui ai laissé tout le temps.

— C'est la première fois que je te vois te gêner pour une écoute téléphonique, remarqua Scalp.

— D'habitude, il y a vingt mille cellulaires en opération à Montréal, continuellement. Bonne chance pour nous trouver. Aujourd'hui, je suis sûr qu'il y a déjà des antennes paraboliques orientées vers nous et que rien, absolument rien ne sort sans être enregistré. Il n'est même pas absolument certain qu'ils n'entendent pas ce que nous disons actuellement, même si tu vois que j'ai choisi un endroit fermé et bien abrité. Excuse-moi un instant.

Marius recomposa:

— Bantam? Je te dirai une autre fois que je te trouve extraordinaire. Pour le moment, je veux que tu surveilles le secteur Peel et Sainte-Catherine et que tu m'avertisses immédiatement si tu vois apparaître des types de Johnny. Je te rappelle. Il raccrocha.

Scalp approuva de la tête.

— Si les gars de Johnny apparaissent dans le secteur Peel et Sainte-Catherine, c'est Ben Saïda qui va leur avoir dit; donc, on saura qu'y sont contre nous autres pis on pourra même penser que c't'eux autres qui ont tué Cric. Eux, ou eux travaillant avec Ben Saïda. Si les types de Johnny n'apparaissent pas, on procède avec le petit frère?

— Oui, mais pas au coin de Peel et Sainte-Catherine; devant les bureaux de Ben Saïda, rue University.

— Excuse-moi, dit Marcel, mais pourquoi voulez-vous le... «farcir à la grecque» comme tu dis?

— Pour neutraliser complètement Ben Saïda. Si on tue Abdallah, on commence une vendetta. Si au contraire on lui fait des gentillesses, si on peut dire, devant tout le monde, on crée à Ben Saïda un problème insoluble. D'un côté, il est le salaud qui a laissé enculer son petit frère: quelle confiance ses hommes peuvent-ils désormais avoir en lui pour les sortir du pétrin si jamais ils en ont besoin? Ensuite, le petit frère ne lui pardonnera pas. Donc, il faudra que Mohamed surveille ses arrières jusqu'à la fin de ses jours. Troisièmement, même si le petit frère lui pardonnait, Mohamed ne croira jamais que le petit frère lui a pardonné. Pas plus qu'il ne croira que ses gens ont oublié qu'il a laissé tomber son petit frère dans un moment difficile. Donc, déshonneur, avanie et zizanie. C'est le principe des Grecs et des Bulgares, l'adversaire a tellement d'ennuis qu'il ne peut plus vous embêter.

— Les Grecs et les Bulgares?

— Oui. Au Moyen Âge, des dizaines de milliers de Bulgares ont été fait prisonniers par les Grecs qui ne les ont pas tués mais les ont renvoyés chez eux après leur avoir cre-

vé les yeux, sauf à un sur dix qu'on avait juste éborgné, pour qu'ils puissent reconduire les autres à domicile. Tu vois le bordel? Des milliers de héros qui rentrent chez eux et dont il faudra prendre soin pendant trente ans. Toute l'économie du pays n'y arrive pas. C'est la pauvreté. Chacun tire à soi la couverture. Les enfants des victimes ne le pardonnent pas aux autres. Le pays est complètement démotivé, démobilisé, rendu inoffensif pendant une génération. Beaucoup plus efficace que d'avoir tué tous les prisonniers. J'ai dit que c'était les Grecs qui l'avait fait aux Bulgares, mais il se peut bien que ce soit les Bulgares qui l'aient fait aux Grecs. Enfin, tu comprends le principe?

— Je comprends que tu vas foutre un bordel sans nom dans les troupes de Ben Saïda, et pour longtemps. Mais dis-moi, tu crois que tu vas pouvoir lui faire ce genre de truc en public, sur la rue University, en plein midi?

— Il n'y a plus de policiers. Tu vois bien, dit Marius en montrant les rues désertes, ils se sont retirés si loin que c'est comme s'ils n'existaient plus. Je pense d'ailleurs que c'est grâce à toi. Ton truc du drapeau a été extraordinaire; j'aimerais y avoir pensé. Bref, il n'y a plus de policiers à Montréal, puisqu'ils ont reçu l'ordre de ne pas intervenir. Si Johnny n'a pas menti, la ville est à nous.

* * *

Le lieutenant d'Intelligence Smith qui avait assisté à la réunion du Comité du Non et répondu aux questions un peu vives de Gérard est cette fois-ci dans le rôle de celui qui interroge. Il le fait poliment, comme une personne disciplinée qui interroge non pas son supérieur, mais quelqu'un qui, en diagonale, se situe à un niveau plus élevé de la pyramide hiérarchique. Il le fait poliment, mais il suinte l'exaspération.

— Donc, encore une fois, c'est la situation de Kane-satake. On circule, on manœuvre, on discute..., mais on n'intervient pas.

— ...

— Je comprends que ce sont les ordres du cabinet du Premier ministre et je ne les discute évidemment pas. Je dis simplement qu'il y a de plus en plus d'éléments criminels qui comprennent qu'il n'y a plus de loi dans ce pays. Plus de loi soutenue par une force réelle. Hier les Indiens, aujourd'hui les motards, demain les Québécois!

— ...

— Excusez-moi, Monsieur, j'ai été un peu vif. Je dis simplement que les gens n'obéissent plus à la loi que par habitude. La force qui soutient le droit est devenue un bluff; on nous a imposé tellement de contraintes que nous sommes devenus ce que les Chinois appelaient un «paper tiger». Un tigre en papier, un truc pour effrayer les enfants.

— ...

— La SQ parlemente? Je veux bien, mais nous avons une responsabilité fédérale concernant le trafic de la drogue. Est-ce qu'on va négocier avec les trafiquants, comme les Colombiens avec Escobar? Est-ce qu'on va offrir à nos motards des cellules décorées à leur goût, avec des droits de visite et de sortie à leur guise?

— ...

— Monsieur, il n'y a plus de lois dans ce pays. Bientôt il n'y aura plus de pays du tout. La police de Montréal est invisible, la Sûreté du Québec n'intervient pas, on nous demande de ne pas bouger et l'armée n'a pas été prévenue. Qui, aujourd'hui, fait respecter la loi dans ce pays?

— ...

— J'ai compris: stand-by. Vous n'avez pas à me le répéter, j'ai déjà reçu mes instructions et je les respecte. Mais vous me permettrez de vous dire que je vais vérifier, dès demain, à quel prix et à quelles conditions je pourrais prendre une retraite que je crois avoir bien méritée.

Il ne claqua pas vraiment l'appareil, mais le déposa plus rudement que le protocole n'eut exigé qu'il le fit après une conversation un peu houleuse avec le chef de cabinet d'un ministre. Les officiers d'Intelligence avaient traditionnellement droit à leur franc-parler bien au-delà des normes permises aux officiers ordinaires: on ne tenait pas à se mettre

à dos quelqu'un qui avait accès à tant de renseignements confidentiels. Cette fois, il y avait été un peu fort. Il haussa les épaules, regarda encore une fois ses dossiers, puis sortit, prit sa voiture et décida tranquillement qu'il passerait la journée dans le parc de la Gatineau. On peut amener l'âne à la rivière, songea-t-il, mais on ne peut pas le forcer à boire. Qu'ils aillent tous se faire foutre.

* * *

Gérard regardait la télévision comme tout le monde. Il était aussi en contact avec bien des gens qui en savaient plus ou prétendaient en savoir plus. Le matin du 25, quand il vit que le drapeau du Québec flottait encore à Pointe-Saint-Charles et que pas un seul policier n'était en vue, il téléphona directement au bureau du Premier ministre et y rejoignit l'attaché politique qu'il voulut.

— Je tiens pour avéré, dit-il, qu'aucun corps policier ne veut ni ne peut intervenir. Ils n'ont simplement pas les outils pour le faire. Qu'est-ce que fait l'armée?

— L'armée a été avisée. Ils ont étudié la situation. L'état-major demande six jours pour un déploiement efficace.

— On recommence la plaisanterie de Kanesatake! Et le plan Colborne?

— Le plan Colborne avait été prévu pour faire face à une déclaration d'indépendance spontanée du Québec. Il avait été prévu pour mâter des émeutes et des ouvriers dans la rue avec des pancartes. Au pire, on en tirait un, on arrêtait les meneurs, les autres se dispersaient. Je dis bien au pire. Nous ne nous attendions même pas à ce que les choses en arrivent là. Aujourd'hui, on parle de tout autre chose. On parle de gens qui ont des armes et qui savent s'en servir. Des gens qui sont invisibles et qui sont prêts à vous tirer dans le dos au travers d'un sac en papier. Il s'agit de tout autre chose.

— En clair, vous n'envoyez pas les troupes?

— On n'envoie pas les cadets de Westpoint parader dans le Bronx.

— Et ce déploiement?

— Si je puis vous parler franchement, monsieur, — et cette information est naturellement tout à fait confidentielle — il s'agit de gagner du temps, de déplacer suffisamment de monde pour impressionner la population et de tourner autour des gars pour leur faire peur. Quand ils ont assez peur, ils s'en vont et on les laisse partir. Vous l'avez bien dit, c'est le scénario de Kanesatake et de Kanawake.

— Je pensais que le Canada avait une force armée efficace. Chypre...

— Oui, Chypre... mais c'était il y a longtemps. Aujourd'hui, on tire un Somalien et on passe en conseil de guerre. On te tire dessus en Bosnie, tu dois t'excuser d'avoir été à la mauvaise place. La troupe n'a pas toute la motivation que l'on souhaiterait.

— Vous me dites que nos gars ne veulent pas aller se faire «snipper» pour donner du «leverage» politique aux clowns qui sont en place. C'est bien ça?

— Je ne me permettrais pas de le présenter de cette façon, Monsieur.

— Alors passez-moi votre patron.

Il ne fallut que deux minutes avant que quelqu'un de plus important prenne l'appel de Gérard. Il n'en avait pas fallu plus pour que celui-ci se mette vraiment en colère.

— Écoute, veux-tu me dire qui le mène, ce pays, bon Dieu!

L'autre soupira. — Ce matin, personne. Du moins, personne que je connaisse. Non, si c'est ce que tu veux savoir, l'armée n'interviendra pas. D'abord, ils ne veulent pas intervenir. Ensuite, si on envoie des francophones, on ne sait pas s'ils vont tirer. On ne sait pas de quel bord ils vont tirer s'ils tirent. On ne sait pas comment ils vont réagir après le premier coup de fusil. Si on envoie des non-Québécois, on a l'air d'une armée d'occupation; en ce cas, on perd la guerre

des sondages et des appuis internationaux... Or, c'est là que ça ce passe, tu le sais comme moi.

— Alors vous faites quoi?

— On attend. On annonce surtout pas qu'on pourrait intervenir. Tu veux un conseil, fait comme si on n'existait pas.

Gérard ne fit qu'un autre téléphone, très bref.

— C'est moi. Achetez de l'américain. Ça presse. Tout ce que vous pouvez. Vendez aussi du canadien à terme, 30 jours, 90 jours... tous les marchés que vous pourrez. Bougez vite. Je ne comprends pas que ça n'ait pas encore plongé.

À sa façon, Gérard venait de voter Oui.

Chapitre 8

C'est Cardoso au téléphone, dit Scalp à Marius.

— Cardoso lui-même?

— Non, bien sûr, un de ses types. Cardoso fait dire qu'ils ont un «deal» avec un ami — je suppose qu'il veut dire avec Ben Saïda — et que «a deal is a deal». Si on continue dans cette voie — je comprends qu'il veut dire si on essaie de récupérer la marchandise — on va créer un déséquilibre. Donc, ils ne pourront pas nous soutenir.

— Comme s'ils nous avaient soutenus!

— On va avoir toutes les familles de New York contre nous.

— Mensonges. Cardoso — si c'est bien Cardoso qui a fait l'appel — ne parle que pour lui. Attendons de voir comment se positionnent les types de Johnny.

— Et les Colombiens?

— Les Colombiens sont sans doute déjà partis puisque le stock et ici et qu'ils ont été payés. La prochaine fois, ils attendront de voir qui a gagné et ils traiteront avec le gagnant; on ne peut pas leur en demander plus.

— Qu'est-ce qu'on fait?

— À midi pile, je dis à Bantam d'amener le petit Ben Saïda sur la rue University et de lui faire sa fête. Il reste une heure et quinze minutes à Mohamed pour jouer sa carte... À moins qu'on ne se dégonfle. Est-ce que tu penses qu'on devrait se dégonfler, Scalp?

— Non. Est-ce que je réponds à Cardoso? Et qu'est-ce que je lui réponds?

— Tu ne parles pas à Cardoso. Si les choses tournent bien, nous nous excuserons en disant que nous avons confondu son porte-parole avec un agent de Ben Saïda. Si les choses tournent mal, ce que pense Cardoso de nous n'aura aucune importance. Téléphone plutôt à Mohamed et dis-lui textuellement: à midi, on prend le Beur et l'argent du Beur.

— Quoi?

— C'est une blague de Français. Il va la comprendre.

* * *

Delo regarda par le judas de la porte et les vit tous les trois: Roger, Normand, Jean-Pierre. Il jura doucement. Il avait expliqué tellement souvent qu'il ne FALLAIT PAS venir chez lui à Outremont. Surtout pas arriver sans prévenir. Il se demanda si Jean-Pierre et Normand avaient finalement décidé de mettre Roger dans le coup quant à leur projet d'assassinat, ce qui créerait un problème supplémentaire. Parce que Roger est un imbécile, bien sûr, mais aussi parce que ce qui avait été, jusqu'à présent, des promesses ambiguës et des engagements équivoques pris seul à seul avec Normand risquait, tout à coup, de se transformer en un acte criminel bien précis. Delo n'avait nullement l'intention d'être mêlé à un complot visant à assassiner Marcel Leblanc. Il décida d'ouvrir quand même; tout, plutôt que l'incertitude.

Ils s'engouffrèrent tous les trois dans la maison, essoufflés, et c'est Jean-Pierre qui parla le premier, les yeux brillants.

— Ça va péter en tabarnak!

— As-tu vu le portrait de Marcel à la TV, avec le drapeau, demanda Roger?

— C'est au boutte, renchérit Normand.

— Qu'est-ce qui se passe, je n'ai rien vu, dit Delo.

— Tu regardes pas la TV? Tu lis pas les journaux?

— Rarement... Jamais quand j'ai vraiment quelque chose à faire. Que s'est-il passé?

— Il y a eu une bagarre à Pointe-Saint-Charles entre motards. Marcel est apparu avec un drapeau du Québec et ils se sont calmés. Il est devenu le négociateur et le drapeau du Québec flotte à Pointe-Saint-Charles. C'est au boutte!

— Et ce que Normand ne dit pas, c'est qu'avant que Marcel arrive, ils s'étaient tirés quelque chose de sérieux. Des mitrailleuses, des grenades, des fusées... ajouta Jean-Pierre.

Delo, habitué aux exagérations de Jean-Pierre, ne saisissait pas très bien l'importance ni l'intérêt de cette situation. Il ne comprenait surtout pas ce que Marcel faisait dans toute cette histoire. Il décida cependant de maintenir la stratégie déjà amorcée: ne jamais les contredire.

— Comme tu disais, Jean-Pierre, ça pète!

— Ah, mais tu n'as pas tout compris. Tu ne sais pas tout. Cette nuit, on est allés à Westmount et on a fait le chemin de croix de 63. On a mis un hostie de gros pétard dans toutes les boîtes à lettres. Y a pas un maudit chien en ville, ça va sauter en tabarnak!

Cette fois, Delo comprenait. — Ça va sauter quand?

— À partir de midi, pis à tous les quarts d'heure jusqu'à huit heures à soir. On en a mis trente-deux!

— Où avez-vous pris les explosifs?

— Ça fait longtemps qu'on était prêts. C'est Marcel qui «tétait», qui «tétait»...

— C'est pour ça, ajouta Normand, qu'on était un peu choqués contre lui l'autre soir. Mais à c't'heure, on sait que c'est un vrai gars. On est tous du même bord.

— Est-ce que c'est Marcel qui vous a dit de faire ça, demanda Delo?

— Non, Marcel est là-bas, à Pointe-Saint-Charles sur la ligne de feu. Mais on a compris l'idée.

— Quelle idée?

— On met le trouble, l'armée arrive comme en 70, sauf que là, on tire dessus. Les Nations Unies interviennent, puis on est indépendants.

— C'est Marcel, qui vous a dit ça?

— Pas de même, dit Roger, mais ça voulait dire ça

— Qu'est-ce que vous faites, maintenant, demanda Delo?

— Si tu veux, on prend une bière avec toi puis on regarde la TV. Ça va péter en tabarnak!

Delo estima que la première priorité était de les sortir de là.

— J'aimerais ça, mais il faut que je travaille avec mon père. Il se passe des choses, des choses importantes. Je vous re-téléphone. N'appellez pas, on est probablement sur écoute.

— On comprend.

— Salut!

— Salut! On va les avoir, ajouta Jean-Pierre en levant le poing gauche!

Quand ils furent partis, Delo se dit qu'il n'y avait rien de mieux à faire, en effet, que de regarder la télévision. C'est là que tout se passait, que la réalité prenait son sens et que se ferait l'indépendance si elle devait se faire.

— ... de source bien informée que ceux qui occupent l'entrepôt de Pointe-Saint-Charles sont bien des trafiquants de drogue et que la police de Montréal a demandé en vain une intervention à la Gendarmerie royale du Canada. Devant le refus de la GRC, un émissaire du gouvernement serait intervenu auprès d'un club de cyclistes de l'Est de la métropole, lesquels ont accepté de venir aider les policiers à régler le problème «entre Québécois». Pour nous en parler davantage, nous avons ici le lieutenant Lafontaine de la police de Montréal. Bonjour lieutenant Lafontaine.

— Bonjour monsieur Sarrazin.

— Alors, ce sont bien des trafiquants qui sont terrés dans ce vieil entrepôt désaffecté?

— Nous en avons la quasi-certitude.

— Et il est bien vrai que la Gendarmerie royale du Canada a refusé d'intervenir?

— Nous avons d'abord communiqué avec la Sûreté du Québec, puis avec le ministre de l'Intérieur du Québec. Celui-ci aurait demandé l'intervention de la GRC qui aurait refusé d'intervenir, compte tenu de la situation politique actuelle au Québec.

— Et cet «émissaire du gouvernement», il s'agit bien de Marcel Leblanc, l'ancien terroriste des années soixante, compromis également dans les événements de soixante-dix?

— Monsieur Leblanc est intervenu à titre privé, pour faciliter la reddition des trafiquants, lesquels menacent de vendre chèrement leur peau. L'entrepôt est une véritable forteresse. En ce genre de circonstances, nous acceptons toute l'aide offerte pour effectuer une médiation honnête et efficace. Je ne peux ni nier ni affirmer que monsieur Leblanc soit un émissaire du gouvernement du Québec, mais je puis vous assurer que cette considération, si elle avait été mentionnée, n'aurait pas joué dans le fait que nous acceptions d'utiliser ses services de médiateur.

— Mais n'est-ce pas Leblanc qui a amené ce qu'on a appelé «un club de cyclistes», mais que toute la population reconnaît comme un gang de motards ayant sa propre forteresse rue Hochelaga et bien connu de vos services?

— Je ne peux vous dire que c'est monsieur Leblanc qui a amené ces gens sur place, mais nous constatons qu'ils ont agi dans le cadre des prérogatives que la loi concède à tout citoyen d'intervenir directement et avec toute la force nécessaire pour prévenir la commission d'un acte criminel ou aider à l'arrestation d'un malfaiteur. Ils l'ont fait avant que la police de Montréal arrive sur les lieux et, en ce sens, ils nous ont donc rendu un fier service. Je ne porte pas de jugement — et je n'ai pas à en porter — sur leur comportement en d'autres circonstances. Je constate qu'hier matin, c'est grâce à eux que les trafiquants ont été identifiés et ont

été forcés de se retrancher dans un entrepôt dont c'est maintenant la tâche des corps policiers de les expulser.

— Donc, vous collaborez avec le gang d'Hoche-laga.

— Absolument pas. Les gens auxquels vous faites allusion ont découvert des criminels, les ont cernés et les ont empêchés de fuir jusqu'à ce que la police arrive sur les lieux. Il serait tout à fait inconvenant de le leur reprocher ou de leur demander des comptes. Je vous souligne que pas un seul coup de feu n'a été tiré par ceux que vous appelez le gang d'Hochelaga depuis que la police est sur place. À plusieurs reprises, au contraire, des tirs nourris en provenance de l'entrepôt ont été dirigés contre eux comme contre nous.

— Donc, vous n'avez pas du tout l'intention d'intervenir contre ceux qui, ce matin encore, étaient désignés comme les assaillants?

— Ce n'est pas nous, monsieur Sarrazin, qui préparons les manchettes des nouvelles. Nous avons constaté les faits et nous ne voyons pas ce que nous pourrions reprocher à ces gens. En ce qui nous concerne, ils ont rempli leur rôle en nous prévenant et ils sont libres de partir à leur convenance.

— Et pourquoi ont-ils hissé le drapeau du Québec sur leurs positions?

— C'était l'équivalent du «drapeau blanc» pour engager les négociations. Nous n'en avons pas d'autre. Je ne vois rien de mal à ce qu'un drapeau du Québec flotte où que ce soit au Québec. Y voyez-vous un inconvénient?

— Certainement pas, lieutenant Lafontaine. Encore une fois, merci.

— Et maintenant, continua Sarrazin, nous avons un complément d'information en provenance de Québec. À vous Janine.

Une jolie femme blonde apparut à la télévision sur décor de Parlement pour annoncer que le ministre de l'Intérieur avait nié que Leblanc ait eu un mandat pour intervenir, qu'il avait prétendu ignorer si la police de Montréal avait ou non demandé l'intervention de la GRC mais en serait surpris. Il avait expressément nié que l'on ait pu faire

appel aux forces armées du Canada. Il n'y aurait pas, avait dit le ministre, d'autre octobre 1970 au Québec. Jamais.

Un reporter d'Ottawa vint dire que le gouvernement fédéral avait nié que l'aide de la GRC ou de l'Armée canadienne ait été demandée «par les autorités compétentes», ce qui laissait supposer que la police de Montréal, sans en avoir le droit, l'avait peut-être, en effet, demandée.

— C'est pas vrai! On va se couvrir de ridicule! Delo se parlait à haute voix, à lui tout seul, en déambulant dans le salon des Pinard. — C'est comme si on disait que c'est un gang de motards qui est devenu l'armée du Québec. Et c'est un policier qui vient nous dire ça! À la télévision!

Pour la première fois, Delo Pinard doutait de la Cause.

* * *

Il était onze heure quand Bantam appella Marius:

— À ce que je peux voir, il n'y a pas de gars de Johnny dans le secteur Peel-Sainte-Catherine. Du moins, je n'en ai pas vus.

— Scalp, dit Marius, il semble que les Italiens soient réguliers. On procède? Scalp acquiesça et Marius revint à Bantam.

— Bantam, écoute-moi bien. Tu prends la petite ordure qui a fait sauter Paloma, tu prends ce Abdallah, tu le mets sur une selle de bicycle au coin University et Maison-neuve et tu l'encules. Vu?

Il y eut un silence.

— Marius, ch' pas aux hommes!

— C'est pas pour le plaisir, Bantam. Un trou est un trou.

— Je comprends, mais, maudit... je pourrais pas y faire rien que la même chose que t'as faite à l'autre, hier?

— Non . Y a-tu un gars avec toi qui est «bi» ou qui a passé pas mal de temps à Archambault?

— Une minute... Jonas! — cria Bantam — Es-tu «game» pour enculer le petit serin? C'est Marius qui demande ça.

Bantam revint aussitôt à Marius. — Y dit: pas vraiment...

Scalp intervint: — Passe-le moi. — Bantam? C'est Scalp. Passe-moi Jonas. Jonas? C'qu'on te dit, c'est important, c'est pas pour le fun. T'en as déjà fourré des gars? Bon, ça fait qu'arrête-moi ça, on n'a pas le temps de niaiser. Fais-le pour Paloma. Fais-le pour Cric. Fais-le pour toute la gang! Commence à midi. Non, midi et cinq, au cas où le frère changerait d'idée. Fait-le crier, OK? Go!

— Pis les «beux», demanda Jonas.?

— Y'en a pu de beaux; y sont tous icitte. Arrivez avec les deux plus gros guns que vous avez, pis montrez-les à tout le monde. Y'a personne qui va t'achaler avant que t'aies fini.

— OK, midi et cinq.

Scalp raccrocha.

— T'as la manière avec les mecs, dit Marius. Je veux dire: t'as le tour avec les gars.

— On fait une crise de bonne équipe, répondit Scalp en souriant.

Marcel, qui avait vu toute la scène, songea qu'en effet, à eux deux, ils donnaient à peu près la même performance que Bayard.

— Je vais aller voir ce qu'on peut faire avec les «dicks», dit-il.

Marius le prit par le bras. Doucement, mais fermement.

— Tu comprends que je ne partirai pas d'ici sans le stock, n'est-ce pas? T'a compris ça, hein?

— J'ai compris que c'est ça que tu voulais. Je comprends que les autres veulent pas te le donner. Je vois que vous avez pas ce qu'il faut pour sortir les gars de l'entrepôt. Je comprends qu'on peut pas rester là longtemps et que chaque minute qui passe augmente les chances que quelqu'un ait le courage de vous attaquer.

— Tu n'as pas tout le topo. Il n'es pas sûr du tout que nous soyons obligés de reculer.

— Je ne veux surtout pas le savoir. J'ai déjà appris il y a longtemps que la seule chose qu'on est sûr de ne pas dire, c'est celle qu'on ne sait pas. Toi, tu continues à jouer ta «game». Moi, laisse-moi travailler sur une solution de rechange.

— D'accord, dit Marius en lui donnant la main. Allez, bonne chance.

* * *

C'est Cardoso lui-même qui appela Ben Saïda.

— The deal is off. On avait dit 10 heures, il est onze heures et demie. On vous a attendus jusqu'à la dernière minute. On sait depuis hier qu'il y a des difficultés, mais on a tout de même attendu aussi longtemps qu'on a pu. Maintenant, on ne peut plus attendre. Il est clair que vous ne pourrez pas sortir la marchandise de Pointe-Saint-Charles sans passer sur le corps des types de Scalp et de l'autre. Même si vous y parveniez, vous avez la moitié de la police de Montréal de l'autre côté qui vous attend et qui, c'est clair, a un arrangement avec les types d'Hochelaga: on regarde la télévision, nous aussi. Donc, notre contrat est rompu. Nous considérons que nous pouvons renégocier l'affaire avec n'importe qui.

— Avec les gens de Scalp?

— Avec n'importe qui. Y compris avec le lieutenant Lafontaine, si c'est nécessaire.

— J'ai compris.

Mohamed Ben Saïda avait parfaitement compris que Cardoso venait de le libérer. On considérait qu'il avait fait tout ce qu'il y avait à faire. Il ne pouvait en faire plus. Cardoso avait donc la décence, connaissant les menaces de Marius, de le libérer à temps de ses engagements pour qu'il puisse sortir Abdallah du pétrin. Tenir le suspense plus longtemps aurait été inutile. On ne lui demandait pas ce sacrifice. Les jeux étaient faits de telle façon qu'il ne pouvait mener cette transaction à bien. Dommage, mais il y en aurait d'autres. Pour l'instant, il s'agissait de récupérer Abdallah, de fermer les livres et de partir. Le Québec n'avait plus rien à lui offrir. Il était onze heures quarante-cinq. Il donna ses instructions à ceux de l'entrepôt puis fit sans tarder deux réservations vers Amsterdam puis de là vers Moscou.

* * *

Cette fois, il s'agissait bien d'un vrai drapeau blanc. Un des défenseurs de l'entrepôt s'avance sur la place, lentement, comme Marius l'avait fait la veille. On le fouilla à l'entrée, puis on l'emmena à Marius et Scalp.

— OK, dit l'homme, prenez le stock. Le boss a dit de relâcher son frère. Nous, on veut sortir de là. Ça a l'air que vous avez les contacts pour passer les «beux».

— Vous avez tout compris, bluffa Marius, je vais passer chez vous voir ce que vous avez. Tu restes là.

Il confia l'émissaire du Marocain — qui lui n'avait rien d'un Marocain — à la garde de deux de ses hommes et se retira avec Scalp dans une pièce attenante.

— Je commence à penser qu'on va sortir d'ici vivants. Vivants et riches. Je vais là-bas et je m'assure qu'on nous refile bien la poudre, pas des vitamines C. Après, je te fais signe et tu avertis Jonas de remettre son pantalon. Après, il faut amener assez des nôtres là-bas pour contrôler la place. J'essayerai de savoir combien ils sont, mais n'écartons pas l'hypothèse d'un guet-apens.

— Et si c'est un guet-apens?

— Nous avons toujours Ben Abdallah bien en main, virgo intacta — en autant qu'on puisse connaître ce genre de chose — et nous avons encore assez de ressources pour prendre la place d'assaut.

— Tu crois?

— Je vais voir sur place, mais je le pense. Idéalement, nous amenons nos ressources là-bas peu à peu, de façon à minimiser nos risques. Ensuite, nous testons le barrage policier, question de voir s'ils nous laissent sortir. Si Marcel a fait son travail correctement, nous passons. S'il a échoué, on leur passe dessus. À n'importe quel prix.

— Et les types de Ben Saïda qui sont là-bas?

— Si on voit qu'on peut passer le barrage facilement, on les désarme et ils passent avec nous. Si on s'aperçoit qu'il va falloir se bagarrer avec les policiers, on se débarrasse d'abord des types de Ben Saïda, histoire de ne pas les avoir sur nos arrières.

— Tout ça, en supposant qu'ils ne sont pas plus nombreux que nous.

— Je ne crois pas; ils auraient joué ça autrement.

Marius prit à son tour le drapeau blanc et s'engagea sur la place, direction entrepôt. Il savait que toute l'affaire tenait à la valeur relative qu'accordait Ben Saïda à la drogue et à son frère, à sa vie à lui, Marius, par rapport à la vie de l'émissaire qu'on leur avait envoyé et aux chances que l'on pût traverser le barrage policier grâce à l'intervention de Marcel. Il y avait bien des variables dans l'équation.

* * *

Marcel avait bien apprécié l'interview de Lafontaine. Il avait eu beaucoup de plaisir, également, à voir sa tête de vieil anarchiste, à lui Marcel, à la télévision, sur le vidéo qu'on avait fait de sa traversée de la place, fleurdelisé claquant au vent. Il savait que chaque minute qui passait rendait sa position plus forte. Chaque coup de feu qui n'était pas tiré par les assaillants était une plume à son chapeau. Chaque dénégation du Ministre de l'Intérieur était une approbation

tacite de sa démarche. Chaque fois que le gouvernement d'Ottawa corroborait son refus d'intervenir, il savait que grâce à lui le Québec marquait des points. Maintenant, Lafontaine avait dit de si merveilleuses et compromettantes âneries que personne ne pouvait plus reculer. Marcel avait en main le contrôle véritable des événements. Il avait ce contrôle, il le savait, parce qu'il contrôlait via Marius une force de frappe bien supérieure à celle dont disposaient les policiers. Au fond, pensa Marcel, il leur sauvait la vie.

— Lieutenant, dit un policier à Lafontaine qui prenait tranquillement un café avec Marcel, il y a un messenger de l'entrepôt avec un drapeau blanc qui traverse la place.

— Je crois, dit Marcel à Lafontaine, que nos négociations portent fruits. Marcel continua ensuite à parler d'autre chose. Il continua également à parler d'autre chose quand on leur annonça que le drapeau blanc retraversait maintenant la place en sens inverse. Marcel Leblanc reprenait goût à la vie.

* * *

Marius se garda bien d'entrer dans la place comme en pays conquis. Il aurait pu le faire, les défenseurs de l'entrepôt avaient visiblement mis bas les armes. C'est un grand maigre aux épaules voûtées et à la peau très claire qui semblait mener l'opération et qui vint confirmer la reddition.

— Le stock est là. Prenez-le. Mais, tu ne sors pas tant que le boss n'a pas son frère et que les beux nous ont pas laissé partir. Les autres partent, moi je reste avec toi jusqu'à ce que les autres aient traversé le barrage. Après, tu pourras encore essayer de me garder moi, mais tu vivras pas vieux.

Marius analysa froidement la situation. Laisser partir Abdallah le premier était un risque énorme. D'autre part, ce qu'il voyait devant lui ne semblait pas représenter un bataillon bien crédible. Il joua le tout pour le tout.

— Vous permettez? Sans attendre la réponse, il se dirigea vers la fenêtre et fit le signal convenu.

— Votre boss aura son frère dans quelques minutes. S'il ne vous téléphone pas pour vous le dire, c'est qu'il aura décidé que vous valez mieux morts que vivants.

* * *

Scalp, pour la quatrième fois, essayait de joindre Bantam au téléphone. Évidemment, un cellulaire coin University et Maisonneuve... Il était midi moins deux quand il eut la communication. — Jonas?

— Oui, OK, le gars a déjà les fesses à l'air. T'a-rais raison pour les beux. Il y a deux chars qui ont passé, ils ont regardé de l'autre côté pis y sont partis.

— Tu peux débander; on a fait un deal. Lâche le kid, il va savoir de quel côté courir.

C'est à ce moment précis que Jonas, Scalp et la plupart des Montréalais entendirent la première explosion qui venait des hauteurs de Westmount.

* * *

Marius fut de ceux qui ne firent pas attention à cette première explosion. Il avait l'esprit ailleurs. Il se sentit mieux quand le téléphone sonna. Encore mieux quand son vis-à-vis eut raccroché et hoché la tête. — OK, le boss a son frère. Maintenant, sors-nous d'ici.

— Qu'est-ce qui vous fait penser que je peux vous sortir de là?

— Le boss a dit qu'il l'avait entendu à la télévision.

— Vous êtes combien?

— Neuf. Nous sommes huit, plus Arthur, qui est chez vous.

— Avez-vous une voiture?

— Oui, en arrière dans la cour, sous le porche.

— Parfait. Nous allons y aller par groupes de trois. Trois avec moi. Venez, on traverse chez les copains.

— Tu penses que je vais te laisser partir avec trois de mes gars, Frenchie?

— Si j'avions pas voulu, j'aurions pas venu. Tu as eu le frère, la coke est chez vous. Si je ne reviens pas, c'est qui le perdant?

L'autre haussa des épaules. — Toi, toi et toi... allez avec lui. Prenez le char.

* * *

Marcel vit la voiture quitter l'entrepôt et traverser la place, en direction du repaire des assiégeants.

— Lieutenant, je crois que nos négociations ont finalement abouti. Je retourne aux sources.

C'est à ce moment que la deuxième bombe de Jean-Pierre explosa, là-bas, sur la montagne, et personne n'accorda à Marcel plus qu'un minimum d'intérêt quand il partit à son tour vers la maison occupée par les motards.

* * *

— Il y a eu quatre blessés, dont un grave, lors de l'explosion de la première boîte, rapporta le sergent Gendron, impeccablement au garde-à-vous. Nous avons immédiatement demandé aux médias d'avertir la population de se tenir loin des boîtes à lettres. Nous n'avions alors, cependant, encore aucune raison de penser qu'il y aurait d'autres explosions ni qu'elles seraient circonscrites à Westmount. Je souligne, monsieur le Ministre, que nous ne savons pas encore si le phénomène est bien localisé à Westmount. Quand la deuxième bombe a explosé et qu'on a eu deux autres blessés, dont un écolier, on a dégarni le périmètre de sécurité à Pointe-Saint-Charles pour envoyer des autos patrouille écartier la population de toutes les boîtes du secteur présumé

ciblé. Depuis, onze autres boîtes ont explosé, mais sans faire de blessés. Elles explosent au rythme d'une tous les quarts d'heure, plus ou moins deux minutes. Les premières analyses indiquent qu'elles ont été élaborées par des artificiers habiles, mais travaillant avec du matériel de fortune.

Le directeur de la police de Montréal, le représentant personnel du maire de Montréal, un observateur de la Sûreté du Québec, un consultant d'une société privée, un sous-fifre quelconque du bureau de Bayard... Le ministre de l'Intérieur se demanda s'il n'aurait pas mieux valu que tous ces gens retournent faire leur boulot plutôt que de se mettre à cinq à hocher la tête, en écoutant le rapport d'un policier compétent mais dépourvu d'autorité qui ne demandait, lui, qu'à retourner faire le sien. C'est à la tête qu'il y avait un problème. C'étaient les chefs, qui ne faisaient pas leur travail. Il en était bien conscient, comme il était conscient de faire partie de cette cohorte de «responsables» qui n'avaient plus aucun contrôle sur les événements: — Merci, sergent Gendron. Et la situation à Pointe-Saint-Charles?

— Confuse. Il y a eu du va-et-vient vers midi entre le repaire des assiégeants et l'entrepôt des assiégés. On présume, mais on ne sait pas vraiment, que c'est Marcel Leblanc qui mène ce qui semble être des tractations entre les parties en cause. Le lieutenant Lafontaine a la situation bien en main mais, conformément aux instructions reçues, nous n'intervenons pas.

— Qui a autorisé cette entrevue du lieutenant Lafontaine à la télévision qui accrédite de plus en plus l'hypothèse que les motards sont là avec l'accord de la police?

— Le lieutenant Lafontaine a été en contact étroit avec monsieur le Directeur ici présent, avec votre chef de cabinet et avec le bureau du Coordonnateur. Je ne sais pas d'où il a reçu les instructions formelles d'accorder cette entrevue.

— Vous étiez là, ce matin?

— Oui monsieur le Ministre.

— Est-ce que vous suggérez d'intervenir plus activement?

— Négatif, monsieur le Ministre. Nous ne savons pas combien il y a d'assiégés, mais nous sommes certains qu'il y a, ou qu'il y a eu, plus d'une cinquantaine de motards armés de fusils-mitrailleurs, de bazookas et de lance-roquettes qui ont donné l'assaut hier matin. Une seule personne armée d'un lance-roquettes pourrait, à partir de la position des assiégeants, pulvériser en quelques minutes toutes nos voitures patrouille et leurs occupants. Les instructions que nous avons reçues de demeurer à l'écart semblent donc justifiées.

— Quels sont les effectifs des forces de l'ordre sur le périmètre?

— Nous avons 427 agents en ligne, officiers compris, à midi aujourd'hui. Nous avons dégarni pour faire face à la situation de Westmount, mais il reste certainement plus de trois cents policiers sur les lieux.

— Et ils sont cinquante?

— Négatif, monsieur le Ministre. Ils sont une cinquantaine face à l'entrepôt, mais nous savons qu'il y a au moins cent, peut-être deux cents autres éléments connus de nos services qui se promènent à l'extérieur du périmètre de sécurité. Tout se passe comme si tous les gangs de Montréal s'étaient unis. Ils sont certainement armés, mais nous n'avons pas eu l'occasion de faire l'inventaire de leur armement. Ils sont probablement beaucoup mieux équipés que nos policiers.

— C'est vous qui êtes encerclés, c'est ça?

— Nous ne sommes pas vraiment encerclés dans la mesure où personne ne gêne nos mouvements. Cependant, surtout depuis qu'il a fallu dépêcher trente voitures pour assurer la vigilance à Westmount, il ne semble pas que nous soyons en mesure d'imposer l'ordre dans le secteur Pointe-Saint-Charles.

— Si la SQ avait accepté de nous aider, s'exclama le directeur de la police de Montréal... Les autres le regardèrent sévèrement et il se tut. Le ministre continua.

— Pourquoi dites-vous «il y a ou il y a eu» cinquante assaillants? Est-ce que vous les laissez partir?

— Nous suivons les instructions de non-intervention. Si un individu ou plusieurs prétendent qu'ils sont des résidents du secteur et demandent qu'on les laisse franchir le barrage, on les laisse passer.

— Le faites-vous même s'ils sont connus de vos services?

— Nous avons de bonnes raisons de penser qu'il faudrait utiliser la force pour les retenir. Ceci serait contraire aux directives que nous avons reçues.

— En clair, vous me dites que c'est la pègre qui contrôle Montréal, aujourd'hui?

— Inexact, monsieur le Ministre. En fait, la ville est remarquablement calme, mis à part les incidents terroristes de Westmount — lesquels sont ennuyeux mais désormais inoffensifs dans la mesure où les gens sont tenus éloignés des boîtes à lettres — et quelques affaires courantes sans importance. Le problème de Pointe-Saint-Charles est tout à fait circonscrit. L'ordre règne à Montréal.

Le directeur de la police de Montréal sourit. Enfin, ce Gendron disait quelque chose de sympathique. Le représentant du maire songea qu'il ne serait peut-être pas nécessaire de redorer le blason de la ville en changeant le directeur de la police. L'homme de la Sûreté du Québec pensa que les conséquences de la position ferme que son corps policier avait adoptée ne seraient peut-être pas aussi dramatiques qu'on ne l'avait craint, ce qui était une bonne nouvelle. Le consultant de l'extérieur, à quatre cent cinquante dollars par jour, était un ami et n'écoutait pas. L'homme du bureau de Bayard prenait des notes, mais ne montrait aucun signe d'émotion. Il avait été bien formé.

— Je comprends, continua le ministre, sans montrer lui non plus d'émotion, que tous les bandits de Montréal se sont réunis pour une petite fête intime, mais que vous n'avez pas un filet assez grand pour les prendre!

Gendron répondit sans broncher.

— Ni le filet, ni les ressources humaines, ni les armes... ni les ordres, monsieur le Ministre.

* * *

Dans la tiédeur de cet après-midi de la fin mai — les hostilités ayant apparemment cessé entre les belligérants — le secteur Pointe-Saint-Charles avait pris la couleur et les odeurs d'une fête foraine. Des milliers de curieux déambulaient sereinement à l'extérieur du périmètre de sécurité, envahissant les terrains vagues et les petits espaces oubliés par l'histoire que le CN, par habitude plus que par intérêt, avait interdits au public depuis des décennies. Des vendeurs ambulants de crème glacée offraient leurs produits aux passants, deux Antillais faisaient la navette entre un dépanneur voisin et la foule, offrant des boissons douces aux passants. Quelques bières avaient fait leur apparition sans que les policiers protestent: aujourd'hui, ils s'occupaient de choses plus sérieuses. De temps en temps, quelques badauds s'approchaient du barrage policier, tentant de jeter un coup d'œil sur la place, aussi vide qu'une arène espagnole avant la corrida. Vide, sauf quand la petite voiture verte, périodiquement, comme un balancier, faisait la navette entre l'entrepôt et le château fort des assiégeants. Les assiégeants qui, apparemment, n'assiégeaient plus personne.

Moins tendus, les policiers qui se tenaient près des voitures patrouille se permettaient d'échanger des plaisanteries avec les filles en minijupes. Ceux qui contrôlaient les accès à la place avaient relâché quelque peu leur surveillance, chaleur aidant, et ne jetaient qu'un regard distrait sur la pièce d'identité qu'il continuaient d'exiger de ceux qui voulaient traverser, dans un sens ou dans l'autre, cette frontière artificielle qu'on avait dressée.

Au milieu de cette foule, on distinguait à peine certains individus plus sérieux, plus actifs, mieux vêtus, qu'on pouvait soupçonner d'être liés aux véritables protagonistes du drame. Il y en avait beaucoup. Il y avait cependant encore plus de journalistes, de pigistes, de reporters amateurs, de représentants de la radio et de la télévision, d'envoyés de

magazines, toute une faune bizarre de porteurs de carte de presse pour qui la situation avait le double avantage d'être à la fois une nouvelle et des vacances. Les «communicateurs», dans cette foule, étaient bien plus affairés et plus visibles — surtout ceux portant caméra ou vidéo — que les pègreux ou mafieux de tout acabit.

Il était trois heures dix quand les vrais toreros arrivèrent. Précédés d'une escorte policière, ils fendirent la foule sans difficultés. On s'écarta diligemment sur leur passage. Les communicateurs, surtout, manifestèrent les plus grands signes de déférence. Les cameramen de CBC et de Radio-Canada firent courtoisement signe de passer aux nouveaux arrivants. CNN était là.

Quelques adolescentes qui connaissaient déjà les faits de la vie firent des minauderies, mais n'intéressèrent pas les cameramen qui ne se parlaient qu'entre eux, comme la légende veut que les Cabots de Boston ne parlent qu'à Dieu. Quelques enfants dépenaillés assis par terre, qui bouffaient des échafaudages précaires de crèmes glacées multicolores furent, eux, touchés par la grâce sans même s'en apercevoir. La caméra se posa sur eux. Si une des séquences survivait au montage, l'un de ces enfants pourrait dire un jour à ses enfants et à ses petits-enfants, qu'un soir, en 1996, son menton dégoulinant avait été vu, brièvement, par le président des États-Unis et celui de la Russie, par le Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que des milliardaires et autres maîtres du monde.

Les seigneurs d'Atlanta continuèrent d'avancer et le périmètre de sécurité cessa d'exister devant eux. Ils firent quelques pas dans l'espace interdit, vérifièrent la position du soleil ou si quelque toit, quelque part n'offrait pas un meilleur point de vue, puis s'installèrent.

Chapitre 9

— Il en reste pour combien, là-dedans, demanda Marcel, en désignant les boîtes remplies de sacs de poudre blanche?

— Au prix de la rue? Au moins pour deux millions.

— Même coupée comme vous l'avez fait?

— C'est ça, le prix de la rue. Disons que ce qu'on a fait aujourd'hui, c'est un peu charrié. Disons que deux millions serait le prix de la rue, mais un prix soufflé, pour un acheteur qui ne connaît vraiment pas ça. On y est allés largement.

— Mais si c'était pur?

— Alors, ça vaudrait cent millions. Ce que tu vois, à première vue, a l'air de cent millions, toujours au prix de la rue. Ça va être une saisie impressionnante.

— Ce qui veut dire, que vous en avez sorti pour quatre-vingt-dix-huit millions...

— Attention, dit Marius, on est encore au prix de la rue. Nous, on ne fait pas la vente au détail: on vend à d'autres. Coupe tout de suite par dix. Normalement, on l'aurait aussi payée. Tous frais payés, il nous serait resté trois à quatre millions.

— C'est tout de même beaucoup d'argent.

— Nous sommes nombreux. Les frais sont élevés. Les risques sont grands...

— Ça, j'ai vu! sourit Marcel... mais aujourd'hui, c'est la bonne affaire.

Marius le regarda plus longtemps. — Oui, tu as droit à quelque chose.

Marcel éclata de rire. Il n'avait jamais pensé un instant qu'il pourrait tirer un profit de toute cette affaire. Il était arrivé là comme on entre en religion, et voilà qu'on lui offrait une fortune. Il regarda Marius et rit de plus belle. Un rire irrépressible qui marquait la fin de deux journées de haute tension.

— C'est ça, dit-il enfin, tu m'enverras un chèque... Et cette fois, Marius aussi sourit.

Marius redevint immédiatement sérieux et, se retournant, s'adressa aux autres. — Ça va. Le pillage est fini. Il est trois heures et quarante. Dans cinq minutes les copains s'amènent. Je veux tout le monde à terre, collé sur le mur, et si quelqu'un lève la tête, on dira à sa veuve qu'il avait été prévenu. Compris les gars?

— Ça va...

— OK...

— All set...

— Bouchez-vous les oreilles...

Des rires nerveux aussi. Même des motards chevronnés n'aiment pas qu'on leur tire dessus. Scalp ajouta une dernière recommandation.

— Surtout, j'espère qu'y en a pas un sacrement qui a été assez bête pour se mettre même un «dime bag» dans les poches. J'espère que tout le monde s'est lavé les mains et les ongles. On devrait pas être fouillés, mais j'espère que personne — je répète — personne a essayé de faire le «smart». Si y'en a un qui a oublié quelque chose dans ses poches, c'est le temps de l'ôter tout de suite. OK?

Cette fois, personne ne parla. Il n'y avait rien à ajouter et le temps pressait. Une autre bombe explosa à Westmount comme un coup de semonce. Marius regarda sa montre. C'est la bombe qui avait tort: il restait dix secondes.

— Tournez-vous, dit-il en s'appuyant le menton au plancher, les mains derrière la nuque. L'enfer se déchaîna. Il y eut d'abord une série de sifflements, se chevauchant les uns les autres, couverts par le bruit d'explosions à gauche et à droite du corps du bâtiment où ils étaient tapis. Ensuite, des rafales d'armes automatiques, suivies de l'irruption d'une trentaine d'hommes prenant l'entrepôt d'assaut en hurlant.

— Un film de cow-boys, dit Marcel.

— On ne pouvait pas faire moins, rétorqua Marius.

Les autres s'engouffrèrent dans l'entrepôt, tirant encore au plafond à qui mieux mieux avec enthousiasme. Scalp leva la main.

— OK, les boys, ça va.

— Vas-y, Marcel, dit Marius, va faire flotter ton drap; après, toi et Scalp, vous allez chercher tes copains les flics.

* * *

Scalp et Marcel, couverts de poussière et sentant la poudre, traversèrent lentement la place en direction des voitures patrouille qui étaient réapparues, prudemment, au bruit de la dernière attaque. Ils ne se pressèrent pas. C'était une marche de couronnement. Quand ils arrivèrent au périmètre, Lafontaine était déjà là, anxieux de ne pas être laissé hors de la photo. Marcel expliqua tout en deux phrases.

— Le code était «il reste quelques points à résoudre». Il était entendu que je ne l'utiliserais que si j'avais perdu tout espoir. Quand je l'ai fait, ils avaient déjà décidé de m'abattre et ils avaient demandé à leurs copains, derrière votre périmètre, de vous prendre à revers et de venir les libérer. C'était

une question de minutes. De secondes... Heureusement, notre ami Gariépy, dit-il désignant Scalp, a eu le sang-froid et l'habileté de mener l'assaut surprise qui a permis de me libérer. Les trois bandits ont pu être abattus.

— Trois? Ils n'étaient que trois!

— Ils n'étaient que trois dans l'entrepôt. Mais ils étaient des douzaines, tout autour de vous, prêts à intervenir. La situation était extrêmement dangereuse. Voyez, Lieutenant, comme vous seriez vulnérable si cet homme, là, à vingt mètres d'ici, décidait de vous abattre!

Lafontaine ne put s'empêcher de se retourner et vit bien, en effet, des dizaines de visages patibulaires qui regardaient dans sa direction, tous bien à portée de tir d'une arme légère.

— Si vos hommes faisaient immédiatement une rafle parmi cette foule, suggéra malicieusement Marcel, vous cueilleriez la majorité des trafiquants, des mafieux et des tueurs à gages de Montréal.

Les caméras, derrière lui, comme si elles s'étaient donné le mot, initièrent toutes un lent travelling, zoomant à l'occasion sur des visages intéressants. Ce n'étaient pas des visages d'enfants bouffant leur crème glacée.

— Il y aura une enquête, dit Lafontaine. Pourriez-vous m'accompagner afin que je puisse prendre vos coordonnées et faire les vérifications d'usage, dit-il à Marcel et à Scalp?

Les autres motards, sortis de l'entrepôt, expliquaient aux policiers comment les choses s'étaient passées. Comment les défenseurs, pris par surprise, avaient été abattus. Comment, dans leur propre ignorance des ressources exactes dont disposaient les assiégés, ils avaient du employer plus de force qu'il ne semblait maintenant qu'il eût été nécessaire.

D'autres motards se fondirent tranquillement à la foule, n'ayant rien à cacher ni rien à se reprocher. Les curieux se rapprochèrent, infiltrant peu à peu le périmètre, pendant que ceux qui étaient vraiment concernés par l'opération partaient sans qu'on les contrarie. Une heure plus tard, ce qui avait été une arène n'était plus qu'un espace comme les autres où circulait la foule du monde ordinaire, des gens sans histoire simplement plus nombreux que d'habitude. Le périmètre policier s'était maintenant réduit au point de ne protéger que l'entrepôt pour y préserver, au profit d'une éventuelle enquête, les traces d'un combat maintenant terminé.

* * *

Parsifal était déjà en route vers Montréal quand l'entrepôt fut pris d'assaut et il ne vit donc la fusillade que le soir, à la télévision. Il la vit en même temps que les Torontois et les autres Canadiens, en même temps que ses cousins, lesquels ressentirent un petit frisson de fierté en songeant que Percy acceptait courageusement de vivre au Québec, un pays aussi dangereux.

* * *

N'importe quel quidam peut se présenter à la banque et acheter cent, mille ou dix mille dollars américains. Il allonge simplement le nombre de dollars canadiens ayant la valeur correspondante et reçoit son compte en billets américains. C'est la façon triviale de se procurer des devises. C'est la façon de ceux qui en ont vraiment besoin. Ceux pour qui l'achat et la vente de devises n'est qu'un jeu, toutefois, une spéculation à haut risque, ceux-là ne s'embêtent pas de compter des billets et ne parlent pas à des caissiers. Ils prennent aussi leurs distances face à l'instant présent et introduisent dans la transaction la dimension supplémentaire d'une échéance. Il est donc ainsi possible de promettre la livraison de dollars canadiens à terme, pour un prix déterminé en dollars américains.

Quand on fait ce genre d'opérations, on compte par millions: c'est une petite unité commode. On peut ainsi acheter une devise à terme, espérant qu'à l'échéance sa valeur aura augmenté et qu'on en tirera un profit. On peut aussi, à ce jeu pervers, vendre ce que l'on n'a pas... et espérer que la valeur de la devise que l'on a vendue aura baissé à l'échéance, ce qui permettra d'acheter à meilleur compte ce que l'on a vendu et donc de faire un profit au moment de remplir l'engagement.

Ces transactions à terme ne se font pas en espèces, mais par «contrats». Le montant que le spéculateur doit payer rubis sur l'ongle pour sceller la transaction varie selon la volatilité de la devise sur laquelle il spéculé et selon le crédit dont il jouit auprès du courtier avec lequel il transige. Les variations de la valeur d'une monnaie solide en relation avec une autre monnaie solide se mesurent en fractions de cents. Il semble donc raisonnable, même à un courtier prudent, de n'exiger d'un bon client qu'une part minime des valeurs en jeu comme caution de ses engagements et en garantie de sa bonne foi.

La spéculation sur les devises a ceci de merveilleux pour le spéculateur qu'elle n'est pas vraiment soumise à l'arbitraire de la nature ou des événements. Quoi qu'il arrive dans l'univers des choses tangibles, quelle que soit la catastrophe qui survienne ou le bonheur inespéré qui puisse lui échoir, un pays peut toujours, par une décision politique, modifier à sa guise la valeur de sa monnaie. En théorie, bien sûr. En pratique, les décisions qui permettraient de rétablir l'équilibre sont parfois si intolérables qu'elles ne seront pas prises. L'univers de ces choses intangibles que sont les décisions a donc aussi ses propres règles. C'est l'application de ces règles que le spéculateur prétend prévoir.

Le 25 mai 1996, par la grâce des banques centrales qui en avaient ainsi décidé — compte tenu de l'agitation des spéculateurs — le dollar canadien valait, à midi, 71,40 cents américains. C'est le prix qu'on avait jugé le meilleur pour maintenir l'équilibre entre les deux devises, en tenant compte des coûts de production et des avantages concurrentiels des producteurs des deux pays, des ponctions que l'on

pouvait s'attendre que l'État fasse sur leurs profits pour remplir ses propres obligations... et de la confiance des investisseurs.

C'était un équilibre précaire, compte tenu de la situation politique canadienne qui pouvait, à tout moment, augmenter démesurément les obligations financières du gouvernement canadien, rendre ainsi insupportable le fardeau des entreprises et faire fuir tout investisseur sérieux. C'était un prix qui reflétait la foi des investisseurs et des spéculateurs. Ils croyaient que le Canada continuerait d'exister, que le Québec ne se séparerait pas vraiment et que l'ordre public serait maintenu. L'ordre est une condition essentielle au fonctionnement d'une économie moderne.

De temps en temps, depuis des semaines et des mois, des spéculateurs tâtaient le terrain pour évaluer la volonté du gouvernement canadien de maintenir sa monnaie et le soutien que lui accordaient les autres pays. Quelques dizaines de millions par ci, quelques dizaines de millions par là, de petites piqures d'épingle sans méchanceté. Personne n'était parti en guerre contre le dollar canadien.

Vers treize heures trente, le 25 mai, quand les offres de vente du dollar canadien arrivèrent par centaines de millions, non pas de quelque pays lointain, mais de Montréal même, il y eut un moment d'hésitation. Ce qui surprenait, c'était la brutalité de l'opération. Le désir évident de vendre à tout prix de quelqu'un qui n'avait pas le temps d'attendre, de quelqu'un qui avait déjà fait ses bagages. De quelqu'un qui se préoccupait peu de perdre un peu, tant était grande sa crainte de perdre beaucoup. On attendit la correction qui ne manquerait pas de venir, une intervention sereine mais ferme de la Banque du Canada.

Cette réaction ne vint pas. On attendit une réaction des autres gouvernements. Nul ne se manifesta. Il semblait tout à coup qu'il n'y eut plus que des vendeurs sur ce marché. Quelqu'un savait quelque chose, mais quoi? C'est alors que se répandit la nouvelle des bombes qui explosaient à Montréal, d'une insurrection armée en plein centre-ville, du drapeau du Québec qui flottait sous le regard passif des autorités policières, et d'une armée qui refusait d'intervenir... Un

situation qu'on aurait pu prévoir à Beyrouth ou à Moscou, mais pas à Montréal.

Le dollar canadien trembla, oscilla, plongea. Les plus prudents attendirent la parade. Peut-être le gouvernement canadien voulait-il servir une leçon aux spéculateurs. Peut-être une intervention massive ferait-elle bondir le dollar à 72 cents avant cinq heures? Prudence...

Puis, un à un, les investisseurs laissèrent la prudence au vestiaire et entrèrent dans la danse. Quand le dollar canadien eut baissé à 65 cents, il devint évident que pas un seul pays civilisé n'aurait sciemment permis un tel effondrement de sa monnaie uniquement pour contrer les spéculateurs. Le Canada avait lâché. Pire, on avait lâché le Canada au niveau des banques centrales dont la collaboration aurait été nécessaire pour arrêter la catastrophe.

Les investisseurs qui n'avaient pas encore osé osèrent. La foule des petits spéculateurs vint se joindre à la curée, énervée par les images à l'écran et les rumeurs de catastrophe qui circulaient dans la City, à Wall Street et jusqu'autour de la piscine de l'Interallié. Le Canada était foutu. Il s'agissait de vendre du Canada, et d'en vendre encore, comme du Panama, comme des emprunts du trésor tsariste, comme on vend tout ce qui ne vaut rien.

Le rессac produisit des effets pervers sur toutes les valeurs boursières libellées en dollars canadiens. Les obligations du Canada, mais aussi tous les titres dont la valeur pouvait dépendre des fluctuations de l'économie canadienne. Une forestière finlandaise ne vaudrait plus grand-chose si le Canada vendait tout à coup ses produits forestiers 40% moins cher. Le prix du poisson chuterait sur les marchés d'Europe, si les quotas de pêche que le Canada avait établis par la force n'étaient plus respectés. Le prix de l'or lui-même pourrait être affecté si la baisse relative du coût de la main-d'œuvre permettait la remise en exploitation de certains gisements canadiens.

Les permutations étaient possibles jusqu'à l'infini et permettaient bien des jeux de l'esprit. Autour de la dégringolade du dollar canadien, comme autour d'un grand paquebot qui s'engloutit, il se créa donc un vaste remous. Dans ce

remous pouvaient nager... tous ceux qui savaient nager. Les autres s'y noieraient, bien sûr.

* * *

L'agent Maurice Paneton était arrivé tard. Madame Paneton perçut tout de suite quelque chose de différent chez lui mais naturellement n'en laissa rien paraître. Maurice dirait ce qu'il avait à dire quand il en aurait envie. Il n'en eut envie qu'après le téléjournal, après avoir vu encore une fois, mais sous un nouvel angle, Marcel et Scalp sortir en vainqueurs de l'entrepôt sur lequel flottait le fleurdélisé.

— Le petit est encore sorti? demanda-t-il.

— Il est allé souper chez sa petite blonde, expliqua madame Paneton. Elle est donc fine, cette enfant-là!

— Elle est fine, mais de la façon que ça marche, c'est pas demain qu'il va se trouver une job! ... Il m'en est arrivé une bonne aujourd'hui.

— ...

— Je me suis quasiment fait tuer!

— Es-tu fou? À l'entrepôt de Pointe-Saint-Charles?

— Non, là-bas, j'étais loin. C'est en revenant. Pas loin d'ici. J'vois deux camionnettes parquées l'une à côté de l'autre, pis deux gars en train de passer des caisses d'une à l'autre. Y'a rien là, mais avec ce qu'on avait vu l'après-midi, j'étais méfiant. Les gars avaient l'air trop pressés pour des vrais livreurs. J'débarque de mon char pis j'm'approche. Les deux moteurs des camionnettes étaient allumés, pis les gars avaient pas l'air trop corrects. J'tais encore un peu nerveux, ça fait que je sors mon gun. J'arrive à côté d'eux autres pis j'dis «Que cé que vous faites là?» Là, j'ai vu qu'y en avait un troisième dans la camionnette. Plus vieux, avec des lunettes, assis sur une chaise. Ça, c'était pas normal. Y m'a regardé, il a regardé les autres, pis y a dit «What the fuck is this?» L'un des autres lui a dit «Relax». Après, y s'est retourné vers moi et pis y m'a dit: «Chum, aujourd'hui, on est tous Québécois. Prends-en un, pis crisse ton camp». Là, j'ai vu que

toute la camionnette était pleine de sacs de poudre. Pas besoin d'te dire que je sais c'que c'est...

— T'as fait quoi?

— Ben... j'étais tout seul, ils étaient trois. Au moins trois, j'savais pas si y'en avait pas d'autres dans la cabine en avant. J'savais pas si y'en avait pas d'autres dans l'autre camionnette. Moi, j'avais même pas enlevé le cran de sûreté. J'ai jamais tué personne, moi.

— T'as pris un sac?

— Non, quand y a vu que je faisais rien, c'est lui qui m'en a donné un. Il me l'a lancé, pis l'autre est parti à rire. Il a dit: «Échappe le pas, c'est ta paye de trois ans!».

— Là, tu l'a pris?

— Là, j'ai eu peur. Parce qu'y avaient tous commencé à bouger, pis je savais pas si y en avait pas un qu'était pour me sortir un gun plus gros que le mien. Ça fait que j'ai reculé tranquillement, puis j'suis parti. Ça a pas pris une minute, les deux camionnettes sont passées à côté de moi pis j'les ai pas revues.

— T'as pris leurs numéros?

— J'avais vraiment pas la tête à ça...

— Pis l'sac?

— J'l'ai pas pris. J'avais rien pour mettre ça... Tu me vois-tu me faire pogner avec de la drogue? En devoir, à part ça?

— T'as ben fait, Maurice. Viens, on va aller se coucher.

Quand ils furent au lit, il se serra un peu contre elle, en silence, puis ajouta: — Parle pas de ça au garçon, hein? Y comprendrait pas...

* * *

Les manchettes des journaux du 26 mai étaient prévisibles. Caricaturales. Le Devoir montrait le drapeau du Québec flottant sur l'entrepôt, La Presse montrait les blessés de Westmount, la Gazette titrait: «Canadian dollar takes a beating». La formulation était pudique, le dollar canadien

ayant franchi la barre des 70 cents américains à quatorze heure la veille, clôturant à 64,38. Consuelo remit les journaux sur le guéridon et se dirigea vers la porte. C'est alors qu'elle vit Libertad prenant tranquillement un café au salon et qu'elle revint sur ses pas.

— Toujours pas au travail?

— On a prolongé ma convalescence d'une autre semaine, c'est un peu fastidieux

— Crois-moi, ils ne veulent pas t'avoir avant le 25 juin.

— Au départ, ils se battaient pour me voir.

— Les nouvelles ne demeurent pas des nouvelles bien longtemps. Hier, il y a eu quatre autres blessés, dont un enfant. C'est plus important. Tu as vu la gueule des héros de ce matin? Demain, ils n'existeront plus.

— Je connais bien un des héros, dit Libertad, c'est celui que Gérard voulait que je dénonce...

— T'as baisé avec Gérard?

— Pas tout à fait.

— C'est un expressif oral, dit Consuelo en souriant légèrement.

— Tu t'en fiches?

— Autant que lui. Tu le revois?

— Non. J'ai décidé de m'assumer.

— *Dios mio!* Tu as le vocabulaire dépassé. On voit que tu te tiens avec des séparatistes croulants. Ça fait au moins cinq ans que je n'ai pas entendu quelqu'un «s'assumer». Cette année, on a même cessé de se «prendre en main»!

— Tu les trouves bêtes, les types comme Marcel?

— Tu dis «Marcel», mais tu penses «Robert». Oui, je les trouve bêtes, bêtes et insignifiants.

— Ce n'est pas parce qu'on n'a plus de pays que les autres ont tort de vouloir en avoir un.

— Il n'y a plus personne qui a un pays, dit froidement Consuelo. Ceux qui pensent qu'ils ont encore un pays se font avoir. Regarde Gérard. Tu penses qu'il se bat pour un Canada uni? Chaque fois qu'il intervient dans une transac-

tion, c'est pour baiser le client canadien et aider le client étranger. Tu sais pourquoi il le fait?

— ...

— Il le fait simplement parce que le client canadien lui fait confiance. Parce que le client canadien pense que Gérard est avec lui. Alors Gérard prend la solution de facilité. Il travaille pour le client étranger qui se méfie et il se sert de sa réputation pour arracher toutes les concessions qu'il peut au client canadien. Toutes les interventions de Gérard, c'est une série ininterrompue de trahisons. Le client canadien perd, parce qu'il croit qu'il a un pays. Gérard gagne, parce qu'il sait qu'il n'a pas de pays. Il fait des affaires.

— Moi, dit Libertad, j'aurais voulu avoir un pays. Je veux encore avoir un pays.

— Tu sais ce qui va t'arriver, idiot? Regarde, c'est déjà commencé. On t'aimait le mois dernier, maintenant on t'aime moins. Tu étais utile, tu ne l'es plus. Qu'est-ce qu'on va faire de toi? On ne t'enverra pas dans un pays anglophone parce que ton anglais est moins bon que celui des anglos, moins bon, même, que celui de la majorité des francophones. On ne t'enverra pas non plus dans un pays francophone, parce que tu vas maintenant traîner derrière toi l'image de la fille qui a dit non au Québec.

— Mais je n'ai pas dit non au Québec!

— Ce que tu as dit ou n'as pas dit n'a pas d'importance. J'ai dit: tu vas traîner l'image. C'est ça qui compte. On va donc t'envoyer dans un pays latino. Mais attention, pas un pays latino près de chez toi: il faut éviter les conflits d'intérêts. Donc, tu vas te retrouver dans un pays qui, pour eux, ressemble au Salvador... Mais qui pour toi va être complètement étranger. La planète Mars. On va t'envoyer en Argentine, par exemple. Et là, qu'est-ce que tu crois qu'il va t'arriver?

— Je vais faire mon boulot...

— Je vais te dire ce qui va t'arriver. D'abord, les gens vont te traiter de haut. Pour eux, tu ne seras pas une véritable Canadienne, une véritable gringa. Personne, ici, ne t'a jamais méprisée comme te méprisera un Argentin qui a à se faire pardonner une arrière-grand-mère métisse ou mulâ-

tre. Tu ne seras jamais assez blanche pour un Argentin. Alors, tu vas le faire comment, ton boulot? En travaillant plus dur que les autres. Mais, parce que tu travailles plus dur, tu ne seras jamais exceptionnelle. Alors... Mais bon, ça suffit. Ce qui compte, c'est que tu as une planque en or: je suis fière de toi. Mais, ne tombe pas dans le piège du «pays».

— Qu'est-ce qui va arriver, maintenant, au Québec?

— Gérard dit que tout va commencer à coûter plus cher à cause de la baisse du dollar canadien. Les syndicats vont demander des augmentations. Si on les leur accorde, c'est le dollar qui plonge encore plus. Si on dit non, c'est les travailleurs en grève, un malaise social grandissant... Tout ça, selon Gérard, peut jouer aussi bien en faveur de l'indépendance que contre. On ne sait plus.

— De toute façon, dit Libertad, on est dans la merde?

— Tu as tout compris. Gérard dit que, Québec indépendant ou non, ça va être le bordel et que c'est ça qui compte. Je te laisse, j'ai un ami à voir.

* * *

Mansfield avait eu l'humour grinçant d'inviter des amis, le trente et un mai, sous prétexte que c'était peut-être la dernière fin de mois où ils étaient encore tous Canadiens. Francœur était là, quelques autres personnes et Parsifal Ewen aussi, avec lequel Mansfield entretenait des relations on ne peut plus cordiales depuis le jour de cette opération médiatique dont ils avaient ensemble décidé pour Libertad et dont ils avaient choisi depuis d'oublier les conséquences dramatiques.

Le professeur Mansfield vivait modestement: quelques bibelots, beaucoup de livres. Ses amis craignaient ses invitations à dîner, au cours desquelles il ne se servait rien qui vaille le déplacement et qui servaient souvent de prétexte à déguster quelques bières brassées maison dont Mansfield, hélas, n'avait pas le secret. À sa façon, Mansfield aurait trouvé aussi drôle que Marcel Leblanc qu'on lui parlât d'argent. Même s'il n'eût servi à sa table que du pain, il n'en aurait pas moins été convaincu que ce pain était béni, sacré,

enrichi de bien des siècles d'histoire et de légendes familiales et qu'il valait donc d'être partagé. Ce soir, pourtant, on parlait d'argent chez Mansfield.

— Il faut avoir des nerfs d'acier, disait le courtier Guertin-Brown. Tenez, le 25 — vous vous souvenez du 25, n'est-ce pas — j'ai un client qui m'appelle. Pas un minable, un type solide. Un type qui achetait du yen à trente jours quand le yen passait la barre du cent. Un type qui a suivi la livre sterling à la baisse, en «averageant» ses pertes jusqu'à ce qu'il sorte son épingle du jeu. Un type solide. Bref, le 25, il m'appelle vers onze heures du matin pour me demander de vendre du dollar canadien. Pas un peu, le paquet. À midi, quand il a commencé à être sérieusement «short», je vais lui demander une confirmation par écrit, mais là... Bang! Les bombes. On aurait juré qu'il le savait!

— Il le savait peut-être, dit Mansfield en riant, j'ai toujours pensé que c'était les financiers qui mettaient des bombes.

— Oh, pas celui-là! Il est vraiment totalement, mais alors totalement de l'autre côté de la barricade... mais passons! Donc, je déchire la demande de confirmation par écrit et je continue d'exécuter ses instructions. À treize heures, ça vacillait; à quatorze heures, ça s'est effondré.

— Et alors, demanda Francœur?

— Alors, ce qui est intéressant, c'est que c'est lui qui a attaché le grelot. Vous savez, dit-il en s'adressant directement au professeur Mansfield — présumant sans doute que ce dernier était le seul de ceux présents qui risquât de ne pas le savoir — qu'on achète des contrats sur devises avec 1% comptant. Ça, c'est quand on sait jouer, bien sûr. Alors, quand vous y allez à un pour cent comptant, si vous y mettez quelques millions, ça fait quelques centaines de millions de contrat. Ce n'est pas tout à fait rien. Alors, quand la nouvelle est arrivée à New York qu'il explosait des bombes sans arrêt partout à Montréal....

— Partout?

— Une tous les quarts d'heure à Westmount, quand ça arrive à la télé américaine, ça devient des bombes partout à Montréal, affirma sentencieusement Guertin-Brown. Donc, continua-t-il, quand les courtiers de New York ont vu qu'il y avait une petite révolution à Montréal, ils ont mis leurs lunettes. Quand ils ont vu qu'un gros pont de Montréal — pas une institution, un privé! — jouait sa chemise à la baisse, ils ont pensé la même chose que le professeur: voilà un type qui a de l'information. Et là, ils ont aiguisé leurs crayons.

— Ils ont vendu, dit Mansfield, faisant dégringoler le dollar canadien.

— Pas tout de suite. Ça, ç'aurait été de la témérité. Ils se sont préparés à vendre. Ils ont reniflé du côté des gars du Federal Reserve pour sentir le vent, ils ont parlé à des amis au IMF pour savoir ce que mijotait le Français et ses copains. Ils ont fait quelques téléphones à Basel. Ils ont vérifié les mouvements du mark et du yen pour être sûrs que l'affaire de Montréal n'était pas simplement là pour détourner l'attention de quelque chose de gros...

— Ils y mettent le temps!

— Ce que je viens de vous dire prend une vingtaine de minutes quand on connaît son affaire. Quand ils ont eu recueilli cette information, ils ont regardé ce que faisaient les gars d'Atlanta.

— Qui sont, demanda Mansfield?

— Le réseau des nouvelles. Les types de la Guerre du Golfe en direct. Ceux qui ont gagné la Guerre du Golfe en en parlant au lieu de la montrer. Parce que, vous comprenez que si on avait montré l'Irak comme on a montré le Viêt-Nam, on aurait perdu la guerre. Le public américain n'aurait pas suivi si on avait vu du sang partout. De la fumée, oui, du sang, non. CNN a été l'arme secrète de la Guerre du Golfe.

— Et ils ont fait quoi, CNN, dans l'affaire du dollar canadien?

— Ce qu'ils ont fait? À quinze heures vingt, via jet privé et hélicoptère, il y avait une équipe de CNN à Pointe-Saint-Charles qui filmait la ruée vers l'or. Je veux dire la course des motards d'Hochelaga vers la drogue du vieil entrepôt.

— Mais, dit Mansfield, le crash a commencé vers treize heures trente.

— Naturellement, continua Guertin-Brown, il faut vendre avant que la nouvelle ne sorte. Quand New York a su que CNN partait pour Montréal, le «wise money» n'a pas attendu de voir le spectacle à la télévision. Ils ont vendu tout de suite, sachant que les institutions suivraient quelques heures plus tard et le bon peuple le lendemain matin. Ils ont commencé à vendre sérieusement vers quatorze heures, peut-être un peu avant. Le moment était parfait, puisque Londres et Francfort étaient fermés et que Tokyo n'ouvrirait pas avant des heures. Tout l'argent est resté chez nous.

— Chez nous, demanda Francœur en fronçant les sourcils?

— New York, pour des Canadiens, répondit Guertin-Brown, c'est chez nous.

— Même pour des Québécois? demanda Mansfield en souriant.

Ils partirent tous spontanément à rire.

— Alors, enchaîna le courtier, quand la nouvelle est sortie à CNN et qu'on a vu les motards et le vieux terroriste avec le drapeau du Québec, les voitures patrouille de la police leur servant plus ou moins de garde d'honneur, l'investisseur moyen de Long Island s'est énervé. Il a vu Fidel Castro, l'ayatollah Khomeini, la Bosnie... Plus tard, quand il a vu CBS et les autres en rajouter aux nouvelles du soir — parce que les réseaux ne couvrent plus la nouvelle, ils couvrent CNN — il a pris panique. Il a pris panique et le reste de la population avec lui. Ils ont tous vendu du canadien le lendemain matin, le jour suivant, et ils n'ont pas fini. Ceci a permis au «wise money» de Wall Street de se couvrir ou de faire un profit immédiat en rachetant encore plus bas qu'ils n'avaient vendu la veille. Tous les gens sérieux avaient déjà vendu avant que le dollar ne baisse à 60 cents. Après, sont arrivés les vautours. Les chacals. Ceux qui prétendent détenir des renseignements confidentiels et qui peuvent faire vendre leurs clients à 58 cents, à 55 cents... À n'importe

quoi. Les investisseurs institutionnels se sont déjà couverts en laissant porter le plus clair du risque à ceux qui sont arrivés tard et qui n'ont rien compris. Maintenant qu'on sait que le dollar canadien oscillera désormais autour de 50 cents, comme auparavant autour de 70 cents, ils se sont tous couverts... Sauf ceux qui ont des nerfs d'acier...

— Comme votre investisseur de Montréal?

— Exactement. Lui, il n'a rien couvert du tout. Il a continué imperturbablement à vendre du canadien à 65, à 60, 55 cents. Il a «surfé» au-dessus de la brève reprise de cet après-midi, quand les institutionnels se sont vraiment couverts. Maintenant, il vend encore des contrats à 90 jours à 50 cents, jusqu'à la limite de son crédit. Ça fait quarante-huit heures qu'il ne fait que ça, il travaille à augmenter son crédit.

— Et vous le suivez là-dedans, demanda Francœur?

— Dans les limites de la loi et du raisonnable, répondit le courtier. Les chances que le dollar canadien se redresse brutalement sont... disons faibles. Les transactions de notre investisseur lui donnaient ce soir un nombre impressionnant de contrats «averageant» 61 cents américains. Si le dollar canadien se stabilise à 50 cents, il aura multiplié son investissement par un facteur de huit à dix, il aura fait une trentaine de millions.

— Une petite question technique, demanda Parsifal, pourquoi vend-il encore à 50 cents, si c'est le plancher qu'on attend?

— Parce qu'il y a une autre option qui elle est VRAIMENT payante. Si le Canada impose un contrôle des changes — disons, à 50 cents — immédiatement, la perte de confiance va créer un marché noir autour de 40 cents. Or, les mécanismes de contrôle requis prendraient des mois à se mettre en place. Un type avec des nerfs d'acier aura donc tout le temps de se faufiler entre les contraintes et de trouver de l'argent propre pour honorer tous ses contrats. Si c'est le cas, il double encore son argent!

— My God, dit Mansfield, et penser qu'il y a de pauvres voyous qui se font trouer la peau pour vendre une saloperie de poudre...

— Et pour rien du tout, dit Francœur, puisque finalement la drogue a été saisie.

— Heureusement, ajouta Guertin-Brown, sans quoi le gouvernement du Québec comme celui d'Ottawa aurait perdu toute crédibilité.

Francœur prit mentalement note que ce courtier manquait de discrétion. Il prit note également qu'il faudrait bien un jour savoir qui était ce type qui avait «accroché le grelot».

* * *

À la demande de Mansfield, Parsifal était resté. Les autres étaient partis. C'était l'heure du «single malt»

— Vous avez des amis intéressants, dit Parsifal.

— Aucun ne l'est plus que vous, mon cher Ewen, répondit Mansfield. Il y eut un silence et Mansfield reprit.

— Vous savez, Ewen, j'ai de grands amis à McGill.

— J'en suis persuadé, dit Parsifal, ne voyant pas trop ou l'autre voulait en venir.

— J'ai des amis au Département de chimie qui m'ont demandé des renseignements sur vous le mois dernier.

Instantanément, le petit ordinateur qui fonctionnait toujours dans la tête de Parsifal avait analysé toutes les possibilités et s'était arrêté sur la seule vraisemblable.

— Je présume que l'on vous a demandé ce que je faisais avec Goodman et Filbert?

— Exactement.

— Je suis sûr, Professeur, que vous avez donné les meilleurs renseignements à mon sujet. Autrement, je ne serais pas ici, ajouta-t-il en souriant.

— Je n'ai dit que du bien de vous. J'ai même dit du bien de Filbert — heureusement, j'ai déjà connu son père — et un peu de Goodman, même si je ne le connais pas du tout.

Ils sourirent tous les deux, puis Mansfield redevint sérieux et continua.

— J'avoue, que j'ai eu une minute d'inquiétude. Je ne vous cache même pas que quelqu'un vous a suivi. Si vous aviez vraiment voulu causer des dommages à Pierre-Dupuy, je vous aurais dénoncé. Heureusement, on m'a téléphoné de McGill pour me dire que l'engin était inoffensif. J'ai appris par la suite que c'est vous qui l'aviez posé. Seul. C'était la partie difficile; je vous félicite d'avoir pris sur vous le plus grand risque. C'est à ça qu'on peut juger un homme. Mais dites-moi, pourquoi l'avez-vous fait?

— Un certain sens des responsabilités, je pense. La vague idée d'avoir une mission. Il fallait discréditer la violence par le ridicule, éliminer cette possibilité.

— Bravo encore. C'est pour ça que des gens comme vous auront toujours leur place au Québec.

— Des gens comme nous, Professeur. Vous ne partirez pas, je pense?

— Je n'ai pas l'intention de partir. Quoi qu'il arrive. Partir? Ce serait vraiment trop bête! Vous comprenez, n'est-ce pas, mon cher Ewen, que c'est nous, enfin, qui allons devenir la minorité.

— Je pense que même comme minorité, nous pouvons tenir notre place.

— Vous voulez dire: prendre la place. Le vote des anglophones étant concentré dans certains districts électoraux, nous allons enfin avoir au Québec le même avantage insurmontable dont ont joui les Québécois au Canada depuis quelques décennies. Si l'indépendance se réalise, la question nationale sera réglée pour la majorité francophone et ne servira plus de point de ralliement. Le vote des Québécois se départagera donc tout naturellement entre une quelconque gauche et une quelconque droite et, naturellement aussi, la gauche et la droite occuperont peu à peu le centre jusqu'à devenir à peu près semblables. Les anglophones, eux, voteront toujours en bloc puisque la question linguistique restera pour eux primordiale. Celui des deux partis pour lequel votera en bloc la minorité anglophone aura le pouvoir. Toujours,

inévitablement. Puis, un jour, pour courtoiser ce bloc du vote anglophone, un des deux parties se choisira un chef anglophone. Ensuite, la tradition deviendra d'alterner entre un francophone et un anglophone. Encore quelques années, quelques blessures cicatrisées, et il ne sera plus possible de prendre le pouvoir au Québec qu'avec un chef anglophone. Nous aurons reconstitué au Québec, à notre avantage, la situation que les francophones font vivre aux Canadiens depuis des années et qui ne pourrait aller qu'en s'aggravant si le Québec ne devenait pas indépendant. Vous m'avez bien suivi, Ewen?

— Parfaitement Professeur, —répondit Parsifal, qui avait déjà fait cette analyse depuis longtemps — c'est pourquoi j'ai pensé que je pourrais sans doute m'impliquer en politique active. Très bientôt.

— Je vous y encourage fortement. Nous avons besoin de gens comme vous. Le Québec a besoin de gens comme vous. Revoyez Francœur, si vous le pouvez. Il pourra vous aider: il connaît tout le monde.

Chapitre 10

Dès les premiers jours de juin, les Montréalais eurent des raisons d'espérer que cette année, comme les deux précédentes, l'été serait chaud et ensoleillé. Les terrasses étaient pleines, comme si toute raison de célébrer eût été bonne. La violence avait disparu des rues de Montréal, aussi rapidement qu'elle était venue. Il semblait que les éléments criminels fussent rentrés sous terre. Personne ne souligna que cette situation pouvait être due au fait qu'une partie significative de ces éléments avaient eu un gros lot à se partager et qu'ils s'étaient peut-être, comme tout le monde, tout simplement mis en vacances. Bien peu savaient qu'une autre partie significative de ces éléments criminels avaient été privés de leur chef et erraient désormais dans toutes les directions. L'important, c'est qu'il faisait beau et que la violence n'était plus là.

La violence avait quitté la rue et s'était déplacée vers les bureaux et les officines, changeant ses moyens mais non ses objectifs. Guertin-Brown, à sa façon, pouvait être violent. Gérard aussi.

— Qu'est-ce que vous attendez de moi, demanda brutalement Gérard au courtier, dont il retournait enfin l'appel après deux jours de silence?

— Je vous l'ai dit: quelques garanties additionnelles, des valeurs collatérales, des endossements.

— Vous voulez faire un million de commissions sur mon dos, mais vous ne voulez pas soutenir mon intervention?

— Votre intervention était tout à fait opportune. Elle était miraculeusement à point. Ne croyez pas que j'en sois inconscient. D'autre part, j'ai aussi fait mon travail. La stratégie que vous aviez établie a été réalisée impeccablement. Vous êtes dans une position très forte.

— Je ne vous le fais pas dire

— Je ne vous demande pas de vous écarter de votre stratégie, je dis simplement: il faut raffermir. Il faut passer quelques contrats d'achats. Il faut que vous acceptiez qu'il y a un plancher que le dollar canadien ne brisera pas. La communauté internationale, le Fonds monétaire international, il faut arrêter quelque part et je crois que ce quelque part est à cinquante cents. Je vous demande simplement de ne plus vendre, de ne pas me demander de vendre et de m'apporter certaines garanties pour votre découvert.

— De quel découvert parlez-vous, puisque vous avez en main des contrats de vente à cinquante-six cents en moyenne sur un marché qui se stabilise actuellement à cinquante-deux et dont vous dites vous-même qu'il baissera à cinquante?

— Vous avez un nombre impressionnant de contrats à terme. Personne, aujourd'hui, ne sait combien vaudra le dollar canadien dans trois mois.

— Si ce n'est qu'il vaudra encore moins.

— Je ne mets pas en doute la valeur de vos renseignements, mais imaginez que l'on décide de soutenir le dollar canadien.

— Ne me prenez pas pour un imbécile. Vous savez, comme je le sais, que lorsqu'on parle de «soutenir» le dollar canadien, on parle de passer quelques milliards aux petits copains à qui on a fait savoir, le matin même, qu'il y aura une baisse technique dont il faudra profiter avant que la décision politique n'intervienne pour la corriger. Nous ne sommes pas dans cette situation. Nous ne le sommes pas, pour deux raisons. La première, c'est que le profit, de toute évidence, a été fait à la baisse. Vérifiez qui a vendu. Tout le monde. Wall Street, Tokyo... On ne parle pas d'une baisse conjoncturelle du dollar canadien, on parle d'un effondrement total d'une devise, résultant d'une modification irréver-

sible de la situation politique. C'est la livre sterling après la guerre, c'est le rouble depuis trois ans.

— Mais supposons que la situation politique canadienne se rétablisse?

— Il n'y a pas de bon scénario. Si l'indépendance se fait, le Canada est privé du quart de sa base fiscale et ne peut obtenir du Québec qu'il assume sa part de la dette qu'en faisant des concessions intolérables. On fera ces concessions, mais, en attendant, le dollar canadien est l'argent d'un pays insolvable. Supposons, au contraire, que l'indépendance ne se fasse pas. Vous avez au Québec une situation insurrectionnelle, un terrorisme latent... Vous ne lisez pas les journaux? Vous ne regardez pas la télévision? Qu'est-ce qui créerait une reprise de confiance des investisseurs pour justifier une remontée du dollar canadien? La valeur d'une monnaie, c'est la confiance qu'on lui accorde. Dites-moi ce qui pourrait donner confiance aux Canadiens et aux investisseurs étrangers?

Guertin-Brown n'insista que pour la forme. Au fond, il partageait tout à fait l'analyse de Gérard. C'était d'ailleurs l'analyse de tous les milieux financiers, ce qui gardait le dollar canadien à cinquante cents depuis plusieurs jours.

* * *

— Vous savez, mon cher Francœur, les politiciens disent bien ce qu'ils veulent. C'est ce qui fait tout le charme de la politique.

— Oui, mais une rumeur de contrôle des changes ajoute un élément encore plus imprévisible aux fluctuations du dollar canadien.

— Vous savez bien qu'il n'y aura pas de contrôle des changes.

— Moi, oui. Mais je m'inquiète de tous ceux qui peuvent croire ce que racontent les journalistes, les hommes politiques, et petits magouilleurs... Vous savez, il y a quelques jours à peine, j'étais chez un ami, lorsqu'un courtier connu — Guertin-Brown, pour ne pas le nommer! — a lancé,

comme ça, devant tout le monde, la rumeur d'un contrôle des changes. Il a aussi, je voulais vous en parler, mentionné qu'un investisseur québécois important avait joué contre le dollar canadien dès 11 h, le 25.

— Très indélicat de sa part. Je parle de Guertin-Brown, évidemment...

— Bien sûr, mais si tous et chacun tire la couverture, où allons-nous?

— Précisément où nous voulons aller. Ne vous inquiétez pas de ces histoires de contrôle des changes. Tout ceux qui peuvent être influencés par ce genre de boniments ont déjà fait leur lit depuis plusieurs jours. Le marché est stable, n'est-ce pas?

— Une baisse plus poussée me créerait, et à bien d'autres également, d'énormes difficultés.

— Il y a un point à partir duquel notre groupe trouverait également la situation bien inconfortable.

— Vous m'en voyez rassuré; je m'inquiète simplement que ce point ne soit pas le même pour vous et pour nous

— Je ne peux pas m'imaginer le dollar canadien sous la barre des 48 cents.

— Vous vivez dangereusement...

— Allons, allons Francœur votre vieux cœur ne va pas battre la chamade pour quelques cents, n'est-ce pas?

Francœur changea la conversation.

— Pinard est revenu enchanté de Washington.

— C'est un bon indice, même si vous savez comme moi que ça ne prouve rien. J'ai parlé à Michael, toutefois, et je puis vous assurer que tous les groupes vraiment importants croient au Canada et le soutiendront.

Francœur aurait voulu demander «Quand?» Mais il savait bien que ce n'était pas la question à poser à Berger. Il dit plutôt: «Je suis sûr que Michael sait que, pour soutenir quelque chose, il faut avoir quelque chose à soutenir...»

Berger acquiesça sans plus, mais il était rassurant.

* * *

Pendant que Berger rassurait Francœur, Pinard n'avait personne qui le rassurait. Il savait, il sentait que le moment était venu de faire le suivi auprès des gens de Washington, mais il ne savait toujours pas quel message il devait transmettre. Lors de sa première visite là-bas, il avait eu la curieuse impression d'être attendu depuis longtemps. Non pas attendu depuis une semaine, mais attendu depuis vingt ans. On lui avait parlé avec une gentillesse extrême, presque de la tendresse. Il s'était senti bercé de bonnes paroles. L'amour et la compréhension avaient imprégné toute la rencontre.

Mais oui, le Québec pouvait faire ce qu'il voulait. Bien sûr, les milieux financiers soutiendraient le Québec. Pourquoi quelqu'un lui voudrait-il le moindre mal? Le Canada? Le Canada n'était-il pas le cadre parfait dans lequel le Québec pouvait évoluer? Est-ce que le Québec n'avait pas toujours voulu une souveraineté a-s-s-o-c-i-a-t-i-o-n? On comprenait très bien ce qu'était la souveraineté-association; il ne s'agissait maintenant que de la définir. Sérieusement, cette fois-ci: qu'est-ce que c'était la souveraineté-association? En trois points simples, car quatre, c'est trop... Il n'avait pas pu répondre à cette question, mais on lui avait suggéré les éléments d'une réponse. Il les avait notés. Il en avait fait rapport à Bayard.

On lui avait dit, à Washington, qu'il était clair que la souveraineté devait précéder l'association. Il avait demandé des explications. Il avait lui-même repris le concept de «porte ouverte» dont il avait auparavant discuté avec Berger et Francœur et qui lui avait ouvert la route de Washington. On l'avait compris. La souveraineté devait précéder l'association, mais il n'était pas nécessaire que ce soit de beaucoup. Ça pouvait être de très peu de temps. À Washington, on comprenait très bien, tout à coup, que seule l'obstination du gouvernement fédéral avait fait que l'association ne

puisse pas suivre de très près la souveraineté. On l'avait parfaitement compris. Pinard espérait les avoir compris, eux.

Au cours des jours de violence qu'avait vécus Montréal, il avait retransmis sans délai à Washington le message que lui avait donné Bayard. Mot à mot. Il avait rassuré. Eux aussi l'avaient rassuré. «Prenez quelques jours», avait-on dit, «et dites-nous exactement ce que doit être la souveraineté association. En trois points, pas quatre...» Depuis, il attendait. Il avait vu la violence s'abattre sur Montréal puis s'évanouir. Il avait vu le dollar canadien hésiter, vaciller, s'effondrer puis se stabiliser. Il attendait ses instructions.

À dix-neuf heures, le téléphone sonna chez Pinard. C'était Bayard

— Monsieur Pinard, dès demain, à neuf heures, dites à nos amis que nous comprenons tous de la même façon ce que sont l'indépendance et la souveraineté; il n'est pas nécessaire de les définir. L'association, oui. Une association avec le Canada, donc, comporte bien les trois points dont vous m'avez parlé. Passez une bonne soirée, ajouta-t-il aimablement.

À neuf heures, le 3 juin, Michael connaissait la position du Québec.

* * *

Le 3 juin, le dollar canadien fut malmené dès l'ouverture des marchés. À neuf heures trente, il ne faisait plus que 49 cents US. Quand un sous-directeur du Fond monétaire international offrit au chef de cabinet du ministre des Finances du Canada l'appui inespéré d'un consortium de banques privées, il s'agissait bien d'un rayon de lumière dans un ciel orageux. Le chef de cabinet consulta quelques directeurs avant même d'aborder le ministre. Il préférerait être sûr de bien connaître son sujet. Le ministre n'eut pas cette délicatesse ni cette prétention. Il savait déjà qu'il n'y comprendrait jamais rien. Il s'en remit à ce que lui disaient son chef de cabinet et son sous-ministre et il communiqua avec

le bureau du Premier ministre. Quand celui-ci eut rapidement fait le tour de la situation avec ses conseillers, il était dix heures trente. La complexité de la solution proposée ne leur était pas devenue plus transparente, mais ils avaient compris les ramifications politiques de la situation. C'est alors qu'un homme en qui le Premier ministre avait toute confiance se permit d'appeler le gouverneur de la Banque du Canada.

Celui-ci comprit immédiatement de quoi il s'agissait. Il fit trois coups de téléphone et vit que ce qui était proposé n'étonnait vraiment personne. Enfin, personne de vraiment important. Il put donc revenir au bureau du Premier ministre vers onze heures et lui donner son accord. Quand le ministre des Finances lui-même parla au directeur du Fond monétaire international de droits de tirage spéciaux pour le Canada, bien au-delà de ce que les règlements du FMI prévoyaient, il pouvait donc offrir la garantie financière d'un consortium acquérant, au prix du marché, une émission spéciale de bons du trésor du gouvernement canadien payables en dollars canadiens à trente jours. Cet appui du consortium justifiait pleinement le soutien exceptionnel demandé au FMI. Une réunion des pays intéressés devrait donner son aval, mais il était hors de doute que leur appui fût acquis.

Bien sûr, toute l'opération était conditionnelle à la signature d'un accord entre le Québec et le Canada qui préciserait entre ceux-ci un partage équitable des compétences à la satisfaction générale. Les mécanismes concrets de l'opération ne pouvant être compris que des spécialistes, CNN ne jugea pas nécessaire de se déplacer pour filmer quoi que ce soit. Vingt personnes, tout au plus, furent mises au courant du projet. Beaucoup plus d'acteurs furent mis à contribution pour préparer les propositions qui conviendraient au Québec.

* * *

— Bien entendu, remarqua un fonctionnaire dont nous taisons le nom, nous pouvons laisser aux provinces la compétence en matière de main-d'œuvre. Les affaires socia-

les aussi. Éducation, formation professionnelle... pas de problème. C'est plutôt un bon débarras.

— Les ressources naturelles, demanda un autre, c'est déjà à eux, n'est-ce pas?

— Ça dépend. Quand c'est vraiment sérieux, comme le pétrole d'Alberta, c'est nous qui intervenons. Même chose si ça coûte trop cher, comme Hibernia.

Ils commencèrent ensuite à discuter à qui mieux mieux, sans véritable ordre du jour. Tout à coup, il devenait urgent de FAIRE quelque chose.

— Le commerce interprovincial?

— Pas de rapport... — Pourquoi ne pas en profiter pour vider l'abcès, dit un autre. Nous décrétons que toutes les lois et tous les règlements faisant obstacle au commerce entre les provinces canadiennes sont abolis. C'est à prendre ou à laisser.

— L'Ontario n'acceptera jamais...

— L'Ontario n'a pas voté l'indépendance.

— Le Québec accepterait la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux à travers le Canada, sans restrictions?

— En échange de la souveraineté? N'importe quand!

— L'immigration est un vrai merdier. Cette intervention du Québec ne cause que des ennuis.

— Même pour eux!

— On la fait sauter?

— Proposons-le, on verra toujours. Pourquoi ne pas aussi clarifier la question des relations internationales? Si le Québec ou toute autre province veut des délégations à l'étranger, qu'elle installe ses représentants à l'Ambassade du Canada.

— Ça, ça ne passera pas. Trop de gens ont des intérêts personnels dans les représentations québécoises à l'étranger.

— On peut le négocier...

— Le PM a dit: pas de négociation. Une proposition définitive. À prendre ou à laisser.

— Laissons de côté cette question des délégations du Québec à l'étranger...

— Non. Réglons-la. Le Canada ne doit avoir qu'une voix à l'étranger. C'est l'essence même d'une quelconque confédération canadienne.

— La Cour suprême? La Banque du Canada?

— On leur donne le quart de la représentation; c'est ce qui correspond à leur population.

— Offrez-leur le tiers, ça n'a aucune importance. Le contrôle d'une compagnie, c'est 51%!

— Le Canada n'est pas une compagnie!

— Vous croyez?

— Est-ce qu'on règle la question du Sénat proportionnel?

— Pourquoi un Sénat? Pourquoi une Cour suprême fédérale?

— Faisons sauter.

— Et d'abord, un Québec souverain devrait-il avoir des députés au parlement d'Ottawa?

— Proportionnellement à sa population; tout le monde est d'accord sur la situation actuelle.

— C'est vrai: *«If it ain't broken, don't fix it!»*

Ils discutèrent longuement. La nuit était déjà tombée quand un projet fut déposé au bureau du Premier ministre. Il reconnaissait la souveraineté du Québec et l'appartenance du Québec à une confédération canadienne. La population du Québec élisait toujours des représentants à la Chambre Confédérale, au prorata de sa population. Les pouvoirs de cette Chambre se limitaient à trois. D'abord, la gestion exclusive de toutes les relations internationales de la Confédération, incluant la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux à l'intérieur même de l'espace confédéral. Ensuite, la défense et la sécurité de la Confédération. Enfin, l'impression de la monnaie et les autres fonctions auparavant dévolues à la Banque du Canada. Tout le reste était cédé aux provinces, celles-ci pouvant, à leur convenance, les assumer elles-mêmes ou en déléguer la gestion à un appareil adminis-

tratif confédéral maintenu à cette fin. On présumait que le Québec ne déléguerait rien.

Il était une heure du matin lorsque le Premier ministre du Canada accepta la proposition de ses fonctionnaires et approuva le document, sous réserve de l'accord du gouvernement du Québec. Il y ajouta, pour la bonne mesure, une offre d'assistance technique pour favoriser la transition dans les domaines qui, jusque-là, n'avaient pas été de compétence provinciale. Ceux qui avaient travaillé par équipes à bâtir cette courte proposition auraient été bien surpris d'apprendre que quelque chose de vraiment concret venait de résulter de ce qu'ils croyaient être un centième coup d'épée dans l'eau. On se garda bien de les en informer.

* * *

Il n'était pas question qu'un document approuvé par le Premier ministre du Canada fut adressé à un autre que le Premier ministre du Québec. Bayard, n'en prit donc connaissance que quelques minutes après que la proposition eut été remise en mains propres à monsieur Parizeau. Lorsqu'il fut convoqué au bureau de celui-ci, une demi-douzaine d'autres piliers du régime étaient là.

— Ce qui me choque, dit l'un d'eux, c'est cette façon du gouvernement fédéral de vouloir régler du revers de la main, avec désinvolture, ces questions qui font problèmes depuis cent ans.

— D'autant plus, ajouta un autre, que le Québec perd ici sur deux tableaux importants. Deux éléments indispensables à son développement. Premièrement, sa présence internationale autonome qui lui permet d'affirmer la spécificité de sa culture et d'être entendu comme une entité propre au sein du concert des nations. Deuxièmement, l'ouverture inconsiderée de l'espace commercial et financier québécois à tout venant, ce qui créera un préjudice grave à plusieurs de nos industries. Je suis d'ailleurs certains que, sur ce point, l'Ontario partagera nos vues.

— Et, reprit un troisième, il ne faut pas nous leurrer. Si nous avons une représentation proportionnelle au sein de la Chambre confédérale, il est clair que nous ne serons toujours qu'une minorité. Les décisions de la Confédération canadienne seront les décisions de l'Ontario et de l'Ouest, jamais celles du Québec. Quelle protection pouvons-nous attendre de ce gouvernement, quand il faudra mettre dans la balance les droits des producteurs de porcs et de produits laitiers du Québec face aux intérêts des producteurs de grains de l'Ouest canadien?

— Le problème qui m'apparaît, dit le suivant, c'est cette notion de sécurité dans l'espace confédéral. Parle-t-on d'un service de renseignements à l'échelle canadienne, c'est-à-dire, appelons les choses par leur nom, d'un réseau d'espionnage contrôlé par Ottawa et toujours à l'affût des renseignements qui peuvent leur être utiles et nous desservir?

— Quand à l'abandon d'une voix au chapitre de l'immigration, ne nous leurrions pas non plus: ceci est synonyme d'une diminution progressive de notre importance numérique, donc de notre importance tout court dans le système tel qu'il est conçu. Accepter cette proposition, c'est nous condamner à disparaître.

Seul Bayard était resté silencieux.

— Je crois, monsieur le Premier ministre, dit-il enfin, que le Cabinet dans son ensemble verra cette proposition d'un œil favorable. Je suis persuadé que le caucus des députés du Parti Québécois l'acceptera avec une forte majorité. Je n'ai absolument aucun doute qu'elle serait approuvée par toutes les instances régionales du Parti et que les membres du PQ, s'ils étaient appelés à se prononcer, la ratifieraient dans une proportion dépassant 80 pour cent. Les seuls gens aux Québec qui voteraient contre cette proposition, ce serait certains anglophones et allophones qui réagiraient émotivement au mot souveraineté... et une faible minorité nationaliste qui réagirait de la même façon au mot association. Je propose donc que nous réfléchissions tous, chacun de notre

côté, à la proposition qui nous a été faite et que vous donniez votre réponse définitive, monsieur le Premier ministre, ce vendredi même. Si nous ne le faisons pas, les dommages que cause la baisse du dollar canadien à l'économie québécoise deviendront irréparables et nous porterons le poids, dès l'automne, d'un accroissement du nombre des sans-travail. Je parle de plus de 30% de sans-travail. J'ajoute qu'il est impensable qu'une autre proposition nous soit faite avant le 24 juin, ce qui nous amènera, le 25 juin, à reconnaître que nous n'avons simplement pas la force d'imposer nos décisions. Rappelez-vous que cinquante motards ont pris le contrôle de la ville de Montréal sans que personne n'intervienne.

Il y eut un long moment de silence. Chacun savait que Bayard avait certainement en main toutes les données. Le caucus, le parti, la population, personne ne savait mieux que Bayard comment ils réagiraient. C'était indiscutable.

— Messieurs, dit le Premier ministre, je vous donne rendez-vous vendredi matin.

* * *

Bayard ne s'ouvrit à personne de la tournure des événements. Sauf à Pinard. Pinard manifesta la même discrétion, sauf envers Francœur et Berger et ceux-ci, comme les Cabots de Boston (eux aussi !) ne parlaient en effet qu'à Dieu. Le dollar canadien atteignit son bas absolu de 48,31 cents américains le 5 juin, vers onze heures, juste au moment où fermaient les marchés financiers de Londres et de Francfort. Un vent de confiance soufflant par la suite, il remonta progressivement à 50, 51, 52 et finalement 53.75 cents américains le vendredi 7 juin, à cinq heures, quand, dans une annonce surprise, les premiers ministres du Canada et du Québec annoncèrent d'un commun accord qu'un Québec désormais souverain appartenait toujours, et pour toujours, à la Confédération canadienne.

L'annonce de l'accord intervenu avec le Consortium des banques privées et le Fond monétaire international ne parut que le lendemain, dans la page financière des journaux, même s'il fit ce jour-là la une du Wall Street Journal. Pour ceux qui comprenaient les règles du jeu, la crise était finie.

* * *

S'il n'avait pas plu ce samedi 8 juin 1996, il est possible que la population eût manifesté sa joie. Ou son mécontentement. Les manchettes des journaux — toujours aussi prévisibles — montraient assez bien qu'un accord n'avait rien changé au quotidien. Le Devoir titrait que le Québec obtenait la souveraineté, La Presse, qu'un partage désormais équitable des compétences rendait inutile la souveraineté-association et la Gazette, que le Canada était là pour rester. Parce qu'il pleuvait dru, les choses en restèrent là. Ceux qui s'étaient viscéralement battus pour l'indépendance se tapèrent sur l'épaule, ceux qui avaient lutté contre en firent tout autant. C'est ce qu'on appelle un succès politique. Personne n'ayant eu tout ce qu'il aurait voulu obtenir, on pouvait penser que les revendications ne cesseraient pas et que le vie suivrait donc son cours normal. Libertad apprit avec plaisir qu'elle avait encore un pays. Consuelo eut des nouvelles plus alarmantes.

* * *

Consuelo se rendit à l'aéroport en taxi, tel que Gérard le lui avait demandé. Il était là, élégant comme toujours, un sac de voyage à la main.

— Je pars ce soir pour Moscou. Dans une heure. Ça t'intéresse?

— Combien de temps?

— Je ne reviens pas.

Il l'avait dit sans émotion; elle accueillit la nouvelle de la même façon.

— Tu vas me manquer. Je présume que tu vas manquer aussi à ton courtier...

— Ne t'en fais pas, je ne suis pas ruiné. Je suis largement couvert ailleurs.

— Oh, je ne m'en fais pas pour toi. Je n'ai simplement pas le goût de courir. Je t'ai vu travailler depuis dix jours. Tu me fais un peu peur.

— Il y a ceux que l'on paie et ceux avec qui on fait de l'argent. Ce sont deux castes. J'ai essayé de passer d'une caste à l'autre, je n'ai pas réussi. C'est tout.

— C'est ce qu'on appelle les «transactions d'initiés», n'est-ce pas?

— Oui. Bullshit, bien entendu. Il n'y a que des transactions d'initiés: si on veut jouer sans information, on joue à la roulette. Ce qu'un initié ne supporte pas, c'est qu'un autre initié ait plus d'information que lui... ou qu'il s'en serve avant lui.

— Quelqu'un t'a doublé?

— Oui et non. Ce n'est pas un jeu pour enfants de chœur. Disons qu'un ami qui aurait pu me donner un coup de téléphone ne m'a pas donné ce coup de téléphone. J'ai pris quarante-huit heures de retard, c'était trop. Remarque que je vais faire autant d'argent, même plus. J'ai seulement vendu — et je vais continuer de vendre — des choses que je n'ai pas payées et que je ne payerai plus jamais. Profit net. La différence entre moi et ceux qui sont pleins aux as, ceux d'en haut, ceux qui sont la «pourriture noble» sur les raisins du pouvoir, c'est que demain ils vont rentrer chez eux, tandis que moi je devrai être ailleurs. C'est tout. Moi aussi, j'aimerais mieux ne pas courir.

Gérard la serra contre lui, sourit, tourna les talons et partit sans se retourner. Gérard savait qu'il y avait une douzaine de Consuelo disponibles dans le lobby de l'Hôtel Métropole, tout autant dans celui du Grand Hôtel de l'Europe... et qu'il y en aurait toujours encore bien plus, renouvelées aux deux ans, à tourner rue de Tilsitt autour de l'Arc de Triomphe.

Consuelo songea qu'elle avait certaines responsabilités financières mais qu'elle avait au moins six mois de vivres pour voir venir et qu'elle n'était pas devenue plus bête ni plus laide en fréquentant Gérard. Elle s'aperçut qu'il avait aussi glissé dans son sac en l'embrassant, sans même qu'elle s'en aperçut, les clés et les enregistrements bien en règle de la Jaguar au nom de Consuelo Gomez. Gérard était un type élégant. Elle se demanda aussi combien de temps elle pourrait encore utiliser comme pied-à-terre l'appartement des Cours Mont-Royal avant que quelqu'un ne l'en expulse. Ce serait l'endroit parfait pour y rencontrer des amis jusqu'à ce que sa situation se stabilise.

Chapitre 11

Marius et Marcel se rencontrèrent au Rital. Ils ne s'étaient pas revus depuis les événements du 25 mai. Quand Marius apparut, Marcel le reconnut à peine. Le style Armani lui allait comme un gant. Ils n'eurent pas à se donner d'explications pour éclater de rire.

— Et ta moto, demanda Marcel?

— Je suis trop vieux. Tiens, je t'ai apporté une boîte de cigares

— Je ne fume pas.

— J'ai pensé que tu pourrais fumer 100 000 dollars en coupures de cent. J'aurais pu faire cent coupures de mille, mais ça aurait fait prétentieux et c'est pas facile d'avoir la monnaie.

— Est-ce que les gars d'Hochelaga vont prendre ton nouveau style?

— Ils ont Scalp. Moi, je prends ma retraite. J'ai déjà pris ma retraite.

— Est-ce que tu faisais tout ça simplement pour avoir du fric?

— Pas au début; c'était l'aventure. T'as pas idée comme j'ai bourlingué. Puis un jour, d'aventure en aventure, ça devient la routine. Alors il faut un gros changement: le calme, l'aisance, la nouba.

— Joyeux programme!

— Tu sais, il va y avoir des temps durs dans le métier. Scalp n'aura pas les choses faciles. Heureusement, il peut se replier sur ses contacts avec les autochtones. Ça fait une nouvelle force. Plus solide.

— La gang d'Hochelaga ne s'en sortait pas mal...

— Ne crois pas ça. Ce que tu as vu, c'est une parenthèse, ce n'est pas la réalité. La chance des gangs, c'est de ne pas hésiter. Quand tout le monde tergiverse, quand personne ne sait plus où il va, les gangs sont au pouvoir parce que les gangs osent. Ils bougent. Ils agissent. Le printemps de l'indépendance a été le printemps de l'indécision: nous avons pris le pouvoir. Mais attention, quand les gouvernements ne lésinent plus, quand des types solides prennent les choses en main, les gangs ne sont plus que des minables. Mes lance-roquettes contre les .38 de la police de Montréal, c'était merveilleux. Contre un F-18 des forces armées... tu vois ce que je veux dire?

— C'est pour ça que tu prends ta retraite?

— Non, l'avenir est encore aux gangs dans la moitié des pays du monde. Les gangs seront toujours au pouvoir dans la moitié des pays du monde: ça fait partie du système. Marius s'interrompt et son regard se fixa au-dessus de l'épaule gauche de Marcel qui sentit une peur panique l'envahir. Quelque chose était là, derrière lui, qui fascinait Marius. Ce ne pouvait être qu'un danger.

Marius se retourna et vit que Libertad et Consuelo étaient là. Marcel fut heureux d'apprendre que Marius pouvait regarder une belle femme aussi intensément qu'une Kalachnikov. Marcel, lui, n'avait pas oublié Libertad. Il se leva

— Asseyez-vous, je vous en prie.

Marius aussi s'était levé, ne quittant pas Consuelo du regard. Libertad les regarda tous les trois, sourit et s'assit.

— Libertad, dit Marcel, permettez-moi de vous présenter un ami...

— Hugo, interrompit Marius, Hugo Van Jaegeren.

— Hugo, dit Marcel, sans s'émouvoir, tu as certainement entendu parler de Libertad Gomez. «*The girl who chose Canada*».

— Je suis Consuelo, la sœur inconnue, dit celle-ci, donnant la main à Marius-Hugo de telle façon que celui-ci ne pouvait guère que la lui baiser. Ce qu'il fit. Elle le fixa un moment, puis revint vers Marcel.

— Et vous, vous êtes l'homme qui fréquente des môtards et qui fait flotter des drapeaux du Québec.

— C'est ça. Maintenant, nous nous connaissons tous, dit Marcel.

Marius-Hugo fit apparaître une bouteille d'un Brunello remarquable et des amuse-gueule. Ils dirent des choses anodines, mais vite Libertad invita Marcel à l'écart.

— J'aimerais vous parler quelques minutes. Seul.

Il la suivit, et elle reprit très vite, comme un enfant qui se confesse:

— Je voulais simplement vous dire que je ne vous ai pas trahi. Ni vous, ni qui que ce soit, ni ce à quoi vous vous êtes donné. Je voulais vous dire que je respectais ce que vous avez fait et ce que vous faites. Que j'étais heureuse, au fond, que le Québec ait finalement obtenu ce que vous vouliez.

— Je n'ai jamais pensé que vous nous aviez trahis, dit Marcel. J'ai seulement pensé que vous disiez dans vos propres mots ce que la plupart des Québécois voulaient dire. Parce que vous n'étiez pas prisonnière d'une tradition, d'idées toutes faites, d'une éducation québécoise, vous avez pu le dire avec plus de justesse que nous. Ce que vous avez dit à la télévision anticipait ce qui s'est passé la semaine dernière. La souveraineté-association, c'était bien plus près de ce que vous disiez que de ce que nous pensions, nous.

Ils se serrèrent longtemps la main et revinrent à la table. Il sautait aux yeux que Consuelo et Hugo avaient déjà jeté les bases d'une solide relation. Libertad et Marcel s'esquivèrent donc, retournant chacun vers ses affaires, Li-

bertad plus légère d'avoir clarifié les choses avec Marcel et Marcel assez heureux de tenir sous son bras le cadeau de monsieur Hugo Van Jaegeren.

À la même heure, en plusieurs points de la ville, une police devenue plus efficace et plus confiante, visiblement bien informée, s'affairait à cueillir les lambeaux de l'ex-gang de Mohamed Ben Saïda. La parenthèse était finie.

* * *

Le lieutenant Lafontaine regarda l'homme qu'on lui avait envoyé avec commisération. Ce type trop pâle, trop mince, trop étroit des épaules n'avait peut-être pas trente ans. Qu'est-ce que le ministre de l'Intérieur faisait avec des types de cet acabit, songea-t-il. Est-ce qu'on pensait vraiment que ce rigolo allait venir lui montrer son métier? Il le fit asseoir tout de même: ceux qui venaient de chez le ministre avait toujours une certaine importance, surtout s'ils étaient annoncés par le directeur en personne.

Le jeune homme lui donna sa carte: Gérald Deschênes, attaché à la Coordination des activités de transition. Pas d'adresse, pas de numéro de téléphone. Une carte à mettre avec des fleurs dans un salon mortuaire. Le jeune homme ne dit rien et Lafontaine en conclut, avec justesse, que celui-ci attendait qu'on lui fasse un rapport.

— Les faits sont les suivants, monsieur Deschênes. D'abord, les trois présumés trafiquants qu'on a trouvés morts dans l'entrepôt étaient décédés depuis environ trente-six heures d'après le médecin légiste. Ils ont de plus été identifiés comme des membres du gang d'Hochelaga. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour en conclure que ce sont ceux qui ont été abattus lors de l'attaque de la veille et qu'on les a commodément déposés dans l'entrepôt pour prendre la place de ceux qui y étaient auparavant. Nous ne savons pas qui étaient ceux-ci. Ensuite, tous les témoins confirment que trois hommes n'auraient pas suffi à déclencher le tir de barrage qui a accueilli le premier assaut. Ensuite, la drogue qu'on a saisie, et dont la valeur se serait chiffrée entre qua-

rante et cent millions de dollars, comme l'ont dit les journaux, est en réalité un produit dilué et redilué que pas un junkie sérieux n'accepterait d'acheter. On peut en conclure qu'une partie significative, sinon la quasi-totalité de la cocaïne qui était dans l'entrepôt lorsque le premier assaut a été donné avait déjà été transportée hors du secteur lorsque le deuxième assaut a été lancé. Autre fait: tous les projectiles lourds qui ont été tirés au cours de ce deuxième assaut l'ont été sur les ailes du bâtiment, et non pas contre la partie centrale; de plus, même les tirs d'arme légère, lorsqu'ils étaient dirigés vers la partie centrale du bâtiment, portaient haut, jamais en dessous d'un mètre cinquante du sol. À l'intérieur, le nombre de balles tirées — généralement au plafond ou haut dans les murs — n'a aucune commune mesure avec ce qui aurait été requis pour abattre trois hommes. Trois hommes dont on nous dit qu'ils auraient été abattus par surprise. Tout ceci n'a donc aucun sens.

Le jeune Deschênes écoutait patiemment. Il savait déjà tout ça. Il savait aussi d'autres sources qu'un trafiquant colombien bien connu, qui ne se déplaçait pas pour des vétilles, était passé à Montréal dans les jours précédents. Il savait qu'un Portugais, qui servait souvent de mule pour une famille mafieuse importante de New York, était reparti de Montréal le 25. Deschênes aurait pu dicter un rapport complet sur cette histoire, de A à Z, avec plus de détails que Lafontaine n'en aurait jamais. Ceci n'était pas l'objet de sa mission.

— C'est vous, lieutenant Lafontaine, qui avez autorisé Marcel Leblanc à pénétrer dans le périmètre de sécurité?

— Oui. Il m'a dit qu'il était envoyé par les autorités du gouvernement de Québec.

— Il vous en a fourni la preuve?

— Non... Mais la situation était difficile...

Deschênes l'interrompt. — C'est bien vous, lieutenant Lafontaine, qui avez communiqué aux médias la nouvelle que Leblanc servait de médiateur et que le gang d'Hochelaga collaborait avec la police dans cette affaire?

Le lieutenant Lafontaine n'était pas un enfant. Il comprenait bien la tournure que prenait la conversation. Il savait que la conversation rassurante qu'il avait eue avec le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, avant de parler aux médias, n'était enregistrée nulle part. Il se souvenait d'ailleurs fort bien de la teneur de la conversation, et il savait que tout avait été si flou, si ambigu, si tortueux qu'on n'en pourrait rien tirer, même si on en produisait le procès-verbal. Il fit un rétablissement au niveau des méninges et vit tout à coup toute la situation sous un jour nouveau.

— Je me dois d'ajouter, monsieur Deschênes, que les indices dont je vous ai fait part ne constituent pas des preuves. Tout au plus pourraient-ils susciter des soupçons. La confidentialité de cette information a donc été maintenue de la façon la plus stricte par nos services. Il n'y a que le directeur de la police, moi-même et vous qui ayons l'ensemble des données. Les autres n'en ont que des bribes.

Ce dont nous disposons, continua-t-il après avoir vérifié que son interlocuteur semblait se détendre, justifierait, à mon avis, une enquête sérieuse. Une enquête en profondeur dont il faut bien avouer qu'elle ne pourrait produire de résultats probants que si elle était prolongée durant des mois. Compte tenu des budgets limités dont nous disposons, j'ai donc tenu à informer le Ministère, à la demande du directeur, de notre incapacité à poursuivre cette enquête et à la mener à bonne fin à moins que des crédits supplémentaires ne nous soient accordés. C'est le but de notre entretien.

Deschênes classa immédiatement l'affaire dans sa tête et commença à s'inquiéter plutôt de l'heure du prochain car pour Québec.

— C'est ce que je pensais. Vous connaissez la situation financière dans laquelle nous nous trouvons... Dans les circonstances, vu la publicité qui a été donnée à cette affaire, je crois qu'il faudrait penser sérieusement à la possibilité de convoquer toutes les parties intéressées et de préparer un rapport sur l'opportunité d'approfondir cette enquête. Nous n'excluons même pas la possibilité d'une commission d'enquête. Toutefois, il faudra faire avec les moyens du bord. C'est une période d'austérité pour tout le monde, même pour les corps policiers. Je pense donc que la police de Montréal devrait nous proposer elle-même les mesures qu'elle entend prendre pour que l'affaire soit menée à terme. Au Ministère, nous ne pouvons nous permettre d'aller plus avant dans cette direction aussi longtemps que toute l'information ne nous est pas parvenue.

— S'agit-il d'une priorité?

— Une priorité, parmi d'autres priorités. Je présume que vous informerez le directeur des gestes qu'il serait maintenant opportun de poser.

Deschênes se leva, ramassa l'attaché-case en vrai cuir qui prouvait qu'il n'était pas un rigolo malgré son jeune âge, sourit, tendit la main et partit.

Le lieutenant Lafontaine enleva le dossier Pointe-Saint-Charles de la pile des dossiers urgents et le mit dans la pile des dossiers «à classer».

* * *

Le 20 juin, à quatre jours de la souveraineté — on ne disait plus l'indépendance — Delo put enfin rejoindre Marcel qu'il n'avait pas revu depuis les événements de Pointe-Saint-Charles. Il avait bien des questions à poser et pensait aussi avoir quelques réponses à offrir. Marcel ne lui cacha rien de ce qui s'était passé, ni de son amitié avec Marius, ni des négociations aux rebondissements imprévus, ni de l'opération bidon qui avait permis à la police de saisir des miettes pendant que le gang d'Hochelaga disparaissait avec le gâteau. Il se retint uniquement de lui parler de Hugo Van

Jaegeren et des cigares. Delo, pour sa part, n'avait rien d'aussi précis à raconter, mais il avait bien des hypothèses.

— Ce qui me donne à penser, dit-il à Marcel, c'est que tout semble toujours orchestré et manipulé. Par exemple, as-tu trouvé chez les motards une bonne explication au fait que Paloma ait été assassiné? Est-ce qu'il ne te semble pas bizarre qu'un groupe criminel puissant soit subitement apparu à Montréal, ait réussi à établir des contacts avec la mafia new-yorkaise et un cartel colombien... et semble tout à coup s'évanouir après un baroud d'honneur qui n'a pas eu de lendemain? Parce que, si j'ai bien compris, ton ami Marius t'a dit que le citoyen Ben Saïda s'était enfui et que son groupe, tout à coup, n'existait plus? Ce qui colle bien avec ces histoires que l'on voit dans les journaux de petits pégreux arrêtés par douzaines.

— C'est vrai que Ben Saïda a l'air de sortir d'une boîte à surprises.

— Surtout, pourquoi aurait-il tué Paloma? Et comment tous les corps policiers se sont-ils trouvés tout à coup bloqués, privés de directives, abandonnés à eux-mêmes? Il est facile de dire que la pègre était mieux armée que les policiers, mais est-ce que les motards se seraient enhardis à ce genre d'opération sans savoir que les policiers ne bougeraient pas?

— Ce qui signifierait que quelqu'un, chez les motards, étaient de connivence avec les policiers?

— Ou de connivence, reprit Delo, avec ceux qui manipulaient ceux qui donnent des ordres aux policiers...

Marcel revit dans sa tête les visages de Marius, de Scalp et des autres. Marius était d'une toute autre dimension. Hugo Van Jaegeren était d'une toute autre dimension. Se pouvait-il que Marius eût joué un double jeu? Il était tout aussi impossible de le croire que d'écarter totalement l'hypothèse...

— Tu sais, dit-il, je n'ai vu que bien peu de choses. Si j'avais assisté aux négociations avec Ben Saïda, avec les New-Yorkais, les Colombiens, je pourrais peut-être me faire une opinion.

— Mais, justement, on ne t'a pas donné cette chance, n'est-ce pas?

— Les événements ne l'ont pas permis. Il y a tout de même des éléments qui ne peuvent pas avoir été manipulés. Personne n'est venu me chercher chez moi, personne ne m'a mis un drapeau du Québec entre les mains.

— Mais Marius avait fait le contact avec toi auparavant. Tu sais, une solide manipulation, ce n'est sans doute pas une stratégie parfaite que l'on essaye de réaliser. C'est plutôt la création de toute une ambiance, d'une myriade de possibilités dont on s'assure que, tôt ou tard, l'une servira nos fins. Il y a des gens qui expliquent ainsi la création du monde. Nous sommes cette chance sur un trillion de trillions de possibilités d'être exactement ce que nous sommes... Mais il y avait un trillion de trillions de possibilités qu'il existe autre chose. Mieux, pire ou semblable, mais quelque chose.

— Tu me racontes tout ça, mais c'est le rôle de ton père qui t'inquiète, n'est-ce pas?

— Je sais que mon père n'a rien fait d'incorrect. Je sais qu'il a travaillé loyalement pour le Québec. Maintenant, je ne sais pas quels moyens il a employés. Tu vois, il y a une chose qui me frappe. Quand le gouvernement du Canada a rétabli son crédit en vendant à un consortium de banques je ne sais combien de milliards de bons du trésor en dollars à 48 cents, sachant pertinemment que le rétablissement de son crédit permettrait au dit consortium de les vendre en dollars à 70 cents, je ne peux m'empêcher de penser que quelqu'un, quelque part, a fait un fric incroyable.

— Ce qui n'a rien enlevé aux Québécois: le dollar valait déjà 48 cents!

— Ce qui a enlevé une somme équivalente à des spéculateurs, des institutions, des citoyens ordinaires, des gens qui n'ont pas eu l'astuce de prévoir que le Québec et le Ca-

nada concluraient une entente de dernière heure. L'astuce ou l'information?

— Tu crois que ton père est allé dire à New York que le Québec réglerait à certaines conditions et que c'est pour ça qu'a été créé le consortium qui a permis de sauver le dollar canadien et de faire l'indépendance? C'est bien ça?

— Je pense que personne n'aurait fait de fric sur la remontée du dollar canadien si le dollar canadien n'avait commencé par baisser. Je pense que ce qui l'a fait baisser, c'est le psychodrame de Pointe-Saint-Charles diffusé sur toutes les télévisions d'Amérique et du monde. Je me pose la question: est-ce que quelqu'un a organisé le psychodrame de Point-Saint-Charles?

— Si tu soupçonnes ton père d'avoir trempé dans l'organisation d'un complot mafieux, détrompe-toi. Je connais Pierre Pinard depuis plus de trente ans. Ce n'est pas son genre.

— Non, je ne pense pas qu'il ait participé à cette partie de l'opération. Mais je pense tout de même que la petite guerre de Pointe-Saint-Charles a été faite pour impressionner les badauds. Tu te souviens, Marcel, il y a quelques mois tu me disais qu'il y aurait une épreuve de force et que le gouvernement fédéral la gagnerait parce que le Québec n'avait pas de force armée. Tu te souviens?

— Oui, je me souviens, c'était chez toi, enfin, chez vous.

— Eh bien je pense que le Québec n'ayant pas de force armée, on a décidé de lui en donner une le temps de créer un suspense, le temps qu'il y ait apparence d'une véritable épreuve de force entre le Québec et le Canada, le temps que le dollar chute à 50 cents.

— Et pour faire cette armée, on a pris les motards?

— On s'est servi des seuls Québécois prêts à courir un risque et qui savaient utiliser des armes. Qui d'autres?

Marcel se remémora toute une série de gestes, de mimiques, de scènes, de situations... Il se surprit à penser que Hugo Van Jaegeren jouant le rôle de Marius était une hypothèse au moins aussi crédible que Marius devenant su-

bitement Hugo Van Jaegeren. On ne le saurait jamais. Mais si on supposait... on ouvrait la boîte de Pandore.

— Mais ceci voudrait dire, Delo, que des gens à Québec, des gens à Ottawa ont aussi collaboré à cette opération. Quelqu'un a décidé que l'armée n'interviendrait pas. Quelqu'un a décidé que la GRC n'interviendrait pas. Quelqu'un a convaincu la Sûreté du Québec de ne pas intervenir.

— Surtout, dit Delo, quelqu'un a décidé de faire au Québec, quand le dollar était à 50 cents, une proposition que l'on ne lui avait jamais faite auparavant.

Il y eut un silence et Delo continua.

— Il a fallu nécessairement qu'il y ait, à Québec, quelqu'un qui décide d'accepter cette proposition sachant que le dollar remonterait à 70 cents.

— Et tu penses que ton père a joué un rôle important dans ce complot? Parce que si c'est vrai, c'est un complot.

— J'en suis persuadé, dit Delo.

* * *

— Alors, je lui ai dit: «Ce n'est pas tout d'avoir des gens loyaux; il faut aussi avoir des gens intelligents. Loyaux ET intelligents.»

— Et il a répondu?

— Il m'a dit que Desjardins était bien jeune, mais qu'il considérerait.

Celui qui faisait son rapport était une copie conforme de Deschênes. Ce n'était pas Deschênes, mais il avait été coulé dans le même moule, le moule de Bayard. Celui qui écoutait était d'une autre école. Il était d'une époque où il valait mieux sembler ne pas trop savoir où l'on allait, ne pas avoir d'objectifs bien précis. Une époque où il fallait donner l'impression à son interlocuteur que c'est lui qui menait le jeu, qu'on allait soi-même tenter de s'adapter à ce que LUI souhaitait. Ce n'était pas le style qu'on avait favorisé au Secrétariat à la coordination des activités de transition. Chez

le Coordonnateur, on disait exactement ce que l'on voulait, et on l'exigeait. La disparité entre les deux hommes était on ne peut plus claire.

— Donc, disait celui à qui l'on faisait rapport, ils vont nous revenir sur ce dossier. Est-ce que tu as l'impression qu'il vont accepter?

— Ils vont accepter si on leur botte le cul.

— Mais, es-tu bien sûr que ce soit nécessaire?

— Non, mais je ne suis pas sûr que ça ne le soit pas.

L'autre ne comprenait pas vraiment ce que l'on attendait de lui.

— Mais ils vont nous donner une réponse?

— La Coordination voudrait Robert Desjardins en poste — pas nécessairement en fonction, mais désigné — avant la cérémonie du drapeau.

La «cérémonie du drapeau», c'est ainsi que l'on appelait désormais la transmission formelle du pouvoir qui marquerait l'accession du Québec à l'indépendance.

— Il faudrait tout de même leur donner le temps de prendre une décision.

— Ils ont tous les éléments pour décider. Il n'y a donc aucune raison qu'ils y mettent le temps sauf cette vieille habitude qu'ils ont d'accumuler chacun, sur le coin de son pupitre, une pile de dossiers non réglés qui est supposée donner l'impression qu'il est débordé de travail. Donc, nous souhaiterions qu'ils agissent. Il n'y a pas de raison pour que Desjardins ne soit pas dans la tribune d'honneur le 24 juin. Il l'a mérité.

— Ça, c'est vrai, il l'a mérité.

L'extraordinaire succès de la fête de la solidarité du Premier mai avait nimbé Robert Desjardins d'un auréole d'efficacité. Le Ministère le voulait à la FTQ, c'est sûr. Le Ministère se demandait seulement jusqu'à quel point il pou-

vait forcer la main du syndicat. Jusqu'à quel point il pouvait imposer son candidat comme adjoint au Secrétaire général de la première centrale du Québec.

— Je vais en parler à la ministre.

L'autre n'insista pas. Il n'avait pas le temps d'insister. Il y avait trop de choses à faire.

— La Coordination compte sur vous, dit-il avec ce demi-sourire qui était devenu la marque de commerce des hommes de Bayard. Le sourire de gens qui, ayant mesuré tous les risques, ne détestaient pas qu'on leur résistât un peu. Cela donnait du prix à leurs victoires.

L'homme du Ministère écrivit un rapport pour le ministre. Il consulta le sous-ministre et quelques autres membres de son entourage. En sa qualité d'attaché politique, il avait bien quelque chose à dire, mais il n'était pas tout à fait sûr des documents qui devaient être envoyés à la FTQ. Pas de document demandant la nomination de Robert Desjardins, bien sûr, on avait des manières... Mais des documents entre les lignes desquels on pourrait lire que le Ministère souhaitait vraiment que quelqu'un de jeune et de dynamique...

Il alla très vite. Il ne lui fallut pas deux jours pour terminer ses préparatifs et il était prêt à intervenir à la FTQ au niveau qu'il avait jugé approprié quand la FTQ annonça la nomination de Robert Desjardins. Il se sentit humilié. Il comprit que quelqu'un, peut-être ce jeune blanc-bec qui était venu lui parler de botter des culs l'avait simplement laissé sur le bord de la route et avait été faire le boulot, qu'on l'avait jugé, lui, trop mou, trop indécis, trop lent pour exécuter correctement. Il n'appréciait pas qu'on le traitât ainsi après vingt ans de loyaux services.

* * *

— Et je ne crois pas, dit-il au chef de cabinet, qu'il soit dans l'intérêt du Ministère que la Coordination vienne ainsi nous dire ce qu'il faut et ce qu'il ne faut pas faire. La transition se termine avec la cérémonie du drapeau. Je pense qu'il serait temps qu'on avise Bayard et ses hommes que la guerre est finie et qu'ils n'ont plus rien à coordonner.

C'est un langage qui faisait chaud au cœur du chef de cabinet. C'est lui qui avait préparé le rapport négatif sur la proposition du fédéral et il ne savait pas trop s'il en voulait plus à son ministre de ne pas s'être battu avec assez d'acharnement ou à la Coordination d'avoir finalement fait prévaloir son propre point de vue envers et contre tous. Il n'avait pas à le savoir, il avait assez de rancœur pour blâmer les deux.

— Je vous comprends. Je vous comprends et soyez sûr que le ministre en entendra parler. Comme vous le dites si bien, la transition est terminée. Il est temps de revenir à des méthodes de gestion normales.

* * *

Le chef de cabinet du ministre concerné n'était pas le seul à détester Bayard et ses hommes. Il ne courrait donc pas grand risque à s'en ouvrir à ses collègues et il reçut un accueil favorable. C'est donc de tous les côtés que monta vers les membres du cabinet une invitation pressante de leur personnel politique à mettre au plus vite Bayard à sa place, sa place étant, préférablement, ailleurs.

Plus lents à se faire entendre, mais plus tenaces, plus rusés, encore plus mécontents, les hauts fonctionnaires jugèrent le moment opportun de faire savoir qu'ils trouvaient eux aussi inadmissible, depuis bien longtemps, que la Coordination et le Coordonnateur puissent caracoler allègrement à travers l'appareil de l'État comme en pays conquis, sans égard aux règles, aux procédures, aux habitudes et aux privilèges.

Les ministres accordèrent à ces doléances une oreille bien attentive. Certains n'aimaient pas beaucoup Bayard. Les autres ne l'aimaient pas du tout. Jacques Parizeau avait sorti de nulle part cet homme qui avait eu la chance d'être là quand le oui avait triomphé. Il avait encore la chance d'être là maintenant que les circonstances voulaient que le gouvernement fédéral entende enfin raison. Ceci ne signifiait pas qu'on doive lui donner la chance de s'incruster, de faire son nid et de devenir un rival. Comme le mentionnèrent plusieurs ministres, Bayard n'avait pas été élu. Il ne représentait personne. Des rumeurs commencèrent à circuler, se faufilant peu à peu, attirant l'attention du Premier ministre.

La parade vint aussi de partout, mais avec au moins l'apparence de la spontanéité. Les organisateurs politiques de comté firent savoir qu'ils préféraient une organisation efficace à l'improvisation et que le référendum gagné était la preuve que les hommes de Bayard savaient faire. Les communicateurs de tout acabit se firent imperméables à ceux qui dénigraient Bayard, mais très réceptifs, au contraire, à toutes les rumeurs malveillantes qui pouvaient circuler au sujet de ces derniers. Ce qui, au début, avait eu l'air d'une coïncidence apparut bientôt comme un fait, même aux plus obtus.

Quand les syndicats dirent qu'ils appréciaient bien Bayard et que, simultanément, le Conseil du patronat annonça qu'il voyait en celui-ci une garantie du respect par le Québec de ses engagements, les détracteurs de Bayard se turent. Ils devinrent encore plus circonspects quand il devint évident que les principaux bailleurs de fonds du régime tenaient eux aussi à la présence du Coordonnateur. Personne ne fut donc vraiment surpris quand le Premier ministre Parizeau annonça, au Conseil des ministres d'abord et ensuite à la presse, que le Secrétariat à la coordination des activités de transition deviendrait, après l'indépendance, un Secrétariat à la coordination des réformes institutionnelles. Personne ne souleva la question d'un changement de titulaire et personne ne douta que les pouvoirs du Coordonnateur allaient encore augmenter.

* * *

— «*It's a natural*», dit l'homme du Reform Party.

Son vis-à-vis du Bloc Québécois ne demandait qu'à en être convaincu.

— Il saute aux yeux, dit celui-ci, que le Oui au référendum, la chute du dollar canadien, les concessions énormes faites par Ottawa ne mettent pas le Parti Libéral en position favorable pour les prochaines élections dans le ROC. Les conservateurs sont inexistantes et ne pourraient renaître qu'au Québec, le NPD n'est vraiment pas dans le sens de l'histoire. Un parti qui a toujours été fédéraliste mais qui plie devant la volonté populaire et qui tend la main au Québec me semble en effet pouvoir réaliser une percée. — Et nous ne voyons pas, dit l'autre, comment qui que ce soit pourrait enlever plus de vingt sièges au Bloc Québécois au Québec lors du prochain scrutin fédéral.

— Nous n'en perdrons pas vingt. Maintenant que l'indépendance est un fait accompli, les anglophones et les allophones québécois n'ont plus rien à attendre du parti de Jean Chrétien, encore moins de celui de Charest. Une alliance entre le Reform et le Bloc Québécois, constituant un Parti de la Confédération Canadienne, irait sans doute chercher TOUS les sièges au Québec. D'ailleurs, monsieur Manning projette une image de probité, de changement, de respect des droits de l'individu qui plaît aux Québécois. Il semble évident que la tradition doit maintenant s'établir à la Chambre Confédérale d'une alternance entre des premiers ministres provenant du Québec et du ROC. «Tirez les premiers, messieurs les Anglais».

— Vous savez à quel point non seulement monsieur Manning et moi-même mais aussi notre *constituency* a du respect pour monsieur Bouchard; du respect pour l'homme, du respect pour ce qu'il défend, du respect pour la façon dont il l'a défendu. Soyez sûr que même si monsieur Manning, comme vous l'avez proposé, assume formellement le rôle de Premier ministre de Sa Majesté, monsieur Bouchard sera, en fait, détenteur de pouvoirs identiques. Rien ne se fera sans que le caucus québécois du Parti n'ait donné son

accord. Nous ne le dirons pas publiquement, ce serait une mauvaise stratégie politique, mais c'est une évidence qui s'imposera.

— En créant, dès le départ, la tradition que le tiers du personnel de la Banque du Canada, à tous les niveaux, soit originaire du Québec, nous préviendrons bien des débats acrimonieux.

— De même pour l'application de la règle du deux tiers-un tiers pour le personnel des Affaires étrangères et l'Armée: le Québec a ainsi la part belle, compte tenu de ce qu'il représente quantitativement au sein de la Confédération canadienne, mais il reconnaît loyalement, d'autre part, qu'il y est minoritaire.

— Quant à cette libre circulation des biens, des personnes et des capitaux qui sera désormais enchâssée dans notre constitution, un gouvernement fédéral entre les mains du Parti de la confédération canadienne veillera à ce que l'application de la loi corrige ce que la lettre de la loi aurait d'excessif.

Ils s'entendaient très bien. C'était une alliance qui s'imposait. "A natural"...

* * *

Le lieutenant Smith, qui n'en avait certainement pas le droit et n'en avait pas reçu l'autorité, avait néanmoins enregistré cette conversation. Il se demanda s'il était dans l'intérêt du Canada qu'un salmigondis d'extrémistes qui avaient occasionnellement soutenu le racisme, le sectarisme ou la rébellion contre la Couronne forment un parti politique et assument le pouvoir au Canada. Il se dit qu'il ne lui appartenait pas d'en juger à lui seul, mais qu'il faudrait en discuter avec ses supérieurs. Après ce que les politiciens avaient fait à ce pays, il ne restait plus qu'un tout petit groupe de gens honnêtes, lucides et dévoués pour s'assurer que ce qui en restait soit dirigé par des gens convenables. Il était fier d'appartenir à ce groupe, et il ferait n'importe quoi pour que le bon droit triomphe. N'importe quoi.

Chapitre 12

Francœur n'avait pas dit: venez fêter l'indépendance. Il n'avait pas dit: venez fêter le Canada. Il les avait invités apparemment sans raison ni prétexte, pour le seul plaisir de les voir là. Au contraire des réunions habituelles chez Francœur qui offraient souvent l'ambiance de quelque vieux club anglais, il y avait ce soir-là chez lui presque autant de femmes que d'hommes. Parsifal le remarqua et s'en réjouit, y étant lui-même venu accompagné d'une superbe créature. Il savait qu'avec Patricia à ses côtés, il y aurait peu de conciliabules qu'on ne soit prêt à élargir pour les y accueillir. Parsifal comptait bien mettre à profit le conseil de Mansfield et établir des liens durables avec Francœur et ses amis.

Mansfield était encore là, bien sûr. Il représentait les anglophones conciliants, ceux qui aimeraient le Québec indépendant sans cesser d'aimer la Confédération canadienne et ne fermeraient la porte à rien. Pinard y était aussi, et sa présence était le symbole de la réconciliation définitive entre les tenants du Oui et ceux du Non. Il n'y avait plus maintenant que des Québécois, tous heureux d'être aussi Canadiens. Robert Desjardins avait été invité avant même que sa nomination à la FTQ n'ait été rendue publique, ce qui prouvait que Francœur avait du flair ou de bons informateurs.

Contrairement à ce qui se passait généralement, on échangeait ce soir-là bien des mondanités comme si l'on eût craint d'aborder des questions plus sérieuses. Pierre Pinard regretta tout à coup de ne point avoir amené Delo. Il aurait été intéressant pour lui de voir les esquives de tous ces gens

dont nul ne voulait se compromettre. Le jeu dura jusqu'à dix heures et rien de plus important ne s'était dit que la satisfaction de tous à ce que les droits de la minorité anglophone aient été laissés entièrement au bon plaisir du gouvernement du Québec et de sa population.

— C'est là, dit Mansfield, le vrai geste de réconciliation. Quand le gouvernement fédéral peut «abandonner» la population anglophone dans ce nouveau pays qu'est le Québec sans que nous, les présumés orphelins, commençons à gémir, c'est le signe que la réconciliation nationale au Québec est vraiment faite.

— Ce qui implique, dit Berger, que va disparaître le Parti Québécois, un parti qui, quoi qu'on en dise, n'a toujours eu pour but que d'exacerber la spécificité des francophones de ce pays jusqu'à ce que le Québec obtienne sa souveraineté. Cette souveraineté obtenue, le Parti Québécois n'a plus de raison d'être, pas plus que le Bloc Québécois d'ailleurs.

— Non plus que le Parti Libéral du Québec, qui ne se définit plus, depuis longtemps, que comme la somme de tout ce qui n'est pas péquiste, ajouta Francœur.

— Ce qui fait, continua Mansfield, que toutes les alliances politiques sont à refaire au Québec. L'indépendance a fait table rase de tout ça et les gens qui l'ont obtenue se sont rendus «dispensables» si vous me permettez cet anglicisme. La question, maintenant, c'est de savoir si la démocratie va survivre dans ce pays.

Une anglophone à cheveux gris et à tête de cheval expliqua longuement que l'attachement indéfectible des Québécois de toutes origines et de toutes langues au principe sacré de la démocratie britannique rendait ridicule toute autre alternative.

— Je souhaite que vous ayez raison, dit Berger, mais je suis tout de même anxieux de voir apparaître la relève. Tous ces gens qui nous gouvernent ont déjà atteint l'âge de la retraite.

— Sauf celui qu'on appelle Bayard, dit Pinard.

— C'est vrai, mais je ne peux pas voir Bayard dans le rôle d'un politicien, dit Francœur. C'est pour ça que j'aimerais bien, moi aussi, voir apparaître la relève.

Mansfield, comme si on lui avait fait un geste convenu, fit sur le champ une apologie discrète de Percy Ewen, puis termina en lui renvoyant la balle. Ce dernier expliqua sa vision du monde, sa conception d'un Québec francophone où les minorités auraient tout de même leur place, parla de concorde et d'harmonie entre ceux qui savaient, ceux qui possédaient, et ceux qui oseraient mener ce pays vers son avenir.

C'est là que Pinard comprit pourquoi on avait invité Desjardins. Il fallait une alternative. Robert Desjardins, au même moment, l'avait aussi compris.

— L'harmonie entre Québécois étant déjà établie, comme nous l'a si bien exposé le professeur Mansfield, dit-il, prenant la parole à son tour, je vois la nécessité absolue de réconcilier également les partenaires sociaux de façon à ce que le changement inévitable vers une société plus juste et une meilleure répartition du revenu puisse aller de paire avec le parfait respect des droits acquis et la reconnaissance du rôle indispensable que jouent ceux qui possèdent, investissent et dynamisent l'économie.

Il en remit et en rajouta. Pierre Pinard s'étonna que ce jeune homme eut appris si vite à débiter des fadaises. Il lui semblait qu'hier encore Robert était un ami de Delo, un jeune, un pion sans importance sur l'échiquier. Ce soir, il le voyait pour la première fois comme un homme de pouvoir, un rival pour ceux qui étaient en place.

Robert avait compris lui aussi que sa crédibilité venait de monter d'un autre cran. Hier, il entrait par la grande porte à la FTQ et devenait un porte-parole crédible pour ceux dont on s'attendait qu'ils revendiquent. Aujourd'hui, invité chez Francœur, on lui demandait à lui de donner le ton de la négociation à venir.

Cet Ewen, qu'il avait rencontré une fois auparavant et qui connaissait Libertad, avait été invité pour la même raison. Parce qu'il pouvait devenir le porte-parole crédible d'un segment important de la population: la minorité anglophone. Que voulait-on d'eux? Quelles étaient les conditions que posaient Francœur et Berger à l'appui qu'ils semblaient disposés à leur offrir à l'un comme à l'autre? Souhaitait-on qu'ils s'unissent... ou qu'ils occupent les deux côtés de l'échiquier?

Au même moment, Percy Ewen se demandait si la stratégie de Mansfield était de faire de lui l'éminence grise de ce Desjardins qui avait déjà le vent dans les voiles et auquel un soutien de la minorité anglophone donnerait une assise politique solide, ou si la stratégie de Francœur — relayée par Mansfield — était de le garder, lui Ewen, comme une alternative à Desjardins de façon à pouvoir les financer ou les manipuler tous les deux.

Pinard regardait le manège avec admiration. Desjardins et Ewen étaient bien jeunes. Même avec du talent, de l'audace, des appuis financiers et une conjoncture favorable, il faudrait au moins cinq ans avant que l'un ou l'autre ou les deux puissent vraiment détenir un vrai pouvoir politique. Pourtant, Francœur et Berger les avaient déjà identifiés, les apprivoisaient déjà, préparant l'avenir.

«Passe encore de bâtir, mais planter à cet âge!»..., pensa-t-il. Qu'est-ce qui motivait ces gens qui avaient fait, il y a quelques jours, il le savait mieux que personne, une opération financière réussie dont l'ampleur ne pouvait même être soupçonnée par le commun des mortels? Pourquoi, au lieu de se reposer sur leurs lauriers, étaient-ils en train de se préparer un autre avenir, une autre fortune, d'autres succès, comme si cette partie d'échecs, de conquête et de domination ne devait jamais finir?

Berger avec Ewen. Berger avec Desjardins. Francœur avec Desjardins. Francœur avec Ewen. Les quatre tous ensemble. Desjardins et Ewen ensemble... Une négociation byzantine était déjà ouverte qui durerait des années. Pierre Pinard eut l'impression d'assister à une scène historique. C'est ici, ce soir, que commençaient à se tracer les nouvelles

lignes de clivage de la politique québécoise des prochaines décennies. Son regard croisa celui de Berger et il comprit que sa présence là n'était pas inutile. On voulait qu'il comprenne, qu'il participe, qu'il transmette des messages. Il savait qu'il le ferait. L'indépendance n'était pas une fin, c'était un commencement.

* * *

Le matin du 24 juin, Pierre Pinard fit apparaître avec plaisir sur l'écran de son ordinateur la première page du Monde du vendredi précédent. On y parlait du Québec sur trois colonnes. On lui avait dit du bien et du mal de cet article.

«Bien plus qu'à la naissance d'un nouvel État souverain — le Québec a déjà, dans une large mesure, renoncé aux prérogatives liées à ce statut — c'est à la création d'un mini-marché commun canadien qu'on assistera lundi. Marché minuscule, lui-même intégré à une zone de libre-échange dite nord-américaine, à laquelle l'adhésion du Chili permettra, paradoxalement, dès l'année prochaine, de s'étendre jusqu'en Patagonie.

Les protagonistes de l'accord Québec-Ottawa, conclu tardivement pour mettre fin à la chute du dollar canadien (voir Le Monde du 8 juin), ont paru plus préoccupés de simplifier les divergences séculaires qui séparaient les Québécois des Canadiens que d'y apporter de vraies solutions. Il est révélateur que l'accord de création de la nouvelle Confédération canadienne puisse tenir sur une seule page, quand on sait que 144 volumes ont été nécessaires pour préciser les doléances exprimées à une seule des nombreuses commissions d'enquête chargées de prendre le pouls de la population canadienne.

Qu'une large majorité des Québécois se déclarent aujourd'hui satisfaits de l'entente intervenue en dit long sur le ras-le-bol généralisé d'une population dont l'économie stagnait depuis deux décennies pendant que les forces vives des deux «nations fondatrices» s'épuisent en querelles byzantines. En tranchant le nœud gordien, messieurs Chré-

tien et Parizeau ont fait une œuvre dont on leur sera longtemps reconnaissant.

D'abord mal accueilli par la majorité anglophone du pays, l'accord est aujourd'hui accepté comme une solution pragmatique: une façon pratique et réaliste de donner satisfaction à l'élément francophone, auquel, pour obtenir la paix des braves, il aura suffi d'accorder la gratification toute sémantique d'une indépendance virtuelle qui n'ajoute pas grand-chose à ses droits.

La notion d'un Québec souverain dans un Canada uni — considérée il y a quelques années comme une pitrerie de chansonnier — est devenue réalité. De tous les éléments positifs de cette évolution, il faut retenir surtout que les peuples canadien et québécois, malgré trente ans de débats parfois acrimonieux, n'ont jamais cédé vraiment à la tentation de la violence. Mis à part quelques incidents tout à fait mineurs, l'indépendance que souhaitaient les Québécois depuis longtemps est maintenant leur, sans qu'ils aient eu à payer le prix du sang et de la violence. Ils demeurent à ce titre un modèle à donner en exemple à ces nations de l'Europe orientale qui cherchent encore leur voie.

Il est improbable que le nouveau partage des compétences entre le Québec et la Confédération canadienne modifie de façon perceptible les règles du jeu auquel le Canada nous avait habitué. On regrettera sans doute, au Quai d'Orsay, cette émulation entre l'Ambassade du Canada et la Délégation du Québec qui assurait que l'une comme l'autre donne toujours le meilleur de ce qu'elles avaient respectivement à offrir. La création d'une section québécoise rue Montaigne aura du mal à nous en consoler.

L'abolition de toutes les barrières tarifaires entre les provinces canadiennes — particulièrement entre le Québec et le reste du Canada — met fin à une situation cocasse qui créait souvent aux Canadiens plus d'obstacles à commercer entre eux qu'avec leurs voisins du sud. Après quelques problèmes d'arrimage, les résultats de cette démarche ne pourront être que positifs. Quant au maintien d'une monnaie et d'une banque centrale commune pour le Québec et le Cana-

da, c'est un point sur lequel toutes les parties s'étaient déjà depuis longtemps entendues.

On peut regretter qu'un État québécois totalement distinct ne vienne pas ajouter une voix francophone aux Nations Unies, à l'Unesco et dans le concert des nations, mais sept millions de Québécois qui ont choisi de demeurer canadiens n'en demeureront pas moins aussi, pour nous, toujours des Français.»

Pierre Pinard relut l'article, regrettant un peu cette rigueur cartésienne qui le rendait si clair et qui insistait pour que l'on appelât une casserole une casserole. Il se demanda si trente ans de sa vie se terminaient ce jour-là sur un triomphe ou sur une défaite. Est-ce qu'on célébrerait à midi aujourd'hui l'indépendance du Québec ou la fin du rêve de l'indépendance québécoise? Il n'en savait rien. Au fond, il n'en voulait rien savoir. Le Monde avait raison. Ce que les Québécois voulaient, c'était qu'on appelle ça l'indépendance et qu'on n'en parle plus.

Il avait demandé à Delo de l'accompagner à la cérémonie qui marquerait l'accession officielle du Québec à l'indépendance. Symboliquement, le drapeau canadien serait remplacé par le drapeau du Québec à tous les mâts des édifices officiels, les drapeaux du Québec et du Canada accolés l'un à l'autre devenant désormais le symbole de la Confédération canadienne. Nulle part ailleurs ce geste purement symbolique ne revêtirait la même signification que sur les Plaines d'Abraham et sur la Citadelle de Québec. C'est donc là que Jacques Parizeau et Jean Chrétien signeraient le nouveau pacte confédératif.

L'aspect un peu revanchard de ce choix n'échappait à personne et avait causé bien des ennuis au Premier ministre du Canada. Ce geste étant toutefois la seule concession réelle faite justement aux nationalistes revanchards, on avait fini par convenir que ce n'était pas cher payer la paix et l'harmonie.

Quand ce jour-là, ils furent tous deux face au fleuve, Pierre demanda à son fils:

— Ça te fait quoi, l'indépendance?

— Tu sais, dit Delo, c'est exactement la même indépendance que De Gaulle avait offert aux colonies africaines en 1958...

— Ce n'est pas assez?

Delo sauta du coq à l'âne. — Tu savais qu'il y a une mer de pétrole sous la Mer de Chine et que c'était pour ça qu'on avait fait la guerre du Viêt-Nam?

— Non, mais si elle est là, je suis sûr que quelqu'un finira bien par l'exploiter. Comme je peux te dire que si les Québécois veulent vraiment être plus indépendants, ils finiront bien par l'être.

— Et en attendant, c'est le meilleur des mondes?

— Oui, et on se trouvera bien un jardin à cultiver.

Les premiers ministres parlèrent tous deux d'harmonie, de concorde, de liberté... et d'équilibre. Une petite fille récita un poème de Louis Fréchette tout à fait de circonstance et baisa à genoux le fleurdelisé qui remplaça l'unifolié aux accords d'un nouvel hymne national. Après, tout le monde rentra chez soi.

* * *

Libertad ne tiqua pas quand Hugo vint chercher Consuelo rue Goyer ce soir-là. Un coup d'œil lui apprit qu'il conduisait une Mercedes décapotable qui valait bien la Jaguar dont Consuelo avait hérité. Hugo était peut-être un peu plus vieux que Gérard, mais plus grand, plus carré et il avait l'air tout à fait en forme. Ils la saluèrent et s'esquivèrent. Libertad comprit que Consuelo ne serait pas incessamment contrainte à la mendicité et que la famille Gomez pouvait toujours compter sur une source de revenus stable. Elle fut plus surprise quand Esteban et Lupe Gomez, endimanchés, partirent à leur tour. Elle n'avait pas pensé qu'ils iraient se joindre à la fête.

— *Van a la fiesta?*

— Il va y avoir un feu d'artifices. Les gens vont danser. Tu n'y vas pas?

Libertad haussa les épaules.

— Je vais voir plus tard.

Ils partirent et elle se retrouva seule. Vraiment seule. Il s'en était passé des choses, depuis trois mois! Un emploi inespéré à Ottawa, la notoriété, les feux de la télévision, l'attentat, la souffrance, la rupture avec Robert. Puis, la convalescence, la rencontre avec Gérard, tous ces changements dans sa vie qui avaient fait d'elle une autre femme. Une femme forte. Une femme seule.

Libertad devint très consciente du fait qu'elle n'avait pas d'amis. Tout le monde lui disait bonjour, mais personne ne l'appelait. Elle n'avait jamais établi de relations profondes avec les autres étudiants de Concordia, avec ses collègues de travail à la crêperie ni dans le milieu des immigrants salvadoriens. Sa vie avait tourné autour de Robert et de ses amis, puis tout s'était estompé.

La semaine prochaine — on l'en avait averti — elle commencerait sa nouvelle carrière à Ottawa. Une nouvelle vie commencerait. Heureusement. Mais ce soir, il faisait beau. Il faisait beau et personne, absolument personne ne pensait à elle. Le téléphone, ce soir, ne pouvait PAS sonner pour elle. Elle passa une robe légère et sortit. Seulement pour être ailleurs.

* * *

Il était vingt heures et le ciel commençait à rougeoyer au-dessus des Laurentides. Delo refit une fois de plus l'analyse de ce que son père lui avait dit. L'analyse de ce que Marcel lui avait dit. Il revit dans sa tête tous les éléments du puzzle, puis il fit sa propre synthèse. Le Québec n'était pas indépendant; le Québec, désormais, se dirait indépendant, ce qui permettrait aux Québécois de penser à autre chose. Aux Québécois, aux Canadiens et au monde entier.

Plus personne ne voulait entendre parler de l'indépendance du Québec. Tout le monde était heureux de dire que c'était chose faite, ce qui évitait de penser qu'il fallait la faire. C'est tout. Delo savait que Robert Desjardins poursuivait déjà des ambitions politiques. Il voyait que Marcel avait eu son heure de gloire et ne demandait plus qu'à devenir une relique; Marcel ne voulait plus agir, ne voulait plus réfléchir. S'il recevait un héritage, il irait sans doute se terrer quelque part du côté de Montmagny, avec une vue sur le fleuve. Un jour, quelqu'un s'intéresserait à Marcel et écrirait pour lui ses mémoires.

Et il y a son père. Son père qui a toujours été pour lui le symbole même de la lutte pour l'indépendance mais qui, aujourd'hui, feint comme tout le monde de croire qu'il a gagné. Ou qui pense peut-être qu'il est astucieux de marquer le pas, de planter solidement un piton et de laisser le Québec reprendre son souffle avant qu'une autre génération ne reprenne l'escalade vers la vraie indépendance. Peut-être. Il sait que Pierre Pinard a mis un terme à sa quête de l'indépendance. Lui aussi.

Delo regarde autour de lui le charme discret, le luxe de bon goût, les livres bien reliés, cette vue sur les Laurentides qui prouve que les riches ont toujours plus, même de ce qui est gratuit. Il a passé sa vie à rêver d'un idéal. On vient de le décevoir. Il regrette un peu d'autres plaisirs qu'il a souvent laissés pour compte. Il a des douzaines d'amis, mais pas un seul auquel il voudrait ce soir donner un coup de fil. Il préfère être seul à la fête.

* * *

Ils sont sans doute 500 000 au parc Jeanne-Mance. On a mis des lampions aux arbres; la montagne offre un beau coup d'œil. Il y a des hauts parleurs partout et l'on n'entend que de la musique en français, entrecoupée de poèmes... et de slogans. Déjà des slogans, pensa Delo. On en a voulu faire un fête populaire, mais les projecteurs qui balayent le ciel en tous sens vont chercher quelque chose au niveau de l'inconscient, des images de raids aériens. Des gens à qui on

n'a rien demandé — ou quelqu'un l'aurait-il fait? — promènent des pancartes qui ne disent plus souveraineté, indépendance ou liberté mais simplement: QUÉBEC. Il traîne partout des photos de Parizeau. Un Parizeau qui paraît bien bon, bien paternel, mais un peu triste et bien fatigué. La foule ne se promène pas: elle va quelque part. Elle ne sait pas vers quoi, mais elle marche. Elle marche avec l'énergie des espoirs accumulés depuis trente ans, avec la frustration aussi, peut-être, d'avoir eu trop facilement ce pourquoi on lui avait dit qu'elle devrait combattre âprement. L'avenue du Parc a été réservée aux piétons. Ils sont de plus en plus nombreux; qui pourrait avouer, plus tard, qu'il a vécu cette journée et qu'il n'était pas là? Ils sont tous là, ils se sentent forts.

La musique s'interrompt à tous les haut-parleurs et tous les faisceaux se fixèrent, comme au garde-à-vous. Une voix que Delo n'avait jamais entendue, une voix que personne n'avait jamais vraiment entendue. Une voix de baryton profond. Calme, assurée, jeune.

— Québécois, Québécoises, nous sommes libres.

La foule hurla comme si elle n'avait eu un seul corps, une seule voix. Quand la clameur se fut apaisée, la voix continua:

— L'indépendance n'est pas une fin, c'est un commencement. Le Québec a maintenant retrouvé sa dignité, son courage, sa force.

La clameur s'éleva encore une fois, tout aussi unanime, tout aussi stridente. La voix attendit que la foule se fut tue, puis reprit.

— Le Québec va être plus, le Québec va être mieux, le Québec va grandir.

La foule répondit. Le dialogue était engagé entre cette voix anonyme et cette foule unanime.

— Québécois, Québécoises, il y aura des sacrifices à faire. Il y aura des défis à surmonter. Mais nous vaincrons. Le Québec se doit d'être un modèle et un phare. Notre mission est d'apporter la lumière et la joie. Ce soir, ensemble, vivons la joie.

Au dernier mot, tout le flanc de la montagne s'embrasa de lampions décorant les arbres jusqu'à la Croix du sommet. Puis, le ciel aussi s'embrasa de douzaines de lucioles bleues et blanches. Le feu d'artifices venait de commencer, mais il commençait en beauté, avec le panache qu'on met généralement à les terminer. Delo n'avait jamais vu autant de lumières. Personne n'en avait jamais vu autant. Toutes blanches et bleus. Les haut-parleurs entonnèrent l'hymne national et, au lieu de se mettre au garde-à-vous, la foule hurla encore une fois. Longtemps. Inlassablement. Puis, la musique changea pour un air de Vigneault et ils chantèrent tous en chœur. C'était leur tour... Ensuite la musique devint un rigodon et ils se mirent à danser.

* * *

Delo zigzagait à travers les couples.

— C'était qui qui parlait, demandait une femme à son partenaire?

— J'sais pas, répondait un homme essoufflé.

— Qui c'est celui qui a fait le speech, demandait un homme à son voisin?

— Lui? C'est Bayard, j'ai demandé à un des gars de la sécurité. C'est le Coordonnateur.

Delo n'avait jamais entendu le Coordonnateur parler. Personne ne l'avait jamais entendu parler. Maintenant il parlait... Delo avait refusé avec un sourire bien des invitations à danser. Quand une femme qui dansait recula et, par mégarde, lui tomba dans les bras. Il fit le geste de la remettre sur ses pieds et de continuer son chemin. Il sentit cependant qu'elle était bien souple, bien soyeuse, bien palpitante, il

éprouva le désir de la retenir un instant. Il la regarda et reconnut Libertad. Il regarda ses yeux qui étaient noisette — et non pas d'outremer comme sa sœur Consuelo — regarda une bouche humide, charnue et un peu provocante... et il l'embrassa. Elle ne fit rien pour se dégager, mais se serra contre lui, avec désespoir.

Le monde autour d'eux continua de tourner, mais ils n'y prêtèrent plus la moindre attention. Ils s'embrassèrent si longtemps que les rires fusèrent autour d'eux. Quelqu'un applaudit, un autre fit une blague sans méchanceté. Ils n'y prêtèrent aucune attention. Ils auraient pu faire l'amour là, tout de suite, debout, sur place. Leur lèvres se quittèrent un instant et ils se regardèrent. Ils cessèrent de s'étreindre, mais ne rompèrent pas le contact. Ils se sourirent, s'embrassèrent à nouveau, puis s'éloignèrent en zigzaguant encore entre les couples, mais ensemble. Ensemble, pensa Libertad, et le mot la faisait presque pleurer de joie. Ce n'est que lorsqu'ils furent en marge de la foule, au nord de la rue Mont-Royal, qu'ils se risquèrent à parler. — Le printemps de l'indépendance, dit Libertad en regardant Delo! — Si tu veux, dit-il en la serrant contre lui, on va en faire l'été du bonheur.

Épilogue

21 mars 1997

Pierre Pinard est délégué du Québec, confortablement installé à l'Ambassade du Canada à Washington. Il a une superbe résidence sur le Potomac et un grand jardin. Il le cultive. Il pense de plus en plus que nous vivons dans le meilleur des mondes.

Delorimier Pinard est étudiant à Georgetown. Il s'intéresse aux études stratégiques et à la Realpolitik. Il habite toujours chez son père, en bordure du Potomac, mais partage surtout la vie d'une troisième secrétaire de l'Ambassade du Canada à Washington.

Libertad Gomez est troisième secrétaire à l'Ambassade du Canada à Washington. Elle s'occupe des relations avec les milieux hispaniques. Ils sont la force montante. Elle en est une aussi.

Robert Desjardins est devenu secrétaire général de la FTQ. Il est très actif dans le parti Social-Démocrate, le nouveau parti de centre-centre gauche du Québec qui tend vers le centre. Il n'aime encore personne.

Percival Ewen — il a laissé tombé la forme allemande du nom — est une vedette en gestation. Il est du parti Démocrate-Chrétien. Un parti de centre-centre droit qui tend vers le centre.

Le professeur Mansfield est maintenant recteur de l'Université Concordia. Il est pressenti pour le poste — tout à fait honorifique — de Président du Québec. Ce serait pour les nationalistes un beau geste de réconciliation avec les minorités. Il s'amuse beaucoup.

Francœur connaît encore tout le monde: rien n'a changé à son train de vie, il est seulement plus riche. Berger? Personne ne le connaît, qui est Berger?

Lucien Gariépy — alias Scalp — mène adroitement les activités du gang d'Hochelaga, lequel travaille en symbiose avec certains groupes autochtones et maintient une paix armée avec la mafia. Les temps sont durs pour les gangs.

Bayard est décédé dans un triste accident de la route, quelques semaines après l'indépendance. Il s'était endormi au volant. Des rumeurs ont circulé, mais maintenant on l'a oublié.

Hugo Van Jaegeren — ci-devant Marius — a une maison à Uccle, en banlieue de Bruxelles. Il s'occupe d'une banque du Luxembourg qui fait des affaires avec la Russie.

Consuelo Gomez habite à Uccle, en banlieue de Bruxelles. Elle demeure en contact étroit avec sa sœur et les douzaines de Gomez dispersés à travers les Amériques. Elle est le bastion avancé, la première des Gomez à s'enraciner sur le sol d'Europe.

Mohamed Ben Saïda et son jeune frère sont à Moscou. Ils s'occupent de construction. On n'en sait pas plus.

Personne ne sait où est Gérard, ni où se trouve Cajun. Marcel ne répond plus au téléphone.

Esteban et Lupe Gomez, et même monsieur Tuong de la rue Côte-des-Neiges, maîtrisent de mieux en mieux le français. L'agent Smith aussi: il voyage beaucoup au Québec.

Le jeune Deschênes voyage beaucoup en Ontario et maîtrise de mieux en mieux l'anglais.

Monsieur Cardoso et Ricardo voyagent toujours autant et n'ont rien perdu de leur maîtrise.

L'agent Maurice Paneton, les éboueurs Albert et René, ainsi que leurs petites familles vont bien. Leur vie n'a pas changé. Johnny, Tony, Bantam et Jonas continuent leur boulot quotidien.

Le Québec est indépendant, le Canada est uni. Le Monde dit que rien n'a vraiment changé au Québec ni au Canada.

Duncan est toujours aussi fou.

Michael? Il n'y a aucune raison pour qu'il ne soit pas toujours là.

Au sujet de l'auteur

Avocat (1957), économiste (1965). Premier directeur général de la Main-d'oeuvre au gouvernement du Québec, directeur général de l'Institut de Recherches et de Normalisation Économique et Scientifique (IRNES) et vice-président adjoint (Finance /Administration) du Groupe SNC.

Vice-président aux Affaires internationales de la Société d'Exploitation des Ressources Éducatives du Québec (SEREQ). Collaborateur aux travaux du Conseil Scientifique de l'Évaluation (Paris).

Directeur de projet, négociateur ou expert-conseil au sein de nombreux projets privés et publics à financement multilatéral ou bilatéral d'assistance au tiers-monde (OCDE, UNESCO, BIRD, ACDI, BAD, CEE) et membre du conseil d'administration de diverses OSBL : Club 2/3, APCI, Acer International.

Voir aussi: Commentaires de Jacques Giroux, Journal de Québec, au sujet de l'auteur à l'occasion du lancement du livre "Monde ordinaire, c'est à ton tour..." , Avril 1993.

**Commentaires de Jacques Giroux
Journal de Québec, au sujet de l'auteur.**

*A l'occasion du lancement du livre
"Monde ordinaire, c'est à ton tour...", Avril 1993*

" Sa vie est un roman d'aventure. Ce globe-trotter, homme d'action et de réflexion, a parcouru plus de 100 pays. Polyglotte, humaniste, formé à l'école des Jésuites, il devient, fin des années 50, moine itinérant en Inde et disciple du gourou Sivananda. Conseiller juridique de Fidel Castro, expert-conseil en Espagne sous le régime Franco, il négocie des contrats en Iran, sous le règne du Shah. Membre du premier conseil exécutif national du NPD, il organise en 1962 la première campagne de financement du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale.

Témoin privilégié des grands bouleversements politiques et sociaux, il a été plongé dans l'enfer de la guerre civile au Zaïre en 1962 et, 20 ans plus tard, vécu le désespoir du peuple Salvadorien, déchiré par une lutte fratricide. Il est à Paris lors des manifestations de Mai 68, fête en avril 1974 avec les Portugais, la "Révolution des Oeillets" et, quelques mois plus tard, assiste à la chute de la junte des Colonels à Athènes en Grèce.

Artiste dans l'âme, rationaliste mais adepte du I Ching, la sagesse millénaire de la Chine qu'il a aussi visitée, l'auteur est multidimensionnel: un homme de la Renaissance, il véhicule des idées du Troisième Millénaire. Il faut avoir vécu bien des "vies" en une, pour parler aussi simplement de choses aussi complexes au Monde Ordinaire. "

Jacques Giroux, Journal de Québec

Communiquer avec l'auteur

Adresse électronique

pjca@iname.com

Sites Internet

http://www.geocities.com/newsociety_2000/accueil.html

<http://site.voila.fr/nouvellesociete>

Adresse postale

Pierre JC Allard,
Fondation littéraire Fleur de Lys,
44, rue Chabot, Lévis, Québec, Canada. G6V 5M6

VIA LE SITE INTERNET DE LA FONDATION LITTÉRAIRE FLEUR DE LYS

www.manuscritdepot.com/

Page personnelle de Pierre JC Allard

<http://www.manuscritdepot.com/a.pierre-jc-allard.html>

Forum de discussion avec Pierre JC Allard

www.manuscritdepot.com/disc101_toc.htm

Table des matières

Avant-propos	9
Chapitre 1	11
Chapitre 2	35
Chapitre 3	53
Chapitre 4	81
Chapitre 5	103
Chapitre 6	137
Chapitre 7	159
Chapitre 8	183
Chapitre 9	203
Chapitre 10	223
Chapitre 11	239
Chapitre 12	257
Épilogue.....	271
Au sujet de l’auteur	275
Commentaires de Jacques Giroux	277
Communiquer avec l’auteur	279

Ouvrage réalisé par la
Fondation littéraire Fleur de Lys inc.
44, rue Chabot, Lévis, Québec, Canada. G6V 5M6
Téléphone : (418) 838-0890
www.manuscritdepot.com

Achevé en Juin 2005.

Exemplaire numérique en format PDF

Adobe Acrobat

Exemplaire papier imprimé à la demande

DIZONES, impression numérique,
9060, Avenue Ryan, Dorval, Québec, Canada. H9P 2M8
Téléphone : 514. 636. 9663.

L'intrigue de ce livre se situe dans un Québec post-référendaire où le OUI a gagné. La conclusion peut sembler cynique, mais il y a eu des coïncidences troublantes et on peut se demander si on n'a pas ici une prophétie à demi réalisée....

Ce roman de "politique-fiction" est en fait un roman d'action; un polar dicté en six (6) semaines à Moscou à l'été 1995. Il ne s'agissait pas de viser le Goncourt, mais de tenir la gageure de produire rapidement un bouquin amusant qui recèlerait tout de même une parcelle de vérité sur ce qui se trame dans les coulisses des révolutions.

En fait, cette parcelle de vérité est devenue un énorme pavé quand on a vu, le soir du référendum, apparaître comme d'une boîte à surprise, en fin de soirée, les résultats d'UNE circonscription, qu'on avait occultés pendant des heures, et qui transformaient brutalement en défaite ce qui semblait une victoire du OUI.

Un regard sur les fluctuations du dollar canadien, au cours de cette même soirée, montre sans aucun doute raisonnable que quelqu'un qui aurait connu les résultats de cette circonscription dès qu'ils ont été compilés aurait pu, avant qu'ils ne soient annoncés (après quelques inexplicables heures de retard...), réaliser une opération tout à fait spectaculaire aux dépens des spéculateurs de Hong-Kong, de Tokyo et de Singapour qui ne pouvaient alors, statistiquement parlant, que prévoir une victoire du OUI et jouaient donc le dollar canadien à la baisse. La réalité rejoint la fiction.

Les lecteurs hors-Québec y découvriront une langue à multiples patois, plus proche de la réalité, je crois, que le "joual" stylisé et omniprésent qu'on leur présente souvent comme la "parlure" uniforme des Québécois. Il n'est pas facile d'écrire ces divers patois; ils devront donc se faire à des tournures telles que "c'était-tu toi" ...



Fondation littéraire Fleur de Lys

Le premier éditeur libraire francophone
Sans but lucratif en ligne sur Internet
www.manuscritdepot.com

ISBN 2-89612-050-5